

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES RELATIONS
INTERNATIONALES**

**L'étude des politiques étrangères de la Géorgie et de l'Ukraine
dans la période postsoviétique jusqu'aux révolutions colorées
(1992-2004) : Recherches de coopération internationale**

Emre ERKAN

Directeur de recherche: Prof. Dr. Erhan BÜYÜKAKINCI

Memoire pour l'obtention du DEA Relations Internationales

FEVRIER 2010

TABLES DES MATIERES

LISTE DES ABBREVIATIONS.....	VI
RESUME.....	VII
ABSTRACT.....	XII
ÖZET.....	XVII
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE – LA DESINTEGRATION DE L’URSS ET LES INDEPENDANCES NATIONALES.....	5
Chapitre I – La fin de la période soviétique.....	5
Section 1 - La nouvelle pensée, La <i>Perestroïka</i> et La <i>Glasnost</i>.....	5
Section 2 - La période des réformes politiques.....	9
Section 3 - La période de transformation et l’ascension du nationalisme.....	12
Section 4 - Le coup d’Etat contre Gorbatchev et la dissolution de l’URSS.....	14
Chapitre II – Le processus de l’obtention de l’indépendance : Les Etudes de la Géorgie et de l’Ukraine.....	19
Section 1 - Les développements politiques en Géorgie.....	19
A) Le débouchage des conflits ethniques.....	20
B) L’apogée des conflits et de la radicalisation nationaliste.....	23
C) La fin de la radicalisation et l’arrivée au pouvoir de Chevardnadze.....	25
Section 2 – Le Processus d’indépendance en Ukraine.....	27
A) La formation de l’opposition en Ukraine.....	28
B) Le cheminement vers l’indépendance.....	31

**DEUXIEME PARTIE – LA PERIODE DE TRANSITION ET LA QUETE
D’UNE POLITIQUE ETRANGERE INDEPENDANTE.....34**

Chapitre I – La période de Chevardnadze en Géorgie.....34

Section 1 – Les facteurs influençant la politique étrangère géorgienne.....36

A) L’étude des facteurs internes.....36

a) Le problème de l’intégrité territoriale.....36

i) Les revendications sécessionnistes.....37

ii) Les zones de tension potentielle.....39

b) La vulnérabilité interne.....42

B) Le rôle du facteur identitaire.....46

Section 2 - Le facteur géopolitique et la politique étrangère de la Géorgie.....49

A) Le rôle de la Russie dans la politique étrangère de la Géorgie.....50

**a) Les relations russo-géorgiennes dans le domaine de sécurité et
les bases militaires russes.....52**

**b) Les relations russo-géorgiennes dans le cadre de terrorisme
international.....54**

**c) Les relations russo-géorgiennes dans les domaines énergétiques
et
économiques.....57**

B) Le rapprochement de la Géorgie face aux Etats-Unis.....59

Chapitre II – Les périodes de Kravtchouk et de Koutchma en Ukraine.....62

Section 1 – Les déterminants de la politique étrangère ukrainienne.....64

A) Les facteurs internes.....64

a) Les développements politiques.....64

b) Les développements économiques.....69

B) Les facteurs identitaires – le processus de la formation d’une nation....72

a) les différences ethniques.....73

b) les différences linguistiques.....75

c) les différences religieuses.....	77
d) les différences régionales.....	79
Section 2 - La politique étrangère de L'Ukraine envers la Russie.....	81
A) Le rôle de la Russie dans la politique étrangère ukrainienne.....	82
a) Les relations russo-ukrainiennes – la question des armes nucléaires.....	83
b) Les relations russo-ukrainiennes – le partage de la flotte de la mer Noire.....	86
c) Le Statut des minorités russe en Ukraine orientale et la question de Crimée.....	90
i) La Question des provinces orientales.....	91
ii) La question de Crimée.....	93
B) La recherche d'un nouveau discours de politique étrangère: l'approche multi-vectorielle.....	97
a) Les Relations russo-ukrainiennes au sein de la CEI.....	97
b) La Politique multi-vectorielle et la recherche d'un espace sans Russie.....	103
TROISIEME PARTIE – LE ROLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LA RECHERCHE DE COOPERATION INTERNATIONALE.....	107
Chapitre I – Les organisations internationales régionales.....	107
Section 1 - Organisation de Coopération économique de la Mer Noire.....	108
Section 2 – GUAM : Les recherches de partenariat régional.....	113
Section 3 – Les fonctions des organisations régionales dans les politiques étrangères de la Géorgie et de l'Ukraine.....	119
Chapitre II – Les organisations internationales globales.....	121
Section 1 – L'UE et la place de la Géorgie et de l'Ukraine dans le cadre de la politique européenne de voisinage.....	121
A) Les hésitations de l'Union	122
B) L'Accroissance des relations de l'UE avec la Géorgie et l'Ukraine....	125

a) Les discussions au sein de l'UE.....	125
b) La sécurité énergétique.....	128
c) Les révolutions colorées en Géorgie et en Ukraine.....	129
i) La Révolution des roses.....	129
ii) La Révolution orange.....	132
Section 2 – L'Approche de l'OTAN envers La Géorgie et L'Ukraine.....	136
A) Les Relations de l'OTAN avec la Géorgie.....	138
B) Les Relations de l'OTAN avec l'Ukraine.....	140
Section 3 – Les fonctions des organisations globales dans les politiques étrangères de la Géorgie et de l'Ukraine.....	143
CONCLUSION.....	146
BIBLIOGRAPHIE.....	151
ANNEXES.....	161
CURRICULUM VITAE.....	166

LISTE DES ABBREVIATIONS

APC : Accords de Partenariat et de Coopération
 BTC : Oléoduc de Baku-Tbilissi-Ceyhan
 CC du PCUS : Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique
 CCNA : Conseil de coopération nord-atlantique
 CEI : Communauté des Etats Indépendants
 CSCE : Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe
 EEU : Espace Economique Unique
 EUJUST Thémis : EU Rule of Law Mission to Georgia
 FCE : Forces conventionnelles en Europe
 FMI : Fonds monétaire international
 GUAM : Organisation des Etats formée de la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie
 IFC : International Finance Corporation
 INOGATE : Interstate Oil and Gas Transport to Europe
 KFOR : Force pour le Kosovo
 KGB : Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti, Comité pour la Sécurité de l'Etat
 MONUG : Mission d'observation des Nations unies en Géorgie
 ZCEMN : Zone de coopération de la mer Noire
 OCEMN : Organisation de coopération de la mer Noire
 OMC : Organisation mondiale de Commerce
 ONU : Organisation des Nations unies
 OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
 OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
 PC : Parti communiste
 PCUS : Parti Communiste de l'Union Soviétique
 PESC : Politique étrangère et de sécurité commune
 PESD : Politique européenne de sécurité et de défense
 PEV : Politique européenne de voisinage
 PPP : Partenariat pour la Paix
 RSFS : République socialiste fédérative soviétique
 START-1 : Traité de réduction des armes stratégiques
 TACIS : Technical Aid to the Commonwealth of Independent States
 TRACECA : Transport Corridor Europe-Caucase-Asia
 TNP : Traité de non-prolifération nucléaire
 UE : Union européenne
 URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques

RESUME

Cet ouvrage vise à étudier les politiques de la Géorgie et de l'Ukraine dans la période postsoviétique jusqu'aux révolutions colorées et leurs recherches de coopération internationale. Dans cette perspective nous avons d'abord jeter un coup d'œil dans la première partie à la fin de la période soviétique et examiné le processus de l'obtention de l'indépendance de la Géorgie et de l'Ukraine et ses effets dans ces deux pays. Dans la deuxième partie nous avons élaboré la période de transition de la Géorgie et de l'Ukraine et leurs quêtes d'une politique étrangère indépendante. Dans ce cadre nous avons étudié les facteurs internes qui ont influencé la vie politique des deux pays et le rôle de la Russie dans la formation de leurs politiques étrangères. Dans la troisième partie nous avons d'abord examiné les possibilités de coopération régionale dans le contexte des organisations régionales comme l'OCEMN et GUAM. Ensuite nous avons analysé les relations des organisations euro-atlantiques avec la Géorgie et l'Ukraine, leurs rôles dans la formation de la politique étrangère des deux pays et l'attitude de la Russie à propos de ces relations.

La désintégration de l'URSS était un point de tournure pour l'histoire mondiale. Son démembrement n'a pas seulement causé la fin d'un Etat qui a régné sur un vaste territoire pour soixante quatorze ans, mais il a aussi transformé la structure politique de l'Eurasie. En effet pour les analystes qui ont observé la dernière période de l'Union soviétique et l'application des politiques de *Glasnost* et de *Perestroïka* lancées par Gorbatchev le démembrement n'était pas un évènement surprenant. Quand Gorbatchev est arrivé au pouvoir, l'URSS était en état de stagnation en raison du manque des réformes politiques et économiques au sein de l'Etat lui-même. Ayant pris le pouvoir dans le Parti communiste, Gorbatchev s'était incliné à faire une série de réformes basée sur trois piliers. Le pilier de la politique étrangère des réformes de Gorbatchev, avait été appelé "La Nouvelle Pensée" qui signifiait le changement de stratégie dans la politique internationale de l'URSS. La nouvelle stratégie de Gorbatchev était d'arrêter la prolifération des armes qui affectait négativement l'économie et d'unifier l'Europe autour de diverse variantes du socialisme et de la démocratie. Le pilier économique des réformes, appelé la *Perestroïka*, précisait le besoin de révision, de modernisation, d'augmentation de l'effectivité de l'économie soviétique. Dernièrement, étant au courant de la nécessité d'une réforme politique pour la réalisation des réformes économiques, Gorbatchev avait débuté le troisième pilier de son projet : La *Glasnost*, c'est-à-dire la transparence.

Dans ce période des réformes et de transformation, surtout avec la *Glasnost*, qui avait provoqué la discussion des problèmes contemporains et historiques, les nations demeurant par force dans le territoire de l'URSS, ont commencé à montrer leurs

mécontentements. A cause de l'émergence des nationalismes, les conflits entre les nations et les républiques se sont aggravés et les demandes sécessionnistes étaient devenues plus fréquentes. A part des problèmes interethniques, l'aggravation des problèmes économiques, le conflit entre les institutions et les dirigeants, ont montré que les tentatives d'adapter ces réformes dans une courte période étaient irréalisables. Cependant, au cours des derniers mois de 1989 ; la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie ont abandonné le communisme. Enfin, à côté du désordre économique et social, les républiques et les régions autonomes de l'Union ont commencé à déclarer leurs souverainetés. L'Union était en face du danger de désintégration.

A cause de la crise politique et l'ascension des nationalismes, au niveau administrative, le centre de la vie politique s'était déplacé du Parti communiste de l'Union soviétique vers la République socialiste fédérative de Russie. En juin 1990, Eltsine, président du Soviet suprême de la RSFS de Russie a déclaré la souveraineté de la Russie et a adopté un texte proclamant la supériorité des lois russes sur celles des lois soviétiques. En août 1991, un Putsch mené par des membres du gouvernement opposés aux réformes a montré à quel point la position de Gorbatchev s'était fragilisée. Le complot a échoué en partie grâce à l'intervention d'Eltsine, qui a confirmé de ce fait sa position de chef de file des réformistes. Au cours de l'automne 1991, tandis que les républiques constituantes de l'URSS proclamaient, l'une après l'autre, leur indépendance sans que Gorbatchev ait la possibilité de s'y opposer par la force, le gouvernement russe a pris peu à peu l'ascendant, reprenant les fonctions auparavant assurées par l'Union. Ainsi, Gorbatchev tout en étant président de l'Union soviétique, a perdu rapidement l'initiative. En novembre 1991, le président russe Eltsine a publié un décret qui interdisait les activités du Parti communiste de l'Union soviétique sur le territoire de la Fédération de Russie. Enfin en décembre 1991, les chefs d'Etats de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine ont publié une déclaration selon laquelle l'Union soviétique était dissoute et remplacée par la Communauté des Etats indépendants.

Au cours de la dissolution de l'URSS, parmi les Etats de l'ex-Union soviétique, la Géorgie et l'Ukraine ont vécu des différents types de problèmes pendant le processus de l'obtention de leurs indépendances. La Géorgie a été soumise à deux conflits sécessionnistes dans ses territoires, le premier avec l'Abkhazie et le deuxième avec l'Ossétie du Sud, et à un conflit pour le pouvoir entre des groupes politiques rivaux. Ces conflits étaient terminés avec l'expulsion du premier président de l'Etat géorgien, Gamsakhourdia, du pouvoir et l'arrivée au pouvoir de Chevardnadze qui a dû donner des concessions à la Russie comme l'adhésion de la Géorgie à la CEI et l'utilisation des bases militaires en contrepartie du maintien de l'intégrité territorial qui signifiait la congélation des volontés sécessionnistes pour un certain temps.

Cependant, contrairement à la Géorgie, l'Ukraine qui était considérée comme une entité constituante de l'identité russe, s'est séparée de l'Union soviétique d'une manière pacifique. Pourtant, la sécession de la république la plus peuplée et forte de l'Union après la Russie a posé des problèmes à la dernière dans le sens identitaire et géopolitique. De cette façon, l'Ukraine est entrée dans une période difficile dans

laquelle elle devait résoudre des problèmes hérités de l'ère soviétique qui étaient utilisés à son détriment par Moscou et aussi réguler ses relations avec la dernière.

Comme il est précisé ci-dessus, le démembrement n'était pas un événement surprenant à cause des tentatives d'adapter les réformes dans une courte période, pourtant ce qui était imprévisible était l'immensité des effets de la désintégration de l'URSS dans l'espace de l'ex-Union. Les pays nouveau-nés étaient d'une part entrés dans une phase de transition économique, politique et sociale, de l'autre part dans une période de la formation de l'Etat et de la nation. En outre, pour certains pays de l'ex-Union, la régulation des relations avec l'ancien centre de l'URSS, la Russie, était le problème majeur parce que la dernière percevait l'espace ex-soviétique comme son arrière-cour tandis que les premiers voulaient être reconnus dans l'arène internationale. Etant donné les circonstances, la question essentielle pour les pays nouveau-nés pendant les premières années de leurs indépendances était comment mener une politique étrangère sans la Russie.

Après avoir obtenu son indépendance la Géorgie, étant un pays multiethnique, devait tout d'abord assurer son intégrité territoriale. A part les cas de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, il y a aussi des zones de tension potentielles comme l'Adjarie et la Samtskhe – Djavakhetie dans lesquelles d'autres minorités existent. De plus, le pays a vécu des difficultés dans la transition politique et économique qui lui a rendu plus vulnérable et ouverte aux interventions extérieures. Dans cette perspective, la Russie a occupé un rôle remarquable dans la formation de la politique étrangère de la Géorgie en utilisant les faiblesses du pays. Le but de Moscou était tenir la Géorgie sous son contrôle parce que la dernière se situait sur la route de transportation des ressources énergétiques de la Caspienne dont son importance accroissait à cause du besoin énergétique des pays occidentaux. Pour arriver à cette fin la Russie a utilisé plusieurs moyens. Premièrement elle a joué le rôle de stabilisateur dans les deux régions sécessionnistes qui se trouvaient sur la frontière russo-géorgienne par les forces de maintien de la paix. Deuxièmement elle a augmenté son existence militaire dans le pays par l'intermédiaire des bases militaires. Dernièrement elle a essayé d'exploiter la vulnérabilité économique de la Géorgie surtout dans le domaine énergétique en coupant la livraison de gaz et de l'électricité.

En contrepartie, Tbilissi en profitant du besoin énergétique de l'Occident, a développé des relations avec les Etats-Unis surtout après le lancement du projet de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. D'ailleurs, la Géorgie en se considérant une partie de la civilisation occidentale, a d'une part commencé à s'approcher aux institutions occidentales comme l'UE et l'OTAN et d'autre part à chercher des coopérations régionales en dehors de la CEI en utilisant son importance géopolitique afin d'assurer son intégrité territoriale et de diminuer sa dépendance à la Russie.

Quant à l'Ukraine, l'état de symbiose avec la Russie et les questions héritées de l'ère soviétique l'a posé des problèmes dans le processus de la formation de l'Etat et de la nation à côté des difficultés de la transition politique et économique. L'Ukraine n'était pas un pays homogène dans le sens ethnique puisqu'à part de divers ethnicités dont leurs proportions est petite dans la société, à peu près de 20 % de la population

est formé des russes qui étaient localisés dans les parties orientales du pays et en Crimée. Ce fait était en même temps la cause des différences linguistiques, régionales et religieuses dans la société ukrainienne. Ces différences ont joué un rôle important dans la formation de la politique étrangère ukrainienne puisque d'une part la partie ouest du pays était favorable au rapprochement aux institutions occidentales tandis que la partie est de l'Ukraine défendait le développement des relations avec la Russie.

Pour empêcher le rapprochement de l'Ukraine avec les institutions occidentales et pour assurer le développement des relations au sein de la CEI, les différences au sein de l'Ukraine et les liens historiques entre les deux pays ont été utilisés par la Russie en sa faveur. Dans cette perspective la question des armes nucléaires héritée de l'ère soviétique, le partage de la flotte de la mer Noire qui était strictement lié à la question du statut juridique de la Crimée où les russes étaient majoritaires, la question des minorités russes dans les régions orientales du pays et la dépendance énergétique et économique à Moscou ont déterminé la nature des relations russo-ukrainienne. En contrepartie l'Ukraine, étant un pays nouveau-né cherchait en premier lieu la reconnaissance internationale et de développer des relations avec les pays et les institutions occidentales.

Pour la réalisation de ce but, les élites politiques ukrainiennes ont développé une politique étrangère appelée la politique multi-vectorielle qui nécessitait la diversification des relations de Kiev avec les pays de la CEI, les pays de la région de la Mer Noire, les pays de l'Europe et les institutions occidentales surtout avec l'UE et l'OTAN. En bref, alors que la pression de Moscou et les équilibres de la politique domestique ont poussé l'Ukraine à avoir des égards pour la Russie, elle a cherché les moyens pour développer des relations avec les pays régionales et surtout avec l'UE et à l'OTAN afin de contrebalancer le pouvoir de la Russie.

L'attitude de la Russie envers ces deux Etats et leurs recherches de la politique étrangère autonome les a unifié au tour de l'enjeu de développer des coopérations régionales et de s'intégrer aux institutions globales comme l'UE et l'OTAN. Au niveau régional, le lancement de l'idée de former une organisation de coopération au tour de la région de la mer Noire par la Turquie, juste après la désintégration de l'URSS, était une grande opportunité pour les deux pays pour assurer leurs reconnaissances internationales et aussi pour diversifier leurs politiques étrangères. A part de cette initiative, quatre Etats membres de la CEI qui s'opposaient à la domination de la Russie dans la Communauté, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, ont initié le groupement de GUAM en 1997 qui visait à coordonner leurs politiques étrangères contre la domination de la Russie dans l'espace ex-soviétique. Pourtant, la contribution des deux organisations régionales aux politiques étrangères de la Géorgie et de l'Ukraine est restée limitée. En effet, la vision et les buts de l'OCEMN étaient favorables pour les deux pays puisqu'elle était une organisation qui permettait tous les pays littoraux et non-littoraux de la Mer Noire à contribuer à la coopération et ce fait élargissait le spectre de la région. A part cela, elle a joué le rôle de forum pour la communication informelle entre les Etats qui avaient des conflits. Quant à GUAM, alors qu'elle était un groupement qui

représentait une alternative à une intégration dominée par la Russie, la pression faite par la dernière sur les pays membres au niveau bilatéral a empêché le développement de la coopération et ce fait a poussé le groupement à l'inertie.

Quant au niveau global, la Géorgie et l'Ukraine, visaient à développer des relations avec les organisations comme l'UE et l'OTAN afin de contrebalancer le pouvoir de la Russie. D'ailleurs, ni l'UE, ni l'OTAN n'étaient indifférentes à ces deux pays surtout à cause de leurs proximités aux routes énergétiques qui étaient un sujet vital pour les pays et organisations occidentaux. Néanmoins, pendant les premières années de leurs indépendances les relations ont développé d'une manière lente avec l'UE puisque pour la dernière, l'objectif essentiel était de développer des relations avec la Russie. Pourtant, l'élargissement de l'Union vers l'Europe centrale et vers la mer Noire et le lancement de la politique européenne de voisinage a accru le niveau des relations bilatérales avec ces deux pays. En contrepartie, les relations de l'OTAN avec la Géorgie et l'Ukraine ont marché à une vitesse différente que celle de l'UE surtout avec l'impulsion des Etats-Unis. Alors que la Russie percevait l'OTAN comme une menace contre sa propre sécurité, la dernière ne s'est pas abstenue de développer des relations avec les deux pays. L'Ukraine, étant le premier pays de la CEI à adhérer au Partenariat pour la Paix, a aussi acquis un statut spécial au sein de l'OTAN avec la signature de la Charte de partenariat spécifique qui a approfondie les relations entre les deux parties. Quant à la Géorgie, ses relations avec l'OTAN n'ont pas fait grand progrès au début mais dès le déclenchement des recherches de collaboration de V. Poutine avec les Etats-Unis dans le domaine de la lutte contre le terrorisme pour terminer la question de Tchétchénie, Washington a commencé à s'introduire dans le Caucase du Sud et ce fait a donné un élan aux relations l'OTAN-Géorgie.

En bref, la Géorgie et l'Ukraine sont devenus les pays clés de l'espace ex-soviétique en Europe, d'une part à cause de leurs attitudes envers la Russie et de l'autre part de leurs importances géopolitiques. Il est certain qu'avoir des littoraux sur la Mer Noire et être à la proximité des routes de transports des ressources énergétiques étaient des atouts importants pour les deux pays. Pourtant, les complications émergées avec la transition postsoviétique, les problèmes internes de ces pays et les instabilités régionales ont empêché le développement des relations avec les organisations globales. En outre, les leaders des deux pays, E. Chevardnadze et L. Koutchma, ont préféré de mener une politique de balance entre la Russie et l'Occident. D'ailleurs l'UE et l'OTAN ont guidé une attitude attentive envers ces pays premièrement pour ne pas détériorer les relations avec la Russie et deuxièmement pour ne pas rompre les équilibres au sein de leurs organisations. En conséquence, pendant la période jusqu'aux révolutions colorées, la Géorgie et l'Ukraine devaient toujours avoir des égards pour la Russie afin d'assurer leurs stabilités internes au cours de leurs recherches des coopérations internationales afin de diminuer la domination de la dernière.

ABSTRACT

This work aims to explore the policies of Georgia and Ukraine in the post-Soviet period to the color revolutions and their research for international cooperation. In this framework we first took a look in the first part to the end of the Soviet period and examined Georgia's and Ukraine's process of obtaining independence and its effects in these countries. In the second part we have elaborated the transition period of Georgia and Ukraine and their quests for an independent foreign policy. In this context, we studied the internal factors that influenced the political life of both countries and Russia's role in shaping their foreign policies. In the third part we first examined the possibilities of regional cooperation in the context of regional organizations like BSEC and GUAM, and then we analyzed the relations of the Euro-Atlantic organizations with Georgia and Ukraine, their roles in shaping the foreign policies of both countries and Russia's attitude about these relationships.

The disintegration of the USSR was a turning point in the world history. Its breakup has not only caused the end of a state that ruled over a vast area for seventy-four years, but has also transformed the political structure of Eurasia. In fact, for researchers who have observed the last decade of the Soviet Union and the implementation of policies of *Glasnost* and *Perestroika* initiated by Gorbachev, the disintegration was not a surprising event. When Gorbachev came to power, the USSR was in a state of stagnation due to lack of political and economic reforms within the state itself. Having taken power in the Communist Party, Gorbachev initiated a series of reforms based on three pillars. The pillar of the foreign policy of Gorbachev's reforms was called "New Thinking", meaning the change of strategy in the international politics of the USSR. Gorbachev's new strategy was to stop the proliferation of weapons which had negatively affected the economy and to unify Europe around various versions of socialism and democracy. The economic pillar of the reforms, called *Perestroika*, specified the need for revision, modernization, increase the effectiveness of the Soviet economy. Latterly, being aware of the need for the political reform to achieve the economic reform, Gorbachev began the third pillar of his plan: *Glasnost*, which means openness and transparency.

In this period of reform and transformation, especially with the influence of *Glasnost*, which caused the discussion of contemporary and historical issues, nations residing in the territory of the USSR by force, began to show their restlessness. Because of the emergence of the nationalisms, the conflicts between the nations and the republics of the Union have worsened and the secessionist demands had become more frequent. Apart from the inter-ethnic problems and the worsening economic issues, the conflicts between the institutions and leaders have revealed that the

attempts to adjust these reforms in a short period were impracticable. Meanwhile, during the last months of 1989 Poland, East Germany, Czechoslovakia, Bulgaria and Romania have abandoned the Communism. Finally, besides the economic and social disorder, the republics and the autonomous regions of the Union have begun to declare their sovereignty. The Union was facing the danger of disintegration.

Because of the political crisis and the rise of the nationalisms, at the administrative level, the center of the political life had shifted from the Communist Party of the Soviet Union to the Russian Soviet Federative Socialist Republic. In June 1990, Yeltsin, President of the Supreme Soviet of the RSFSR declared the sovereignty of Russia and passed a bill proclaiming the superiority of the Russian laws over those of Soviet laws. In August 1991, a putsch led by government members opposed to the reforms has shown how Gorbachev's position had weakened. The plot failed in part thanks to the intervention of Yeltsin, who confirmed thereby his position of leading reformers. During autumn 1991, while the constituent republics of the USSR proclaimed one after another their independences, without giving Gorbachev the opportunity to oppose by force, the Russian government has gradually assumed the ascendancy, and took over the functions formerly carried out by the Union. Thus, while he was the President of the Soviet Union, Gorbachev quickly lost the initiative. In November 1991, the Russian President Yeltsin issued a decree banning the activities of the Communist Party of the Soviet Union on the territories of the Russian Federation. Finally in December 1991, the heads of the states of Russia, Belarus and Ukraine issued a statement that the Soviet Union was dissolved and replaced by the Commonwealth of Independent States.

Throughout the dissolution of the USSR, among the states of the former Soviet Union Georgia and Ukraine have experienced different types of problems, during their process of obtaining their independences. Georgia has been subjected to two secessionist conflicts in its territories, the first with Abkhazia and the second with South Ossetia, and also to a conflict for power between rival political groups. The conflicts were ended with the expulsion of the first president of the State of Georgia, Gamsakhurdia, from his position and the coming to power of Shevardnadze, who had to give concessions to Russia like the accession of Georgia to the CIS and the use of military bases in return of maintaining territorial integrity, which meant the freezing of secessionist intentions for some time.

However, unlike Georgia, Ukraine, which was regarded as a constituent entity of the Russian identity, split from the Soviet Union in a peaceful way. But the secession of the most populous and powerful republic of the Union after Russia has caused some problems for the latter in the sense of identity and geopolitics. In this way, Ukraine has entered into a difficult period in which it was supposed to regulate its relations with Russia and also solve the issues inherited from the Soviet era which were used against Kiev by Moscow.

As stated above, the breakup was not a surprising event because of the attempts to adapt the reforms in a short period; however, what was unexpected was the immensity of the effects of the disintegration, especially in the area of the former

Union. The newly independent countries were on one hand entered into a phase of an economical, political and social transition, and on the other hand in a period of state and nation building. Also for some countries of the former Soviet Union, the regulation of the relations with the former center of the USSR, Russia, was the major issue because the latter perceived the former Soviet space as its own backyard while the formers wanted to be recognized in the international arena. Given the circumstances, the key issue for the newly independent countries during the first years of their independences was how to conduct their foreign polices without Russia.

After gaining its independence, Georgia, as a multiethnic country, was first of all to ensure its territorial integrity. Apart from the cases of South Ossetia and Abkhazia, there were also potential areas of tension such as Adjara and Samtskhe – Javakheti, where other minorities exist. In addition to these facts, the country has experienced some difficulties in the political and economical transition that has made it more vulnerable and open to outside intervention. In this perspective, Russia has occupied a prominent role in shaping of the Georgian foreign policy by using the weaknesses of the country. The goal of Moscow was to keep Georgia under its control because the latter was on the transportation road of the Caspian energy resources which had an increasing importance because of the energy requirements of the Western countries. To achieve this end Russia has used several means. First, it has played the role of stabilizer by its peacekeeping forces in the two breakaway regions which were on the Russian-Georgian border. Secondly, it has increased its military presence in the country through the military bases. Latterly, it has tried to exploit the economic vulnerability of Georgia, especially in the energy field by cutting the delivery of gas and electricity.

In return, Tbilisi, by taking advantage of the energy needs of the West, has developed relations with the United States especially after the launch of the project of the Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline. Moreover, Georgia, by considering itself as a part of the Western civilization has firstly begun to approach to the Western institutions like the EU and NATO, and secondly to seek regional cooperation outside the CIS using its geopolitical importance, to ensure its territorial integrity and reduce its dependence on Russia.

As for Ukraine, the state of symbiosis with Russia and the issues inherited from the Soviet era has caused many problems in the process of nation and state building beside the difficulties of the political and economical transition. Ukraine was not a homogenous country in the ethnic sense. Apart from the various ethnicities which their shares are small in the society, about 20% of the population consists of the Russians who were located in the eastern parts the country and in Crimea. This fact is also the cause of linguistic, regional, and religious differences of the Ukrainian society. These differences have played a prominent role in the formation of Ukrainian foreign policy because on one hand the western part of the country was in favor of rapprochement with Western institutions, while the eastern part of Ukraine defended the development of the relations with Russia.

To prevent rapprochement between Ukraine and the Western institutions and to ensure the development of the relations within the CIS, the differences within Ukraine and the historical ties between the two countries have been used by Russia in its favor. In this perspective the issue of nuclear weapons inherited from the Soviet era, the sharing of the Black Sea fleet, which was strictly related to the legal status of Crimea where the Russian were the majority, the issue of Russian minorities in the eastern regions of the country and the energetic and economic dependence of Ukraine have determined the nature of Russian-Ukrainian relations. In return Ukraine, as a newly independent state, was seeking at first place its international recognition and the development of relations with the Western states and institutions.

To achieve this goal, the Ukrainian political elites developed a foreign policy called “the multi-vector foreign policy”, which required the diversification of Kiev’s relations with the CIS countries except for Russia, with the countries in the region of the Black Sea, with the European countries and Western institutions, and especially with the EU and NATO. In short, although the pressure from Moscow and the domestic politics balances have forced Ukraine to take Russia into consideration, Kiev has sought the ways to approach the EU and NATO to counterbalance the power of Russia and also aimed to develop regional cooperation.

Russia's attitude towards these two states and their search for an independent foreign policy has unified them around the issue of developing regional cooperation and integration with global the institutions like the EU and NATO. At the regional level, the idea of forming an organization of cooperation around the Black Sea region, launched by Turkey, just after the disintegration of the USSR, was a great opportunity for the two countries to ensure their international recognition and also to diversify their foreign policies. Besides this initiative, four CIS member who opposed the domination of Russia in the Community, Georgia, Ukraine, Azerbaijan and Moldova, initiated the GUAM group in 1997, which was to coordinate their foreign policies against the domination of Russia in the former Soviet space. However, the contribution of the two regional organizations in the foreign policies of Georgia and Ukraine has been limited. Indeed, the vision and objectives of BSEC were favorable for both countries since it was an organization which allowed all the littoral and non-littoral countries of the Black Sea region to contribute to cooperation and thus broadened the spectrum region. Apart from that, since its apparition, it has been a forum in which informal communications are realized among the states that has conflicts. As for GUAM, although it was a group that represented an alternative to the integration dominated by Russia, the pressure put on by the latter to the member states on a bilateral level has prevented the development of cooperation and this has prompted the group to inertia.

At the global level, Georgia and Ukraine aimed to develop relationships with organizations like the EU and NATO to counterbalance the power of Russia. Moreover, neither the EU nor NATO was indifferent to these two countries, mainly because of their proximity to energy routes which were a vital issue for Western countries and organizations. Though, during the first years of independence of

Georgia and Ukraine, relations have developed in a slow manner with the EU, since for the latter; the main objective was to develop relations with Russia. Yet, the EU enlargement towards Central Europe and the Black Sea region, and the launch of the European Neighbourhood Policy has raised the level of the bilateral relations with both countries. However, NATO's relations with Georgia and Ukraine have developed at a different speed than that of the EU, especially with the impetus of the United States. Although Russia perceived NATO as a threat against its own security, the latter has not failed to develop relations with both countries. Ukraine, by being the first CIS country to join the Partnership for Peace programme has also acquired a special status within NATO with the signing of the Charter on a Distinctive Partnership, which has deepened the relations between the two parties. As for Georgia, its relations with NATO have not made much progress at the beginning, but with the starting of the research for collaboration of V. Putin with the United States in the fight against terrorism to terminate the Chechen issue, Washington has begun to enter the South Caucasus and this has given impetus to NATO-Georgia relations.

In short, Georgia and Ukraine have become the key countries of the former Soviet space in Europe, partly because of their attitudes toward Russia and also of their geopolitical importance. It is certain that having coastlines on the Black Sea and to be near the transportation routes of energy resources are important assets for the two countries. However, the complications emerged with the post-Soviet transition, the internal issues of these countries and the regional instabilities have prevented the development of their relations with global organizations. In addition, leaders of both countries, E. Shevardnadze and L. Kuchma chose to pursue a policy of balance between Russia and the West. Besides, the EU and NATO have led an attentive attitude towards those countries first in order not to worsen relations with Russia and secondly not to disturb the balances in their organizations. Consequently, throughout the period leading up to the colored revolutions, Georgia and Ukraine took always into consideration Russia to ensure their internal stability during their search for international cooperation to reduce the dominance of the latter.

ÖZET

Bu çalışmanın amacı Sovyet sonrası dönem içinde Gürcistan ve Ukrayna'nın dış politikalarını ve uluslararası işbirliği arayışlarını, Renkli Devrimlere kadar olan süreç zarfında incelemektir. Bu bağlamda, çalışmamızın birinci bölümünde öncelikle Sovyetler Birliği'nin son döneminde gelişen olaylara bakılacak, ardından Gürcistan ve Ukrayna'nın bağımsızlık süreçleri ve bu sürecin bu iki ülke üzerindeki etkileri incelenecektir. İkinci bölümde ise Gürcistan ve Ukrayna'nın geçiş dönemi süresince yaşadıkları sıkıntılar ve bu iki ülkenin bağımsız dış politika arayışları ele alınacaktır. Bu çerçevede, bu iki ülkenin siyasi yaşamlarını etkileyen iç etkenler ve dış politika oluşum süreçlerinde Rusya'nın oynadığı rol incelenmiştir. Son olarak üçüncü bölümde öncelikle Karadeniz Ekonomik İşbirliği Örgütü ve GUAM gibi bölgesel örgütler bağlamında bölgesel işbirliği olanakları incelenmiş, ardından Avrupa-Atlantik örgütlerinin Gürcistan ve Ukrayna ile olan ilişkileri, bu örgütlerin iki ülkenin dış politikalarının şekillenmesindeki rolleri ve Rusya'nın bu ilişkilere dair tutumu çözümlenmiştir.

Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği'nin parçalanması dünya tarihi açısından bir dönüm noktası olmuştur. Birliğin dağılması, sadece 74 yıl boyunca geniş bir alanda hüküm sürmüş bir devletin sona ermesine neden olmamış, aynı zamanda Avrasya'nın siyasi yapısını da değiştirmiştir. Aslında, Sovyetler Birliği'nin son dönemini ve Gorbaçov tarafından başlatılan *Glasnost* ve *Perestroika* politikalarının uygulanışını gözlemleyen araştırmacılar için parçalanma şaşırtıcı bir gelişme olmamıştır. Gorbaçov Sovyetler Birliği Komünist Partisi'nin başına geçtiği zaman SSCB, devlet nezdinde siyasi ve ekonomik reformların gerçekleştirilememesi nedeniyle durgunluk dönemine girmişti. Komünist Parti içinde iktidara geldikten sonra Gorbaçov öncelikle üç unsura dayanan bir reform sürecine öncelik vermiştir. Gorbaçov reformlarının dış politika ayağı olan “Yeni düşünce” açılımı, SSCB'nin uluslararası politikasında strateji değişimi anlamına gelmektedir. Gorbaçov'un yeni stratejisi Sovyet ekonomisini olumsuz anlamda etkileyen silahlanma artışının durdurulması ve Avrupa'nın sosyalizm ve demokrasinin çeşitli varyantları etrafında birleştirilmesidir. Reformların ekonomik ayağı olan *Perestroika* Sovyet ekonomisinin yeniden yapılandırılmasının, modernizasyonunun ve etkinliğinin artırılmasının altını çizmektedir. Son olarak ekonomik reformların gerçekleştirilmesi için siyasi reformun gerekliliğinin farkında olan Gorbaçov, reform tasarısının üçüncü ayağı olan *Glasnost*'u yani şeffaflık ve açıklık politikasını başlatmıştır.

Bu reform ve dönüşüm döneminde, özellikle de güncel ve tarihsel sorunların tartışılmasına yol açan *Glasnost*'un ortaya atılmasıyla birlikte, Sovyetler Birliği topraklarında zorla bir arada tutulan uluslar hoşnutsuzluklarını dile getirmeye

başlamışlar, bu durum milliyetçi fikirlerin yayılmasına neden olmuştur. Milliyetçiliklerin ortaya çıkması nedeniyle Birliğe bağlı uluslar ve cumhuriyetler arasındaki çatışmalar artmış, ayrılıkçı talepler sıklaşmıştır. Ulusların birbirleriyle yaşadığı sorunların yanı sıra ekonomik sorunların ağırlaşması ve kurumlar ile idarecilerin birbirleriyle ve aralarındaki çatışmalar reformların kısa bir süre içinde gerçekleştirilmesi girişimlerinin imkansızlığını ortaya koymuştur. Bu süreçle birlikte 1989'un son aylarında, Polonya, Doğu Almanya, Çekoslovakya, Bulgaristan ve Romanya komünist rejimi terk etmişlerdir. Son olarak, ekonomik ve sosyal karışıklığın yanı sıra Birliğin özerk cumhuriyetleri ve bölgeleri egemenliklerini ilan etmeye başlamışlardır. Bütün bu gelişmelerin sonucunda Sovyetler Birliği dağılma tehlikesiyle karşı karşıya kalmıştır.

Politik kriz ve milliyetçiliklerin yükselmesi nedeniyle Birliğin yönetimi düzeyinde siyasal yaşamın ağırlık merkezi, Sovyetler Birliği Komünist Partisi'nden Rusya Sovyet Sosyalist Federatif Cumhuriyetine doğru kaymıştır. Haziran 1990'da Rusya Sovyet Sosyalist Federatif Cumhuriyeti Başkanı Yeltsin, Rusya'nın egemenliğini ilan etmiş ve Rus kanunlarının Sovyet kanunlarına göre üstünlüğünü belirten bir metnin yasallaşmasını sağlamıştır. Ağustos 1991'de reformlara karşı çıkan hükümet üyeleri tarafından gerçekleştirilen darbe girişimi Gorbaçov'un konumunun ne kadar zayıfladığını ortaya koymuştur. Reformcu harekete karşı gerçekleştirilen komplonun başarısızlığının nedenlerinden birisi büyük ölçüde Yeltsin'in müdahalesi sayesinde, ki Yeltsin bu başarısı sonucunda reformcuların lideri olma konumunu kuvvetlendirmiştir. 1991 sonbaharı süresince bir yandan Sovyetler Birliği'nin kurucu cumhuriyetleri Gorbaçov'a karşı çıkma fırsatı vermeden birbirinin peşi sıra bağımsızlıklarını ilan ederken, Rusya hükümeti tedrici bir şekilde nüfuzunu arttırarak bir zamanlar Birliğin haiz olduğu işlevleri kendi üstüne almaya başlamıştır. Böylelikle Sovyetler Birliği Devlet Başkanlığı görevini de yürüten Gorbaçov hızla ülke üzerindeki etkinliğini kaybetmiştir. Kasım 1991'de Rusya Devlet Başkanı Yeltsin Sovyetler Birliği Komünist Partisi'nin Rusya Federasyonu dahilindeki etkinliklerini yasaklayan bir kararname yayımlamıştır. Son olarak Aralık 1991'de Rusya, Belarus, ve Ukrayna devlet başkanları Sovyetler Birliği'nin dağıldığını ve Bağımsız Devletler Topluluğu'nun onun yerini aldığını ilan etmişlerdir.

SSCB'nin dağılması aşamasında, Birliğin eski üyelerinden Gürcistan ve Ukrayna, bağımsızlıklarını elde etme süreci boyunca birbirlerinden farklı bir takım sorunlarla karşı karşıya kalmışlardır. Bu süreçte Gürcistan, birisi Abhazya diğeri ise Güney Osetya ile olmak üzere iki ayrılıkçı çatışmaya ve birbirine rakip siyasi gruplar arasında gerçekleşen iktidar mücadelesine maruz kalmıştır. Bu çatışmalar bağımsız Gürcistan'ın ilk devlet başkanı Gamsakhurdia'nın iktidardan uzaklaştırılması ve Şevardnadze'nin iktidara gelmesiyle sonuçlandırılmıştır. Şevardnadze, ülkenin toprak bütünlüğünü koruyabilmek ve ayrılıkçı taleplerin dondurulmasını sağlamak adına Gürcistan'ın BDT'ye katılması ve ülkedeki askeri üslerin kullanımının Rusya'ya verilmesi gibi bir takım ödünler vermek durumunda kalmıştır.

Bu süreç zarfında, Gürcistan'taki durumun tersine, Rus kimliğinin kurucu bir unsuru olarak addedilen Ukrayna, Sovyetler Birliği'nden sorunsuz bir şekilde ayrılmıştır. Bununla birlikte, Sovyetler Birliği'nin Rusya'dan sonra en kalabalık ve en kuvvetli

cumhuriyetinin bağımsızlığını ilan etmesi Rusya için kimliksel ve jeopolitik anlamda bir takım sorunlara neden olmuştur. Böylelikle Ukrayna, hem Rusya tarafından aleyhine kullanılan Sovyet döneminden miras kalmış sorunları çözmesinin, hem de Moskova ile ilişkilerini düzenlemesinin gerektiği zor bir süreç içine girmiştir.

Yukarıda belirtildiği üzere, reformların kısa bir süre içinde gerçekleştirilmeye çalışılması nedeniyle SSCB'nin parçalanması şaşırtıcı bir gelişme değildir, buna karşın, öngörülemeyen olan dağılmanın özellikle eski Sovyetler Birliği coğrafyasındaki etkilerinin büyüklüğüdür. Bağımsızlıklarını yeni kazanan devletler bir yandan ekonomik, siyasi ve sosyal geçiş dönemine, diğer yandan da devlet ve ulus oluşturma sürecine girmişlerdir. Bunun yanı sıra, Birliğin bazı eski üyeleri için SSCB'nin eski merkezi Rusya ile ilişkilerin yeniden düzenlenmesi önemli bir sorun teşkil etmekteydi çünkü Moskova yönetimi eski Sovyet coğrafyasını kendi arka bahçesi olarak görmekteydi. Buna karşın Ukrayna ve Gürcistan gibi ülkeler uluslararası ortamda tanınmayı ve bağımsız birer dış politika oyuncusu olmayı istemekteydiler. Bütün bunların sonucunda bağımsızlığını yeni kazanmış ülkeler için ilk yıllarındaki esas sorun Rusyasız bir dış politikanın nasıl oluşturulabileceği ve bunun ortaya çıkartacağı zorluklardı.

Bağımsızlığını elde ettikten sonra, çok uluslu bir ülke olan Gürcistan, öncelikle toprak bütünlüğünü sağlamak durumundaydı. Ülkede, Güney Osetya ve Abhazya sorunlarının yanı sıra Acara ve Samshe – Cavaheti gibi çeşitli azınlıkların yaşadığı potansiyel çatışma bölgeleri bulunmaktadır. Bu sorunların dışında, Gürcistan, siyasi ve ekonomik geçiş dönemi süresince önemli bir takım sıkıntılar yaşamış, bütün bunlar ülkeyi savunmasız ve dış müdahalelere açık kılmıştır. Bu bağlamda Gürcistan'ın zaaflarından yararlanan Rusya bu ülkenin dış politika oluşum sürecinde önemli bir rol oynamıştır. Moskova'nın esas amacı Gürcistan'ı kendi kontrolü altında tutmaktır. Bunun sebebi ülkenin, Batılı ülkelerin ihtiyaçları nedeniyle önemi sürekli bir şekilde artan Hazar Denizi enerji kaynaklarının taşınabileceği yollardan birinin üzerinde olmasıdır. Bu amaca ulaşmak adına Rusya öncelikle Rus-Gürcü sınırı üzerinde bulunan ayrılıkçı bölgelerde konuşlanmış barış güçleri sayesinde dengeleyici bir rol üstlenmiş, ayrıca ülkedeki askeri varlığını askeri üsler aracılığıyla arttırmıştır. Bunun yanı sıra Moskova, doğal gaz ve elektrik kesintileri uygulayarak Gürcistan'ın özellikle enerji alanındaki ekonomik zaaflarından faydalanmaya çalışmıştır.

Bütün bunlara karşı Tiflis yönetimi, Batı'nın enerji ihtiyacından yararlanarak, özellikle Bakü-Tiflis-Ceyhan boru hattı projesinin ortaya çıkmasından sonra, ABD ile ilişkilerini geliştirmeye gayret etmiştir. Öte yandan kendini Batı uygarlığının bir parçası olarak gören Gürcistan, Rusya'ya olan bağımlılığını azaltmak ve toprak bütünlüğünü güvence altına almak için, bir taraftan AB ve NATO gibi Batılı kurumlarla yakınlaşmaya çalışmış, diğer taraftan da BDT dışında bölgesel işbirliği arayışlarına girmiştir.

Ukrayna'da ise, siyasi ve ekonomik geçiş döneminin yanı sıra, Rusya ile uzun yıllar beraber yaşamış olmak ve Sovyet döneminden miras kalan meseleler, devlet ve ulus oluşturma sürecinde önemli bir sorun oluşturmuştur. Ukrayna etnik anlamda

homojen bir ülke değildir, çünkü toplumdaki payları küçük olan çeşitli etnisitelerin yanı sıra, nüfusun % 20'ye yakını genellikle ülkenin doğu bölgelerinde ve Kırım'da yaşayan Ruslardan oluşmaktadır. Bu durum aynı zamanda Ukrayna toplumu içindeki dilsel, bölgesel ve dinsel farklılıkların temelini oluşturmaktadır. Bu farklılıklar Ukrayna iç ve dış politikasının oluşturulmasında çok önemli rollere sahiptir, çünkü bir taraftan ülkenin Batı bölgeleri Batılı kurumlarla yakınlaşmayı olumlu karşılarken diğer taraftan Doğu bölgeleri Rusya ile ilişkilerin geliştirilmesini savunmaktadırlar.

Ukrayna'nın Batılı kurumlarla yakınlaşmasını engellemek ve BDT içindeki ilişkilerin geliştirilmesini sağlamak için iki ülke arasındaki tarihsel bağlar ve Ukrayna'nın bünyesinde bulundurduğu farklılıklar Rusya tarafından kendine avantaj sağlamak için kullanılmıştır. Bu bağlamda Sovyet döneminden miras kalan nükleer silahlar sorunu, Karadeniz filosunun paylaşılması meselesi, bu konuya sıkı sıkıya bağlı olan ve Rus nüfusun çoğunlukta olduğu Kırım'ın hukuki statüsü sorunu, ülkenin doğusunda yaşayan Rus azınlıklar sorunu ve Moskova'ya ekonomik ve enerji alanındaki bağımlılık Rusya-Ukrayna ilişkilerinin doğasında belirleyici olmuştur. Bu şartlar altında Ukrayna, bağımsızlığını yeni kazanmış bir ülke olarak öncelikle uluslararası alanda tanınmayı ve Batılı ülke ve kurumlarla ilişkilerini geliştirmeyi hedeflemiştir.

Bu amaca yönelik olarak Ukrayna siyasal seçkinleri, Kiev'in ilişkilerini BDT ülkeleriyle, Karadeniz havzası ülkeleriyle, Avrupa ülkeleri ve başta AB ve NATO olmak üzere Batılı kurumlarla çeşitlendirmesini öngören çok vektörlü bir dış politika stratejisi belirlemişlerdir. Kısacası, bir yandan Moskova'nın oluşturduğu baskı ve bunun yanı sıra iç politika dengeleri Ukrayna'yı Rusya'ya karşı dikkatli olmaya yöneltirken, diğer yandan yönetici kademe bu ülkenin ağırlığını dengeleyebilmek amacıyla bölgesel ülkeler ve de özellikle AB ve NATO ile ilişkileri geliştirmeyi hedeflemektedir.

Rusya'nın eski Sovyet coğrafyasına yönelik tutumu ve Gürcistan ile Ukrayna'nın bağımsız dış politika arayışları, bu iki ülkeyi bölgesel işbirliği geliştirme ve küresel örgütlerle bütünleşme hedefleri etrafında birleştirmiştir. Bölgesel düzeyde, SSCB'nin dağılması ertesinde, Türkiye tarafından Karadeniz havzası etrafında bir işbirliği örgütü kurulması fikrinin ortaya atılması hem Gürcistan hem de Ukrayna için uluslararası planda tanınmaları ve dış politikalarını çeşitlendirmeleri için önemli bir fırsat olmuştur. Bu girişimin yanı sıra, 1997 yılında Rusya'nın BDT içindeki hakimiyetine karşı çıkan dört ülke, Gürcistan, Ukrayna, Azerbaycan ve Moldavya, dış politikalarını Rusya'ya karşı uyumlu hale getirebilmek amacıyla GUAM örgütünü oluşturmuşlardır. Ancak her iki bölgesel örgütün Gürcistan ve Ukrayna dış politikalarına katkıları dar bir çerçevede kalmıştır. Aslında Karadeniz Ekonomik İşbirliği Örgütü'nün hem vizyonu hem de amaçları her iki ülkenin dış politika amaçlarına uygundur çünkü örgüt Karadeniz'e kıyaslı olan veya olmayan bütün havza ülkelerinin işbirliğine katkı yapmasına olanak tanımaktadır ve bu durum bölgenin hinterlandını genişletmektedir. Bunun yanı sıra KEİÖ, bölge ülkeleri arasında bir forum vazifesi görerek aralarında çatışma olan ülkeler için gayri resmi iletişim kanalı olmuştur. GUAM ise, Rusya'nın hakimiyetindeki bir bütünleşmeye karşı alternatif bir grubu temsil etmesine rağmen, bu ülke tarafından üye devletlere iki düzeyde

gerçekleştirilen baskılar bir yandan işbirliğinin gelişimini engellerken diğer taraftan da örgütü âtil bir duruma getirmiştir.

Küresel düzlemde ise Gürcistan ve Ukrayna'nın öncelikli amacı Rusya'nın gücünü dengeleyebilmek için AB ve NATO gibi örgütlerle ilişkilerini geliştirmektir. Öte yandan ne AB ne de NATO, özellikle enerji yollarına yakın olmaları nedeniyle, bu iki ülkeye karşı kayıtsız kalmamışlardır. Bununla birlikte hem Gürcistan'ın hem de Ukrayna'nın bağımsızlıklarının ilk yıllarında AB ile ilişkileri yavaş bir şekilde ilerlemiştir. Bunun temel sebebi AB için esas amacın Rusya ile ilişkilerini geliştirmek olmasıdır. Ancak, AB'nin Orta Avrupa ve Karadeniz'e doğru genişlemesi ve bunun sonucunda Avrupa Komşuluk Politikası'nın ortaya çıkması bu iki ülkeyle ikili ilişkilerin düzeyinin artmasına yardımcı olmuştur. NATO'nun Gürcistan ve Ukrayna ile olan ilişkileri ise, özellikle ABD'nin itici gücü sayesinde, bu iki ülkenin AB ile olan ilişkilerine göre daha farklı bir hızda seyretmiştir. Rusya'nın NATO'yu kendi güvenliğine karşı bir tehdit olarak algılamasına rağmen, NATO Gürcistan ve Ukrayna ile ilişkilerini geliştirmekten sakınmamıştır. Barış için Ortaklık programına katılan ilk BDT ülkesi olan Ukrayna, aynı zamanda iki taraf arasındaki ilişkileri derinleştiren Belirgin Ortaklık Şartı'nın imzalanmasıyla NATO bünyesinde özel bir konuma sahip olmuştur. Gürcistan'ın ise NATO'yla olan ilişkileri bağımsızlığının ilk yıllarında kayda değer bir gelişim göstermemiştir, ancak V. Putin'in Çeçenistan sorununu çözmek amacıyla terörizmle mücadele kapsamında ABD ile işbirliği arayışına girmesiyle birlikte Washington Güney Kafkasya'ya girmeye başlamış ve bu durum NATO-Gürcistan ilişkilerine belirli bir ivme kazandırmıştır.

Kısacası, Gürcistan ve Ukrayna Avrupa'daki eski Sovyet coğrafyasında bir taraftan Rusya'ya karşı tutumları diğer taraftan jeopolitik önemleri itibarıyla kilit birer ülke konumuna gelmişlerdir. Şüphesiz ki, Karadenize kıyıların olması ve enerji kaynaklarının taşıma yollarına yakınlıkları bu iki ülke için önemli birer koz olmuştur. Bununla birlikte, Sovyet sonrası döneme geçişle ortaya çıkan karmaşıklıklar, iç sorunlar ve bölgesel istikrarsızlıklar bu ülkelerin küresel örgütlerle ilişkilerinin gelişmesini engellemiştir. Ayrıca, bu iki ülkenin liderleri, E. Şevardnadze ve L. Kuçma, Rusya ve Batı dünyası arasında bir denge politikası sürdürmeye özen göstermişlerdir. Öte yandan, AB ve NATO bir taraftan Rusya ile var olan ilişkilerini bozmamak diğer taraftan ise kendi örgütlerindeki dengeleri korumak için bu iki ülkeye karşı ihtiyatlı bir politika sürdürmüşlerdir. Sonuç olarak Renkli Devrimlere kadar olan süreçte, Gürcistan ve Ukrayna, iç istikrarlarını sağlamak için uluslararası işbirliği arayışlarıyla Rusya'nın nüfuzunu azaltmayı hedeflerken, sürdürdükleri politikalarda Rusya'yı dikkate almak zorunda kalmışlardır.

INTRODUCTION

Alors que, pour certains commentateurs, la désintégration de l'URSS était un grand choc, pour les analystes qui ont suivi l'application et les conséquences des politiques de *Glasnost* et de *Perestroïka* lancées par Gorbatchev, le démembrement n'était pas un événement surprenant. Pourtant, il était difficile d'imaginer l'ampleur des effets de la désintégration surtout dans l'espace de l'ex-Union. Les nouveau-nés pays étaient d'une part entrés dans une phase de transition économique, politique et sociale, de l'autre part dans une période de la formation de l'Etat et de la nation. En outre pour certains pays de l'ex-Union, la régulation des relations avec l'ancien centre de l'URSS, la Russie, était le problème majeur parce que la dernière percevait l'espace ex-soviétique comme son arrière-cour tandis que les premiers voulaient être reconnus dans l'arène internationale. Etant donné les circonstances, la question essentielle pour les pays nouveau-nés pendant les premières années de leurs indépendances était celle-ci: Est-il possible de mener une politique étrangère sans tenir compte du facteur russe ?

Il est certain que l'étude des relations de tous les pays ex-soviétiques avec la Russie est au-delà des limites de cet ouvrage. Dans cette perspective, notre étude qui vise à discuter la question ci-dessus est bornée avec deux pays ; la Géorgie et l'Ukraine, puisqu'elles ont montré leurs intentions de former des politiques étrangères autonomes en se profitant du vide politique émergé avec la dislocation de l'URSS.

En effet, ces deux pays ont vécu des différents types de problèmes pendant leurs processus de l'obtention de leurs indépendances. La Géorgie a été soumise à deux conflits sécessionnistes dans ses territoires, le premier avec l'Abkhazie et le deuxième avec l'Ossétie du Sud, et à un conflit pour le pouvoir entre des groupes politiques rivaux. Ces conflits ont été terminés avec l'expulsion des nationalistes du pouvoir politique et l'arrivée au pouvoir de Chevardnadze qui a dû donner des

concessions à la Russie pour la congélation des questions. Cependant, contrairement à la Géorgie, l'Ukraine qui était considérée comme une entité constituante de l'identité russe, s'est séparée de l'Union soviétique d'une manière pacifique. Néanmoins, l'indépendance de Kiev a posé des problèmes à la Russie dans le sens identitaire et géopolitique. De cette façon l'Ukraine, juste après la déclaration de son indépendance, est entrée dans une période difficile dans laquelle elle devait résoudre des problèmes hérités de l'ère soviétique qui étaient utilisés à son détriment par Moscou. En conséquence il était évident que la Russie, malgré son affaiblissement après le démembrement de l'URSS, ne permettrait pas facilement à la Géorgie et à l'Ukraine de guider des politiques étrangères sans faire tenir compte de son poids.

Pendant la période d'après indépendance, surtout au cours des années 90, comme tous les Etats postsoviétiques la Géorgie et l'Ukraine ont été subies aux problèmes de la période de transition et de la formation de l'Etat. Toutefois il faut préciser que les deux Etats ont vécu des processus de transitions dissemblables et se sont occupées des problèmes différents. La Géorgie, étant un pays multiethnique, devait d'abord assurer son intégrité territoriale à part des questions économiques et sociales. Quant à l'Ukraine, l'état de symbiose avec la Russie pendant la période soviétique l'a posé des problèmes dans le processus de la formation de l'Etat et de la nation à côté des difficultés de la transition politique et économique. Pourtant les deux pays avaient deux points communs : avoir des littoraux sur la Mer Noire et être à la proximité des routes de transports des ressources énergétiques. Ces deux facteurs, différemment des autres pays ex-soviétiques, ont donné à la Géorgie et à l'Ukraine l'opportunité de s'ouvrir au monde, de développer des relations avec les pays régionales ou extrarégionales et même de s'approcher aux institutions occidentales, comme l'UE et l'OTAN, afin de contrebalancer le pouvoir de la Russie.

D'autre part, les avantages géopolitiques de la Géorgie et de l'Ukraine qui pouvait servir à les approcher aux institutions euro-atlantiques étaient en même temps des causes pour la Russie de tenir ces deux pays dans son zone d'influence puisque malgré sa perte de pouvoir elle voulait préserver son hégémonie dans son étranger-proche. Du point de vue sécuritaire, les deux pays occupent des places importantes pour les politiques de Moscou. La Géorgie étant dans le point de carrefour de Caucase du Sud est un pays important pour la Russie dans le sens géopolitique

surtout à cause de sa place géostratégique entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Turquie, et des bases militaires russes situées dans le pays bâtis pendant l'ère soviétique qui sont efficaces pour le contrôle de la région. En ce qui concerne l'Ukraine, d'une part les liens historiques de la Russie avec ce pays et de l'autre part les inquiétudes pour l'avenir de la force militaire russe de la Mer Noire rend ce pays indispensable pour Moscou. En outre la possibilité de l'adhésion de Kiev et de Tbilissi à l'OTAN a poussé la Russie de tirer avantage des problèmes internes de ces deux pays. Strictement lié aux contraintes sécuritaires, dans le domaine économique aussi la Russie a voulu protéger son hégémonie sur les routes énergétiques qui étaient un sujet vital pour les Etats occidentaux.

Dans le cadre de ces données, notre étude cherche des réponses aux questions suivantes : Est-il possible de guider une politique étrangère pour les deux pays sans la Russie ? Quelles étaient les dynamiques internes de la Géorgie et de l'Ukraine qui ont influencé leurs processus de la formation de leurs politiques étrangères ? Quels étaient les moyens de la Russie pour faire pression sur les deux pays ? Est-ce que la Géorgie et l'Ukraine ont pu développer des coopérations entre eux et quelles étaient les limites de leurs coopérations ? Quelles étaient les fonctions des organisations euro-atlantiques dans le processus de la formation des politiques étrangères des deux pays ?

Dans le contexte de ces questions le problématique de notre étude se pose sur le fait que les relations de la Géorgie et de l'Ukraine avec la Russie pendant la période postsoviétique jusqu'aux révolutions colorées possèdent un caractère assez contrarié à partir de laquelle les deux Etats cherchent le soutien de la coopération internationale pour balancer les intentions interventionnistes de Moscou.

Dans cette perspective, nous allons d'abord jeter un coup d'œil dans la première partie à la fin de la période soviétique pour comprendre la nécessité des réformes au sein de l'URSS, et ses conséquences qui ont d'une part causé l'ascension des nationalismes et de l'autre part la dissolution de l'Union. Ensuite nous allons examiner le processus de l'obtention de l'indépendance de la Géorgie et de l'Ukraine et ses effets dans ces deux pays.

Dans la deuxième partie nous allons élaborer la période de transition de la Géorgie et de l'Ukraine et leurs quêtes d'une politique étrangère indépendante. Dans ce cadre nous allons en premier lieu étudier les facteurs internes qui ont influencé la politique étrangère géorgienne, ensuite nous allons nous intéresser au rôle de la Russie dans la politique étrangère de la Géorgie, dans les domaines de sécurité et énergétique, et les essais de rapprochement de la Géorgie aux Etats-Unis pour diminuer l'influence militaire russe dans le pays. En deuxième lieu nous allons examiner les déterminants de la politique étrangère de l'Ukraine, ensuite le rôle de la Russie dans la formation de la politique étrangère ukrainienne et enfin nous allons examiner les relations russo-ukrainiennes dans le cadre de la CEI et le développement de la formation de la politique multi-vectorielle de l'Ukraine afin de contrebalancer le pouvoir de la Russie.

Dans la troisième partie nous allons d'abord étudier les organisations régionales comme l'OCEMN et la GUAM et leurs importances et fonctions dans la politique étrangère de la Géorgie et de l'Ukraine. Ensuite nous allons analyser l'approche et les étapes du développement de la politique de l'Union européenne envers ces deux pays et les effets des révolutions colorées sur les relations. Dernièrement nous allons observer les relations de l'OTAN avec la Géorgie et l'Ukraine et l'attitude de la Russie à propos de ces relations.

PREMIERE PARTIE – LA DESINTEGRATION DE L'URSS ET LES INDEPENDANCES

Chapitre I – La fin de la période soviétique

Section 1 - La nouvelle pensée, La *Perestroïka* et La *Glasnost*

L'idée de réforme dans la politique et dans l'économie était discutée en l'URSS depuis les années 60. D'ailleurs sur ce fait, l'arrivée au pouvoir de Brejnev, Secrétaire général du Parti communiste de l'URSS (PCUS), était liée à sa promesse faite pour éviter la concentration du pouvoir dans les mains de quelques personnes. A part cela, le nouveau cadre dirigeant avait prévu des réformes économiques dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie. Pourtant ces réformes avaient eu peu d'effet sur l'économie soviétique à cause de la résistance des bureaucrates ne voulant pas partager leurs pouvoirs avec les dirigeants des usines. En effet, l'administration de la bureaucratie était devenue une vraie problématique pour le gouvernement. Pendant la période de Staline les bureaucrates étaient en grand danger. Ils étaient la cible du mécanisme de la terreur. L'administration soviétique sous Brejnev avait voulu changer cette attitude et assurer la stabilité des cadres, mais cette fois-ci en se prenant très assurée, la bureaucratie avait commencé à empêcher la politique de réforme.¹ Voici pourquoi, la période de Brejnev est généralement appelée « période de stagnation » en raison du manque des réformes politiques et économiques au sein de l'Etat lui-même. Il est aussi possible de nommer cette période « une fossilisation oligarchique » comme l'appelle Brzezinski.²

La mort de Brejnev en 1982 a causé un vide de pouvoir. La période post-Brejnev peut être considérée comme une étape de transition puisque ses successeurs Iouri Andropov et Konstantin Tchernenko n'avaient pas pu rester au pouvoir pour des

¹ Leslie Holmes, *Post Komünizm*, Ankara, Doruk yayınları, 2002, p. 171.

² Par exemple, la moyenne d'âge au politburo en 1982 était 70. Scot, *op.cit.*, p. 171.

raisons de santé.³ Il était évident qu'ils ne pouvaient pas satisfaire les besoins de la société en mutation à cause de leurs âges.⁴ Par contre, successeur de Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev était devenu le grand espoir avec sa nomination à la tête de PCUS en 1985. Etant âgé de 53 ans et dynamique lors de sa nomination, il adoptait un discours plutôt réformiste qu'il héritait d'Andropov, son protecteur politique.

Quand Gorbatchev était arrivé au pouvoir au sein du PCUS, l'URSS était en état de crise. Gorbatchev avait hérité certains problèmes qui n'étaient pas surpassés pendant la période de Brejnev. Les causes principales de cette crise étaient le ralentissement dans l'économie, la diminution de la productivité, la démoralisation de la société à cause des crises de l'Afghanistan et de la Pologne qui continuaient depuis un certain temps. A part ceux-ci l'accroissance de la compétition technologique avec les Etats-Unis surtout après le lancement de l'Initiative de défense stratégique par la dernière, aussi appelée la guerre des étoiles, a alourdi les problèmes économiques. Mais peut-être que le problème le plus sérieux se présentait comme la perte d'attractivité du modèle soviétique du socialisme surtout dans le tiers monde. Le poids de l'URSS dans la politique internationale dépendait seulement de sa force militaire.⁵

Ayant pris le pouvoir du PCUS, Gorbatchev s'était incliné à faire une série de réformes. Le pilier de la politique étrangère des réformes de Gorbatchev, avait été appelé "*New Thinking*" ou "La Nouvelle Pensée". La « Nouvelle Pensée » signifiait le changement de stratégie dans la politique internationale de l'URSS. Il est juste de préciser que l'URSS était un pays géographiquement trop étendu et ne présentait pas un cas assez facile à gérer dans la politique mondiale. Surtout l'invasion de l'Afghanistan incitant Moscou à un armement continu, avait déséquilibré l'économie soviétique. De plus, la compétition avec les Etats-Unis dans le domaine de technologie spatiale à partir du début des années 80, avait également ruiné l'économie. Gorbatchev et Edouard Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères, avaient décidé d'arrêter la prolifération des armes qui affectait négativement

³ La période d'Andropov a commencé en novembre 1982 avec la mort de Brejnev et s'est terminée en février 1984 avec son décès. Son successeur Tchernenko qui n'a pu rester au pouvoir jusqu'en mars 1985, en a été exclu à cause des problèmes de santé et a été remplacé par Gorbatchev.

Geoffrey Hosking, *Russia and the Russians*, London, Allen Lane the Penguin Press, 2001, pp. 568-569.

⁴ Pourtant étant différent de Tchernenko, Andropov avait débuté une campagne de réforme surtout dans la bureaucratie pour empêcher la corruption. Holmes, *op.cit.*, p. 172.

⁵ Hosking, *op.cit.*, p. 569.

l'économie et qui apportait une perception de menace à l'URSS dans le camp non communiste.⁶

A l'exception du désarmement, la nouvelle pensée contenait d'autres vastes projets : elle prévoyait une Europe commune dans le sens politique et géopolitique, qui s'unifierait autour de diverses variantes du socialisme et de la démocratie.⁷ Dans cette perspective, lors de son discours adressé à l'Assemblée Générale de l'ONU en décembre 1988, Gorbatchev a même renoncé à la primauté de la lutte des classes et à la suprématie du socialisme dans le processus de formation de la doctrine de la politique étrangère soviétique.⁸ Cette nouvelle approche a aidé à la popularisation de Gorbatchev dans les pays occidentaux.

Le deuxième pilier de réforme se présentait dans le domaine de l'économie. Pour engager celle-ci, *l'ouskorenié* et la *Perestroïka* ont été mises en application par Gorbatchev.⁹ Ces deux conceptions précisaient le besoin de révision, de modernisation, d'augmentation de l'effectivité de l'économie soviétique. Malgré la volonté de faire des réformes économiques, il est important de souligner que Gorbatchev avait deux obstacles dans la réalisation. Premièrement, le projet de *Perestroïka* n'était pas très précis. La cause de cette imprécision était la difficulté de prévoir les problèmes futurs. Le deuxième obstacle était lié à la première. C'est-à-dire que l'imprécision avait le but d'empêcher la résistance de la bureaucratie. Sachant la nécessité d'une réforme politique pour la réalisation des réformes économiques, Gorbatchev avait amorcé le troisième pilier de son projet : La « *Glasnost* » c'est-à-dire la transparence.

⁶ Pour réduire la course continue aux armes et pour changer cette mauvaise image, la première tentative de Gorbatchev était de faire un accord sur la renonciation complète et mutuelle des armes nucléaires à Reykjavik en 1986, avec le président des Etats-Unis, Ronald Reagan. Après l'échec de Reykjavik, Gorbatchev a signé à Washington en 1987 l'Accord de diminution des missiles à moyenne portée. *Ibid.*, p. 570-573.

⁷ Hosking précise dans son livre que la proposition de former une Europe commune, ou une paix paneuropéenne était une tactique suivie par les anciens tsars lorsqu'ils sentaient la faiblesse et vulnérabilité de leur pays. *Ibid.*, p. 570-573.

⁸ *Ibid.*, p. 570-573.

⁹ L'« *ouskorenié* » signifiait le décollage dans l'économie. Quant au terme *Perestroïka*, elle était popularisée lors du 27^{ème} Congrès du PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique) en février et mars 1986. Le sens du terme *Perestroïka* signifie en russe « la restructuration », « la réorganisation », ou réinterprétation. Pourtant Gorbatchev avait élargi le sens du mot en le définissant « réforme révolutionnaire », afin de légitimer ses réformes économiques contre les réactions des communistes orthodoxes et des radicaux. Scot, *op.cit.*, p. 201-202.

En effet, la *Glasnost* était une continuation de la lutte d'Andropov contre la corruption. Pourtant le sens du mot s'était élargi lors du processus de réforme. Avec le contenu que Gorbatchev y avait ajouté, elle signifiait désormais la « transparence » et aussi la fin des mensonges, la levée de la censure, la révélation des problèmes réels.¹⁰

Gorbatchev guidait trois objectifs avec la *Glasnost*: Premièrement, lors des réformes économiques, il avait l'objectif d'attirer le support des masses oppressives pendant des décennies. Ceci pouvait lui donner une légitimité aux yeux du peuple dans la réalisation des réformes. Deuxièmement, pour empêcher la résistance de la bureaucratie contre les réformes politiques, Gorbatchev avait voulu se servir du peuple contre le mécanisme conservatif et corrompu. Dernièrement, il avait l'objectif de modifier la position internationale de l'URSS. Conscient des causes de la crise économique, Gorbatchev avait essayé de diminuer la tension avec l'Occident, et avait voulu aussi profiter du savoir technologique pour réengager le progrès dans ce domaine.¹¹

Lors de cette période de changement, en avril 1986, la catastrophe de Tchernobyl a été une grande occasion pour tester cette pratique nouvelle. Jusqu'à ce temps là, l'URSS avait préféré cacher du peuple les graves événements. Pendant les premiers jours du désastre, les autorités soviétiques avaient adopté la même attitude. Pourtant quand les pays occidentaux ont commencé à enquêter la pollution de l'atmosphère, les autorités soviétiques ont dû accepter leur responsabilité, et ont affirmé que cette acceptation était la conséquence de la *Glasnost*.¹² Cette catastrophe a servi à l'élargissement du sens de la *Glasnost*. Dès cette date, tout ce qui avait été débattu en privé pouvait enfin passer dans le domaine public.¹³

Au début de la période de la *Glasnost*, les critiques dans la sphère publique étaient généralement sur le passé staliniste et l'histoire de l'URSS. A côté de cela, la *Glasnost* avait provoqué la discussion des problèmes contemporains. De cette manière, la *Glasnost* était devenue un moyen d'opposition contre le pouvoir. Il est juste de dire que la *Glasnost* a échappé au contrôle du PCUS et de celui de

¹⁰ *Ibid.*, p. 202.

¹¹ Holmes, *op.cit.*, p. 174.

¹² *Ibid.*, p. 175.

¹³ Scot, *op.cit.*, p. 205.

Gorbatchev.¹⁴ Une fois que la dynamique avait été déclenchée, le pouvoir avait commencé en perdre le contrôle et le monopole car la parole du peuple devenant plus vive. Voyant la contestation de la légitimité du PCUS, Gorbatchev a décidé de rapprocher le pouvoir et la société.¹⁵

Enfin au cours de ses premières années au pouvoir, Gorbatchev s'était incliné sur les réformes économiques et politiques afin de restructurer l'organisation étatique de l'URSS. Ce processus avait causé une discussion sur les défauts du régime.

Section 2 - La période des réformes politiques

Après l'apparition de ces concepts, le processus de réforme était passé à sa deuxième étape nommée la phase de discussion par Sakwa. En effet, l'environnement politique après la *Glasnost* avait provoqué le débat de « *demokratizatsiya* » ou de démocratisation.¹⁶ Dès le début de 1987, le PCUS a commencé à réaliser des mouvements réformistes envers la démocratisation.

Bien sûr, pour réaliser ce projet Gorbatchev avait besoin d'un changement dans les cadres administratifs et décisifs. Avec le vague du support populaire et le besoin de la modernisation du système, il a pu mener une politique d'épuration qui a frappé d'abord les secrétaires perpétuels du PCUS et puis les dirigeants locaux.¹⁷

En janvier le plenum, c'est-à-dire la réunion générale du Comité Central (CC) du PCUS avait pris la décision de faire des élections dans les soviets (conseils des républiques et des régions) et dans le PCUS. En juin 1987, pendant un autre plenum du CC, un plan économique donnant de l'autonomie et le droit d'élire ses propres directeurs aux travailleurs aux entreprises, a été adopté. Mais le vrai point changeant des événements était la XIX^{ème} Conférence du Parti, qui s'est déroulé en juin et

¹⁴ Holmes, *op.cit.*, p. 175.

¹⁵ Pour réaliser ceci, Gorbatchev a cherché acquérir le soutien des intellectuels. Le marxisme était présenté comme un humanisme de défense sociale, au lieu des luttes de classes. Dernièrement, la libération de l'expression dans les arts comme le cinéma, la littérature et la levée de la censure des journaux étaient des points de tournures très importantes. Scot, *op.cit.*, p. 205-206.

¹⁶ Richard Sakwa, *Russian Politics and Society*, London, Routledge, Third edition, 2002, pp. 9-10.

¹⁷ D'après les nombres que Scot nous donnent, au moins neuf conservateurs du Politburo sont remplacés par les Gorbatchéviens. En même temps, des dirigeants locaux ont été renouvelés de 40 à 55 %. Scot, *op.cit.*, p. 207-208.

juillet 1988,¹⁸ dans laquelle l'implémentation du programme de réforme avait été réalisée dans le but de la démocratisation. Selon ce programme, l'idée d'un Etat socialiste légal avec la séparation des pouvoirs et l'existence du pouvoir législatif revitalisé avait été appropriée. Deuxièmement, la modernisation du système dans le cadre de la démocratie et du parlement d'un seul parti avait été formulée. D'après cette décision, le PCUS allait continuer à être prédominant dans le système, sans perdre son rôle de guide pour les politiques de l'Etat.¹⁹ De cette façon le PCUS pouvait mieux représenter les forces vives de la société.

En décembre 1988, le Soviet Suprême a fait une série de changements constitutionnels. D'une part, ces changements avaient le but de restructurer les organes législatifs et exécutifs de l'Etat. De l'autre, ils avaient l'objectif de modifier la méthode d'élection pour ces organes. La raison de ces modifications était primo la redistribution du pouvoir à la société afin de redonner une nouvelle légitimité aux soviets avec un pluralisme dans le cadre du socialisme, et secundo la réduction du pouvoir du PCUS.²⁰ Ainsi Gorbatchev voulait mettre fin à la fusion du Parti avec l'Etat. En conséquence, le Soviet Suprême a été réduit en un Congrès des Députés du Peuple formé de trois chambres : le Soviet de l'Union, le Soviet des Nationalités et le Soviet des Représentants.²¹

La deuxième modification était sur l'élection présidentielle de l'Union par le Congrès des Députés du Peuple. Probablement Gorbatchev n'avait pas voulu causer la compétition des candidats devant le peuple afin de continuer une démocratisation contrôlée. C'est pourquoi, il n'a pas préféré une élection au suffrage universel. Le motif de ce changement était lié à la volonté de diminuer le pouvoir du PCUS. Avec les modifications constitutionnelles, Gorbatchev a pu séparer l'Etat et le Parti, mais il n'avait pas voulu atténuer ces modifications avec l'existence d'un chef d'Etat qui était aussi secrétaire général du Parti. D'une autre part, il calculait à obtenir de vastes

¹⁸ Cette conférence était la première depuis celle de 1941. La cause essentielle de la réalisation de cette conférence était l'isolation de l'opposition des conservateurs. Les délégués ont été élus pour la première fois au scrutin secret avec pluralité de candidatures. *Ibid.*, p. 208.

¹⁹ Sakwa, *op.cit.*, p. 10.

²⁰ Scot, *op.cit.*, p. 208.

²¹ Les deux premiers, c'est-à-dire le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités, seraient formés au scrutin secret avec pluralité de candidatures, tandis que le troisième, donc le Soviet des Représentants, serait formé des délégués d'organisations sociales dont le PCUS qui y était inclus. Le Congrès devait se réunir deux fois par an, pourtant le Soviet Suprême formé parmi les membres du Congrès qui ont été réduits de 1500 à 542 pour son bon fonctionnement, allait conduire les affaires du Parlement. Sakwa, *op.cit.*, p. 10.

pouvoirs pour continuer les réformes et pour empêcher les probables coups d'Etat pouvant être organisés par les conservateurs exclus du système politique.

Etant un suffrage partiellement libre d'après les standards contemporains, ce premier suffrage comprenant la pluralité de candidature, s'est réalisé en mars 1989 et les électeurs avaient montré leurs inclinaisons pour les réformes.²² C'est en mai 1989 que Gorbatchev a été élu président du Soviet Suprême. A part de cette responsabilité, Gorbatchev a été élu président de l'URSS en mars 1990.²³

Le Congrès des Députés du Peuple et le Soviet Suprême²⁴, avaient accepté les lois réformistes comme la liberté de conscience, la liberté de religion et la liberté de presse. Il est possible de dire qu'avec ces réformes, la période de *Perestroïka* était devenue une période la plus libertaire en URSS. Pourtant la baisse de l'importance du PCUS et la hausse de l'importance du Congrès et du Soviet Suprême, ont posé des problèmes de cohérence à cause du manque de la culture de conciliation. En dehors des problèmes de cohérence, il y avait aussi les échecs économiques. La cause essentielle de ces échecs était d'ordres structurels mais également, la faiblesse du gouvernement qui avait aggravé la situation. Les plans de réformes étaient insuffisants, en plus, Gorbatchev ne supportait pas le gouvernement relativement conservatif de Ryjkov.²⁵

L'aggravation des problèmes économiques, le conflit entre les institutions et les dirigeants, montraient que les tentatives d'adapter ces réformes dans une courte période dans le cadre d'un système basé sur un seul parti, étaient irréalisables puisque les contradictions au sein du système, du peuple et entre les nationalités s'étaient émergées avec la *Perestroïka* et la *Glasnost*.

²² Les candidats qui n'étaient pas membres du PCUS, avaient obtenu 319 de 2250 chaises du Congrès des Députés du Peuple. C'était une réussite pour un suffrage d'un parti. Pourtant 85% des députés étaient des communistes bien que dans le précédent Soviet Suprême, ils avaient une majorité de 71%. Il est possible de dire que la démocratisation a causé le résultat paradoxal d'augmentation de proportion des communistes dans le Congrès. *Ibid.*, p. 11.

²³ Il était le premier président officiel de l'URSS. Holmes, *op.cit.*, p. 177.

²⁴ Les membres du Soviet suprême étaient formés par le Congrès des députés du peuple.

²⁵ Sakwa, *op.cit.*, p. 12.

Section 3 - La période de transformation et l'ascension du nationalisme

La période suivant la réalisation des réformes, est une période de transformation et de désintégration allant mettre fin à l'URSS. A l'exception des causes qui ont été mentionnées ci-dessus, il faut aussi ajouter que les réformes avaient animé la volonté du peuple à exprimer leurs problèmes. Les grèves des mineurs qui ont commencé en 1989, les fameuses émeutes de vodka pendant le nouvel an de 1990, les démonstrations contre les leaders régionaux du Parti et leurs démissions, avaient été des preuves de d'agitation.

Ces événements avaient dérangé le cadre dirigeant. Mais pour eux, ce qui était le plus terrifiant était les révolutions dans les pays de l'Europe de l'Est se situant dans la sphère soviétique depuis la fin de la 2^{ème} Guerre mondiale.²⁶ Au cours des derniers mois de 1989; la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie ont abandonné le communisme. Ces événements ont poussé Gorbatchev à élargir les libertés pour empêcher la propagation du changement des régimes vers l'URSS. En février 1990, le CC du PCUS a décidé d'enlever le monopole du Parti et de permettre la formation d'autres partis politiques.²⁷ Avec cette décision, la fin du monopole du PCUS a été vécue et la libéralisation qui avait commencé avec la *Perestroïka*, avait ouvert le chemin à une démocratisation surpassant la démocratisation organisée par un seul parti.

Excepte les développements à la frontière occidentale du pays, le peuple soviétique a commencé à montrer ses réactions de plainte en utilisant les bénéfices de la démocratisation. Il faut ajouter que les plaintes politiques étaient généralement au niveau national. Avec la *Glasnost* et la démocratisation, les nations demeurant par force dans le territoire de l'URSS, ont commencé à montrer leurs mécontentements.

²⁶ En effet, les révolutions des pays de l'Europe de l'Est étaient prédictibles pour l'URSS. Avec la Nouvelle Pensée, Gorbatchev voulait réexaminer les relations avec les Etats-Unis et aussi avec l'Europe de l'Ouest. La phrase énonciative d'un « Europe commun » signifiait la volonté de mettre fin à la division de l'Europe. Cela voulait aussi dire que l'URSS pouvait quitter ses ambitions dans les pays qui étaient à l'intérieur de sa sphère politique. Le changement de sa politique était l'abandon de la doctrine de Brejnev proclamée après les événements de Prague en 1968. Gorbatchev a remplacé cette doctrine avec « *la doctrine de Sinatra* », inspiré de la chanson de Frank Sinatra, « *My Way* », qui signifiait que les pays étaient libres pour leurs futurs choix politiques. Après cette annonce, il a déclaré le retrait des troupes soviétiques de l'Europe de l'Est.

Catherine Danks, *Russian Politics and Society*, London, Pearson Education, 2001, pp. 44-45.

²⁷ Pour balancer ces changements, le Congrès de députés a augmenté les pouvoirs de Gorbatchev. Sakwa, *op.cit.*, p. 13.

Les démonstrations dans les pays baltes contre le pouvoir central, les manifestations des Tatares de Crimée protestant les politiques de déportation de Staline appliquées contre eux, étaient les premiers signes des nationalismes qui étaient resté secret pendant des décennies.²⁸ A cause de l'émergence des nationalismes, les conflits entre les nations et les républiques se sont aggravés. L'exemple le plus précis était la question du Haut-Karabakh, le grand problème entre les Azéris et les Arméniens ayant toujours des effets sur la situation en Transcaucasie.²⁹ L'importance de cet exemple sur notre sujet est que c'était la première preuve de pouvoir des élites locales qui pouvaient entraîner leurs nations dans une position contre le statu quo établi par le gouvernement central.

Désormais, les demandes sécessionnistes étaient devenues plus fréquentes. Vers la fin de 1988, des Fronts Nationaux visant l'indépendance, ont été organisés en Estonie, en Lituanie et en Lettonie.³⁰ A part les groupes nationalistes, il y avait une augmentation de groupes ou d'organisations informelles d'opposition contre le pouvoir central car malgré que l'on sache leurs existences, elles étaient informelles puisqu'elles refusaient d'être enregistrées.³¹

Pendant cette période, le développement des sentiments nationaliste des Russes était également perceptible. Avec la *Glasnost* et la démocratisation, les Russes ont commencé à croire que les intérêts russes étaient en danger devant les revendications

²⁸ Holmes, *op.cit.*, p. 178. Il faut aussi préciser que l'URSS était un pays multinational avec deux cents ethnies et vingt-deux langues d'après les chiffres du recensement de 1989. Cette multiplicité a poussé le gouvernement central à guider une politique centraliste. D'une part, à côté des langues locales, l'enseignement du russe était obligatoire pour la formation du nouvel homo soviéticus. La soviétisation et la russification ont été perçues comme des termes synonymes à cause de cette politique. D'une autre part, pour tenir ensemble les différentes ethnies, surtout pendant la période de Staline, le pouvoir central avait suivi une politique de déportation et de changement démographique pour punir les peuples désobéissants, et aussi pour faire un mélange de peuple. Avec le *Perestroïka*, toutes les nations ont redécouvert l'importance de la langue maternelle et à partir de 1989, chaque république ou région autonome a proclamé sa langue nationale comme « la langue d'Etat pour affirmer ses droits politiques. Scot, *op.cit.*, p. 212-213.

²⁹ A part de la question du Haut-Karabakh, d'autres litiges nationaux ou désirs d'indépendance se sont réveillés. Le problème entre les Kazakhs et les Russes en Kazakhstan, le réveil national des Géorgiens et des Moldaves, le fameux problème de Tchétchénie; sont d'autres exemples pour la question nationale en URSS.

³⁰ En décembre 1989, le Parti Communiste de Lituanie s'est séparé du PCUS. Holmes, *op.cit.*, p. 179.

³¹ En 1987, il y avait trente mille organisations informelles dont la plupart étaient non politiques, tandis que quelques-uns étaient des centres d'opposition. Après 1990, ces organisations politiques se transformeraient en parti politique dans les républiques. *Ibid.*, p. 179.

nationales des autres ethnies.³² Grâce à l'interdiction du nationalisme dans le régime communiste au cours de la période soviétique, les russes étaient l'ethnie dominante et ils possédaient les tâches primordiales dans l'organisation étatique.

Pourtant, à cause de leurs avantages ethniques, les russes ont dissolu certains de ses institutions de leurs républiques socialistes en faveur de l'URSS. Ils n'avaient pas fondé leur propre organisation de parti communiste, leur propre gouvernement, leur parlement, ou leurs KGB.³³ Toutes ces absences, qui se combinent avec les nationalismes des non russes ont provoqué le nationalisme réactif des russes.

Malgré la consolidation de son pouvoir, Gorbatchev a commencé à perdre le soutien de ses supporteurs surtout dans la bureaucratie pendant l'apparition de ces problèmes au sein du peuple soviétique. A la prise du pouvoir en 1985, Gorbatchev avait réussi à former avec son idéalisme réformiste une coalition composée de bureaucrates civiles et militaires qui voyaient les réformes économiques et politiques indispensables pour la survie de l'URSS. Par contre avec les échecs économiques et avec l'émergence du risque de dissolution, cette coalition avait commencé à se désintégrer et la vie politique s'était polarisée.³⁴ L'une des causes de cette désintégration était la sous-estimation de la question nationale en URSS par Gorbatchev. Les relations internationales, le désarmement et la situation de l'Europe de l'Est occupaient beaucoup plus que les problèmes intérieurs abîmant le régime.³⁵

Section 4 - Le coup d'Etat contre Gorbatchev et la dissolution de l'URSS

En 1990, l'URSS vivait le désordre. L'économie était dans un état chaotique. Les ouvriers étaient en grève. Le chômage accroissait. Les républiques et les régions autonomes déclaraient leurs souverainetés et l'Union était au bord de la désintégration. Même Moscou était séparé entre deux centres de pouvoir : Boris Eltsine élu président du Soviet Suprême de la République socialiste fédérative soviétique (RSFS) de Russie, était confronté au président de l'URSS Mikhaïl

³² Pour les russes, la soviétisation était la perte de la culture russe, tandis que ceux qui n'étaient pas russes, pensaient qu'à l'intérieur du régime communiste, les russes continuaient leur politique impérial. Danks, *op.cit.*, p. 39-40.

³³ Sakwa, *op.cit.*, p. 16.

³⁴ *Ibid.*, p. 13.

³⁵ Scot, *op.cit.*, p. 217-218.

Gorbatchev.³⁶ Etant président du Soviet suprême de Russie, Boris Eltsine était devenu le champion du mouvement de réforme tandis que Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS, voulait préserver l'équilibre fragile entre les réformateurs et les conservateurs et aussi sauvegarder les intérêts du Centre face aux exigences croissantes d'autonomies et d'indépendances. Dans ce contexte, une véritable « guerre législative » s'était passée entre le Soviet Suprême de la Russie et le Soviet Suprême de l'URSS ayant paralysé toute action et aggravé la crise économique.

A l'exception de la lutte personnelle, l'élection d'Eltsine a manifesté le danger sur les compétences fédératives. Le centre de la vie politique s'était déplacé vers la Russie. En plus, quatre jours avant la déclaration de souveraineté, le Congrès russe avait adopté en juin un texte proclamant la supériorité des lois russes sur celles des lois soviétiques. En juillet 1990, pendant le XXVIII^{ème} Congrès de PCUS qui fut le dernier, Eltsine a démissionné du Parti et les maires de Moscou et de Leningrad l'ont suivi.³⁷ Ces démissions étaient la preuve de la fragmentation du Parti communiste.

Cependant la compétition entre les deux entités, c'est-à-dire entre la RSFS de Russie et l'URSS s'est propagé sur les sujets économiques. En octobre 1990, Eltsine et Gorbatchev ont apparu ensemble à la télévision pour dévoiler un plan conjoint qui devait permettre le passage en 500 jours de l'économie communiste à une économie de marché. Malgré l'adoption de ce plan par le Soviet Suprême de Russie, le Soviet Suprême d'URSS l'a rejeté en adoptant le plan du premier ministre soviétique Ryjkov.³⁸ En effet, le rejet du Soviet Suprême de l'URSS reflétait la distinction entre ceux qui supportaient la thérapie de choc et la continuation de l'ancien système.³⁹ Cependant, les tentatives de Gorbatchev pour l'acquisition des pouvoirs exceptionnels au sein du Soviet Suprême ayant le but de fortifier l'URSS contre la RSFS de Russie, n'ont servi à rien.

En novembre 1990, la tension politique a accru. D'un côté les réformateurs souhaitant la continuation des réformes et de l'autre côté les conservateurs voulant le rétablissement de l'ordre dans l'Union, ont fait pression à Gorbatchev. Pour

³⁶ Sakwa, *op.cit.*, pp. 16-17.

³⁷ Holmes, *op.cit.*, p. 180.

³⁸ Scot, *op.cit.*, p. 221.

³⁹ Holmes, *op.cit.*, p. 181.

maintenir l'Union dans son ensemble, Gorbatchev a nommé des conservateurs aux instances dans l'appareil étatique. A cause de l'attitude de Gorbatchev, Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères et défenseur de la « Nouvelle Pensée » a démissionné de son poste en dénonçant les dangers des réactionnaires et celle de la dictature.⁴⁰

Pendant l'automne, les tendances centrifuges s'étaient accentuées. En Ukraine, le deuxième congrès du Roukh s'est prononcé en faveur de la lutte pour l'indépendance. En Géorgie, après la victoire électorale des nationalistes, le Parlement a déclaré la souveraineté de l'Etat. Dans les pays baltes, la tension a accru pendant les négociations entre les autorités fédérales et les dirigeants lituaniens à cause de leur intention de déclarer l'indépendance. Le 23 novembre, le projet du Traité de l'Union était présenté aux républiques. A l'exception des pays baltes et de la Géorgie, toutes les républiques ont participé aux consultations. Mais en réalité, dès sa présentation, le Traité était déjà caduc puisque trois jours avant un accord bilatéral avait été signé entre la RSFS de Russie et la République d'Ukraine par la voie duquel les deux républiques reconnaissaient mutuellement leur souveraineté et s'engageaient à coopérer économiquement sur une base d'égalité sans passer par le Centre.⁴¹ Avec cette manœuvre, Eltsine a offert à la RSFS de Russie un rôle pivot dans l'Union.

La perte de son pouvoir envers les Républiques, a poussé le Centre à agir d'une manière sévère dans les pays baltes afin de les maintenir dans l'Union. Le 12 janvier 1991, plusieurs personnes ont été tuées à Vilnius pendant le conflit entre les démonstrateurs pacifiques et les troupes soviétiques.⁴² Les événements de Vilnius ont concrétisé le conflit entre les réformateurs et les conservateurs. Eltsine a condamné l'intervention des troupes. En mars 1991, les autorités fédérales ont réalisé un referendum sur le maintien de l'Union. Le referendum était loin de clarifier le débat sur la nature du pacte fédéral parce que premièrement six Etats, dont les trois Etats de balte, l'Arménie, la Géorgie et la Moldavie, l'avaient boycotté et deuxièmement, les participants l'avaient organisé à leur manière en y ajoutant une question de leur

⁴⁰ Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, 4ème édition, Paris, Press Universitaires de France, 1999, p. 542.

⁴¹ Un traité similaire est signé entre la RSFS de Russie et le Kazakhstan. *Ibid.*, p. 543.

⁴² Holmes, *op.cit.*, p. 181.

cru.⁴³ L'augmentation des prix de 200 à 500% a reporté au second ordre du jour les résultats du referendum. L'inflation a provoqué les grèves des ouvriers dont la participation a dépassé un million de personnes. Les ouvriers manifestaient contre le système dans son ensemble et revendiquaient la démission de Gorbatchev et du gouvernement central, l'abolition de tous les privilèges, la suppression du KGB, la reconnaissance du droit à la propriété et finalement la tenue des élections libres dans le cadre de multipartisme.⁴⁴

Après le referendum, Gorbatchev et les leaders des neuf républiques qui ne l'ont pas boycotté parmi lesquels se trouvaient Eltsine, ont signé l'Accord de Novo-Ogarevo en avril 1991. Cet accord soulignait la nécessité de conclure rapidement un nouveau traité pour l'Union. Pourtant pendant les négociations pour le Traité, aucun consensus n'avait été obtenu. Entre-temps, l'opinion publique s'était mobilisée pour la première élection présidentielle au suffrage universel de la RSFS de Russie. Six candidats avaient déposé leurs candidatures mais la Russie a voté pour Eltsine avec une grande majorité dont 57% des suffrages exprimés. Ce résultat a donné une nouvelle légitimité à Eltsine face à Gorbatchev qui était élu par le Soviet Suprême.⁴⁵ En outre, la victoire d'Eltsine était aussi la preuve de la perte de pouvoir du Parti communiste.

Etant conscient de la perte de pouvoir du Parti, Gorbatchev a proposé l'abandon des références au marxisme-léninisme pendant le plenum du CC du PCUS. De plus, Gorbatchev a déclaré que les travaux sur le Traité de l'Union étaient terminés. En effet, le Traité posait beaucoup plus de questions qu'il en résolvait. D'après le texte de ce dernier, le russe n'était plus une langue officielle mais une langue d'usage, les Républiques seraient des Etats souverains comme membre de la communauté internationale et ils pourraient adhérer à l'ONU. Complémentairement, la répartition des compétences entre le centre fédérale et les entités fédérées était très confuse.⁴⁶

⁴³ A cause du boycott de six républiques, il était impossible de mesurer le support en faveur de l'Union. Pourtant, nous pouvons dire que la majorité des citoyens de l'Union, donc 56%, avaient supporté la protection de l'Union. Holmes, *Ibid.*, p. 181-182.

Pourtant 80% des Russes avaient participé à l'élection de leur président au suffrage universel. Werth, *op.cit.*, p. 545.

⁴⁴ *Ibid.*, pp. 545-546.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 546.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 547.

Pour le camp conservateur, toutes ces mesures désignaient l'aboutissement du PCUS et de l'Union. D'ailleurs, Eltsine avait passé un décret qui supprimait les comités et les cellules du PCUS dans les entreprises et les administrations. En août, la tension qui s'accroissait parmi les conservateurs et les réformistes, était à son apogée. Le 19 août, un putsch en opposition aux réformes avait été réalisé par des membres du gouvernement. Comme la plupart de ces membres étaient à la tête des forces de sécurité, par exemple l'Armée et la police, l'alliance des ministres se montrait capable de consolider facilement le pouvoir.⁴⁷ Mais ça n'a pas été le cas. Le groupe s'appelant le « Comité d'Etat pour l'état d'urgence », a annoncé que le président M. Gorbatchev était dans l'incapacité de poursuivre ses fonctions pour des raisons de santé et a déclaré l'état d'urgence pour une période de six mois afin de remettre de l'ordre dans le pays et de prévenir à l'éclatement de l'Union.

Pourtant, la résistance populaire contre le coup d'Etat était organisée par B.Eltsine, G.Popov, maire de Moscou, et d'A.Sobtchak, maire de Léninegrad. Dans deux jours la résistance soutenue par la plupart des gouvernements et l'opinion publique internationale, a donné fin au coup d'Etat. Le 21 août, Gorbatchev est revenu à Moscou. Quant à Eltsine, il avait consolidé sa position de chef des réformistes avec sa résistance au putsch. L'échec du coup d'Etat avait accéléré la dissolution de l'Union, la décomposition du pouvoir central et de l'appareil d'Etat. Au cours de l'automne 1991, les républiques constituant l'URSS, ont proclamé leurs indépendances l'une après l'autre. Ayant pas de force politique ou militaire, Gorbatchev n'a pas eu la possibilité de s'opposer à ces proclamations. Le gouvernement russe a montré son influence en reprenant les fonctions que l'Union assurait auparavant. Ainsi, président de l'Union soviétique, Gorbatchev perdit tout son pouvoir.

En novembre 1991, Boris Eltsine a publié un décret qui interdisait les activités du Parti communiste de l'Union soviétique sur le territoire de la Fédération de Russie. Le 8 décembre 1991, les chefs de la Russie, de l'Ukraine⁴⁸ et de la Biélorussie, ont publié une déclaration avec laquelle la dissolution de l'Union soviétique et la substitution par la Communauté des Etats Indépendants étaient annoncées.

⁴⁷ Holmes, *op.cit.*, p. 183.

⁴⁸ L'Ukraine avait prononcé son indépendance le 1^{er} décembre 1991.

Gorbatchev était encore président, mais sans Etat, son pouvoir ne signifiait plus rien. Le 25 décembre 1991, Gorbatchev a démissionné de son poste de président de l'Union soviétique. Le jour suivant, l'Union soviétique était officiellement dissoute.

Chapitre II – Le processus de l'obtention de l'indépendance : Les études de la Géorgie et de l'Ukraine

Section 1 - Les développements politiques en Géorgie

Les politiques de *Perestroïka* et de *Glasnost* de Gorbatchev, avaient créé pour la première fois une sphère publique au sein du l'Union soviétique, dans laquelle les plaintes politiques étaient exprimées plus ouvertement. Dans cette sphère, les mouvements nationalistes avaient émergé. A partir de 1989, ces mouvements avaient adopté des positions radicales défendant le schisme de l'URSS. Le processus avait d'abord commencé dans les Etats baltes et s'était poursuivi dans les pays Transcaucasiens.

En 1991, l'Union soviétique s'est désintégrée et a donné place à quinze nouveaux Etats qui avaient très peu d'expérience étatiques. Comme dans tous les Etats étant dans le processus de formation, des luttes de pouvoir entre les anciennes élites et les nouveaux candidats avaient commencé. Dans certains Etats comme la Géorgie, des mouvements sécessionnistes avaient éclaté.

Entre 1989 et 1993, il est possible de constater trois conflits successifs en Géorgie. Le premier est celui de l'Abkhazie qui s'est passé entre les sécessionnistes abkhazes et le pouvoir central. Cette guerre civile qui a commencé en août 1992, s'est terminée avec la défaite de troupes géorgiennes et l'intervention des russes en septembre 1993. Le deuxième était celui de l'Ossétie du Sud qui était aussi un mouvement sécessionniste au sein de la Géorgie. Ce conflit a commencé en 1989 et s'est aggravé en janvier 1991. Juste après une courte période d'interruption, en juin 1992, elle reprit son élan. Enfin en juillet 1992, des troupes de maintien de paix formées par des russes, des géorgiens et des ossètes sont intervenues et depuis le problème est resté figé.⁴⁹ Le troisième conflit était la lutte du pouvoir politique. Les événements qui

⁴⁹ Christoph Zürcher, "Georgia's Time of Troubles, 1989-1993", dans Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2005, p. 85.

s'étaient passés entre des groupes politiques rivaux, c'est-à-dire entre les partisans de Gamsakhourdia et la coalition de ses opposants, avaient commencé en décembre 1991. L'expulsion de Gamsakhourdia en janvier 1992, était un point crucial pour la Géorgie, mais l'arrivée d'Edouard Chevardnadze au pouvoir n'avait pas mis fin aux événements puisque les partisans de Gamsakhourdia avaient continué à résister au nouveau gouvernement dans la partie ouest du pays. Cette résistance a duré jusqu'en novembre 1993.

L'analyse des événements en Géorgie qui sont pris en main dans cette section se focalisent sur sa séparation de l'URSS et ses premières années de l'indépendance, les deux conflits ethniques qui ont influencé la politique intérieur et extérieur du pays, la lutte pour le pouvoir après la désintégration de l'Union soviétique, ses effets au cours de la formation de la nouvelle Etat.

A) Le débouchage des conflits ethniques

Comme il a été mentionné ci-dessus, les réformes de Gorbatchev ont créé une sphère publique dans laquelle les réclamations politiques étaient exprimés. En effet pendant les premières années de la *Perestroïka*, la Géorgie était un pays tranquille. Quoique les premiers groupes informels ont apparu en 1987. La Société de *Ilya Tchavtchavadzé* était parmi les premiers groupes qui défendaient la souveraineté géorgienne.⁵⁰ Le mouvement national s'est agrandi vers la fin des années 80 et les confrontations avec le Parti communiste ont commencé. Au début les motifs des confrontations étaient les problèmes nationaux. Pourtant en 1988, le ton nationaliste du mouvement a augmenté et s'est accentué sur la souveraineté de la Géorgie.⁵¹ Le mouvement a commencé à concevoir des intellectuels et la légitimité du mouvement s'est accrue. Le 9 avril 1989, les troupes soviétiques ont intervenu à une manifestation à Tbilissi et pendant cette intervention vingt personnes ont été tuées.

⁵⁰ Jaba Devdariani, "Georgia: Rise and Fall of The Façade Democracy", *Demokratizatsiya*, Winter, 2004, p. 83.

⁵¹ Le premier groupe qui a adopté un programme séparatiste, était le Parti Democratique National fondé par Giorgi Chanturia. En dehors de celui-ci, la Société de Ilya Tchavtchavadzé fondé par Zurab Tchavtchavadzé, d'autres groupes ont exprimé la volonté d'indépendance comme l'Union Géorgienne d'Helsinki fondé par Zviad Gamsakhourdia, et le Parti de l'Indépendance Nationale fondé par Irakli Tsereteli. *Ibid.*, p. 85.

Avec cet évènement, la légitimité du mouvement est devenue absolue et le Parti communiste a commencé à perdre son pouvoir.⁵²

Le mouvement nationaliste qui devenait de plus en plus puissant, a commencé à développer un discours sur des thèmes comme la distorsion de l'histoire nationale de la Géorgie par les soviétiques, l'interdiction de la mémoire nationale et la victimisation des géorgiens dans l'Union. En 1989, les nationalistes radicaux ont commencé à dominer la sphère publique avec des démonstrations et des grèves de faim à Tbilissi.

Les évènements de Tbilissi ont provoqué la mobilisation nationale en Abkhazie. En 1989, l'Abkhazie était une république autonome au sein la Géorgie. D'après les chiffres officiels, il y avait une population de 525.000 habitants en Abkhazie dont 45,7% étaient Géorgiens, 14,3% étaient Russes, 14,6% étaient Arméniens et 17,8% étaient Abkhazes.⁵³ Les relations entre les Abkhazes et les Géorgiens étaient toujours tendues dans la période soviétique. Les Abkhazes n'étaient pas contents de l'appartenance géorgienne. D'ailleurs la langue Abkhaze appartient à la famille linguistique de Caucase du nord tandis que le Géorgien vient de la famille kartvélienne. En plus, les politiques de répression sous le gouvernement de Staline, la dominance politique et démographique des Géorgiens et la redistribution des sources économiques ont causé des frictions politiques. Pourtant, l'établissement de la souveraineté soviétique dans la région a empêché les conflits entre les Géorgiens et les Abkhazes.⁵⁴

Vers la fin des années 80, avec la perte de pouvoir de Tbilissi sur les affaires régionales abkhaziens, les Abkhazes ont commencé à s'emparer des positions politiques clés de la région et contrôler la grande majorité de l'économie. En 1990, 67% des ministres du gouvernement Abkhazien étaient des Abkhazes.⁵⁵ Cette

⁵² *Ibid.*, p. 84.

⁵³ Ces chiffres sont obtenus du recensement de 1989 qui était le plus compréhensif de tous les recensements de l'Union soviétique. Pourtant il y a des prétentions que les chiffres ne sont pas corrects à cause des manipulations politiques. D'ailleurs les pourcentages ont causés des discussions entre les Abkhazes et les Géorgiens. Zurcher, *op.cit.*, p. 87.

⁵⁴ *Ibid.*, pp. 85-87;

Bruno Coppieters, "The Georgian-Abkhaz Conflict", The European Center for Minority Issues, URL: <http://www.ecmi.de/jemie/download/1-2004Chapter5.pdf>

⁵⁵ Zurcher, *op.cit.*, p. 87 .

situation avait posé des difficultés aux Géorgiens surtout dans le domaine agriculture qui était très important pour l'économie de la région.

En juin 1988, 58 Abkhazes communistes avaient envoyé une lettre à Moscou en demandant la sécession de la République socialiste soviétique de Géorgie.⁵⁶ Cette lettre avait fait peur aux Géorgiens puisqu'elle les rappelait la question de Karabakh qui était une question sanglante entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. En mars 1989, une démonstration a eu lieu à Soukhoumi en faveur de la sécession. En juillet 1989, la violence intercommunale avait commencé.

Cependant le mouvement national géorgien a réagit contre la mobilisation abkhaze. Cette fois-ci les Géorgiens avaient réalisé des démonstrations anti-abkhazes.⁵⁷ Pendant une deuxième démonstration des Géorgiens, les troupes soviétiques ont intervenu d'une manière violente. En conséquence à cette intervention, le mouvement nationaliste géorgien s'est radicalisé et le Parti communiste qui ne trouvait pas de solution pour diminuer la tension, a dû donner des concessions comme la libération de Zviad Gamsakhourdia et de Giorgi Chanturia, les leaders nationalistes emprisonnés.

Ces libérations étaient l'événement tranchant pour le mouvement nationaliste parce que ces leaders étant des chefs charismatiques, avaient été persécutés par les soviétiques et étaient des héros aux yeux du peuple. Bien qu'il y ait une forte compétition entre ces leaders et ses partis, ces deux ont formé une organisation parapluie pour mener le mouvement vers la souveraineté.⁵⁸ L'autre particularité du mouvement nationaliste était son lien avec le peuple. Leurs tactiques étaient la désobéissance civile, les grèves de faim, les blocages sabotant le régime communiste.⁵⁹ Dans cette perspective le mouvement abkhaze a servi pour la fortification et la radicalisation du mouvement nationaliste géorgien.

En août 1989, le Soviet Suprême de la Géorgie avait passé une loi sur l'utilisation obligatoire de la langue géorgienne dans le secteur public à travers toute la république. Cette décision avait été mal perçue en Abkhazie où la majorité étant non

⁵⁶ *Ibid.*, p. 89.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 89.

⁵⁸ Devdariani, *op.cit.*, p. 86.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 85.

Géorgiens d'origine ne savait pas le Géorgien, et aussi en Ossétie du Sud.⁶⁰ En Novembre 1989, le Soviet Suprême de la Géorgie a proclamé qu'il ne connaîtrait plus les lois soviétiques contredisant les intérêts géorgiens. Cette décision était en quelque sorte la déclaration de la souveraineté de la république socialiste soviétique de la Géorgie, malgré cela la proclamation annonçant d'une autre part l'annulation des traités signés par le gouvernement soviétique depuis 1921, de celle-ci s'est faite en mars 1990.

B) L'apogée des conflits et de la radicalisation nationaliste

Toutefois la crise avec l'Ossétie du Sud a apparue. Celle-ci est une région autonome avec une population d'à peu près 100000 dont 66,2% sont des Ossètes et 29% sont des Géorgiens. Différent de l'Abkhazie, les Ossètes et les Géorgiens vivaient d'une manière mixte mais ayant ressemblance à la première question, la langue Ossète est une dérivé du persan.

Jusqu'à la fin de 1988, les relations entre les Ossètes et les Géorgiens étaient loin de la tension. En revanche en 1989, les problèmes ont commencé surtout avec la loi sur l'officialisation de la langue géorgienne dans le domaine public. Au contraire les Ossètes du Soviet Suprême de l'URSS ont revendiqué qu'ils voulaient s'unifier avec l'Ossétie du Nord qui était une république autonome au sein de la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Après le refus de cette volonté, le Soviet Régional d'Ossétie a passé la loi de l'officialisation de la langue ossète dans l'Ossétie du Sud. Puis, il s'est adressé au Soviet Suprême de la Géorgie pour l'élévation de son statut de région en république autonome. Pourtant les communistes et l'opposition nationale géorgienne ont perçu cet appel comme une volonté de sécession. En novembre 1989, Gamsakhourdia, le leader le plus populaire des nationalistes, a voulu profiter de cette tension et a mobilisé 30.000 démonstrateurs à Tskhinvali, capital de l'Ossétie du Sud. En réponse, les Ossètes ont formé des groupes de milices. La protestation a été empêchée par les troupes soviétiques. En conséquence à ces événements, la population géorgienne de l'Ossétie du Sud a

⁶⁰ Zurcher, *op.cit.*, p. 90.

commencé à se transporter hors de la région. Ainsi, Gamsakhourdia a prouvé au Parti communiste de la Géorgie qu'il pouvait facilement mobiliser les masses.⁶¹

En mars 1990, la même date de la proclamation de la souveraineté, le Soviet Suprême de la Géorgie a légalisé tous les partis d'opposition clandestins et a déclaré que la Géorgie était un pays occupé par les soviétiques. C'était clairement un pas vers l'indépendance. Mais le Soviet Suprême de l'Abkhazie avait aussi fait le même pas en adressant une pétition à Moscou qu'elle soit incorporé à l'Union soviétique comme une république de l'Union et en annonçant unilatéralement qu'elle était indépendante de la Géorgie. A son tour, la Géorgie a déclaré invalide ces décisions.⁶²

En août 1990 pendant les préparations pour la première libre élection parlementaire, le Soviet Suprême de la Géorgie a affirmé que les partis actifs seulement sur le plan régional, ne pouvaient pas participer aux élections. Le Soviet Régional de l'Ossétie du Sud a réagi à cette décision et en septembre 1990, il a pris la même mesure que l'Abkhazie, c'est-à-dire il s'est adressé à Moscou pour son accès à l'Union soviétique et il s'est proclamé unilatéralement République Démocratique Soviétique de l'Ossétie du Sud. La première élection libre en Géorgie s'est réalisée le 28 octobre 1990 et Gamsakhourdia a emporté la victoire avec une grande majorité. Pourtant le mouvement nationaliste était divisé en plusieurs fractions⁶³ et cette division rendait difficile la marche vers l'indépendance.

Gamsakhourdia a pris des mesures contre l'Ossétie du Sud et en janvier 1991 l'armée géorgienne a intervenu à Tskhinvali et les milices ossètes ont résisté. Vers la fin de janvier, les troupes géorgiens se sont retirées mais sont restés en dehors de la ville pour faire le blocus qui a duré jusqu'en juillet 1992. A partir de cette date, la mission de maintenance de paix formée par des Ossètes, des Russes et des Géorgiens, s'est chargée de l'affaire.

En bref, au début de 1991, la Géorgie était un pays qui avait des problèmes d'intégrité territoriale. Les deux entités autonomes en révolte, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud étaient en dehors du contrôle du pouvoir central. Les groupes paramilitaires

⁶¹ *Ibid.*, p. 91.

⁶² *Ibid.*, p. 92.

⁶³ Le Parti Démocratique National et le Parti de l'Indépendance Nationale avaient boycotté les élections de 28 octobre, mais ils avaient réalisé leurs propres élections en septembre. *Ibid.*, p. 93.

avaient émergé et le mouvement nationaliste était divisé en plusieurs fragments. Pourtant, avec l'affaiblissement de l'URSS, la Géorgie a proclamé son indépendance le 9 avril 1991. Le 26 mai, Gamsakhourdia a été élu premier président de la République géorgienne avec 86% des votes.⁶⁴

C) La fin de la radicalisation et l'arrivée au pouvoir de Chevardnadze

Le putsch d'août 1991 en URSS était un tournant pour le pouvoir de Gamsakhourdia. Surpris par les événements, il a déclaré la neutralité de la Géorgie et a accepté la demande d'incorporer la Garde Nationale géorgienne au Ministère des Affaires Intérieures soviétique faite par le commandant militaire soviétique. Etant effrayé de la dissolution de ses troupes, le commandant de la Garde nationale a retiré ses troupes de Tbilissi et a abandonné le président en le laissant sans armée. Cependant le coup d'état à Moscou ayant clairement échoué, le président Gamsakhourdia a félicité publiquement le président russe Boris Eltsine pour sa victoire contre les putschistes. Pourtant son hésitation pendant le putsch avait été critiquée par l'opposition.

Le deuxième facteur pour l'accroissance des critiques contre lui était ses comportements autoritaires bien qu'il était connu avec son identité de défenseur des libertés et des Droits de l'Homme dans la période soviétique.⁶⁵ Il a interprété les événements vécus pendant le putsch d'août et le retrait de la Garde comme une conspiration contre la Géorgie. Ainsi, il a fait arrêter Giorgi Chanturia, l'un des leaders nationalistes qui lui était opposé et a fait fermer un journal sous prétexte des appels à une rébellion nationale. En effet, cette approche autoritaire était pour cacher la réalité du démembrement de la Géorgie et de son isolation dans la politique internationale.⁶⁶

⁶⁴ Les Abkhazes et les Ossètes ont boycotté les élections.

⁶⁵ En 1977, le gouvernement d'Edouard Chevardnadze, dans la période son secrétariat générale du Parti communiste géorgien, a fait arrêter Zviad Gamsakhourdia et son compagnon Merab Kostava. Son emprisonnement a attiré l'attention de la communauté internationale. Les membres du Congrès américain ont décidé de proposer Gamsakhourdia et Kostava pour le prix de Nobel de 1978.

⁶⁶ La reconnaissance de la Géorgie a pris davantage de temps, en raison de la situation chaotique. Elle était reconnue par certains Etats, comme la Roumanie, la Turquie, les Etats baltes, pourtant elle est reconnue par la Belgique et le Royaume-Uni le 23 Mars 1992, c'est-à-dire le même jour que la Communauté européenne a pris note de l'engagement pris par ce pays « pour satisfaire aux exigences »

Jan Klabbbers, et.al., *Pratique des Etats Concernant La Succession d'Etats et Les Questions de Reconnaissance*, Kluwer Law International, Conseil de l'Europe, 1999, p. 61.

En réaction à ces décisions, les manifestations se sont amplifiées. Le 22 décembre 1991, des troupes de la Garde Nationale sont entrés à Tbilissi, ont siégé le Parlement et enfin ont pu envoyer Gamsakhourdia en exil le 6 janvier 1992.⁶⁷ Le vide de pouvoir après le coup d'Etat avait d'abord été complété par des autorités d'intérim. Pourtant pour sortir de l'état de guerre civile et pour être reconnu par le système international, ils ont fait un appel à l'ancien Ministre des Affaires Etrangères de Gorbatchev, Edouard Chevardnadze qui avait une bonne réputation dans les milieux internationaux. Quand il est retourné en Géorgie, il a été nommé président du gouvernement transitoire appelé le Conseil d'Etat et il s'est livré à terminer la guerre civile.⁶⁸ En effet, cette tâche n'était pas facile à accomplir puisqu'elle avait trois piliers : le conflit avec l'Abkhazie, le conflit avec l'Ossétie du Sud et les efforts « clandestins » de l'ex-président Gamsakhourdia en Géorgie de l'Ouest. En plus, la Russie forçait la Géorgie à adhérer à la CEI et à accepter la présence militaire des troupes russes dans le pays. Etant donné les circonstances, Chevardnadze a du accepté la mission de maintenance de paix formée par des Ossètes, des Russes et des Géorgiens en juillet 1992.

Pendant le radoucissement de la crise avec l'Ossétie du Sud, le conflit avec l'Abkhazie a recommencé. Gamsakhourdia avait réussi à atteindre un compromis avec les leaders Abkhazes sur le partage de pouvoir en Abkhazie par l'intermédiaire de la fixation de la loi électorale.⁶⁹ Cet accord avait échoué avec la chute du gouvernement de Gamsakhourdia. La première raison de l'échec était les essais de Chevardnadze pour la délégitimation faite par Gamsakhourdia. La deuxième raison était prouvée que son gouvernement était autant nationaliste que le gouvernement de Gamsakhourdia et il n'était pas la poupée de Moscou, comme le disait les supporteurs de l'ex-président. C'est pour cette raison, Chevardnadze a annulé cet accord sous prétexte qu'il était contre les intérêts de la Géorgie. Dernièrement les leaders abkhazes ont voulu profiter de du vide de pouvoir et en juillet 1992, ils ont passé une loi précisant la souveraineté de l'Etat Abkhaze.⁷⁰

⁶⁷ Devdariani, *op.cit.*, p. 91. Gamsakhourdia est d'abord allé en Arménie, puis en Tchétchénie et enfin est retourné en Géorgie d'une manière clandestine pour diriger une révolte contre Chevardnadze.

⁶⁸ Zurcher, *op.cit.*, p. 94.

⁶⁹ Bruno Coppieters, "The Georgian-Abkhaz Conflict", *op.cit.*

⁷⁰ *Ibid.*

Enfin en août 1992, les troupes géorgiennes sont entrées à Soukhoumi, capital de l'Abkhazie, sous prétexte du support des Abkhaziens pour Gamsakhourdia.⁷¹ Les Abkhazes supportés par les volontaires venant du Caucase du Nord et les soldats russes; ont résisté aux Géorgiens. En même temps, les forces de Gamsakhourdia ont commencé à leur campagne militaire à l'Ouest du pays. Etant donné les circonstances, l'Armée géorgienne n'a pas pu résister à Soukhoumi et la population géorgienne dans cette ville s'est enfuie. Après la défaite, Chevardnadze était obligé d'appeler la Russie pour une aide militaire contre Gamsakhourdia. L'armée russe a mis une fin aux opérations militaires des supporters de Gamsakhourdia et en contrepartie la Géorgie a dû cesser de s'opposer à l'adhésion à la CEI. En juin 1994, les autorités abkhazes et géorgiennes ont accepté le déploiement de la mission russe de maintenance de paix entre l'Abkhazie et le reste de la Géorgie. La dernière concession de Chevardnadze a été le commencement des négociations pour de futures bases militaires russes dans les villes de Vaziani, Goudaouta (Abkhazie), Akhalkalaki et Batoumi.

Avec le support de la Russie, Chevardnadze a fortifié sa position dans l'Etat géorgien. Le 11 octobre 1992, les élections parlementaires ont été renouvelées et il a été d'abord élu président du Parlement. Le 6 novembre, le Parlement l'a nommé le chef du pouvoir exécutif, le commandant des armées et le président de l'Etat.⁷² Les élections lui ont donné la légitimité qu'il avait besoin pour sa venue au pouvoir. Avec cet atout, il a éloigné les anciens dirigeants tenant des postes stratégiques au gouvernement dans la période d'intérim et dans l'Armée, il a liquidé la force paramilitaire attachée Gamsakhourdia après le décès de celui le 31 décembre 1993.

Section 2 – Le processus d'indépendance en Ukraine

Avant sa séparation de l'URSS, l'Ukraine était considérée comme une entité constituante et une variante régionale de la nation russe, en plus comme le vassal du pouvoir soviétique. L'élection de Mikhaïl Gorbatchev au poste de secrétaire générale de PCUS avait débuté une vague de changement au sein de l'Union. Comme il a été déjà précisé, l'objectif de Gorbatchev était la modernisation de

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Chevardnadze est devenue président après la ratification de la nouvelle constitution et les élections du 5 novembre 1995.

l'Union soviétique ayant un retard devenu de plus en plus évident dans de nombreux domaines. Il a d'abord commencé des réformes économiques pourtant le mouvement de changement a sauté au plan social avec les politiques de « *Perestroïka* » et surtout avec la « *Glasnost* ». Dans quelques années, le mouvement de réforme a conduit l'Union à la destruction du système et à la dislocation de l'Etat soviétique. La cause essentielle de la désintégration était l'accroissement des nationalismes et des mouvements indépendantistes.

A) La formation de l'opposition en Ukraine

Au début de ce période, il y eut peu de changement en Ukraine. Bien que les cadres centraux et régionaux dans l'ensemble de l'URSS, avaient été renouvelés à plus de trois quarts dans les premières années de la *Perestroïka* ; la majorité de l'ancien « nomenklatura »⁷³ avait maintenu ses fonctions en Ukraine.⁷⁴ Le chef du Parti communiste d'Ukraine, Vladimir Chtcherbitski, qui gouvernait la République avec une main de fer depuis 1972, était resté au pouvoir et avait continué à être membre du Politburo à Moscou.⁷⁵ Ainsi en la comparant avec les autres républiques, la vague de changement avait été freinée en Ukraine. D'ailleurs la majorité des ukrainiens étaient indifférents à cette vague à cause des effets la dictature qui avait duré à peu près 70 ans et ils pensaient aussi que leurs cultures étaient inférieures à celle des russes.⁷⁶ Cette croyance était le résultat d'être sous le gouvernement de la Pologne et de la Russie pendant des siècles. En résultat, les nationalistes n'avaient pas pu trouver le soutien du peuple pour leurs actions.

Néanmoins, la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl qui a eu lieu en avril 1986, a été le premier coup contre le pouvoir du système en Ukraine. A part des

⁷³ La nomenklatura désigne l'élite du Parti communiste de l'Union soviétique. Pourtant avec le temps, le contenu du mot a changé. Aujourd'hui le terme est utilisé hors de son contexte historique, pour désigner de façon péjorative, l'élite et les privilèges qui lui sont associés, ou le groupe qui exerce par l'intermédiaire de l'État, un pouvoir excessif dans un domaine commercial sans responsabilité personnelle.

⁷⁴ Andreas Kappeler, *Petite histoire de l'Ukraine*, Paris, Institut d'Etudes Slaves, 1997, p. 188.

⁷⁵ Chtcherbitski a resté au pouvoir jusqu'en 1989. La cause essentielle du soutien de Moscou pour lui était le support de l'élite communiste d'Ukraine. En plus, Gorbatchev a voulu maintenir le contrôle de l'Ukraine grâce à Chtcherbitski dans une période de transformation très risquée. *Ibid.*, p. 188.

⁷⁶ Ilya Prizel, *National Identity and Foreign Policy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p.57

effets de l'accident sur le pays⁷⁷, le pire était la dissimulation du danger par le gouvernement. Le manque de contre-mesures de Kiev et de Moscou avait pour la première fois mobilisée le peuple. Tchernobyl avait provoqué la formation du mouvement oppositionnel.⁷⁸ En outre, l'entêtement du pouvoir politique à poursuivre l'application de son propre programme des centrales nucléaires, a accru la dépendance de l'Ukraine à Moscou et a renforcé les aspirations à la souveraineté.

Le bourgeonnement de l'opposition a aussi incité les grèves des mineurs qui ont commencé en juillet 1989 et qui ont révélé l'existence d'un potentiel de troubles sociaux en Ukraine. Au début, les troubles étaient économiques mais dans le temps des revendications politiques contre le gouvernement autocratique ont été exprimées.⁷⁹ Il faut préciser que malgré la stagnation politique, la *Perestroïka* et la *Glasnost* avaient favorisé à la fois la diminution de l'oppression politique et la renaissance des forces d'opposition. Ainsi des groupes informels ont été formés en Ukraine comme chez tous les Etats de l'Union. Pourtant la nature de l'opposition en Ukraine était un peu différente de celle en Georgie. La catastrophe de Tchernobyl avait provoqué la prise d'une conscience écologique qui était devenu une importante composante du mouvement oppositionnel. Par exemple la ligue de « Planète verte » qui s'est transformé en Parti des Verts en 1990 avait été fondée pendant le début de la période de *Glasnost*.⁸⁰ A part celui-ci, les nationalistes avaient cherché des moyens pour la conservation de la langue et de la culture ukrainienne.

Cependant, à l'Ouest du pays la lutte pour la re-légalisation de l'Eglise gréco catholique ukrainienne avait été entamée. En même temps en 1989, les essais pour la reconstitution de l'Eglise ukrainienne orthodoxe autocéphale avaient débuté. Ces deux luttes ont donné une forte impulsion au mouvement national. A part cela, les courants nationalistes culturels se sont développés à Kiev et à Lvov (en Ukraine Lviv). Des écrivains et des hommes de culture ont soutenu l'ukrainisation de la

⁷⁷ Grâce à la direction dominante des vents, l'Ukraine était un peu moins touchée du désastre que la Biélorussie, pourtant une grande partie du pays a été déclarée zone sinistrée. Au début, à peu près 1,4 millions d'habitants et 12% de la surface d'agricole était touché par l'accident. Kappeler, *op.cit.*, p. 188.

⁷⁸ Tchernobyl est devenu le symbole de la négligence du gouvernement soviétique. Prizel, *op.cit.*, p.59.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 360.

⁸⁰ Kappeler, *op.cit.*, p. 189.

langue.⁸¹ En outre, la *Glasnost* a provoqué la remise en question des mémoires du passé stalinien qui a provoqué la mobilisation de l'intelligentsia.⁸²

En septembre 1989, les différents groupes d'opposition s'étaient réunis en un mouvement populaire appelé le Roukh. Au début, le Roukh a eu des objectifs modérés essentiellement culturels qui ne remettaient pas en question l'Etat fédéral soviétique. Cependant, Moscou qui s'affrontait aux mouvements d'oppositions nationalistes, a commencé à prendre des mesures agressives aussi envers celui-ci. En octobre 1989, un mois après de l'éloignement de Chtcherbitski du pouvoir, les forces de sécurité ont causé les événements du « dimanche sanglant » pour empêcher une démonstration à Lvov. A la suite de cet événement, la popularité du Parti communiste d'Ukraine avait diminué face au mouvement nationaliste.⁸³ En janvier 1990, le Roukh avait organisé une chaîne humaine reliant Lviv à Kiev. Au cours de cette démonstration, plus de 500.000 Ukrainiens portaient des drapeaux bleus et jaunes de la république populaire de l'Ukraine (1917-1920) et d'autres symboles nationaux. Cependant le Roukh a transformé ses revendications culturelles en revendications politiques qui soulignaient la démocratie et les Droits de l'Homme.

Malgré l'accroissement de l'opposition, le Parti communiste d'Ukraine a attendu le renversement des politiques de Gorbatchev par le Parti communiste de l'Union soviétique. D'après cette espérance, l'élite politique de l'Ukraine a résisté à la démocratisation. Pourtant avec le commencement de la perte de pouvoir de Gorbatchev face à Eltsine, le Soviet suprême d'Ukraine était de plus en plus dominé par les nationalistes. Dans cette perspective, la loi de l'officialisation de la langue ukrainienne a été acceptée.⁸⁴

Il faut préciser que malgré l'accroissement de l'opposition, la tension entre les dirigeants et le mouvement d'opposition n'avait pas beaucoup augmenté. L'une des raisons de ce fait était l'idéologie. Le discours du Roukh ne dérangeait pas les dirigeants communistes puisque son programme reconnaissait le rôle dirigeant du

⁸¹ *Ibid.*, p. 189.

⁸² Parmi ces mémoires, les assassinats politiques des années 30 et surtout la famine des Ukrainiens en 1932-1933 ayant causé la mort de 5 millions de personnes, ont mobilisé le peuple.

Paul Robert Magocsi, *A History of Ukraine*, Seattle, University of Washington Press, 1998, p. 215.

⁸³ Prizel, *op.cit.*, p. 360.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 361.

Parti communiste.⁸⁵ En plus, bien que le mouvement fût nationaliste, son discours n'était pas raciste ou chauviniste. D'après le Roukh, la nation ukrainienne n'était pas composée des ukrainiens ethniques mais des citoyens de l'Ukraine. Cette approche incluait les ethnies russes, polonaises, juives.⁸⁶

B) Le cheminement vers l'indépendance

En mars 1990, les élections du Soviet suprême de l'Ukraine se sont réalisées et l'alliance oppositionnelle dirigée par le Roukh l'a emporté avec 117 mandats sur 450, dont la plupart d'entre eux ont été élu en Ukraine occidentale ou à Kiev. Cette répartition des mandats était la preuve de la différence entre l'Est et l'Ouest du pays.⁸⁷ Pourtant, la majorité des députés du Parlement et des responsables dans les instances locales étaient de la vieille nomenklatura.⁸⁸ Mais en même temps, cela montrait aussi que le monopole du Parti communiste était cassé et une multitude d'organisation politique était né. En 1990, l'opposition est devenue un mouvement national axé sur l'indépendance du pays et son influence sur la politique de l'Ukraine avait augmenté.

Le fait décisif pour la suite des évènements était que l'une des anciennes élites du Parti communiste, Léonid Kravtchouk élu auparavant président du Parlement, a pris à son compte certains points importants du programme du Roukh. Ensuite il a établi un groupe formé de communiste qui a commencé à s'orienter vers l'indépendance.⁸⁹ Pourtant il faut ajouter que l'idée d'indépendance n'était pas très répandue même au sein du Roukh. Certains politiciens et écrivains pensaient que l'indépendance n'était pas possible à cause de l'immaturité de la nation.⁹⁰

Le 16 juillet 1990, le Soviet suprême de l'Ukraine a déclaré la souveraineté de la république socialiste soviétique d'Ukraine. Bien que cette déclaration de souveraineté ne signifie pas l'indépendance, elle soulignait la neutralité du pays et

⁸⁵ *Ibid.*, pp. 359-360.

⁸⁶ Tolga Bilener, "Ulus – Devlet Olma Sürecinde Ukrayna", dans Erhan Büyükkakıncı (ed.) *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Ankara, *Phoenix*, 2004, p. 320.

⁸⁷ En effet, cette différence était premièrement conçue pendant la chaîne d'hommes puisque les villes russifiées de l'Est n'avaient pas participé à la démonstration. Prizel, *op.cit.*, p. 361.

⁸⁸ Kappeler, *op.cit.*, p. 189.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 190.

⁹⁰ Paul D'anieri, Robert Kravchuk, Taras Kuzio, *Politics and Society in Ukraine*, Oxford, Westview Press, 1999, p. 24.

son droit de disposer une force armée autonome.⁹¹ L'autre importance de cette déclaration, était l'accroissement des relations bilatérales avec les autres républiques de l'Union. Dans cette perspective, la République russe et l'Ukraine ont signé un accord reconnaissant leurs souverainetés et leurs frontières réciproques. C'était un acte capital puisque la Russie avait pour la première fois reconnue officiellement l'existence de l'Ukraine.⁹² À partir de cet accord, l'Ukraine avait commencé à agir avec plus d'assurance dans ses relations avec le Centre soviétique.

En octobre 1990, le deuxième congrès du Roukh s'est rassemblé et des revendications d'indépendance ont été prononcées. En même temps les Soviet Suprême de l'Ukraine a déclaré la supériorité des lois de la République sur celles de l'Union. Toutefois, avec la manipulation de la nomenklatura au cours du referendum de Traité de l'Union qui avait été accepté en mars 1991, 70% des électeurs se sont prononcés en faveur du maintien de l'Union soviétique, mais parallèlement 80% d'entre eux ont répondu positivement à la deuxième question posée uniquement en Ukraine : « l'Ukraine doit-elle devenir membre d'une union d'Etats souverains sur la base de sa déclaration de souveraineté ? »⁹³ Ces deux réponses contradictoires signifiaient la volonté de la redéfinition du statut de l'Ukraine dans l'Union. En effet, selon Stepanenko, sociologue ukrainien, il y avait la volonté d'indépendance au sein du peuple mais on ne savait pas comment atteindre ce but et c'est pourquoi le résultat de referendum se présentait ainsi.⁹⁴ Les réponses du peuple au referendum étaient cohérentes avec la volonté de la nomenklatura qui percevait les relations avec Moscou comme une source de sa légitimité et de son pouvoir.

Pourtant, le putsch d'août 1991 était l'évènement primordial pour l'Ukraine, comme pour tous les Etats qui cherchaient leurs indépendances. Le président du Parlement, Léonid Kravtchouk est resté silencieux pendant deux jours jusqu'à la fin de l'échec du coup d'Etat.⁹⁵ Puis il a commencé à un discours anticommuniste qui l'a éloigné de Moscou. L'approche de Kravtchouk était parallèle à l'attitude des élites

⁹¹ Kappeler, *op.cit.*, p. 190.

⁹² *Ibid.*, p. 190. Il faut ajouter que la déclaration de la souveraineté était mal perçue par certaines nationalistes parce qu'elle ne mentionnait pas l'indépendance. Pour eux, c'était une tactique des communistes qui voulaient signer un nouveau traité d'union avec l'Union soviétique.

Bilener, *op.cit.*, p. 319.

⁹³ Kappeler, *op.cit.*, p. 191.

⁹⁴ Prizel, *op.cit.*, p. 361, note : 70.

⁹⁵ Prizel a commenté cette hésitation comme un soutien de la nomenklatura pour le coup d'Etat. *Ibid.*, p. 362 .

ukrainiennes. Après l'échec du coup d'Etat et la démocratisation rapide en Russie, il était évident que l'association avec l'URSS était une menace pour la nomenklatura qui ne voulait pas perdre le pouvoir. De cette manière, leur support pour une union réformée au sein de l'URSS, s'est déplacé vers la volonté de l'indépendance. Il est clair que la nomenklatura s'était conduite d'une manière pragmatique et avait voulu se protéger. Le 24 août 1991, le Soviet Suprême d'Ukraine a déclaré l'indépendance de l'Ukraine et la constitution d'un Etat ukrainien indépendant. Le 30 août, le Parti communiste ukrainien s'est dissolu et une force armée autonome s'est formée.

Cette orientation vers l'indépendance était confirmée par le referendum du 1^{er} décembre 1991, lequel détenait 90% des voix bien que les ukrainiens représentaient 73% de la population totale.⁹⁶ Le jour de referendum, des élections présidentielles sont aussi réalisées. Parmi les principaux candidats se trouvait Léonid Kravtchouk, fonctionnaire du Parti communiste d'Ukraine pour les questions de propagande et d'idéologie ; et Viatcheslav Tchornovil, ancien opposant du régime ayant passé de nombreuses années en prisons soviétiques. Kravtchouk a emporté les élections avec 61% des voix et il a été élu président.

La sécession de la république la plus peuplée et la plus forte après la Russie, a frappé d'un coup mortel l'Union soviétique qui perdait son pouvoir. Le 5 décembre, le Parlement ukrainien a voté pour l'annulation du traité de 1922 qui avait fondé l'URSS. Quelques jours plus tard, les présidents de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie ont fondé à Minsk la CEI auquel d'anciennes républiques soviétiques se sont adhérees plus tard à l'exception des pays baltes et de la Géorgie.

En bref, l'Ukraine a abouti rapidement et sans conflit à l'indépendance. Il est possible de dire que contrairement à la Géorgie, l'Ukraine n'a vécu ni des tensions ethniques ni l'intervention russe et que l'Etat ukrainien s'est établie sans grand souci. C'est pourquoi après l'indépendance, l'opinion générale était que les principaux problèmes se résoudraient facilement. Pourtant, ce n'a pas été le cas. Des problèmes n'étant pas faciles à résoudre, attendait ce nouvel Etat.

⁹⁶ La participation au referendum était 84%. Pourtant, il faut ajouter que seulement 75,8% des voix ont voté pour l'indépendance dans le district de Kharkiv en Ukraine orientale et 54,2% en Crimée où la participation était la moindre. Kappeler, *op.cit.*, p. 192.

DEUXIEME PARTIE – LA PERIODE DE TRANSITION ET LA QUETE D’UNE POLITIQUE ETRANGERE INDEPENDANTE

Chapitre I – La période de Chevardnadze en Géorgie

Ayant une superficie de 69.700 km², la Géorgie est un pays transcaucasien entre l’Europe et l’Asie, peuplé de 4,6 millions d’habitants d’après les estimations faites en 2007. Sa diversité ethnique comprend 83,8% de Géorgiens, 5,7% d’Arméniens, 1,5% de Russes et 6,5% d’Azéris.⁹⁷ Ses voisins sont l’Azerbaïdjan, l’Arménie, la Russie et la Turquie.

Il est efficace de préciser tout d’abord que le Caucase est un carrefour entre l’Europe et l’Asie, composé de différentes ethnies. La région est divisée en deux par des chaînes de montagnes. Le Caucase du Nord est composé de différentes régions et républiques autonomes liées à la Fédération de Russie. Selon la terminologie russe, le Caucase du Sud ou la Transcaucasie est composé de trois Etats indépendants: la Géorgie, l’Azerbaïdjan et l’Arménie. Sa position restreinte entre la Russie, l’Iran et la Turquie donne à cette région une immense importance.

L’importance du Caucase du Sud est strictement liée aux puissances extérieures qui l’encadrent. La Transcaucasie est située dans une région géographique tampon qui se trouve entre des pays puissants comme la Russie, la Turquie et l’Iran. Entre ces puissances, la Géorgie a dû mener une politique d’équilibre au cours de son histoire. Aujourd’hui, cette politique est toujours valide et strictement reliée aux dynamiques du Caucase.

⁹⁷ Central Intelligence Agency (CIA), The World Fact Book; URL: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gg.html> Page consulté le 26 février 2010.

Ces chiffres sont une projection du recensement de 2002 dans laquelle l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud n’y étaient pas inclus.
International Crisis Group; URL: <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?l=1&id=3380> Page consulté le 26 février 2010.

Au cours de l'histoire, grâce à sa position géographique qui lie l'Europe à l'Asie, le Caucase du Sud a toujours été une zone de passage pour différentes civilisations. Cette réalité lui a donné un caractère multiethnique. Depuis le 19^{ème} siècle, l'influence russe était dominante dans la région et l'invasion de la région par la Russie avait d'abord provoqué la formation de la conscience nationale entre les ethnies, et par la suite l'accélération des idées nationalistes comme la réaction aux russes. Pourtant, la période soviétique avait figé ces sentiments à cause du caractère antinationaliste du régime. En plus, le régime soviétique avait isolé la région du reste du monde et ainsi, la région avait perdu son caractère de zone de passage entre les deux continents.⁹⁸

L'affaiblissement et l'effondrement de l'URSS ont d'abord causé la réactivation des sentiments nationalistes et puis l'acquisition de la fonction de carrefour. En plus, l'affaiblissement de l'URSS a servi aussi à la croissance de l'influence des puissances occidentales dans la région surtout pour l'obtention à l'accès au pétrole caspien pouvant être une aide importante pour la diversification des ressources énergiques, ce dont les pays Occidentaux ont besoin.

Quant à la Géorgie, bien qu'elle manque de ressources naturelles, c'est un pays important grâce à sa location géographique. Premièrement, elle est sur la route qui lie l'Europe à l'Asie mais plus spécifiquement sur celle qui lie la Mer Noire à la Mer Caspienne. Elle a des ports comme Soukhomi (qui est dans le contrôle de l'Abkhazie), Poti et Batoumi. Avec ces avantages, en utilisant sa position géostratégique, la Géorgie essaye de balancer la Russie avec les puissances de l'Occident et aussi d'assurer sa stabilité politique et son intégrité territoriale. D'ailleurs, le projet de l'oléoduc Baku–Tbilissi–Ceyhan est la preuve remarquable de cette politique.

Dans ce chapitre, les facteurs internes de la Géorgie influençant la formation et le processus de sa politique étrangère vont d'abord être expliqués. Dans la première section de ce chapitre, les problèmes de l'intégrité territoriale et de la politique intérieure, et puis le facteur identitaire jouant un rôle important dans les orientations

⁹⁸ Edmund Herzig, *The New Caucasus: Armenia, Azerbaijan and Georgia*, London, Royal Institute of International Affairs, 1999, pp. 3-5.

de la politique étrangère géorgienne; vont être abordé. Ensuite dans la deuxième section du chapitre, les relations russo-géorgiennes et ses effets de l’approchement de la Géorgie à l’Occident seront analysés.

Section 1 – Les facteurs influençant la politique étrangère géorgienne

A) L’étude des facteurs internes

Bien que la Géorgie ait des avantages géopolitiques, elle a aussi des faiblesses qui influencent les décisions de sa politique étrangère. Ici, il faut préciser trois sortes de faiblesses qui sont déterminants dans le processus de décision de politique étrangère. Premièrement, la Géorgie est un pays qui a des difficultés à préserver son intégrité territoriale. Il est certain que l’intégrité territoriale est un concept vital pour la survie de l’Etat. A part les cas de l’Ossétie du Sud et de l’Abkhazie, il y a d’autres zones de tension potentielle comme l’Adjarie et de Samstkhe – Djavakhétie. Deuxièmement, il existe aussi une fragilité dans la politique intérieure. Dernièrement, l’économie géorgienne qui est ouverte à toute intervention constitue aussi l’une des difficultés. En conséquence, ces trois particularités influencent les orientations de la politique étrangère de la Géorgie.

a) Le problème de l’intégrité territoriale

La Géorgie a une grande diversité ethnique. A part l’Abkhazie et l’Ossétie du Sud, il y a des Géorgiens musulmans en l’Adjarie, des Arméniens en Samstkhe – Djavakhétie, des Azéris en Kvemo – Karthli, des Tchétchènes et les Daghestanais en Kakhétie dans la gorge de Pankissi.⁹⁹ Ainsi, l’intégrité territoriale est devenue le problème majeur de la Géorgie avec l’émergence et la non-résolution des tensions ethniques pendant la période de l’indépendance. Dans ce cadre, il est possible de séparer et d’examiner les revendications régionales en deux groupes: les demandes sécessionnistes d’Abkhazie et de l’Ossétie du Sud, et les zones de danger potentielles comme celle de l’Adjarie et Samstkhe – Djavakhétie.

⁹⁹ Ali Faik Demir, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2003, p.118.

i) Les revendications sécessionnistes

Situé au bord de la Mer Noire; l'Abkhazie, République autonome au sein de la Géorgie, est importante tout d'abord pour l'intégrité territoriale de la Géorgie. Les raisons géostratégiques indiquent que l'Abkhazie possède la moitié du littoral du pays à l'intérieur de son territoire.

Les Géorgiens considèrent les Abkhazes comme une minorité puisque d'après le recensement de 1989, ils représentaient 17,8% de la population de l'Abkhazie tandis que 45,7% étaient géorgiens. Par contre, les Abkhazes affirment qu'ils ont le droit à l'autodétermination et qu'ils ont été victime des déportations pendant la période soviétique. Bien que le Conseil de Sécurité de l'ONU ait plusieurs fois reconnu l'intégrité territoriale de la Géorgie et que la communauté internationale ait proposé des solutions, aucun résultat n'a pas pu être pris pour la résolution de ce litige. L'une des raisons l'échec de la résolution est que la Russie voulait être le seul médiateur et faire accepter ses conditions de paix.

Le conflit qui avait commencé pendant le processus de l'indépendance de la Géorgie, a été figé après l'intervention de la Russie dans l'affaire. Le cessez-le-feu ayant déclaré en juillet 1993, une mission de maintenance de paix russe a été déployée entre les deux parties en contrepartie à l'adhésion de la Géorgie à la CEI. Dès cette date, la question d'Abkhazie a été internationalisée par l'intervention de l'ONU aux négociations entre la Géorgie, l'Abkhazie et la Russie. En mai 1994, l'Accord de Moscou confirmant l'établissement de l'opération du maintien de la paix a été signé entre les parties. Pendant ce temps-là, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la résolution 858 sur la création d'une mission d'observation, la MONUG.¹⁰⁰ Les négociations ont continué entre les parties dans le Processus de Paix de Genève, médiatisées par l'ONU.

Parallèlement, la Russie a essayé d'exercer sa propre initiative à l'ONU. En mars 2003, les présidents Poutine et Chevardnadze ont discuté de la question à Sotchi.

¹⁰⁰ Ekaterina Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", CEPES, Septembre 2006, No:31, p.33; United Nations (UN); URL: http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monug.htm Page consulté le 26 février 2010.

L'accord signé entre les deux parties prévoyait le retour des réfugiés géorgiennes à Gali, la restauration du chemin de fer de Sotchi–Tbilissi passant en Abkhazie et la rénovation de la station hydroélectrique d'Ingouri.¹⁰¹ Avec ces initiatives, Poutine voulait montrer l'importance que donnait la Russie pour la résolution de la question. Pourtant la Géorgie et la MONUG ont déclaré que le processus de Sotchi était subordonné au processus de Genève.¹⁰²

Quant à l'Ossétie du Sud qui se trouve au Nord de la Géorgie et au Sud des montagnes de Caucase et qui est contournée par la Géorgie au Sud, à l'Est et à l'Ouest; cette région a obtenu le statut de région autonome en 1923 et s'est séparé de l'Ossétie du Nord. Pendant la période soviétique, les Géorgiens ont considéré l'Ossétie du Sud comme une entité artificielle et les Ossètes ont pensé qu'ils étaient désavantageux que les Ossètes du Nord dans le sens politique.¹⁰³ Les tensions ethniques ont toujours existé pendant l'ère soviétique mais la guerre a éclaté pendant la période de Gamsakhourdia.

Le conflit entre la Géorgie et la région autonome de l'Ossétie du Sud s'était arrêté après l'intervention de la Russie en juin 1992. L'accord de Sotchi, signé entre Boris Eltsine et Edouard Chevardnadze, avait prévu un corridor de sécurité de 14 km séparant les deux parties, la participation d'une mission de la CSCE et la formation d'une Commission commune de commande entre les Géorgiens, les Russes, les Ossètes du Sud et les Ossètes du Nord. L'accord a aussi créé une force de maintien trilatérale formé de Géorgiens, d'Ossètes et de Russes. En 1996, les parties ont signé un mémorandum afin d'accroître les mesures de confiance et de démilitariser la zone du conflit. Malgré ce mémorandum, les négociations pour la résolution politique étaient très lentes et généralement inactives. En 2000, la Déclaration de Baden qui fut seulement une étape intermédiaire pour la résolution, a été signée.¹⁰⁴

¹⁰¹ International Crisis Group "Abkhazia Today", Europe Report, No: 176, September 2006, p.6. URL: http://www.crisisgroup.org/library/documents/europe/caucasus/176_abkhazia_today.pdf Page consulté le 26 février 2010.

¹⁰² *Ibid.*, p.7.

¹⁰³ International Crisis Group "Georgia: Avoiding War In South Ossetia", Europe Report 159, November 2004, pp.2-3. URL : http://www.crisisgroup.org/library/documents/europe/caucasus/159_georgia_avoiding_war_in_south_ossetia.pdf Page consulté le 26 février 2010.

¹⁰⁴ *Ibid.*, pp.2-3.

ii) Les zones de tension potentielle

En ce qui concerne les zones de tension potentielle; il serait juste de commencer par l'Adjarie qui fut une question plutôt d'ordre économique et politique que d'ordre ethnique. Situé à Sud-ouest du pays, à la frontière de la Turquie et au bord de la Mer Noire, l'Adjarie est une République autonome. Sa capitale est Batoumi qui est également l'un des ports importants de la Mer Noire pour la Géorgie. Après la dissolution de l'URSS, l'Adjarie dirigé par Aslan Abachidze,¹⁰⁵ avait profité des guerres civiles et sécessionnistes et a eu une grande autonomie politique et économique dans le pays.¹⁰⁶ Aslan Abachidze était devenu le leader incontestable de la région. Les membres de sa famille avaient commencé à occuper des postes politiques clés. Dans le but de ne pas déstabiliser la région, Chevardnadze avait guidé une politique de non- interférence régionale. Pourtant, Abachidze avait exploité la timidité du Président et avait formé sa propre force paramilitaire qui était aussi les troupes frontalières de la Géorgie.¹⁰⁷ L'un des atouts qu'Abachidze détenait contre le pouvoir central, était la base militaire russe située à Batoumi. Cette base créait une opportunité de gagne-pain au peuple et permettait à Abachidze de bien utiliser les bonnes relations avec les russes contre le gouvernement central.

Bien que l'Adjarie fût une république autonome semi-indépendante, Abachidze n'avait pas guidé une politique de sécession contre le pouvoir central comme l'Abkhazie ou l'Ossétie du Sud. Pourtant vers la fin des années 90, en utilisant sa position distante envers Tbilissi, Abachidze a commencé à se prononcer comme leader national et est devenu l'un des plus forts rivaux de Chevardnadze.¹⁰⁸ Pendant les élections de 2000, Abachidze était leader d'une coalition de cinq partis politiques et le deuxième candidat puissant après Chevardnadze pour le poste présidentiel. Pourtant un jour avant les élections, probablement dans le but de fortifier sa position politique, il a retiré sa candidature. Ainsi Chevardnadze a obtenu 82% des votes.¹⁰⁹ La grande autonomie d'Abachidze a duré jusqu'à la fin de la période de Chevardnadze. Quand ce dernier était destitué, Abachidze est devenu un grand

¹⁰⁵ Il descend d'une famille de noble musulmane d'Adjarie.

Jonathan Aves, *Georgia: from Chaos to Stability*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1996, p.41.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.41.

¹⁰⁷ Herzog, *op.cit.*, pp.45-46.

¹⁰⁸ Aves, *op.cit.* p.42.

¹⁰⁹ Demir, *op.cit.*, p.12.

problème pour le gouvernement central mais la question s'est conclue en faveur de Tbilissi.¹¹⁰

Contrairement à l'Adjarie, la région de Samstkhe–Djavakhétie renfermait des tensions ethniques pour l'autorité centrale. Cette région, située au Sud du pays et dont la population est à 90% Arménien ; est composée de deux départements: Akhalkalaki et Ninotsminda.¹¹¹ D'un côté, il faut dire que Samstkhe–Djavakhétie ressemble au cas d'Adjarie à cause de la base militaire russe qui se trouve à Akhalkalaki. Par contre, elle n'a jamais disposé d'une autonomie dans l'Etat géorgien. La région est mal très munie dans les domaines de transport et de communication. Ces déficiences ont coupé toutes les liaisons avec le centre et les négligences ont causé des tensions ethniques.¹¹² D'ailleurs, la plupart de la population ne parle pas géorgien. La réunion de ces facteurs a poussé le peuple à chercher une autonomie sans ambitions séparatistes sous la direction de l'organisation Javakhk.¹¹³

L'existence de la base militaire russe joue un rôle important dans la tension entre la région et le pouvoir central. Pour les Arméniens, la base militaire d'Akhalkalaki est une garantie de sécurité tandis que la Géorgie essaie de forcer la Russie à la fermeture de celle-ci.¹¹⁴ Javakhk et le peuple de Djavakhétie s'y ont opposé parce

¹¹⁰ Avec « la Révolution des Roses », l'Adjarie est devenu l'arène de la lutte de pouvoir entre Tbilissi et Batoumi. Abachidze avait soutenu Chevardnadze pendant les élections de 2003 parce que l'opposition contre le Président l'avait critiqué de son échec de résoudre les problèmes de séparatisme inclusivement la grande autonomie en Adjarie. Abachidze a interprété la destitution de Chevardnadze comme coup d'Etat. Il a déclaré l'état d'urgence en Adjarie et a cherché le support de la Russie et du peuple. Pourtant il n'a pas pu attirer l'attention de la Russie et c'est pourquoi il a dû se compromettre au nouveau président Saakachvili. Pourtant ce dernier voulait résoudre le problème d'Abachidze mais a provoqué une déstabilisation dans la région avec des démonstrations, le blocus partiel du port de Batoumi. La fermeture de la route transite qui lie l'Adjarie à Tbilissi a augmenté la tension. Enfin, Saakachvili a donné un ultimatum à Abachidze en vue de l'acceptation l'autorité du pouvoir central et du désarmement de la force militaire d'Adjarie. Abachidze a pour la première fois montré sa volonté pour la sécession pourtant le peuple attaché à la Géorgie ne l'a pas suivi et enfin Abachidze a démissionné, puis est parti à Moscou en mai 2004.

“Géorgie: l'Adjarie en état de siège” Comité de liaison pour la solidarité avec l'Europe de l'Est (COLISEE), 4 mai 2004,

URL: http://www.colisee.org/breve.php?id_breve=469&var_recherche=abachidze Page consulté le 26 février 2010.

¹¹¹ Ghia Nodia, “A new cycle of instability in Georgia” dans Gary K. Bertsch et al. *Crossroads and Conflict Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, London, Routhledge, 2000, p.193.

¹¹² Aves, *op.cit.*, p.44.

¹¹³ *Ibid.*, pp.44-45.

¹¹⁴ L'Organisation Pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE),

URL: <http://fr.osce.org/images/stories/File/pdf/sommets/istan99f.pdf> Page consulté le 26 février 2010.

qu'ils la percevaient comme un grand danger pour la population arménienne qui n'avait pas d'autre moyen de sécurité qu'en dehors de l'Armée russe. En plus, comme c'est pour le cas d'Adjarie, la base est un soutien économique pour le peuple.¹¹⁵

En bref, les volontés d'autonomie pour la région de Samstkhe–Djavakhétie, sont une question latente pour la Géorgie. Bien que le peuple de Djavakhétie cherche une autonomie dans l'Etat géorgien, les limites de cette autonomie ne sont pas précises. En contrepartie, le pouvoir central qui est déjà en négociation avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud pour leur réintégration nationale, n'a pas l'intention de céder certains de ses pouvoirs à un gouvernement régional. Etant donné les circonstances, cette question comporte effectivement un risque de l'instabilité politique entre Tbilissi et le peuple de Djavakhétie.

Une autre question concernant la région de Samstkhe–Djavakhétie est le problème de rapatriement des Turcs Meskhètes. Cette communauté avait vécu dans la région depuis l'Empire ottomane jusqu'à leur déportation à l'Asie centrale qui a eu lieu en 1944 dans le cadre des politiques de Staline. Un décret gouvernemental publié en 1956 a amélioré la condition de vie des meskhètes pourtant ils ont continué à vivre sous un « régime d'habitation spéciale » qui leur a privé des droits civiques.¹¹⁶ Néanmoins, dès 1956 les meskhètes ont fait commencer des tentatives de rapatriement en Géorgie. En contrepartie ces tentatives ne leur a pas permis de pouvoir se rapatrier dans leur région originaire. Après son adhésion au Conseil de l'Europe en 1999 à la condition de régler la question du rapatriement des Meskhètes avant 2011, la Géorgie est forcé de passer une loi, pourtant elle n'a pas rempli ses obligations en se plaignant de difficultés prioritaires difficilement gérables comme les déplacés de l'Abkhazie, la crise économique ou les tensions potentielles avec les arméniens de Djavakhétie.¹¹⁷ Il est certain que l'administration géorgienne ne veut

La Russie a accepté à négocier la fermeture de la base militaire pendant le sommet d'Istanbul de l'OSCE, pourtant elle l'a retardé jusqu'à nos jours.

¹¹⁵ En effet, la base d'Akhalkalaki est située face à la Turquie et près du passage de l'oléoduc de Baku–Tbilissi–Ceyhan. En plus, les arméniens locaux sont traditionnellement prorusses.

COLISEE, URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=1266; et

URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=1869&var_recherche=djavakh%E9tie Pages consulté le 26 février 2010.

¹¹⁶ Mahmut Niyazi Sezgin, Kamil Ağacan, “Dünden Bugüne Ahıska Türkleri Sorunu”, *Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi*, Ankara, Mai 2003, pp. 5.6

¹¹⁷ *Ibid.*, pp. 38-39.

pas provoquer les volontés d'autonomie latente des arméniens ou des conflits ethniques dans la région en rapatriant les meskhètes à leurs territoires originaires.

b) La vulnérabilité interne

A part des problèmes de la multiethnicité et régionaux, plusieurs problèmes structurels se sont manifestés en Géorgie avec la chute de l'URSS. Les premières années de l'indépendance peuvent être considérées comme la restructuration de l'Etat dont le premier devoir était l'adoption d'une nouvelle constitution. Au début, la constitution soviétique était restée en vigueur jusqu'à la destitution de Gamsakhourdia. Puis, le conseil militaire avait déclaré la restauration de la constitution de 1921. Pourtant cette constitution n'avait pas bien fonctionné. Chevardnadze, qui gouvernait le pays avec des pouvoirs extraordinaires depuis 1992, s'était incliné sur la préparation d'une nouvelle constitution. La nouvelle constitution est entrée en vigueur en 1995.¹¹⁸ Entre temps, Chevardnadze gouverna le pays en étant à la fois président du Conseil d'Etat.

La constitution de 1995 a mis en place un système présidentiel ressemblant à celle des Etats-Unis. Selon Chevardnadze, les expériences vécues pendant le processus d'indépendance nécessitaient une puissante présidence. La constitution de 1995 a assuré la base pour la consolidation des institutions démocratiques malgré la domination de Chevardnadze dans la scène politique. Pourtant, il a été obligé de prendre en compte le parlement bicaméral et la cour suprême qui limitaient les pouvoirs du président.¹¹⁹

L'une des conséquences du système présidentiel, allait être que les partis politiques ne joueraient pas un rôle central dans la vie politique interne. C'est pourquoi aujourd'hui, ils sont généralement faibles et petits.

Pendant le processus de désintégration de l'URSS, les partis radicaux ont dominé la scène politique. L'un des chefs nationalistes, Zviad Gamsakhourdia a accru sa popularité et a formé une nouvelle coalition appelée la «Table ronde». Après le coup d'Etat, le nombre des partis politiques a augmenté. Pendant les élections de 1992,

¹¹⁸ Herzig, *op.cit.*, pp.24-25.

¹¹⁹ *Ibid.*, p.24.

Chevardnadze a supporté le Bloc de Paix, une coalition dominée par l'Union Démocratique. Le Bloc a gagné les élections avec une grande majorité.¹²⁰ Avant les élections de 1995, Chevardnadze avait établi l'Union des Citoyens de Géorgie ayant une idéologie plutôt vague. Le Parti avait obtenu la majorité des votes et avait emporté la victoire avec 24% des votes. La même année, les élections présidentielles s'étaient effectuées et le principal vainqueur, Chevardnadze avait obtenu 74% des votes au premier tour. A peu près les mêmes événements ont eu lieu pendant les élections législatives de 1999 et les élections présidentielles de 2000.¹²¹

Grâce à sa réputation internationale venant de la période soviétique et son succès à préserver l'intégralité de l'Etat géorgien pendant la guerre civile, Chevardnadze a dominé la politique interne et étrangère du pays. Au cours de ses premiers mois de pouvoir, il a lutté contre les mouvements séparatistes. Afin d'assurer l'intégrité territoriale, cette événement l'avait forcé à donner des concessions à la Russie comme l'adhésion à la CEI ou la permission pour des bases militaires. Pourtant, il a essayé de diversifier les choix de politique étrangère pour empêcher la dépendance absolue envers la Russie. Cette diversification était aussi nécessaire pour le développement économique du pays.

Pendant le processus de l'obtention de l'indépendance, la situation de l'économie géorgienne était catastrophique. La croissance était négative. La dépendance à l'Union soviétique et plus tard à la Russie en matière de subventions, d'investissement et de sécurité sociale était immense. L'accès aux marchés était très limité. Ces défauts ont causé le premier choc économique résultant sur la réduction immédiate des subventions de l'Union soviétique, notamment pour l'énergie, et l'accès aux marchés russes. La guerre civile de 1992-1993 avait aussi influencé négativement l'économie et en conséquence en 1992, le pays a amorcé une période d'hyperinflation. Après la crise du rouble en 1998, l'inflation et la récession ont réapparue en 1999.¹²² L'effet de la crise du rouble sur la Géorgie montrait qu'elle dépendait de la Russie. A part de la dépendance monétaire dans le domaine

¹²⁰ Darrell Slider, "Democratization in Georgia", dans Karen Dawisha and Bruce Parrott, *Conflict, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p.182.

¹²¹ Dans les élections législatives, l'Union des Citoyens de Géorgie avait obtenu la majorité des votes. Quant à Chevardnadze, il avait été élu encore une fois avec 80% des voix en 2000.

¹²² COLISEE, URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=1019 Page consulté le 26 février 2010.

d'importation, la Géorgie doit encore aujourd'hui importer toute l'énergie dont elle a besoin, principalement de Russie et d'Azerbaïdjan. Etant donné ces conditions, la Géorgie se lie de plus en plus aux institutions financières internationales comme le FMI.

En avril 2000, après la réélection du président Chevardnadze, le gouvernement a réaffirmé sa volonté à restructurer l'économie, à adhérer à une gouvernance démocratique et libérale, et à intégrer davantage la Géorgie dans l'économie mondiale.¹²³ Pourtant, il s'agit des problèmes structurels qui empêchaient le redressement de l'économie. Le déficit budgétaire a causé la négligence des investissements pour l'infrastructure et pour le capital humaine. Ce qui a provoqué la diminution de l'espérance de vie, la baisse des taux d'inscription scolaire, la pauvreté et les inégalités croissantes. En conséquence, la corruption et la criminalité ont accru. La position géographique et la perméabilité frontières de la Géorgie ont donné lieu au développement du crime international dans le pays. La Géorgie n'avait pas beaucoup de moyen pour assurer une croissance remarquable. L'agriculture et le secteur de services étaient les seules forces motrices de l'économie. Le tourisme pouvait être un bon moyen pour la croissance pourtant les crises politiques, mais le manque d'infrastructure avait empêché le développement de ce secteur. Pourtant, La Géorgie a bien employé utilisé sa position de corridor, en particulier pour la transportation du pétrole caspien. De ce point de vue, les ports Batoumi et Poti donnant sur la Mer Noire, étaient les avantages de la Géorgie.

A part des questions diplomatiques et économiques, Chevardnadze avait aussi essayé d'établir des relations avec les forces armées dans le cadre de la démocratie. C'était un problème hérité de la période soviétique et des guerres civiles. Il est certain que la désintégration de l'URSS a obligé les nouveaux Etats à former des forces armées nationales. Pourtant, dans le Caucase du Sud, l'état primitif des forces armées nationales avait créé une situation dans laquelle des structures informelles ont émergé afin de lutter contre les mouvements sécessionnistes. Les leaders de ces structures militaires ont commencé à chercher leur propre intérêt qui était contradictoire à la nature de l'Etat et qui par nature devait exercer un pouvoir coercitif. Dans le cas de la Géorgie, cette situation avait posé beaucoup de problèmes

¹²³ *Ibid.*

à cause du manque de contrôle de l'Etat sur ses territoires. Les groupes paramilitaires formés contre les mouvements sécessionnistes se sont mêlés aux activités criminelles comme la milice de « Mkhedrioni » commandé par Jaba Ioseliani. En 1991, sous la direction de Tengiz Kitovani, une « Garde nationale » a été formée contre ces groupes. Après quelques succès, des problèmes ont apparus entre Gamsakhourdia et Kitovani. Ce dernier avec l'aide d'Ioseliani, a joué un rôle important pour la destitution du président.

Quand il est arrivé au pouvoir en 1992, Chevardnadze a toléré les actions illicites des hommes de Kitovani afin d'assurer la stabilité interne et consolider son pouvoir. En 1993, quand la guerre avec l'Abkhazie s'est arrêtée, Chevardnadze avait pris le contrôle des ministères des affaires intérieures et de défense pour le reformer. Enfin, la « Garde nationale » a été absorbée dans le ministère de la défense, et le groupe « Mkhedrioni » a été éliminé. Chevardnadze a fait arrêter Kitovani et Ioseliani en 1995 pour pouvoir contrôler la « Garde nationale ». Pourtant, les attentats d'août 1995 et de février 1998 contre Chevardnadze, ont montré que le pouvoir central était loin de contrôler les ressources coercitives.¹²⁴

En outre les problèmes de lutte de pouvoir, l'Armée géorgienne avait des obstacles pour arriver à ses objectifs dans le domaine de la sécurité. Le premier problème était l'insuffisance des officiers expérimentés et capables de diriger les troupes. C'était pour cette raison que l'Armée avait besoin d'experts étrangers pour la formation des officiers. En second lieu, le manque d'équipement était un autre grand problème. Dans ce domaine, la Géorgie était aussi dépendante des puissances extérieures. Troisièmement, l'intégrité territoriale du pays dépendait des puissances extérieures. Dernièrement, malgré l'incorporation de la plupart des milices aux forces armées géorgiennes, les unités irrégulières ont continué à exister en Géorgie surtout dans les régions sans contrôle comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.¹²⁵

Les intérêts renouvelés de l'Occident pour le cas d'oléoducs du caspienne a débuté une nouvelle période pour les forces armées de la Géorgie. La nécessité de la

¹²⁴ Spyros Demetriou, "Rising From the Ashes: The Difficult (Re) Birth of the Georgian State" *Development & Change*, Vol. 33, Issue 5, Novembre 2002, p.877.

¹²⁵ Dans le cas d'Abkhazie, on estime qu'il y a une force de 1500 personnes. Pourtant, selon les officiers abkhazes, 15.000 réserves sont entraînées trois ou quatre fois par an. International Crisis Group "Abkhazia Today", *op.cit.*, pp.14-15.

transportation du pétrole vers les marchés occidentaux, a représenté un grand moyen stratégique et politique pour la Géorgie. Pour surpasser les problèmes qui sont ayant été mentionné ci-dessus, Chevardnadze a utilisé l'avantage géopolitique de la Géorgie afin d'assurer un rapprochement avec les pays occidentaux. Dans ce cadre, il a nommé David Tevzadze au poste de ministre de la défense en 1998. Dès cette date la Géorgie a renforcé sa participation au Partenariat pour la Paix (PPP) et a pris part dans une multitude d'activité et La coopération militaire avec l'Occident a augmenté.¹²⁶

B) Le facteur identitaire

La Géorgie a acquit plusieurs particularités grâce à sa position géographique en Caucase du Sud, son entourage et son passé. Ce pays situé dans le carrefour de l'Europe et de l'Asie est majoritairement chrétien. Le fait d'être chrétien dans une région d'avant-poste a poussé le peuple géorgien à s'identifier avec l'Occident. En outre, la Géorgie était un pays de Caucase dominé par l'Empire russe et par l'Union soviétique pendant deux siècles. Toutes ces caractéristiques ont accordé de différents rôles dans les orientations de politique étrangère de la Géorgie.

Premièrement, il est possible de parler de l'identité religieuse. La chrétienté est l'une des composantes la plus importante de l'identité géorgienne. L'orthodoxie géorgienne qui est une secte autocéphale et une institution nationale, a servi à la préservation et à la transmission de l'identité nationale pendant les années d'occupation ottomane et russe. Bien que la religion fût au deuxième plan pendant la période soviétique, elle a protégé son importance au sein du peuple. Dans ce cadre, presque tous les partis politiques et les fronts nationaux du mouvement de la libération nationale avaient souligné l'importance de l'Orthodoxie géorgienne pour la formation de l'identité nationale pendant le processus d'indépendance.¹²⁷ Gamsakhourdia, leader du mouvement nationaliste, avait transformé l'Eglise en un symbole très politisé pour l'identité géorgienne. Il a essayé de faire de l'Orthodoxie géorgienne la composante principale de l'identité nationale. Cette politique a eu un

¹²⁶ Irakli Menagarichvili, "L'évolution de partenariats de l'OTAN, le partenariat dans la pratique : l'expérience de la Géorgie", Revue de l'OTAN, Automne 2001, URL: <http://www.nato.int/docu/revue/2001/0103-04.htm> Page consulté le 26 février 2010.

¹²⁷ Stephen Jones, "The Role of Cultural Paradigms in Georgian Foreign Policy", The Journal of Post-Communist Studies and Transition Politics, Vol. 19, No.3, 2003, p.89.

reflet dans la société. C'est pourquoi les leaders politiques parmi lesquels figuraient Chevardnadze, ont continué le même discours.¹²⁸

Deuxièmement, il s'agit d'une « identité occidentale » ou « européenne » pour les Géorgiens. L'identité occidentale est purement liée à l'identité chrétienne parce qu'au cours de l'histoire, la Géorgie était un avant-poste de la chrétienté environné par un monde islamique. L'incorporation de la Géorgie à l'Empire russe a renforcé l'identité occidentale parce que la Géorgie est devenue ouverte aux idées européennes comme le libéralisme, le nationalisme, le socialisme. Le régime bolchevik et surtout la Guerre froide, a beaucoup plus renforcé l'identité occidentale puisque la Géorgie était strictement séparée du Moyen Orient dans les domaines politique, économique et culturel. Il faut ajouter que l'identité européenne était aussi une antithèse et le rejet du communisme pour les géorgiens. Dans ce cadre, il n'est pas étonnant de voir les élites géorgiennes chercher des moyens d'intégration avec l'Occident après la chute de l'Union soviétique.¹²⁹ L'accroissement des relations avec le FMI, l'incorporation des conventions sur les Droits de l'Homme dans la constitution et dans les lois, l'accent sur la « route de soie » unissant l'Europe à l'Asie; étaient d'une part la reliaison des intérêts de la Géorgie aux intérêts occidentaux et d'une autre part, le reflet de la volonté à s'intégrer à l'Occident.¹³⁰

Troisièmement, il faut aussi parler d'une identité caucasienne pour la Géorgie. Cette identité prévoit de bonnes relations avec les peuples et les Etats régionaux. Cette identité est aussi perçue comme une alternative dans le cas de l'échec des relations avec les pays occidentaux. Dans ce cadre, il est possible d'analyser deux interprétations de l'identité caucasienne. En défendant une idéologie nationaliste radicale, Gamsakhourdia proposait une identité pan-caucasien au cours des premiers jours de l'indépendance. Lorsqu'il a eu des difficultés pour la reconnaissance du régime dans l'arène internationale.¹³¹ Selon lui, une union formée des Géorgiens, des Tchétchènes, des Abkhazes et des Circassiens (des nations qui ne parlent pas les langues turquies) incluant une zone économique commune et une alliance contre l'intervention militaire, pouvait être créé. Cette proposition peu faisable n'a pas été réalisée à cause de la perte de pouvoir de Gamsakhourdia. Quant à Chevardnadze, il

¹²⁸ *Ibid.*, pp.88-90.

¹²⁹ *Ibid.*, p.92.

¹³⁰ *Ibid.*, p.93.

¹³¹ *Ibid.*, p.93.

a changé le contenu de cette idée et il a initialisé une coopération régionale se focalisant sur l'intérêt mutuel afin de surpasser les problèmes économiques et sécuritaires.¹³² En 1997, le Conseil de Coordination Caucasiens est formé entre les gouvernements de la région.¹³³

La dernière identité ou paradigme de la politique étrangère géorgienne est le caractère antirusse. La vision des Géorgiens sur la Russie est ambivalente. Pour eux, la Russie est un pays qui a protégé la Géorgie des empires musulmans et des attaques des autres nations caucasiennes. Par contre; elle est également un pays qui des ambitions impériales et qui veut dominer la Transcaucasie dans le sens politique et culturel. Les élites ont condamné la Russie d'avoir annexé la Géorgie à l'Empire russe et ont aussi reconnu les bénéfiques politiques, économiques et culturels de la période impériale et soviétique.¹³⁴

En arrivant au pouvoir, Gamsakhourdia a quitté cette dualité traditionnelle et n'a pas tenu compte la réalité de traiter la Russie avec prudence pour le développement et la survie de la Géorgie. Etant un nationaliste populiste, il a bénéficié de la vague post-indépendante et a profité du désir du peuple géorgien espérant que l'Occident les sauverait de l'hégémonie russe.¹³⁵ Pourtant au début des années 90, le discours antirusse n'a pas eu d'influence parmi les leaders occidentaux et l'éloignement du pouvoir de Gamsakhourdia a mis fin à une vision antirusse radicale.

Tandis que malgré les accusations prorusses faites contre lui par les opposants, Chevardnadze a suivi l'approche traditionnelle pragmatique envers la Russie. En effet, des décisions pragmatiques comme l'adhésion à la CEI en 1993, la signature d'un accord d'amitié entre les deux pays et l'installation des bases militaires russe sur les territoires géorgiennes; avaient été faites pour assurer l'intégrité territoriale. Chevardnadze n'a pas osé de décliner la Russie qui aurait toujours une place importante dans le futur de la Géorgie. En outre, les élites ou les hommes d'affaires

¹³² Il faut préciser que le modèle d'alliance que Gamsakhourdia proposait, était associé avec le désir de fortifier la culture géorgienne contre l'influence occidentale. Ce modèle a eu peu de reflet dans la société géorgienne et dans les pays de la région. D'ailleurs, la guerre contre l'Abkhazie et la coalition formée par les peuples du Caucase du Nord contre les Géorgiens était la preuve de l'impossibilité de ce modèle. Tandis que le modèle de Chevardnadze était conforme aux réalités et au passé commun des pays caucasiens.

¹³³ *Ibid.* p.94.

¹³⁴ *Ibid.* p.95.

¹³⁵ *Ibid.* p.96.

géorgiennes éduquées dans la période soviétique, avaient avec les russes des connections accroissant l'importance de la Russie pour la Géorgie. Il faut aussi ajouter que les intérêts de l'Occident n'étaient pas concrets à ce moment-là.¹³⁶ Voici pourquoi, l'opinion de la Géorgie pour la Russie avait été déterminée par la peur russe et le besoin d'assurer la survie du pays. D'après cette ambiguïté, les Géorgiens essaient aujourd'hui même de contrebalancer le pouvoir russe avec les puissances occidentales.

Section 2 - Le facteur géopolitique et la politique étrangère de la Géorgie

L'effondrement de l'URSS et la fin de la Guerre froide avaient eu des effets dans le système international. Le système bipolaire a été remplacé par le système unipolaire dans lequel les Etats-Unis sont devenus l'Etat hégémonique grâce à sa force militaire, économique et politique. Pourtant, cette transformation était contestable pour les Etats comme la Russie ou la Chine qui ont commencé à défendre de plus en plus vers la fin des années 90 un système multipolaire contre l'hégémonie des Etats-Unis. Après avoir surmonté le choc de sa perte de pouvoir dans la politique internationale, la Russie a surtout essayé d'augmenter son influence dans les pays ex-soviétiques.

Dans ce contexte, le Caucase est devenu une arène de compétition entre les puissances occidentales et la Russie. La question des ressources énergétiques est la cause essentielle de cette compétition. Les ressources de la mer Caspienne sont une alternative remarquable au pétrole du Moyen Orient. En plus, le Caucase peut être une route de transport pour les ressources énergétiques d'Asie centrale.¹³⁷ Les pays occidentaux, voulant diversifier leurs ressources pétrolières et contourner la Russie et l'Iran, se sont intéressés à la région tandis que la Russie considérait la Transcaucasie comme une région qu'il ne faut pas perdre aux puissances occidentales pour sa propre sécurité.

Etant un petit Etat faible, la Géorgie doit guider une politique étrangère pragmatique pour diminuer ses dépendances et assurer son intégrité territoriale et sa stabilité

¹³⁶ *Ibid.*, p.96.

¹³⁷ Herzig. *op.cit.*, pp.91-93.

interne. Pour en arriver à ce but, elle doit contrebalancer la Russie avec les puissances occidentales.

A) Le rôle de la Russie dans la politique étrangère de la Géorgie

Bien qu'elle ait perdu du pouvoir après la désintégration de l'URSS, la Russie est l'acteur dominant dans la Transcaucasie et bien sûr, de la politique étrangère géorgienne. Il y a plusieurs raisons derrière l'attention de la Russie sur la Géorgie. Premièrement, les deux pays ont une frontière commune et la Géorgie lutte avec deux questions séparatistes localisées près de la frontière russo-géorgienne.¹³⁸ Le réveil des crises en Abkhazie et en Ossétie du Sud pouvait déranger les républiques du Caucase du Nord. Dans ce contexte, la Russie a changé son approche proactive envers la Géorgie surtout après l'éclatement de la question tchétchène en Caucase du Nord.

A part cela ; la Géorgie est sur la route de transportation du pétrole caspienne attirant l'attention des pays et des entreprises occidentaux. La Russie ne veut pas perdre son influence en Géorgie pour sa propre sécurité et pour des intérêts économiques. Il est évident que les revenus et les dépenses de pétrole et de gaz sont très importants pour tous les pays. La stabilité de l'économie russe dépend de la continuité des revenus pétroliers. Avec la fin de l'URSS, l'émergence des nouveaux pays producteurs de pétrole et de gaz, pouvait causer des changements dans le marché endommageant la position monopole régionale de la Russie. C'est pourquoi, elle a développé des politiques pour ne pas perdre son contrôle dans la région.¹³⁹

Dernièrement, il faut souligner que l'attention de la Russie sur la Géorgie est strictement liée à la perte de l'influence de la première sur l'Ukraine et également sur la Crimée. L'indépendance de l'Ukraine a limité le littoral russe de la Mer Noire. Son accès à la mer a diminué jusqu'à trois cents kilomètres, de la mer d'Azov jusqu'à la frontière géorgienne. Cette situation rendait impossible le déplacement de

¹³⁸ Il est clair que la Russie donne une importance aux effets des sécessions potentielles sur le Caucase du Nord qui n'est pas du tout stable à cause des revendications séparatistes comme le cas de Tchétchénie. Garnik Nanagoulian, "The Post-Cold War Security Dilemma in Transcaucasus", Weatherhead Center for International Affairs, may 2000, p.27, URL: <http://www.wcfia.harvard.edu/sites/default/files/nanagoulian.pdf> Page consulté le 26 février 2010.

¹³⁹ *Ibid.*, p.27,

la flotte russe aux eaux profondes de la Mer Noire et la Russie s'est tournée vers la Géorgie étant troublée par des tensions ethniques et ayant l'accès aux eaux profondes.¹⁴⁰ En bref la Russie a voulu maintenir le contrôle sur le littoral géorgien.

Pour continuer à être opérant dans la politique régionale, la Russie a utilisé de différentes stratégies. Au début, elle a essayé de guider une politique active dans la région et s'est interposée dans les conflits d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Puis, étant suspicieuse d'un rapprochement entre la Géorgie et l'OTAN, la Russie a adopté en septembre 1992 la stratégie du « proche étranger » selon laquelle elle devait empêcher toute pénétration stratégique de n'importe quelle tierce partie dans la région, éviter la création d'un vide sécuritaire et créer une ceinture de sécurité autour des frontières russes.¹⁴¹ Avec le commencement de la guerre de Tchétchénie en 1994, la protection et la soutenance de la stabilité régionale sont devenues les priorités de la Russie. Au cours des années 90, la Russie a bien utilisé les clivages ethniques pour introduire ses bases militaires et des forces de maintien de paix à la Géorgie.

Cette stratégie russe a été modifiée après l'accès de Poutine au poste présidentielle. Ce dernier a guidé une politique proactive dans le Caucase vivant trois domaines: accroître l'influence russe dans la région, limiter le soutien pour les Tchétchènes, et défendre les intérêts économiques en supportant l'oléoduc de Baku–Novorossisk et en empêchant l'oléoduc de Baku–Tbilissi–Ceyhan supporté par les Etats-Unis et la Turquie. Poutine a utilisé le discours de « la guerre contre le terrorisme » pour écraser le mouvement séparatiste tchétchène et pour faire pression à la Géorgie sous prétexte qu'elle ne cessait d'aider les sécessionnistes via la gorge de Pankissi. Cette politique a détérioré les relations entre les deux pays et a servi au rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis favorisant le contrebalance de la Russie.

Ainsi étant un pays actif et puissant dans la région, la Russie garde plusieurs instruments pour être influent en Géorgie comme les forces de maintien de paix, les bases militaires et les instruments de pression économique.

¹⁴⁰ Oktay Tanrısever, "Sovyet Sonrası Dönemde Rusya'nın Kafkasya Politikası", dans Mustafa Türkeş et.al, *Türkiye'nin Komşuları*, Ankara, İmge Kitabevi, 2002, p.397.

¹⁴¹ Piskunova, *op.cit.*, p.37

a) Les relations russo-géorgiennes dans le domaine de sécurité et les bases militaires russes

Les principaux problèmes de la Géorgie sont les mouvements sécessionnistes. Les conflits de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud sont des problèmes internes mais ont aussi des dimensions de la politique étrangère pour la Géorgie à cause de l'intervention de la Russie dans l'affaire. Celle-ci a soutenu ces mouvements séparatistes afin de forcer la Géorgie à accepter son intégration à la CEI et les bases militaires sur son territoire.¹⁴² Lorsque le risque de sécession a apparu en Géorgie, cette fois-ci la Russie a joué le rôle de médiateur et de garant de l'armistice pour les deux cas. En contrepartie, la Géorgie a adhéré à la CEI en 1993 et a signé un accord d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec la Russie en 1994. Cet accord prévoyait l'obtention des droits par la Russie sur les quatre bases militaires installés pendant la période soviétique jusqu'à l'année 2020.¹⁴³ Au retour, la Russie avait donné la garantie de la protection des frontières géorgiennes par des troupes russes.

La présence militaire russe, sous forme de bases militaires, de forces de maintien de paix et de troupes de frontière, est un grand problème pour la Géorgie. Conscient de la nécessité de l'existence russe dans le pays pour le maintien de l'intégrité territoriale, les élites géorgiennes considèrent en même temps cette présence comme une imposition de la Russie. En général, l'opinion publique perçoit l'existence militaire russe comme un instrument de déstabilisation pour le pays. En contrepartie, la Russie croit que son existence militaire en Géorgie est nécessaire pour continuer son influence dans la région et que, sinon la région peut être acquit par d'autres puissances comme les Etats-Unis.¹⁴⁴ Pourtant, la Russie a changé sa stratégie de envers la Géorgie avec la crise financière d'automne 1998. Il est certain que les forces de maintien de paix, les troupes de frontières et les bases militaires étaient un grand fardeau pour l'économie russe.¹⁴⁵ Il ne faut pas oublier que la Russie était aussi

¹⁴² Theresa Freese, "A report from the field : Georgia's war against contraband and its struggle for territorial integrity", SAIS Review, Vol. 25, No.1, Winter-Spring 2005, pp.117-118.

¹⁴³ Ces bases sont à Batoumi en Adjarie, à Akhalkalaki en Djevakhétie, à Vaziani se situant près de Tbilissi et à Goudaouta en Abkhazie.

Oktay Tanrisever, "Rusya – Gürcistan ilişkilerinde artan gerilim: Bir sağırlar diyalogu mu?", www.stradigma.com, Ağustos 2007, No. 7, p.4. URL:

http://www.stradigma.com/turkce/agustos2003/08_2003_08.pdf Page consulté le 26 février 2010.

¹⁴⁴ Dov Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS, The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, The Royal Institute of International Affairs, London, MacMillan Press, 2000, pp.33-34.

¹⁴⁵ Piskunova, *op.cit.*, p. 36.

très occupée par la question tchéchène pouvant causer la désintégration de sa Fédération. En outre, la Russie était consciente de l'aliénation de la Géorgie dans les relations bilatérales. C'est pourquoi, elle a quitté son approche conflictuelle et a signé en 1998 un accord qui a transféré le pouvoir du contrôle du littoral à la Géorgie. En contrepartie, mécontent du contrôle russe sur les frontières territoriales, le Parlement géorgien a passé une loi demandant le transfert de pouvoir aux gardes-frontière géorgiens en deux ans.¹⁴⁶ Ce fait accompli n'a pas plu à la Russie. Pourtant d'une part la crise économique et de l'autre part la crainte de perdre son prestige aux yeux des Etats régionaux, l'ont forcé à accepter la situation.

A part les troupes de contrôle des frontières, un autre problème vécu entre les deux pays est les bases militaires. Grâce à l'accord sur les bases militaires, la Russie a obtenu des droits sur les bases militaires déjà établis pendant la période soviétique pour une durée de 25 ans. En effet, toutes les bases avaient localisé dans des endroits extrêmement stratégiques.¹⁴⁷ Dès 1998, le sujet des bases militaires est devenu à une question importante entre les deux pays parce que Tbilissi avait commencé à demander l'évacuation de ces bases. Enfin la question a été internationalisée au sommet d'Istanbul de l'OSCE en novembre 1999. La Russie a dû signer la Déclaration Commune du Sommet qui prévoyait la fermeture des bases de Vaziani et de Goudaouta jusqu'en juillet 2001. En outre, elle s'est aussi engagée à négocier la fermeture des bases de Batoumi et d'Akhalkalaki.¹⁴⁸

Bien que la Russie a retiré ses équipements militaires des bases de Vaziani et de Goudaouta dans le cadre du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) et de la déclaration du sommet d'Istanbul; elle a aussi prononcé qu'elle voulait continuer à les utiliser en transformant leurs fonctions.¹⁴⁹ Ce changement de politique coïncidant avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, visait à retarder la fermeture des bases. La Russie était inquiète de l'acquisition des bases par

¹⁴⁶ Tanrısever, "Sovyet Sonrası Dönemde Rusya'nın Kafkasya Politikası", *op.cit.*, p.401.

¹⁴⁷ Ces bases sont à Batoumi en Adjarie qui est près de la frontière turque, à Akhalkalaki en Djevakhétie, à Vaziani près de Tbilissi et à Goudaouta en Abkhazie.

¹⁴⁸ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Document d'Istanbul 1999, p.263.

URL: <http://fr.osce.org/images/stories/File/pdf/sommets/istan99f.pdf> Page consulté le 26 février 2010.

¹⁴⁹ Tanrısever, "Rusya – Gürcistan ilişkilerinde artan gerilim : Bir sağrlar diyalogu mu?", *op.cit.*, p.4. Pour la base de Vaziani, la Russie a suggéré l'utilisation conjointe de l'aérodrome tandis que, pour la base de Goudaouta elle a proposé la transformation de la base en centre de réhabilitation pour les troupes du maintien de paix.

l'OTAN.¹⁵⁰ Pourtant, la Russie a fermé sa base de Vaziani mais a pu conserver le contrôle partiel sur la base de Goudaouda pour ses troupes de maintien de la paix. En effet, les Abkhazes ont aussi supporté la position russe en affirmant le conflit pourrait recommencer qu'en cas de leur retrait. De cette manière, la Russie a eu l'occasion d'affirmer que son existence était nécessaire pour préserver la paix et la stabilité en Géorgie.¹⁵¹ Dans ce contexte, la Russie s'est retirée des négociations sur les bases de Batoumi et d'Akhalkalaki sous prétexte d'une instabilité potentielle en Géorgie. Aujourd'hui, la Russie veut prolonger son retrait final de ces deux bases tandis que la Géorgie veut leurs fermetures immédiates.

Quoique la Géorgie fasse partie de la CEI, un autre instrument utilisé par la Russie pour faire pression à la Géorgie, est l'introduction d'un régime de visas entre les deux pays. Pourtant, Poutine a présenté cette décision comme une mesure de protection contre les terroristes tchéchènes utilisant la gorge de Pankissi comme refuge. En effet, cette mesure a frappé l'économie géorgienne parce que les géorgiens en chômage allaient travailler en Russie. La perte de ce revenu et l'accroissement du taux de chômage en Géorgie a eu des effets sociaux qui ont créé le mécontentement politique.¹⁵² Le point le plus frappant dans le changement de régime de visa, était l'introduction d'un régime exceptant les abkhazes et les ossètes, ce qui était contradictoire avec la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la Géorgie.¹⁵³

b) Les relations russo-géorgiennes dans le cadre de terrorisme international

En 2000, l'arrivée de Poutine au poste présidentiel, a causé des changements dans les relations russo-géorgiennes. Avec une approche plus réaliste, Poutine a changé la politique russe et a commencé à guider une politique plus compétitive dans son étranger proche. Le contrebalancement l'Occident a été reformé avec la recherche d'un mode de coexistence et d'interaction sans intégration. Dans ce contexte, Poutine

¹⁵⁰ *ibid.*, p.4. En effet les deux membres de l'OTAN, les Etats-Unis et la Turquie ont commencé à moderniser la base de Vaziani.

¹⁵¹ Tanrisever, *ibid.*, p.4.

¹⁵² *Ibid.*, p.5.

¹⁵³ *Ibid.*, p.4.

En effet la majorité des Ossètes et des Abkhazes possèdent un passeport russe et reçoivent des aides financiers. D'ailleurs, la monnaie officielle des deux régions est le rouble. Celui-ci facilite les relations économiques avec la Russie. Freese, *op.cit.*, pp.117-118.

a évité d'aborder un conflit avec l'Occident en Transcaucasie. Il a utilisé un discours basé sur l'intégrité territoriale conforme aux normes occidentales mais également, il ne s'est pas abstenu d'utiliser les questions ethniques de Géorgie pour accroître l'influence russe dans ce pays.

C'est ainsi que la tension entre la Russie et la Géorgie a augmenté avec le commencement de la deuxième Guerre de Tchétchénie. Pendant la première guerre tchétchène, les Géorgiens se souvenant de la participation des tchétchènes au mouvement abkhaze, ont contribué à la protection de la frontière russo-géorgienne en harmonie avec la Russie. Pourtant, la décision du Parlement géorgienne sur le transfert du contrôle des frontières, a achevé la coopération entre les deux pays puisque la Russie a perdu le contrôle sur la frontière entre la Tchétchénie et la Géorgie.¹⁵⁴ Dès cette décision, les séparatistes tchétchènes ont commencé à s'évader des troupes russes à travers de la frontière géorgienne et la gorge de Pankissi a abrité leur camp.¹⁵⁵ En plus, la Géorgie leur a octroyé le statut de réfugié.¹⁵⁶

En réponse à l'attitude de la Géorgie, la Russie a lancé une attaque diplomatique en précisant que dans la gorge de Pankissi, il existait des camps de terroristes. La Géorgie a refusé cette déclaration. Pourtant, les tchétchènes ont commencé à commettre des crimes et à pénétrer dans l'économie géorgienne.¹⁵⁷ En effet, la Géorgie avait déjà des difficultés à contrôler la région même avant le début de la question à cause de l'incapacité militaire de l'Etat. C'est pourquoi, le gouvernement avait préféré contrôler la vallée avec une petite force policière.¹⁵⁸ Ce manque de contrôle a créé un environnement convenable pour le crime et pour le terrorisme. Pankissi a commencé à présenter un dilemme de sécurité pour les autorités géorgiennes puisqu'une escalade armée pouvait augmenter le risque de désintégration du pays qui souffrait de sécessionnisme, d'instabilité politique et de stagnation économique.

¹⁵⁴ Piskunova, *op.cit.*, p.42.

¹⁵⁵ La gorge de Pankissi se trouve au nord de la Géorgie sur la frontière avec la Russie passant par la Tchétchénie. Sa population se compose de Tchétchènes ethniques vivant depuis plusieurs années en Géorgie. Depuis le début de la guerre tchétchène, la population de la gorge a plus que doublé à cause des réfugiés. Les combattants tchétchènes utilisaient cet endroit comme camp de refuge avant les opérations. *Ibid.*, pp. 42-43, note 99.

¹⁵⁶ Jaba Devdariani, "Georgia and Russia: The Troubled Road to Accomodation" dans Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, *op.cit.* p.179.

¹⁵⁷ Aleksandr Chigorin, "Russian-Georgian Relations", *International Affairs: A Russian Journal of World Politics, Diplomacy & International Relations*, No.49, 2003, p.125.

¹⁵⁸ Devdariani, "Georgia and Russia : The Troubled Road to Accomodation", *op.cit.*, p.180.

Cependant, la pression diplomatique de la Russie a augmenté sur la Géorgie. Les autorités russes ont commencé à parler d'une intervention militaire dans les territoires géorgiens afin de restaurer l'ordre et d'achever le terrorisme. En réponse pour empêcher une intervention russe, Chevardnadze a d'abord nié l'existence des tchéchènes dans la région, puis il a dû déclarer qu'ils n'avaient pas de base dans le pays.¹⁵⁹

A la veille du 11 septembre 2001, une action militaire à Pankissi est devenue apparente. En identifiant le mouvement tchéchène d'action terroriste d'Al-Qaïda, Poutine a obtenu une grande légitimité l'action russe en Tchétchénie et a attiré les Etats-Unis à son côté. Concernant le cas de Pankissi, il a déclaré que la Russie étreindrait les foyers terroristes situés près de la frontière russe. Soumis à la pression internationale surtout américaine, Chevardnadze a admis l'existence des terroristes dans la vallée. Cependant, à cause ces déclarations incohérentes, il a aussi commencé à perdre sa popularité aux yeux du peuple géorgien. En octobre 2001, une démonstration contre le gouvernement a été réalisée et le président a révoqué le gouvernement pour décharger la tension.

Chevardnadze a aussi perdu sa crédibilité dans la politique étrangère. Ses déclarations contradictoires ont changé la vision des pays occidentaux envers la Géorgie. Pour accroître sa crédibilité, Chevardnadze a accepté la surveillance d'une mission d'OSCE dans la région. Cette attitude a mis en doute les accusations de la Russie mais pourtant, en février 2002, le responsable américain de cette affaire à Tbilissi a affirmé la présence des personnes ayant des liaisons avec l'Al-Qaïda dans la gorge Pankissi.¹⁶⁰ Sur cette affirmation, les américains ont décidé de lancer un programme d'entraînement pour les militaires géorgiens dans le but d'augmenter leur capacité à lutter contre le terrorisme. Cependant, la menace russe était à son apogée. Les avions russes faisaient des raids clandestins dans la vallée de Pankissi. En effet, les autorités russes étaient contre à l'envoi des officiers américains dans le territoire géorgien à cause des raisons stratégiques. Pourtant en vue de la résolution de la question, ils ont dû l'accepter. Enfin en août et septembre 2002, l'armée géorgienne a

¹⁵⁹ Chigorin, *op.cit.*, p.126.

¹⁶⁰ Devdariani, "Georgia and Russia : The Troubled Road to Accomodation", *op.cit.*, p.183.

réalisé sa propre opération anti-terroriste et a restauré son contrôle dans la gorge de Pankissi.¹⁶¹

Voici comment, la Géorgie a retrouvé confiance à son armée avec l'aide américaine. En plus, le sentiment pro-occidental du peuple géorgien s'est renforcé tandis que les russes sont devenus de plus en plus antipathiques aux yeux des géorgiens. L'une des causes de l'accroissement de cette antipathie était la pression russe faite au cours des événements mais aussi la déclaration de Poutine le jour de la commémoration des attaques aux Etats-Unis précisant que la Russie utiliserait le droit de défense légitime d'après l'article 51 de la Charte de l'ONU, en cas des attaques terroristes venant du territoire géorgienne. Cette déclaration a beaucoup plus rapproché la Géorgie aux Etats-Unis. Dernièrement, cette crise a ouvert en novembre 2003 la voie à la destitution de Chevardnadze à cause de son attitude faible et incohérente au cours des événements.¹⁶²

c) Les relations russo-géorgiennes dans les domaines énergétiques et économiques

Avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a poursuivi une « géopolitisation » de la politique économique étrangère. C'est-à-dire la protection et la promotion des intérêts géopolitiques de la Russie par l'intermédiaire de l'économie.¹⁶³ D'une autre expression, la Russie a essayé d'exploiter la vulnérabilité économique de certains Etats comme l'Ukraine ou la Géorgie surtout dans le domaine énergétique pour assurer leurs liens à ses intérêts de sécurité russe.¹⁶⁴

¹⁶¹ Devdariani, "Georgia and Russia : The Troubled Road to Accomodation", *op.cit.*, p.185.

¹⁶² La Révolution des Roses a commencé avec les accusations de corruption menaçant l'économie du pays. Des fraudes électorales ont été dénoncées par des observateurs internationaux lors des élections parlementaires du 2 novembre 2003. L'un des candidats, Mikheil Saakachvili, s'est proclamé le vainqueur des élections et il a appelé le peuple de faire des manifestations pacifiques contre le gouvernement de Chevardnadze. Les manifestations contre le gouvernement ont commencé en novembre. Le 22 novembre 2003, les opposants portant des roses menés par Saakachvili, ont interrompu la session du Parlement en contraignant le président Chevardnadze à démissionner. Lui à son tour, il a proclamé l'état d'urgence mais l'Armée ne l'a pas suivi. Enfin le 23 novembre 2003, après une réunion avec les chefs de l'opposition, il a annoncé sa démission. Après l'annulation de ceux de novembre, les élections ont été renouvelés et Saakachvili a été élu le nouveau président. COLISEE, URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=912 Page consulté le 26 février 2010.

¹⁶³ Bobo Lo, *Vladimir Putin and the Evolution of Russian Foreign Policy*, The Royal Institute of International Affairs, Blackwell, Oxford, 2003, pp.67-68.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p.68.

Dans le cas de la Géorgie, la dépendance énergétique est la source des plus grandes difficultés pour elle envers la Russie. L'utilisation de la coupure de livraison de gaz comme un levier politique a d'une part mis en danger la production économique en Géorgie, et de l'autre part a provoqué le mécontentement du peuple envers l'administration.

En effet dès 1992, le gouvernement géorgien n'a jamais pu assurer le besoin d'électricité et de gaz ni pour le peuple ni pour l'industrie.¹⁶⁵ Ce fait montre la dépendance de la Géorgie dans le domaine énergétique à l'étranger et principalement à la Russie. D'ailleurs la méfiance de la Géorgie envers la Russie dans le domaine énergétique était basée aux politiques antérieures de la dernière appliquées par l'intermédiaire d'ITERA, la compagnie privée de gaz russe strictement lié à l'administration russe, qui détenait le quasi-monopole de l'approvisionnement de gaz de la Géorgie et qui coupait l'afflux de gaz. En outre, Anatoli Tchoubaïs, le chef du monopole national l'électricité, RAO EES Russie, a plusieurs fois réitéré que la Russie devait être la force libératrice en Eurasie et utiliser son atout énergétique.¹⁶⁶

L'administration géorgienne, étant gênée par cette attitude, a préféré d'ouvrir le marché énergétique à la compétition internationale et la compagnie d'électricité géorgienne TELASI a vendu la plupart des ses parts à une compagnie américaine à condition de renouveler le réseau d'électricité.¹⁶⁷ L'existence d'une firme américaine a dérangé la Russie qui a coupé la livraison de gaz sous prétexte de non paiement des dettes. D'ailleurs ce prétexte était généralement utilisé pendant les périodes de tension dans les relations russo-géorgiennes.

Etant donné les circonstances, l'administration de Chevardnadze a fait commencer les négociations de deux accords en 2003 qui était aussi l'année des élections cruciales. D'une part le gouvernement géorgien a annoncé que la compagnie d'électricité RAO EES acquerrait les 75 % des parts de TELASI par la compagnie américaine AES. Cet accord a posé des implications politiques puisque AES était le plus grand investisseur américain en Géorgie. De l'autre part l'administration

¹⁶⁵ Devdariani, "Georgia and Russia : The Troubled Road to Accomodation", *op.cit.*, p.196.

¹⁶⁶ *Ibid.* p.197

¹⁶⁷ *Ibid.* p.196

géorgienne a signé un partenariat stratégique avec Gazprom.¹⁶⁸ Ces deux accords qui étaient réalisés afin de revitaliser l'économie géorgienne et assurer l'afflux de gaz ont accru la monopolisation de la Russie dans le domaine énergétique en Géorgie et la dépendance de la dernière à la première.

B) Le rapprochement de la Géorgie face aux Etats-Unis

La pression politique russe en Géorgie, a poussé la dernière à chercher des alternatives pour contrebalancer son voisin du Nord. Dans ce contexte, il est possible de voir que la Géorgie a essayé de s'approcher des puissances occidentales. En effet, ces essais étaient conformes à l'identité géorgienne qui a déjà été mentionnée. Dès l'indépendance, les élites géorgiennes ont cherché des moyens pour développer les relations avec les pays occidentaux. L'adhésion « obligatoire » à la CEI, l'existence militaire russe et l'accroissement de la pression ont accéléré ces recherches. Pourtant, l'attention de l'Occident a été attirée vers la région avec l'accroissement de l'intérêt du pétrole et du gaz de la mer Caspienne.

Les Etats-Unis étaient la première puissance occidentale qui s'est intéressé à la Transcaucasie. Pendant l'administration de Clinton, l'approche des Etats-Unis sur la transportation du pétrole et du gaz caspienne était plutôt géostratégique que commercial. A part cela, les pays occidentaux voulaient diversifier leurs ressources énergétiques afin de compenser leurs besoins et de surpasser leurs dépendances au pétrole du Moyen Orient. Pourtant, la transportation des ressources énergétiques de la Mer Noire était l'un des grands problèmes de la période après la Guerre froide. Quatre projets principaux étaient à l'ordre du jour. Ces projets ont causé une grande rivalité entre les Etats et aussi entre les entreprises pétrolières. Le premier projet était l'oléoduc de Baku–Novorossisk passant par la Daghestan et par la Tchétchénie et se terminant à la Mer Noire. Le deuxième était l'oléoduc de Baku-Tbilissi-Ceyhan se terminant à la Méditerranée. Le troisième était une combinaison de ces deux routes qui assemblait la Turquie et la Russie dans le même projet tandis que le dernier était

¹⁶⁸ *Ibid.* p. 196

une route passant par l'Iran qui n'était pas très favorable à cause des tensions politiques avec les Etats-Unis.¹⁶⁹

Dans la deuxième moitié des années 90, les Etats-Unis ont commencé à supporter beaucoup plus le projet de l'oléoduc de Baku-Tbilissi-Ceyhan (BTC) que les autres options.¹⁷⁰ Les raisons de ce soutien étaient multiples. Premièrement, les Etats-Unis voulaient contourner les territoires russes pour diminuer son influence en Transcaucasie. Deuxièmement, le gouvernement de Clinton voulait empêcher que l'Iran bénéficie de la transportation des sources énergétiques caspiennes. Troisièmement, l'effet positif de l'oléoduc était calculé pour l'empêchement des conflits et la stabilisation de la région.¹⁷¹ Dernièrement, les Etats-Unis estimaient le besoin général de la diversification des sources énergétiques.

En 1998, plus de douze entreprises pétrolières étaient présentes dans la région. Pourtant, la décision de débiter la transportation du pétrole par l'oléoduc BTC n'était pas très facile à cause de l'opposition des grandes entreprises qui précisaient que la route passant par l'Iran ou par la Russie était plus économique.¹⁷² L'UE, non plus, n'était pas pour ce projet. Surtout, les membres nouveaux de l'Union défendaient que le transport du pétrole via de la Mer Noire à la Roumanie ou la Bulgarie, serait plus réalisable qu'à travers la Turquie et la Méditerranée.¹⁷³ Mais l'absence d'une politique énergétique commune a empêché l'UE d'être effectif dans le processus de décision. Quant aux pays comme l'Angleterre, la France et l'Italie, elles ont supporté la position de leurs entreprises nationales comme BP, Total, Elf et ENI.¹⁷⁴ En revanche, la Russie était contre le projet pour ses propres raisons. Bien entendu, elle considérait le BTC comme une tentative de l'exclure du marché énergétique.

¹⁶⁹ Havva Kök, "The effects of the Caspian pipeline issue on the stability of the Caucasus", dans *The prospects for cooperation and stability in the Caucasus*, Joint conference series No.2, Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBIV), March 1st, Istanbul, 2005, p.35.

¹⁷⁰ Damien Helly et Giorgi Gogia, "Georgian Security and the Role of the West", dans Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2005, p.277; Demir, *op.cit.*, p.260.

¹⁷¹ La stabilité politique régionale était un grand obstacle pour tous les projets. Par exemple, les autorités abkhazes supportaient la route se terminant à Novorossisk mais ils n'étaient pas du tout contents du projet Baku-Tbilissi-Ceyhan qui pouvait fortifier la main de la Géorgie pour faire pression à l'Abkhazie. Kök, *op.cit.*, p.37.

¹⁷² Helly and Gogia, *op.cit.*, p.278.

¹⁷³ *Ibid.*, p.278.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.278. Parmi ces pays seul l'Angleterre a supporté le BTC malgré les hésitations du BP.

Il est possible d'analyser que le rapprochement de la Géorgie avec l'Occident n'était pas très facile à cause des conflits et des intérêts. A part les Etats, les firmes multinationales étaient incluses dans l'affaire, ce qui rendait l'équation de plus en plus complexe. Pourtant, les leaders de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, ont beaucoup soutenu le projet en considérant les avantages qu'il peut concéder. De même, Chevardnadze a commencé à utiliser la conception de « la route de soie » pour accroître l'importance géostratégique de son pays et pour s'approcher à l'Occident. Enfin avec l'encouragement des Etats-Unis; la IFC (International Finance Corporation) et la Banque mondiale ont accepté de participer au projet en novembre 2003 et l'ont terminé en 2005.¹⁷⁵

Les relations entre la Géorgie et les Etats-Unis n'étaient pas limitées avec le projet de BTC. Comme il a été mentionné, l'assistance militaire des Etats-Unis pour le problème de la gorge de Pankissi a rapproché les deux pays. A part cela, le Parlement géorgien a permis aux troupes américaines d'utiliser ses bases militaires en 2003.¹⁷⁶ En contrepartie, les Etats-Unis ont commencé à encourager la Géorgie pour son adhésion à l'OTAN.¹⁷⁷

Sinon malgré l'absence d'une politique énergétique commune, l'UE a compris la position clé de la Géorgie en Transcaucasie et a inclus le pays dans sa stratégie de la Mer Noire en 1997 dans laquelle le besoin pour la connexion le réseau de transportation européen avec l'infrastructure du Caucase du Sud, a accentué. Le Papier vert de la Commission européenne sur l'importance de trouver des sources alternatives a réaffirmé le même but.¹⁷⁸

Donc, la réalisation du projet BTC a eu de grands effets dans la politique intérieure et étrangère de la Géorgie. Premièrement, la Géorgie a arrivé à rapprocher ses intérêts avec les intérêts des pays occidentaux. Deuxièmement, avec la réalisation du projet, son intégrité territoriale a été assurée par les puissances occidentales puisque l'oléoduc nécessitait la stabilité politique et l'omission des conflits régionaux. Troisièmement, avec l'introduction des Etats-Unis dans la région, elle a pu trouver

¹⁷⁵ *Ibid.*, p.277. Les cérémonies d'inauguration se sont réalisées en mai 2005 à Baku, en octobre 2005 à Gardabani en Géorgie et en juillet 2006 à Ceyhan en Turquie.

¹⁷⁶ Tanrısever, "Rusya – Gürcistan ilişkilerinde artan gerilim : Bir sağrlar diyalogu mu?", *op.cit.*, p.6.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p.6.

¹⁷⁸ Helly and Gogia, *op.cit.*, p.280.

des partenaires pour contrebalancer la pression exercée par la Russie. Dernièrement, la réalisation du BTC a accru l'importance géopolitique de la Géorgie. Cet accroissement lui a servi de développer des relations avec des institutions internationales et supranationales comme l'OTAN et l'UE. Dans ce cadre, son littorale à la Mer Noire a joué un rôle important comme il va être examiné dans la 3^{ème} partie.

Chapitre II – Les périodes de Kravtchouk et de Koutchma en Ukraine

L'Ukraine est un pays de l'Europe de l'Est peuplé de 46,1 millions d'habitants selon les estimations de 2009, sur une superficie de 603.700 km².¹⁷⁹ Ses voisins sont la Biélorussie au Nord, l'Hongrie, la Slovaquie et la Pologne à l'Ouest, la Roumanie et la Moldavie au Sud-ouest, et la Russie à l'Est et au Nord-est. Avec son grandeur démographique et territoriale, grâce à sa position stratégique entre la Russie et l'Europe, elle l'un des pays importants de la géographie ex-soviétique. A part cela, son littorale à la Mer Noire et sa proximité de la région de la mer Caspienne qui est l'objet d'une compétition sur les ressources énergétiques, lui donne une profondeur géostratégique dans la région appelée l'Eurasie.

Au cours de l'histoire la région où se trouve l'Ukraine était toujours une zone de passage des civilisations. Commenant par le IX^{ème} siècle, les russes ont considéré cette région comme une partie inséparable de leurs existences.¹⁸⁰ Après la révolution bolchevique les Ukrainiens ont proclamé leur indépendance pourtant cet idéal des nationalistes n'était pas réalisé à cause du manque du support international. L'indépendance a duré jusqu'à l'invasion du pays par l'Armée rouge en 1920. Avec le Traité de l'Union signé en décembre 1922, l'Ukraine est devenue une république

¹⁷⁹State Statistics Committee of Ukraine: <http://www.ukrstat.gov.ua> ; http://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2009/ds/kn/kn_e/kn0109_e.html Pages consulté le 26 février 2010.

¹⁸⁰ La raison de cette considération est la formation de la principauté de Kiev qui était le début de l'histoire moderne russe. Jusqu'à la désintégration de l'URSS, L'Ukraine n'a jamais été un pays indépendant. C'est pour cette raison le mot « Ukraine » était généralement utilisé dans un sens géographique. Dans le XVIII^{ème} siècle la région est devenue en une zone de tampon entre l'Empire russe orthodoxe et l'Empire austro-hongroise catholique. Cependant la pression russe sur les ukrainiens a augmenté et la région a été appelée la « petite Russie ». D'ailleurs le sens du nom « ukraine » représente cette vision russe qui lui donne une marginalité en identité. Le mot « Ukraine » est la dérivée de *U-kraïna* qui veut dire le pays de la marge. Bilener, *op.cit.*, p.314.

fédérée de l'URSS.¹⁸¹ Pendant la période soviétique, surtout après la fin de la 2^{ème} Guerre mondiale d'une part la géographie et la démographie du pays a changé, de l'autre part les secrétaires générales du PCUS ont guidé des politiques différentes envers l'Ukraine.¹⁸²

Il est évident que la Russie est l'acteur principal de la formation des territoires et de l'identité Ukrainienne contemporaine. C'est pour cela, selon l'opinion internationale malgré la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, le nouveau pays ne pouvait pas vivre tout seul et son réintégration avec la Russie était inévitable. De l'autre côté, on pensait que la Russie sans l'Ukraine aurait cessé d'être un empire puisque la dernière est un pays qui se situe entre la Russie et l'Europe et elle a une longue littorale à la Mer Noire qui la donne un avantage de développer des relations avec les régions voisines.¹⁸³ Ainsi, dès l'indépendance le problème essentiel entre la Russie et l'Ukraine était l'indépendance de la dernière du premier. Dans ce contexte pour les ukrainiens l'« indépendance » signifiait l'« indépendance de la Russie ».¹⁸⁴ Pourtant l'Ukraine avait des difficultés de diminuer sa dépendance à la Russie.

Pour comprendre ces difficultés il faut d'abord voir la structure de la politique interne, la situation économique et les facteurs identitaires qui posent des difficultés de former une politique étrangère autonome. Ensuite, on peut s'incliner sur les relations russo-ukrainiennes et les recherches de l'Ukraine pour contrebalancer la puissance de la Russie.

¹⁸¹ Etant le deuxième Etat le plus peuplé et le plus fort après la Russie, l'Ukraine est considéré comme un danger par Staline qui a écrasé le pays avec la politique de pression pendant les années 30. A part de la famine qui a eu lieu en 1932-1933, des arrestations politiques ont été réalisées. *Ibid*, pp.315-316.

¹⁸² Après la fin de la Guerre la structure démographique de l'Ukraine a changé d'une manière radicale. Premièrement, la plupart des juifs étaient exterminés par les Nazis et le reste a émigré à Israël. Deuxièmement, avec le glissement des territoires de la Pologne vers l'Ouest, les Ukrainiens de l'Ouest ont été unifiés avec les Ukrainiens de l'Est. Bien qu'après la Guerre, l'Ukraine était l'un des membres fondateurs de l'ONU en 1945, qui avait un vote dans l'Assemblée générale, le pays était isolé de la politique internationale. En effet afin d'augmenter son influence au sein de l'ONU, l'URSS a assuré les places de l'Ukraine et de la Biélorussie dans l'Assemblée générale. Après la Guerre la politique de soviétisation était accélérée. Pourtant la mort de Staline a changé le regard du Kremlin pour l'Ukraine. Avec l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev, la politique de soviétisation a été remplacée par la politique de l'indigénisation qui a servi à l'arrivée des ukrainiens aux postes administratifs. De plus, la Crimée où il y avait une grande majorité russe est annexé à l'Ukraine. Dans les années 70, la politique d'indigénisation est terminée avec l'arrivée au pouvoir de Brejnev qui s'est retourné à la politique de pression. Cette pression a continué jusqu'à la période de Gorbatchev, qui a d'une manière ouverte la porte à la séparation de l'Ukraine et de la Russie de l'une de l'autre.

¹⁸³ Zbigniew Brzezinski, *Büyük Satranç Tahtası*, İstanbul, Sabah Kitapları, 1998, p.45.

¹⁸⁴ Dmitri Trenin, *The End of Eurasia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002, pp.153-154.

Section 1 – Les déterminants de la politique étrangère ukrainienne

A) Les facteurs internes

Dès l'indépendance, la politique interne de l'Ukraine est en état de désordre. La période de transition à la démocratie pour la société ukrainienne était douloureuse à cause des problèmes structurels des institutions politiques et aussi à cause de la dépendance économique à la Russie.

a) Les développements politiques

Le 5 décembre 1990, le parlement d'Ukraine, *Verkhovna Rada*, a voté l'annulation du traité de 1922 qui avait fondé l'URSS et a proclamé l'indépendance. De cette façon, la république la plus peuplée et économiquement forte s'est séparée de Moscou. Pourtant l'Ukraine était l'un des fondateurs de la Communauté des Etats Indépendants qui rassemblait les anciennes républiques soviétiques à l'exception des trois Etats baltes et de la Géorgie.¹⁸⁵

Alors que l'Etat indépendant était fondé sans grands obstacles, des difficultés importantes attendaient les dirigeants de l'Etat. Le premier problème était l'absence d'une société démocratique et civile et plus important le manque d'une identité nationale. Deuxièmement, l'économie était dans une mauvaise situation. L'une des raisons du peuple de voter pour l'indépendance était leur espoir de l'amélioration des conditions de vie. Les ukrainiens voulaient l'utilisation des ressources économiques afin d'empêcher la pauvreté du peuple et d'assurer la prospérité du pays.

Pourtant la réalisation de l'indépendance d'une manière rapide et sans conflit a attrapé les responsables politiques sans préparation. Les *apparatchiks* communistes, c'est-à-dire ceux qui étaient d'appareil étatique pendant la période soviétique, ont continué à designer fortement la vie politique et économique de l'Ukraine indépendante. Ils ont pu rester au pouvoir grâce à l'obtention de l'indépendance d'une manière pacifique qui n'a pas causé un changement de cadre dans l'appareil étatique. De plus, l'état fragmenté du mouvement oppositionnel nationaliste a fortifié

¹⁸⁵ Kappeler, *op.cit.*, p. 192.

la position des anciens communistes. En résultat, contrairement aux pays baltes et caucasiens dans lesquels les nationalistes ont arrivé au pouvoir, en Ukraine les anciens communistes ont pu garder leurs positions politiques.¹⁸⁶ Dans ce contexte Léonid Kravtchouk, ancien membre du Parti communiste d'Ukraine, s'est bien transformé en un nationaliste qui représentait les intérêts nationaux et la souveraineté de l'Ukraine.¹⁸⁷ Dans ce cadre il a essayé d'assurer la souveraineté du pays avec la diminution de la dépendance économique du pays à la Russie.¹⁸⁸ Pourtant dans le domaine de réforme politique et économique, il n'a pas montré le même enthousiasme.¹⁸⁹ Bien qu'il ait nommé Léonid Koutchma comme le 1^{er} ministre pour la réalisation des réformes, il l'a fait démissionner en septembre 1993. Cependant il s'est fait reconnaître des pouvoirs spéciaux en se chargeant les pouvoirs du gouvernement dont ce fait affermissait son style autoritaire.

En 1993 la crise économique a provoqué la réouverture du Parti communiste (PC). Cependant, l'année 1994 est devenue à une année des élections à cause de l'aggravation de la crise économique et de la pression populaire. La *Verkhovna Rada* a d'abord pris la décision de renouveler les élections législatives. A part cela, on a décidé de faire les élections présidentielles pendant l'été. Dans les élections de 1994, le PC a obtenu la majorité de la *Verkhovna Rada*. De plus en juin 1994 Léonid Koutchma qui avait préconisé des relations plus étroites avec la Russie au cours de sa campagne, est élu le président avec 52% des votes face à Kravtchouk. Les victoires du PC et de Koutchma étaient commentées en tant qu'un recule de l'Ukraine en ce qui concerne l'indépendance. En outre les différences régionales dans le pays étaient plus distinctes. Les régions orientales et méridionales ont voté en faveur de Koutchma tandis que la partie ouest du pays a préféré l'ancien président Kravtchouk.¹⁹⁰

¹⁸⁶ Dans ce contexte, la force motrice du mouvement indépendantiste, le Rukh était incapable d'enlever l'héritage soviétique en Ukraine. Pourtant il a continué sa vie politique en défendant l'ukrainisation et l'occidentalisme. Il faut aussi préciser que les anciens communistes qui étaient les nouveaux nationalistes n'ont pas fondé un parti politique.

Andrew Wilson, "Ukraine and post-soviet Europe: Authoritarian consolidation or renewed reform?" dans Stephen White et. al, *Developments in Central and East European Politics* 3, London, Palgrave Macmillan, 2003, pp.95-96.

¹⁸⁷ Bilener, *op.cit.*, p.322.

¹⁸⁸ Wilson, *op.cit.*, p.96.

¹⁸⁹ Le ralentissement des réformes et la dépendance à la Russie ont d'abord provoqué une crise économique et les grèves des mineurs dans la partie Est du pays en 1993. *Ibid.*, p.96.

¹⁹⁰ William M. Connor, Jacob W. Kipp, "The Ukrainian and Belarussian Presidential Elections: Assesment and Implications", *Global Security*,

Contrairement aux craintes, Koutchma a défendu la souveraineté de l'Ukraine. Lors de son arrivée au pouvoir, Koutchma s'est incliné vers la politique intérieure que la politique étrangère. Ses priorités étaient avant tout l'économie, ensuite la formation de la nation ukrainienne. Pour réaliser ces réformes il s'est d'abord opposé à la *Verkhovna Rada*. Le manque d'une constitution posait des problèmes dans tous les domaines de la vie étatique, tandis que la *Verkhovna Rada*, formé des ex-communistes, voulait freiner les réformes.¹⁹¹ En conséquence, Koutchma a menacé le Parlement avec la proclamation d'un état d'urgence prétendant que l'absence d'une constitution mettait en danger l'indépendance. Ainsi en 1996, la *Verkhovna Rada* a ratifié la nouvelle constitution.¹⁹²

La constitution ukrainienne prévoit un système semi-présidentiel. Le président est élu pour un mandat de cinq ans par le peuple. Il nomme le 1^{er} ministre et les ministres et ces nominations sont approuvées par la *Verkhovna Rada*. Dans le domaine administratif le pays est divisé en 24 régions et une république autonome, la Crimée, qui a son propre parlement et son propre gouvernement. En outre, la constitution a introduit l'idée de la citoyenneté ukrainienne sans faire attention à l'origine ethnique du peuple. Une autre particularité de la constitution était l'officialisation de la langue ukrainienne. Cette décision visait à développer l'identité ukrainienne dans le pays entier.¹⁹³

Entre temps la lutte contre la crise économique a continué. Bien que les données économiques fussent toujours négatives, l'inflation était stabilisée et la Banque nationale, dirigé par Victor Iouchtchenko, a pris la décision de remplacer la monnaie nationale le *Karbovanets* avec la *Hryvnia*. Pourtant la mauvaise situation de l'économie a fait continuer le rôle des communistes en Ukraine. D'après les résultats des élections législatives de mars 1998, le PC a obtenu 25% des voix et a emporté la victoire. Toutefois, les élections de 1998 ont été la preuve de la fragmentation politique en Ukraine. Neuf partis politiques ont obtenu des sièges dans la *Verkhovna*

URL: <http://www.globalsecurity.org/military/library/report/1994/ukrbelel.htm#11> Page consulté le 26 février 2010.

¹⁹¹ Kappeler, *op.cit.*, pp. 192-193.

¹⁹² L'Ukraine était le dernier Etat postsoviétique à avoir une constitution. Bilener, *op.cit.*, p.322.

¹⁹³ Il ne faut pas oublier qu'il y avait un grand nombre de russophones dont la plupart est ukrainien.

Rada et à peu près un quart des députés étaient des indépendants.¹⁹⁴ En outre, il y avait des allégations telles que ; la distribution des brochures en faveur du Parti Démocratique du Peuple par la police¹⁹⁵ et l'emprisonnement d'un journaliste oppositionnel, ont endommagé les élections. Toujours en 1998, l'un des anciens premiers ministres, le leader du Parti *Hromada* qui était en compétition avec le Parti Démocratique du Peuple, et le possesseur d'«une empire des médias», Pavlo Lazarenko, est arrêté en Suisse à cause de violer les lois contre le blanchiment de l'argent et de porter un passeport falsifié.¹⁹⁶ Ces événements ont détérioré le prestige de l'Ukraine dans le plan international.

En effet « l'exil » de Lazarenko était un grand avantage pour Koutchma qui se préparait aux élections présidentielles. En plus, l'un des candidats à la présidence, Viatcheslav Tchornovil est trouvé décédé à la suite d'un accident de voiture.¹⁹⁷ En novembre 1999, Koutchma a été réélu avec 56% des voix électorales, en mettant une différence de 18% au leader du Parti communiste Symonenko.

Après sa réélection, Koutchma a promis un gouvernement effectif surtout dans le domaine économique. Dans cette perspective, en décembre Victor Iouchtchenko, l'ancien directeur de la Banque nationale, a été nommé le 1^{er} ministre.¹⁹⁸ Pourtant Koutchma, pendant son second mandat présidentiel, a continué à diriger le pays d'une manière autoritaire. Dans ce cadre, il a voulu limiter le pouvoir de la *Verkhovna Rada* qui était un obstacle pour les réformes. Ainsi il a organisé un referendum en avril 2000 qui proposait la diminution du nombre de siège du parlement de 450 à 300, l'enlèvement de l'immunité parlementaire, la formation d'une deuxième assemblée et la transmission au Président le pouvoir de révocation du Parlement en cas de la non ratification du budget. Ces propositions de Koutchma ont été supportées par 80 % des voix, qui étaient aussi la preuve du mécontentement

¹⁹⁴ Marta Dyczok, *Ukraine*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 2000, p.60.

¹⁹⁵ Ce Parti a été supporté par le président Koutchma.

¹⁹⁶ Wilson, *op.cit.*, p.99.

¹⁹⁷ Anne de Tinguy et al., *l'Ukraine, Nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2000, p.313.

¹⁹⁸ Iouchtchenko a choisi Ioulia Tymochenko comme le premier ministre adjoint responsable des combustibles et de l'énergie. Les deux ont lutté contre le vol de pétrole de l'oléoduc transite entre la Russie et l'Ukraine et ont réalisé la privatisation des biens de distribution énergétique qui a dérangé l'entourage du président Koutchma.

Marko Bojczun, "Ukraine: Beyond postcommunism", *Debatte*, Vol.13, No.1, Avril 2005, p.11.

et de la méfiance du peuple envers la *Verkhovna Rada* à cause des allégations de corruption.¹⁹⁹

Après avoir fortifié sa position face au Parlement, Léonid Kouchma a augmenté le niveau de son autoritarisme. Le gouvernement a commencé à négliger les garanties constitutionnelles de la liberté d'expression et de la presse. L'accroissance de la pression politique sur les médias a fait éclater la crise politique. En novembre 2000, on a trouvé le cadavre de Georgi Gongadzé, l'éditeur du journal électronique *Ukrayinska Pravda* « la Vérité ukrainienne », dans une forêt près de Kiev. Gongadzé avait affiché le litige politique entre le cabinet d'Iouchtchenko et les alliés entrepreneurs de Kouchma sur les complexes de pétrole et d'énergie.²⁰⁰ Kouchma a d'abord débusqué Tymochenko de son poste de premier ministre adjoint, ensuite elle a été emprisonnée pendant un mois à cause des accusations des autorités russes de falsification de documents douaniers et de contrebande de gaz quand elle était présidente du « *United Energy Systems* » de l'Ukraine entre 1995-1997. Cependant, Iouchtchenko n'a pas pu obtenir la vote de confiance du parlement et il a du démissionner. Pourtant la démission d'Iouchtchenko n'a pas mis une fin à la crise politique. L'intimidation de la presse et la non-résolution de l'affaire de Gongadzé avaient mouvementé la société internationale contre le gouvernement ukrainien.²⁰¹

Ce que Gongadzé avait dévoilé, était l'une des réalités de la politique intérieure de l'Ukraine. Depuis son indépendance l'Ukraine avait élaboré un système politico-économique appelé le « capitalisme oligarchique » ou l'« oligarchie de l'Etat », qui implique la collaboration de l'élite politique avec quelques entrepreneurs.²⁰² Ces entrepreneurs, appelés aussi oligarques²⁰³ ont émergé avec le commerce de pétrole et de gaz avec la Russie. Ils ont acquis leurs capitaux initiaux après avoir obtenu leurs licences pour le commerce extérieur. Leurs relations avec le gouvernement sont développées avec le processus de privatisation pendant la période de Kouchma. De

¹⁹⁹ Bilener, *op.cit.*, p.323.

²⁰⁰ Bojcun, *op.cit.*, p.11.

²⁰¹ L'une des raisons de la réaction de l'Occident était la publication d'une bande secrète qui éprouvait l'implication de Kouchma dans l'affaire. Le président a refusé ces accusations mais l'affaire a devenu à une crise internationale surtout quand l'UE a affirmé son insatisfaction de l'investigation.

²⁰² *Ibid.*, pp.9-10.

²⁰³ Ce terme est employé en Russie, mais toujours valide en Ukraine, pour désigner certaines personnalités de premier plan qui se sont enrichies à partir de la *Perestroïka*, avec l'aide des privatisations et en grande partie par des méthodes de corruption aux plus hautes sphères politiques et de détournement d'argent.

cette façon les oligarques sont entrés de plus en plus dans la politique pour maintenir leurs intérêts. Il faut ajouter qu'au cours des premières années de l'indépendance plusieurs clans oligarchiques ont émergé en Ukraine. Par exemple les oligarques autour de Koutchma représentaient le clan de Dniepropetrvsk qui a dû coexister avec le clan de Kiev qui s'était regroupé au tour du premier président Kravtchouk.²⁰⁴ La démission d'Iouchtchenko et l'emprisonnement de Tymochenko étaient le résultat de leurs travaux d'empêcher le vol de pétrole de l'oléoduc entre la Russie et l'Ukraine et d'ouvrir aux investisseurs hors des oligarques de Koutchma l'industrie énergétique avec la privatisation.²⁰⁵

Iouchtchenko, ayant une bonne réputation grâce à son succès dans l'économie, a augmenté sa popularité au sein du peuple avec sa démission. Pendant les élections législatives de 2002, il était le leader de la coalition formée de dix partis politiques qui s'opposaient à Koutchma. Cette coalition a obtenu 23% des votes et 112 sièges dans le Parlement. Par contre la coalition des partis proche au président a obtenu 102 sièges. Dans ce cadre, pour la première fois le Parti communiste est tombé au second plan dans la Verkhovna Rada avec 66 députés.

Après les élections législatives de 2002, malgré l'accroissance de la force de l'opposition et l'isolation de l'Ukraine dans le domaine de politique étrangère surtout après l'affaire de Gongadzé, Koutchma n'a pas fait face à une menace dans la politique interne. Pourtant il s'approchait à la limite constitutionnelle de son mandat présidentiel. Dans ce contexte il a nommé Victor Ianoukovytch comme le 1^{er} ministre.²⁰⁶ Avec cette nomination Koutchma a préparé les acteurs de la lutte présidentielle qui aurait eu lieu entre Victor Iouchtchenko et Victor Ianoukovytch.

b) Les développements économiques

Il est difficile de comprendre la raison de voter pour l'indépendance avec un taux de 90%, bien que l'indépendance ne fût pas à l'ordre du jour quelque mois précédents. L'une des réponses à ce dilemme est la situation économique. Les espérances économiques du peuple ont joué un rôle important pour le choix d'indépendance.

²⁰⁴ *Ibid.*, p.11.

²⁰⁵ *Ibid.*, p.11.

²⁰⁶ Victor Ianoukovytch était l'ancien gouverneur de Donetsk et il était proche à Koutchma. *Ibid.*, p.12.

Pourtant l'indépendance n'a pas amélioré la situation économique. Bien que l'Ukraine ait une industrie développée, une agriculture relativement forte et des ressources minières riches,²⁰⁷ le rendement économique était faible et l'économie était caractérisée par une hyperinflation. Des faiblesses structurelles telles que le poids trop élevé des industries lourdes et d'armement dans l'économie, l'ancienneté technologique des entreprises, et la mentalité persistante d'économie planifiée ont causé les conditions négatives de l'économie.²⁰⁸ A part des faiblesses structurelles, une autre raison de la décadence de l'économie était la rupture des relations avec les autres républiques ex-soviétiques. Pendant la période soviétique chaque république avait son propre rôle de production dans l'économie. Les indépendances des ex-républiques soviétiques ont causé la coupure des relations étroites dans le cadre de complémentarité régionale. Dans ce cadre l'Ukraine a eu des difficultés de faire fonctionner ses usines puisqu'elle avait besoin des ressources énergétiques que la Russie possédait.²⁰⁹ Bien que pendant les premières années de l'indépendance, l'Ukraine a reçu les livraisons de pétrole et de gaz sous le prix de marché international, plus tard le gouvernement russe a commencé à utiliser cette dépendance économique comme un moyen de pression.²¹⁰

En ce qui concerne l'introduction des réformes économiques, l'Ukraine était toujours en retard par rapport à la Russie. La tendance générale des dirigeants ukrainiens était de refuser de suivre les conseils de Moscou pour diminuer la dépendance économique. Dans ce contexte en 1992, le *Karbovanets*, la devise monétaire provisoire, qui avait été également utilisé pendant la République nationale de l'Ukraine en 1917, est émis pour remplacer le rouble russe. Pourtant, à cause de la hausse des prix, le *Karbovanets* a été dévalué. Enfin, le *Karbovanets* a été remplacé par la *Hryvnia* en septembre 1996 avec une parité d'une *hryvnia* pour 100.000

²⁰⁷ A propos des ressources minières, les mines de Donbass a une grande importance non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour les pays régionaux.

²⁰⁸ Kappeler, *op.cit.*, p. 192.

²⁰⁹ En 1992, la Russie a fourni 89% du pétrole et 56% du gaz de l'Ukraine. Rawi Abdelal, "Interpreting Interdependence: National Security and the Energy Trade of Russia, Ukraine and Belarus", in Robert Legvold and Celeste A. Wallander, *Swords and Sustenance, The Economics of Security in Belarus and Ukraine*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2004, p. 101.

²¹⁰ *Ibid.*, pp. 101-103.

karbovantsiv.²¹¹ Cette nouvelle monnaie était plus stable que l'ancienne grâce à l'introduction des réformes économiques.

La crise économique de 1993 a joué un rôle important dans la réalisation des réformes économiques. Juste après l'indépendance, la tâche de libéraliser l'économie était donnée à Vitold Fokine. Pourtant Fokine s'est abstenu de la libéralisation des prix et a donné des crédits aux usines de l'industrie lourde. En outre la privatisation des propriétés étatiques n'a pas eu d'effet positif dans l'économie puisqu'elle a servi à quelques personnes qui étaient proches au pouvoir politique. Avec l'éclatement de la crise en 1993, le mécontentement social a augmenté et le gouvernement a dû réaliser les réformes. Le premier ministre Léonid Koutchma,²¹² nommé en octobre 1992 par Kravtchouk, a lancé un programme qui visait à introduire l'économie de marché en Ukraine. Dans ce contexte, les prix étaient débloqués, les subventions de l'Etat étaient réduites, l'effectivité de la privatisation a été augmentée. En 1995, le gouvernement a légèrement réussi à réduire le taux d'inflation et les relations avec la Banque mondiale et le FMI a accru.²¹³ Pourtant il était difficile de parler d'une discipline monétaire. De plus le mécontentement du peuple a toujours continué.

Comme il est déjà précisé, la dépendance à la Russie dans le domaine énergétique a joué un rôle important dans la mauvaise situation économique. La Russie a bien utilisé cet atout afin de faire continuer son influence sur l'Ukraine. Quand l'Ukraine a quitté la zone de rouble russe, la Russie a provoqué la crise économique de 1993 en accroissant les prix de gaz et de pétrole. Dans cette conjoncture, avec l'arrivée de Léonid Koutchma au poste présidentiel, l'Ukraine a essayé de résoudre les problèmes de l'ère post-indépendante et de stabiliser les relations avec la Russie.

Pourtant, la stabilisation des relations avec la Russie n'a pas occasionné une union des slaves entre la Russie et l'Ukraine. Entre les années 1994-1998, Koutchma a soutenu l'idée de développement d'une bourgeoisie nationale qui pouvait servir à la

²¹¹ En juin 1992 un dollar américain était égal à 200 *Karbovanets*. Après la dévaluation de la monnaie, en 1996 un dollar américain était égal à 174.000 *Karbovantsiv*. Bilener, *op.cit.*, p. 335.

²¹² Koutchma est élu le président de l'Ukraine en juillet 1994.

²¹³ Bien que l'inflation fût à peu près 38% en 1994, en 1995 elle était un peu plus de 10%. Pourtant la valeur nominale du *Karbovanets* était très basse ; un dollar américaine était 135.000 *Karbovantsiv*. Oleh Havrylyshyn, "The political economy of delayed reform in Ukraine", dans Sharon L. Wolchik and Volodymyr Zvighyanich, *Ukraine, The search for a national identity*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2000, p.61.

protection de l'économie nationale.²¹⁴ Son but était d'approcher l'idée de préservation de l'Ukraine indépendante avec les intérêts des entrepreneurs. Pourtant, il faut ajouter que ce projet a seulement servi à l'entourage oligarque de Koutchma. C'est pour cette raison que les réformes économiques et la privatisation sont réalisées dans une petite échelle. En conséquence la corruption dans l'Etat a augmenté. De plus la crise économique de 1998 en Russie a mal influencé l'économie ukrainienne. Etant donné les circonstances l'Ukraine n'a pas pu atteindre une stabilité et une croissance économique jusqu'à la période 1999-2002.²¹⁵ Dans ce période, une accroissance de 5,9% en 2000 et de 9,1 en 2001 sont réalisées.

Bien que l'Ukraine ait résolu une grande partie de ses problèmes structurels, sa dépendance à la Russie dans le domaine économique a continué. En 2001, 27% de l'exportation de l'Ukraine était faite à la Russie tandis que la dernière était son grand partenaire d'importation avec un taux de 38%.²¹⁶ Pourtant l'Ukraine avec sa force industrielle et minière a commencé à essayer de diversifier ses partenaires économiques en s'orientant vers l'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis et la Turquie.²¹⁷ Dans ce domaine l'exportation des métaux ferrés et non ferrés, des produits minérales et chimiques a une grande importance.

B) Les facteurs identitaires – le processus de la formation d'une nation

Après son indépendance, l'Ukraine était un pays qui devait construire un nouvel Etat, en étant en même temps confronté au problème de l'hétérogénéité ethnique et l'absence d'une nation qui soutenait pleinement les nouvelles structures gouvernementales.²¹⁸ Bien que l'Ukraine puisse se référer à un Etat antérieur qui a existé pendant une courte période dans un passé éloigné, puisque ce fait ne correspond pas à la situation contemporaine, il est possible de dire qu'elle est soumise à une transition quadruple ou quintuple dans laquelle il s'agit de la

²¹⁴ Rosaria Puglisi, "Clashing agendas? Economic Interests, Elite Coalitions and Prospects for co-operation between Russia and Ukraine", *Europe-Asia Studies*, Vol.55, No.6, 2003, p.835

²¹⁵ Andrew Wilson and Clelia Rontoyanni, "Security or Prosperity? Belarusian and Ukrainian choices" in Robert Legvold and Celeste A. Wallander, *Swords and Sustenance, The Economics of Security in Belarus and Ukraine*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2004, p.32.

²¹⁶ Puglisi, *op.cit.*, p.838.

²¹⁷ URL: <http://www.ukraine.com/exports/> Page consulté le 26 février 2010.

²¹⁸ Rainer Münz et Rainer Ohliger, "L'Ukraine Post-soviétique : Une Nation en Formation entre l'Est et l'Ouest", dans Anne de Tinguy et al., *l'Ukraine, Nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2000, pp.79-80.

formation d'Etat et de la nation à côté des transitions politico-sociale et économique. A part de la hétérogénéité ethnique, les différences linguistiques, religieuses et régionales rendent le processus de la formation de la nation plus complexe pour un Etat qui se constitue.

a) les différences ethniques

D'après le dernier recensement qui a eu lieu en 2001, le total de la population de l'Ukraine était 48,4 millions dont sa diversité ethnique comprenait 77.8 % d'Ukrainiens, 17.3% de Russes, 0.6% de Bélarussiens, 0.5% de Moldaves, 0.5% de Tatars de Crimée, 0.4% de Bulgares, 0.3% de Hongrois, 0.3% de Roumaines, 0.3% de Polonais, 0.2% de Juifs, 1.8% d'autres ethnies y inclus les Bohémiens, les Arméniens, les Grecs, les Azerbaidjanais, les Géorgiens, les Gagaouzes.²¹⁹

Les causes principales de cette hétérogénéité est premièrement la position du pays qui se situe entre l'Europe et l'Asie et deuxièmement les guerres et les politiques démographiques appliquées avant et pendant la période soviétique. Bien qu'il y ait une diversité ethnique deux grands groupes se singularisent : les Ukrainiens et les Russes. Avec 8,3 millions d'habitants la population russe constitue la plus grande la plus grande minorité en Ukraine, et en même temps la plus grande minorité russe parmi les pays ex-soviétiques.²²⁰ Dans le sud, l'est et dans les centres-villes leur proportion est supérieure que les Ukrainiens, mais inférieur à l'ouest.²²¹ La situation dans la Crimée est plus délicate puisqu'avec 58,3 % de la population les Russes sont plus nombreux que les Ukrainiens, les quels comptent seulement pour un quart.²²²

L'intégration de ces différentes régions hétérogènes et la bonne entente avec les Russes qui vivent en Ukraine était l'une des questions le plus complexe de la construction d'Etat ukrainien. Bien que la Russie ait joué la carte de minorité russe

²¹⁹State Statistics Committee of Ukraine, URL: <http://www.ukrstat.gov.ua> <http://www.ukrcensus.gov.ua> http://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2009/ds/kn/kn_e/kn0109_e.html ; <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/> Pages consulté le 26 février 2010.

²²⁰ Bilener, *op.cit.*, p.327.

²²¹ Kappeler, *op.cit.*, p. 197.

²²² <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/>

en Ukraine pour les nationalistes russes,²²³ il faut préciser que les Russes hérités de l'URSS ont généralement agité avec loyauté aux frontières tracées par l'ancien régime à l'exception de la Crimée dans laquelle un mouvement séparatiste a émergé à cause des insatisfactions économiques, mais s'est terminé en 1995.²²⁴

La politique de l'Etat ukrainien envers la minorité russe a visé l'harmonie des deux parties pendant le processus d'indépendance. Dans cette perspective, Kravtchouk a déclaré en juillet 1991 que les Russes d'Ukraine étaient installés dans le pays depuis des siècles et ils ne permettraient pas qu'ils soient des victimes de discrimination.²²⁵ Cette affirmation a été supportée dans la déclaration de la souveraineté de 24 août 1991, que les citoyens de la république de toutes nationalités constitueraient le peuple d'Ukraine. De cette façon à l'automne 1991, tous les habitants du pays ont reçu automatiquement la nationalité ukrainienne indépendamment de leur appartenance ethnique.²²⁶ Le 1^{er} novembre 1991, le parlement a adopté la Déclaration des droits des nationalités de l'Ukraine qui reconnaissait à tous les citoyens ukrainiens le droit d'utiliser la langue russe. Cette déclaration était complétée en juin 1992 par la loi sur la protection des minorités qui garantissait les droits linguistiques et culturels des Russes comme les autres minorités.²²⁷ Enfin, la Constitution de 1996 déclarait que l'Ukraine était le pays de tous les citoyens ukrainien, quelque soit leur origine ethnique.²²⁸

Comme il est précisé ci-dessus, à part des Ukrainiens et des Russes, il y a d'autres minorités comme les polonais, les bélarussiens, les roumaines, les hongrois et les juifs.²²⁹ A part de ces ethnies nous devons aussi mentionner de l'existence des

²²³ Malgré les revendications de la Russie, à l'inverse, du côté ukrainien on insiste sur le fait qu'à peu près de quatre millions Ukrainiens qui vivaient en Russie étaient privés des écoles en langue maternelle et des institutions nationales. Kappeler, *op.cit.*, p. 197

²²⁴ Paul D'Anieri, Robert Kravchuk, Taras Kuzio, *Politics and Society in Ukraine*, Oxford, Westview Press, 1999, p.57

²²⁵ Kappeler, *op.cit.*, p. 197.

²²⁶ *Ibid.*, p. 197.

²²⁷ *Ibid.*, p. 197.

²²⁸ Bilener, *op.cit.*, p. 327.

²²⁹ Jusqu'à la fin de la 2^{ème} Guerre mondiale, la population des villes de l'Ukraine de l'Ouest étaient majoritairement formée des polonais, tandis qu'après les échanges des populations 1,3 millions de polonais ont été déportés à la Pologne contemporaine, et leurs places ont été remplacés par 500 milles d'Ukrainiens. Selon le recensement de 2001, il y a 144 milles polonais dans les territoires de l'Ukraine. Quant aux juifs, bien que leur population avant la 2^{ème} Guerre mondiale était prononcé avec des millions dans l'Europe de l'Est, après le génocide exécuté par les Nazis, et l'émigration au Moyen orient de la plupart de ce qui a resté du génocide après la formation de l'Etat d'Israël, leur population en Ukraine est à peu près de 100 milles personnes. Pourtant, la communauté des juifs ukrainiens est

ruthènes qui est discutable pour l'Etat ukrainien.²³⁰ Dernièrement, les tatares, qui sont une communauté totalement différente de la majorité de l'Ukraine avec sa langue, sa culture et sa religion. Avant la 2^{ème} Guerre mondiale la communauté avait une grande population surtout en Crimée. Pourtant pendant et après la Guerre ils sont accusés d'avoir fait bon accueil et même de faire coopération avec la Wehrmacht, qui les avait promis l'indépendance, ils sont intégralement déportés à l'Ouzbékistan, à la Sibérie et à d'autres Etats de l'Asie centrale. Le comité d'Etat fondé en mai 1990 a permis les tatares de revenir à la Crimée afin de mettre fin à l'exile. A nos jours les Tatares sont une minorité importante avec une population de 310 milles personnes dont 250 milles vivent en Crimée.²³¹ Pourtant très peu d'entre eux ont pu profiter de la distribution de terrain et ce fait pose des grands problèmes pour la situation économique de la communauté.

b) les différences linguistiques

L'un des moyens de fortifier l'identité nationale est la généralisation de l'utilisation de la langue nationale. Dans cette perspective, l'Ukraine, étant un pays ex-soviétique, qui abrite en son sein une grande minorité russe a commencé, dès les premières

l'un des plus grandes communautés de la diaspora, c'est pour cela il existe plusieurs institutions culturelles, éducatives et religieuses à la disposition de la communauté juive. Une autre communauté organisée importante est les hongrois qui sont localisés dans la partie ouest de l'Ukraine. Les hongrois ont voté pour l'indépendance dans le referendum de 1991. Dans le même referendum, ils ont répondu affirmativement avec un taux de 81 % à la question de donner de l'autonomie à Berehove qui est une ville dans l'Oblast de Transcarpathie, pourtant Kiev n'a pas réalisé cette revendication. De toute façon, avec la garantie des droits linguistiques et culturels par la loi sur la protection des minorités, il s'agit d'un accroissement des écoles dont la langue d'éducation est l'hongrois. Bilener, *op.cit.*, pp. 327-329 ;URL: <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/>

²³⁰ Le mot « ruthène » est en effet un dérivé du mot « russe » en latin, définit la communauté qui vivait dans l'Empire austro-hongroise dont leur langue était ukrainienne. Les ruthènes contemporains parlent un dialecte de l'ukrainien et vivent majoritairement dans la région Transcarpathie. Intériorisé par l'Ukraine après la 2^{ème} Guerre mondiale, leur culture est plutôt formé par le Catholicisme, de cette façon ils se sentent différent des ukrainiens. Bien qu'on nomme cette communauté comme les galiciens, des russes des carpathes ou les uniates, le gouvernement ukrainien a la tendance de ne pas reconnaître une identité ruthène et des droits de minoritaires à ce communauté, malgré leur revendications d'une autonomie. Bilener, *op.cit.*, p.329. Puisqu'ils ne sont pas reconnus par le gouvernement ils ne sont pas comptés dans le recensement de 2001, c'est pourquoi il n'y a pas une exacte chiffre sur combien ils sont. Dans certaines sources les ruthènes ne sont que 30 milles, pourtant il y a aussi des assertions que les ruthènes en Ukraine sont entre 650-750 milles. Après être refusé d'une autonomie par Kiev pendant le referendum de 1991, un mouvement pro-indépendantiste a émergé, pourtant ce mouvement n'a pas eu un grand reflet ni entre les ruthènes ni en Ukraine. Pourtant, afin d'empêcher l'internationalisation de la question, le gouvernement ukrainien a guidé une politique préventive envers ses voisins de l'Ouest, c'est-à-dire la Slovaquie, la Hongrie et la Pologne, et les a assuré que les ruthènes sont des ukrainiens. D'ailleurs ces pays ne voulaient pas se mêler dans l'affaire premièrement ils vivaient leurs propres périodes de transition et deuxièmement ils étaient contre à la déstabilisation de la région. Brian Pozun, Multi-Ethnic Outpost, Central Europe Review, URL : <http://www.ce-review.org/00/40/pozun40.html>

²³¹ URL: <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/>

années de son indépendance, à guider des politiques linguistiques. La raison derrière cette politique est cachée dans la période soviétique.

L'ukrainien, étant une langue slave et proche au russe, a toujours été sous la domination du dernier. En 1863, l'utilisation de l'ukrainien était interdite sous prétexte qu'elle était un dérivé vulgaire du russe. En 1905 l'ukrainien est libéralisé et après la fondation de l'URSS elle est devenue la langue d'éducation dans les écoles. Pourtant en 1938, l'éducation de la langue russe est devenue obligatoire pour les peuples soviétiques non-russes et en 1959 l'obligation de l'éducation de l'ukrainien pour la minorité russe est enlevée.²³² Tous ces changements légaux ont amoindri le nombre d'élève dans les écoles dont leur langue éducative était l'ukrainien. D'ailleurs, le russe, étant la langue administrative et culturelle, a dominé toute l'Union soviétique.

Les conséquences de la politique linguistique de l'URSS ont émergé après son démembrement et la déclaration de l'indépendance de l'Ukraine. Selon le recensement de 1989, bien que la population de l'Ukraine fût formée de 73% des ukrainiens et 22% des russes, 64% des ukrainiens avaient précisé que leur langue maternelle était l'ukrainien et 33% était le russe.²³³ La conséquence dramatique pour l'Etat ukrainien était que 38% de la population de l'Ukraine orientale ne considérait pas l'ukrainienne comme la langue maternelle.²³⁴ En résultat, en septembre 1989, l'ukrainien est devenu la langue officielle du pays. En même temps l'Etat ukrainien n'a pas négligé les droits minoritaires et comme il est précisé ci-dessus en 1992 la loi sur la protection des minorités qui garantissait les droits linguistiques et culturels des Russes comme les autres minorités a passé. Une autre mesure du gouvernement était de transformer la langue éducative. Après l'indépendance 90% des nouveaux étudiants dans les écoles primaires ont fait leurs éducations en ukrainien.²³⁵

²³² Kappeler, *op.cit.*, p. 181.

²³³ Valeri Khmelko, Andrew Wilson, "Ethnic and Linguistic Cleavages", dans Taras Kuzio (ed), *Dynamics of Post-Soviet Transformation: Contemporary Ukraine*, M.E. Sharpe, London, 1998, p.74. Selon la recherche des écrivains de l'article, 57% de la population se considérait comme ukrainien, seulement 11% comme russe et 25 à 26 % à double nationalité.

²³⁴ Bilener, *op.cit.*, p. 339. Selon Kuzio, la plupart des Ukrainiens dans l'Est, le Sud, dans les villes et à Kiev, parlent le russe au lieu de l'ukrainien. En Crimée, bien que 25% de la population est Ukrainien, seulement 4% parlent la langue ukrainienne. Taras Kuzio et Paul D'Anieri, *Dilemmas of State-Led Nation Building in Ukraine*, Praeger, London, 2002, p. 134.

²³⁵ *Ibid.*, p.134.

Avant de finir sur clivage linguistique il faut préciser que selon le gouvernement ukrainien la propagation de la langue ukrainienne surtout dans la partie orientale du pays, est un sujet important dans le processus de la formation de la nation. Pourtant, il est certain que les questions comme l'éducation de la langue peuvent être résolue à long terme et l'Etat ukrainien, étant conscient de ce fait agit d'une manière précautionneux afin de maintenir la sa survie.

c) les différences religieuses

Pendant les dernières années et depuis la désintégration de l'URSS il s'agit d'une résurrection religieuse en Ukraine.²³⁶ Les paroisses en Ukraine ont eu une tendance d'accroissance avant l'indépendance et cette tendance a augmenté après l'indépendance.²³⁷ Cet intérêt envers la religion l'a donné une gravité politique. Il faut préciser que la corrélation de la religion avec la politique n'est pas seulement liée à la libéralisation de la religion pendant le processus de l'effondrement de l'URSS, mais aussi strictement attachée aux identités du peuple ukrainien puisqu'il y a une diversité religieuse en Ukraine dans le sens sectaire mais aussi dans le sens institutionnel. En effet, étant un peuple slave, les Ukrainiens sont généralement de la tradition de l'Eglise orthodoxe, pourtant contrairement aux autres pays orthodoxes l'Orthodoxie en Ukraine ne présente pas une intégralité mais une diversité structurée de trois organisations religieuses qui sont en compétition.

L'Eglise orthodoxe d'Ukraine – Patriarcat de Moscou est la plus grande structure religieuse en Ukraine dans le sens organisationnel.²³⁸ Cette église est rattachée canoniquement au Patriarcat de Moscou. En effet, jusqu'à 1992 cette église était appelée « l'exarchat ukrainien du Patriarcat de Moscou », pourtant afin d'empêcher les accusations de travailler pour les intérêts de la Russie à travers de l'Eglise orthodoxe russe, le nom est changé en l'Eglise orthodoxe d'Ukraine.²³⁹ Pourtant, les accusations de supporter l'idéologie panslave ont continué.²⁴⁰

²³⁶ Paul D'Anieri et al., *op.cit.*, p. 72.

²³⁷ *Ibid.* p. 72.

²³⁸ URL: <http://orthodox.org.ua/eng/> Page consulté le 26 février 2010.

²³⁹ I. Prizel, "Ukraine Between Proto-Democracy and 'Soft' Authoritarianism" dans K. Dashiwa et B. Parrott et al. *Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p.350.

²⁴⁰ Paul D'Anieri et al., *op.cit.*, p. 71.

L'Église Orthodoxe Autocéphale Ukrainienne Canonique est formé en 1989 pour empêcher la domination du Patriarcat de Moscou en Ukraine. Bien que cette église fût supportée par nationalistes, elle n'a pas eu une grande influence sur la société. Par contre, l'Église orthodoxe ukrainienne - Patriarcat de Kiev fondé en 1992 pour le même but comme la dernière a réussi à s'adresser au peuple et a attiré des suivants.

Depuis l'indépendance, les politiques sur la religion ont été dominées par la lutte entre les hiérarchies pour le contrôle des paroisses et des propriétés. La résurrection de la croyance religieuse, la dimension de l'identité nationale et la restauration du droit de propriété des églises, qui était saisie par l'ancien régime, ont accru l'intérêt.²⁴¹ Enfin, le conflit entre les entités a eu une dimension internationale à cause de l'implication du Patriarcat de Moscou. La question essentielle était une lutte de pouvoir au sein de l'Orthodoxie ; est-ce que les églises orthodoxes ukrainiennes seraient dirigées par une église ukrainienne ou par le Patriarcat de Kiev lié à l'Eglise Orthodoxe Russe.²⁴² Cette question nous amène à la question « est-il possible de former une religion d'Etat en Ukraine ? ». Bien que la création d'une religion d'Etat ait été contemplée au commencement par l'administration de Kravtchouk, plus tard elle est trouvée impossible puisque l'Ukraine était un pays multiconfessionnel avec une large population catholique qui se trouve dans la partie ouest du pays.²⁴³

Les Catholiques sont la plus grande minorité du pays en ce qui concerne la religion. Ils sont représentés par deux églises : l'Eglise catholique romaine et l'Eglise grecque-catholique ukrainienne. L'Eglise catholique romaine, directement lié au Vatican abrite les minorités polonaise et hongroise. En contrepartie l'Eglise grecque-catholique ou l'Eglise uniata est la troisième église par la taille en Ukraine, formé par l'Union de Brest en 1596 afin de garantir la loyauté des Ukrainiens qui vivaient en Pologne ou en Autriche pendant ce temps-là. Cette église a représenté l'identité ukrainienne de l'ouest, pourtant a été dissout en 1946, et s'est unie par force avec l'Eglise orthodoxe russe.²⁴⁴ Pourtant l'Eglise grecque-catholique a continué à exister dans la vie des ukrainiens occidentale d'une manière clandestine.²⁴⁵ Etant conscient de ce fait, l'Eglise orthodoxe russe a changé sa tactique et a commencé à fortifier

²⁴¹ *Ibid.* p.72.

²⁴² *Ibid.* p.72.

²⁴³ *Ibid.* pp.72-73. A part cela il faut ajouter les Juifs, les Protestants et les Musulmanes.

²⁴⁴ Prizel, "National Identity and Foreign Policy", *op.cit.*, p. 356.

²⁴⁵ *Ibid.*, p.356.

l'Eglise orthodoxe d'Ukraine en appliquant la politique d'ukrainisation de l'Eglise en lui confiant certains libertés comme la nomination d'un métropolite ukrainien à Kiev et la publication d'une livre de prière en ukrainien.²⁴⁶ L'objectif de Moscou était éprouver que l'exarchat ukrainien était l'église de tous les ukrainiens pourtant cette approche a fortifié le nationalisme ukrainien surtout dans la campagne. La libéralisation commencé pendant la période de Gorbatchev et son visite au Vatican ont abouti à la réformation de l'Eglise grecque-catholique ukrainienne. En conséquence, elle a continué à être influente dans la partie occidentale du pays.

Concernant les différences religieuses en Ukraine, dernièrement nous devons préciser que la compétition entre les églises de la même secte ou entre les sectes peut être considérée comme un exemple de recherche d'identité premièrement contre la Russie et deuxièmement entre les divers régions du pays. Ce fait est plus ostensible quand on examine les différences régionales.

d) les différences régionales

Etant un pays très vaste l'Ukraine, dès son indépendance, s'est trouvée confronté au problème de l'intégration de régions hétérogènes. Le fossé qui sépare les Ukrainiens occidentaux de ceux d'orientaux est profond.²⁴⁷ Les causes principales de cette dissemblance entre les deux parties du pays sont les différentes expériences d'histoire, les structures économiques, les relations avec les pays voisins et dernièrement les différences ethniques et religieuses.²⁴⁸

Le facteur essentiel de la différence entre l'Ukraine orientale et occidentale est premièrement historique. La première est restée pour plusieurs siècles sous l'influence de l'Empire russe par contre la deuxième était sous la dominance de l'Empire autrichien ensuite elle était une partie de la Pologne jusqu'à la fin de la 2^{ème} Guerre mondiale. Bien que les deux parties se soient unifiées après la Guerre, les mémoires collectifs des peuples sont très différents. Par exemple l'Ukraine occidentale n'a pas vécu la famine de 1932-33 et les politiques de répression de Staline pendant les années 30, par contre elle était subie aux pressions intensives des

²⁴⁶ *Ibid.*, p.356.

²⁴⁷ Kappeler, *op.cit.*, p. 195.

²⁴⁸ Bilener, *op.cit.*, pp. 333.

Allemands et des Soviétiques pendant la Guerre. En contrepartie l'Ukraine orientale aussi était subie à l'invasion allemande mais elle était devenue l'un des fronts de la Guerre qui a accru le nationalisme soviétique.

A part du facteur historique, il y a aussi des facteurs socioculturels et économiques. Les Ukrainiens occidentaux sont généralement connus comme des nationalistes qui s'identifient plutôt avec la culture de l'Europe centrale et orientale. C'est pour cette raison qu'ils ne sentent aucun attachement envers la Russie. En outre, en ce qui concerne la religion, le Catholicisme est diffus dans la région bien qu'il est surpassé en nombre par l'Orthodoxie. Une autre particularité de l'Ukraine occidentale différente de l'autre partie, est que l'habitat est plutôt rural et l'économie est basée sur la production agricole. En contrepartie dans l'Ukraine orientale l'Orthodoxie est la secte dominante et les Ukrainiens forment une population mixte avec les russes ou les russifiés de la région. En conséquence le peuple de cette région s'identifie avec le concept de l'Eurasie. Les Ukrainiens de l'Est vivent généralement dans les villes et la mode de production est plutôt basée sur l'industrie lourde supportée par les mines.²⁴⁹ Dans cette perspective, à part de la catégorisation d'Est-Ouest on peut faire une distinction de centre-périphérie dans laquelle les régions comme du Sud et de l'Est qui sont développées en commerce et qui sont cosmopolites dans le sens ethnoculturel sont « la périphérie » et les régions développés en industrie et agriculture signifient « le centre ».²⁵⁰

Parlant des Russes, ils jouent un rôle important dans la différenciation régionale puisqu'ils sont localisés surtout à l'Est et au Sud du pays. Dans les villes de l'Ukraine orientale la culture et la langue russe est dominante.²⁵¹ De plus en Crimée les Russes sont majoritaires, dont ce fait pose un problème de l'intégration pour l'Etat ukrainien. Etant donné les circonstances, la conciliation des différentes régions est la question principale de la formation de nation pour l'Etat ukrainien.

Pourtant, les différences régionales ont des effets importants dans la vie politique surtout pendant les élections. Les tendances régionales, surtout la différence entre l'Ukraine occidentale et orientale déterminent particulièrement les tendances de

²⁴⁹ *Ibid.* p.333.

²⁵⁰ *Ibid.* pp. 333-334.

²⁵¹ *Ibid.* p.333.

politique étrangère du pays depuis sa fondation, puisque les candidats supportés par l'Ouest ont la tendance de s'orienter vers les institutions européennes et euro-atlantiques tandis que les candidats supportés par l'Est se tournent vers la Russie. Dans cette perspective le gagnant de cette lutte qui se passe entre les deux parties définit l'orientation du pays.

En résumé, l'Ukraine a plusieurs dilemmes dans sa politique intérieure. Dès l'indépendance les dirigeants de l'Etat ont eu des difficultés de résoudre les problèmes à cause de l'immobilité du système. La raison essentielle de cette immobilité est premièrement institutionnelle. Après avoir sorti d'une longue période de totalitarisme, l'Ukraine a eu des difficultés de digérer la culture démocratique. En outre le régime politique n'était pas conforme à la cohabitation politique.²⁵² Dans ce cadre, dès l'indépendance les présidents ont dû lutter avec l'opposition surtout avec la *Verkhovna Rada* dans laquelle les conservateurs étaient majoritaires. Deuxièmement, le pays était fragmenté dans le sens ethnique, linguistique, religieux et régional. La plupart de la population de l'Ukraine de l'Est et de la Crimée est de l'ethnicité russe tandis que l'Ukraine de l'Ouest est majoritairement ukrainienne. Les deux ethnicités ont exposé des différenciations socioculturelles sur les questions identitaires. Ainsi la formation d'une nation est devenue en une question cruciale devant les dirigeants ukrainiens. Dernièrement, ces deux questions sont aggravées par des problèmes économiques qui étaient strictement liés à la dépendance à la Russie. Il est évident que la Russie avait un rôle important dans la politique intérieur et aussi étrangère de la l'Ukraine. Dans ce contexte il faut analyser les relations russo-ukrainiennes et ses effets à la politique étrangère de l'Ukraine.

Section 2 - La politique étrangère de L'Ukraine envers la Russie

Après la dissolution de l'Union soviétique l'Ukraine a affronté des difficultés de s'affirmer dans les relations internationales étant un Etat indépendant. Le nouveau Ministère des Affaires étrangères n'avait pas accès aux entourages influents, lobbies, parlements ou partis politiques de l'Occident. C'est pourquoi, des divers essais de

²⁵² Timm Beichelt, "Autocracy and Democracy in Belarus, Russia and Ukraine", *Democratization*, Vol.11, No.5, December 2004, p. 124.

s'arranger à un environnement domestique et international qui change rapidement ont causé des inconsistances dans la politique étrangère.²⁵³

Malgré ces inhabiletés, les conceptions de politique étrangère et de sécurité étaient ébauchées en termes généraux avant la proclamation de l'indépendance, en 1990, quand elle était une partie de l'Union soviétique.²⁵⁴ A la suite de la déclaration de la souveraineté les objectifs de politique étrangère à court et à long termes ont été définis en principe. L'objectif le plus important à court-terme était la reconnaissance internationale étant un Etat souverain, l'établissement des relations bilatérales avec autant de pays possible et obtenir un rôle actif dans les organisations internationales. Quant à l'objectif à long-terme, l'Ukraine visait une intégration complète aux institutions européennes.²⁵⁵

Avec la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine en décembre 1991, le pays a atteint à son premier objectif de politique étrangère. Pourtant, il est difficile de parler d'une politique étrangère autonome puisque comme il est précisé dans le document de « Les Directions Principales de la Politique étrangère de l'Ukraine » codifié par la *Verkhovna Rada* en juillet 1993 que, les relations avec la Russie jouaient un rôle central dans la politique ukrainienne, la situation interne de la Russie aurait une importance primaire pour la sécurité de l'Ukraine.²⁵⁶ En bref l'Ukraine, bien qu'elle ait obtenu son indépendance, elle était toujours prendre en considération le positionnement de la Russie dans le domaine de politique étrangère.

A) Le rôle de la Russie dans la politique étrangère ukrainienne

Bien que le referendum réalisé en décembre 1991 ait scellé le destin de l'Union soviétique et la souveraineté de l'Ukraine, le problème essentiel était l'indépendance du pays de la Russie. A part de l'intégration des peuples des deux pays au cours de l'histoire qui posait des difficultés à l'Ukraine dans la formation d'une nation, il s'agissait aussi des questions héritées du démembrement de l'Union soviétique

²⁵³ Olga Alexandrova, "The Premises of Ukrainian Foreign and Security Policies", dans Kurt Spillmann, Andreas Wenger, Derek Müller, *Between Russia and the West: Foreign and Security Policy of Independent Ukraine*, Peter Lang, Berlin, 1999, p.31.

²⁵⁴ *Ibid.*, p.31.

²⁵⁵ *Ibid.*, pp.31-32.

²⁵⁶ *Ibid.*, pp.32-33.

comme le désarmement nucléaire, le partage de la flotte de la Mer Noire, le statut juridique de la Crimée et des minorités russes en Ukraine.

a) Les relations russo-ukrainiennes – la question des armes nucléaires

Avec le Traité de Minsk et la déclaration d'Almaty signé en décembre 1991, les parties ont décidé dans le cadre du droit de la succession des Etats que la Fédération Russe soit l'héritier des armes nucléaires de l'URSS.²⁵⁷ Parmi les quatre Etats qui possédaient les armes nucléaires, la Biélorussie et le Kazakhstan, étant des pays en harmonie avec la Russie, n'ont pas posé des problèmes à Moscou. Quant à l'Ukraine, au commencement elle avait la même position politique que la Biélorussie et le Kazakhstan. D'ailleurs dans la déclaration de souveraineté de 16 Juillet 1990, la *Verkhovna Rada* avait pris une position anti-nucléaire qui reflétait les sentiments éprouvés par le peuple Ukrainien après Tchernobyl mais aussi qui prouvait son droit souverain de prendre des décisions et sa volonté de se débarrasser du contrôle de l'autorité centrale, c'est-à-dire Moscou pendant le processus d'indépendance.²⁵⁸ La position du Parlement était en même temps cohérente avec la volonté de s'aligner sur le régime du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). En outre, selon les dirigeants de l'Ukraine, le statut d'Etat dénucléarisé pouvait jouer un rôle en faveur de la reconnaissance de l'indépendance par les Etats-Unis et ses alliés. Dernièrement nous voyons que l'Ukraine attendait de l'Occident une assistance économique et financière afin de diminuer la dépendance à la Russie et de rassurer un contrepoids à la dernière.

Pourtant ces attentes des dirigeants ukrainiens pour les aides occidentales étaient sans fondements puisque la priorité de pays occidentaux était plutôt la Russie. De cette façon les dirigeants, comprenant l'importance du facteur nucléaire dans leurs relations avec l'Ouest, ont changé leur tactique. Ce changement de conscience a

²⁵⁷ Après l'éclatement de l'URSS, les quatre Etats qui possédaient les armes nucléaires étaient la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Les pays occidentaux, surtout les Etats-Unis cherchaient des moyens à éviter la prolifération des armes nucléaires et à réunir l'arsenal soviétique sous un seul commandement. Dans cette perspective, les trois pays possesseurs, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine ont confié à la Russie le contrôle de démantèlement d'à peu près de 27000 ogives soviétiques. Serguï Galaka, "La Coopération entre l'Ukraine et l'Occident – Le Cas de la Non-prolifération Nucléaire" dans Anne de Tinguy, *L'Ukraine, Nouvel Acteur du Jeu International*, Bruxelles, Bruylant, 2000, p. 155

²⁵⁸ *Ibid.*, p.153. En effet pendant la phase d'indépendance la renonciation aux armes nucléaires était une mesure de prudence à l'égard de la Russie et des Etats-Unis. *La Verkhovna Rada* voulait d'une part gagner l'Occident à la cause d'indépendance et d'autre part apaiser les craintes de la Russie.

amené le président Kravtchouk au début de 1992 à repousser le transfert en Russie des missiles nucléaires tactiques.²⁵⁹ Avec cette modification de politique le gouvernement ukrainien a visé à négocier le transfert des armes nucléaires pour faire accepter son indépendance et sa souveraineté à la Russie et en même temps pour attirer l'attention des pays occidentaux qui pouvait servir le développement des relations avec ceux-ci.

Après le blocage de transfert en Russie des missiles nucléaires tactiques, le gouvernement de Bush a annoncé qu'aucune aide économique ne serait apportée à l'Ukraine. En conséquence de cette annonce, Kiev a signé le protocole de Lisbonne qui précisait « Etats successeurs de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques, s'engagent à assumer les obligations prises par l'URSS au titre du traité START-1 ». ²⁶⁰ De cette façon les trois pays, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan se sont appropriés le TNP. Pourtant à l'automne 1992, l'Ukraine a commencé à proposer des conditions qui devaient faciliter sa transformation en une puissance non nucléaire. En bref ces conditions consistaient de garantir la sécurité de l'Ukraine, la contribution des Etats-Unis et d'autres puissances au démantèlement de l'armement nucléaire par une assistance technique et financière, une indemnisation de l'Ukraine pour les composants nucléaires des ogives transférées en Russie et une aide pour lui permettre de résoudre les problèmes écologiques causés par le désarmement. ²⁶¹

Bien que les Parlements de la Biélorussie et du Kazakhstan aient ratifié le traité START-1 sans délai, la *Douma* russe l'a approuvé en novembre 1992 et la *Verhovna Rada* l'a ratifié en novembre 1993 avec des réserves. Ce délai de Kiev est strictement lié au changement politique de l'Ukraine qui a commencé à partir de l'été 1992. Dès cette date on peut voir une orientation vers des alternatives hors de CEI. Ce changement était l'une des signes de politique étrangère multi vectorielle qui nécessitait le développement des relations avec les pays de l'Occident et les voisins pour des causes pragmatiques afin de surpasser les difficultés économiques et minimiser la dépendance à l'espace ex-soviétique. ²⁶² A part ceux-là le problème des

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 156

²⁶⁰ Traité sur la réduction des armes stratégiques. *Ibid.*, pp. 156-157

²⁶¹ *Ibid.* pp. 157-158

²⁶² Erhan Büyükkakıncı, "Bağımsızlık Sürecinde Ukrayna-Rusya İlişkileri", dans Erhan Büyükkakıncı (ed.) *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Ankara, *Phoenix*, 2004, p.411.

armes nucléaires était évalué dans la politique interne comme une partie de la souveraineté nationale, et pour cette raison il était utilisé comme un instrument pour des politiques nationalistes.²⁶³

Le gouvernement de Kravtchouk qui s'est approprié une politique étrangère qui envisageait le développement des relations avec l'Europe centrale et les institutions occidentales, s'est servi du sujet des armes nucléaires pour obtenir le support des Etats-Unis.²⁶⁴ Dans cette perspective il a utilisé le blocage des négociations entre l'Ukraine et la Russie.²⁶⁵ Enfin en janvier 1994, avec la médiation du président Clinton ; les présidents des Etats-Unis, de la Russie et de l'Ukraine ont signé la Déclaration trilatérale qui a résolu la question multidimensionnelle.²⁶⁶ L'importance de cette déclaration était la réussite de l'Ukraine à faire intervenir les Etats-Unis dans le litige russo-ukrainien. En plus elle est promise des assurances en matière de sécurité et du combustible pour les centrales nucléaires en échange de son adhésion au TNP en tant que puissance non nucléaire.²⁶⁷ Enfin le déplacement de toutes les armes à la Russie est fini en juin 1996.²⁶⁸

En résumé, deux éléments principaux ont influencé les décisions ukrainiennes sur la question des armes nucléaires. Premièrement Kiev ne voulait pas perdre son pouvoir de négociation concernant les immobiliers soviétiques, les biens publics et les dettes qui étaient les conséquences de la succession des Etats. Dans cette perspective, l'Ukraine a voulu obtenir une indemnisation pour l'uranium produite en Ukraine mais transféré à la Russie d'après le Traité, dont la dernière en a profité en la vendant aux Etats occidentaux, surtout aux Etats-Unis.²⁶⁹ En effet le gouvernement de Kravtchouk visait à fournir l'économie qui était dans l'étape de transition en économie de marché. Avec l'introduction des Etats-Unis l'Ukraine a obtenu l'assistance économique et matérielle américaine selon le programme de Nunn-

²⁶³ *Ibid.* p.411.

²⁶⁴ Le gouvernement américain est resté impartial entre l'Ukraine et la Russie jusqu'à 1994. Son objectif principal de rester impartial était d'empêcher la menace de voir surgir des conflits en Europe et en Asie. Par contre ils étaient plus favorables pour supporter la Russie parce qu'il la voyait comme une grande puissance du fait de son immensité, de sa population, de ses sources minérales et de ses forces armées qui s'appuyait sur un grand arsenal nucléaire. Galaka, *op.cit.*, p.155

²⁶⁵ La Russie accusait l'Ukraine de ne pas avoir satisfait ses obligations. *Ibid.*, p.158

²⁶⁶ Enfin la Verkhovna Rada a ratifié le TNP en 5 décembre 1994. Büyükakıncı, *op.cit.*, p.412

²⁶⁷ Galaka, *op.cit.*, pp. 157-158

²⁶⁸ Romand Solchanyk, *Ukraine and Russia, The Post-Soviet Transition*, Rowman & Littlefield Publishers, Maryland, 2001. p. 91

²⁶⁹ Büyükakıncı, *Op.cit.*, pp.412-413.

Lugar.²⁷⁰ Deuxièmement l'Ukraine a voulu obtenir, puis préserver son indépendance et son pouvoir politique. Particulièrement la réclamation de la politique de l'étranger proche de la Russie a dérangé Kiev qui était dans une phase de formation d'Etat. Etant donné les circonstances, la question nucléaire était un atout pour l'Ukraine afin de prouver son indépendance. Dans cette perspective le gouvernement Kravtchouk a réussi à introduire les Etats-Unis dans l'affaire dont ce fait a accru l'importance de l'Ukraine dans les milieux diplomatiques.

b) Les relations russo-ukrainiennes – le partage de la flotte de la Mer Noire

L'émergence de la question de « succession des Etats » après la désintégration de l'URSS a fait commencer une discussion sur le partage des biens immobiliers de l'Etat prédécesseur et la dimension de sécurité suscitée de ce partage. Dans ce contexte, au lieu de transférer à l'Ukraine la flotte de la mer entre Noire qui se trouvait en Crimée, c'est-à-dire dans ses territoires, il s'agissait d'un partage de la force entre la Russie et la dernière.²⁷¹ Dans cette perspective la question était d'une part un problème entre les deux Etats, pourtant elle avait aussi une dimension régionale puisque le possesseur de la force aurait des avantages dans la région de la Mer Noire qui est au carrefour des routes des sources énergétiques.²⁷² Le problème peut être résumé en trois points ; le partage de la flotte entre l'Ukraine et la Russie, la définition du statut juridique de la base navale russe qui se trouve dans la ville Sébastopol et dernièrement la détermination de la souveraineté de la Crimée.

La lutte entre les deux pays a commencé en 1992 et a duré jusqu'à 1997. Au cours de cette période la tension entre l'Ukraine et la Russie était généralement haute parce que les deux pays considéraient le sujet comme une question de prestige. L'Ukraine a d'abord déclaré son possession sur la flotte parce que la flotte était basée dans les territoires ukrainiens et selon la pratique des partages des immobiliers soviétiques chaque république avait le droit saisir ce qu'il y avait dans ses territoires.²⁷³ En contrepartie Boris Eltsine a affirmé, concernant la flotte, qu'« elle était, est, et restera

²⁷⁰ Galaka, *Op.cit.*, pp. 161-163.

²⁷¹ Büyükkıncı, *op.cit.*, p.413.

²⁷² *Ibid.*, p. 413.

²⁷³ Paul D'Anieri, Robert Kravchuk, Taras Kuzio, *Politics and Society In Ukraine, op.cit.*, p. 212.

russe ». ²⁷⁴ Néanmoins les deux approches étaient excessives puisque premièrement la flotte avait une faible utilité militaire et deuxièmement les deux pays étaient incapables de supporter la charge financière de toute la flotte. ²⁷⁵ La question était perçue par les Ukrainiens comme un test du respect de leur souveraineté, et par les Russes comme un symbole de leur puissance. ²⁷⁶

En effet le partage de la flotte, qui était vieux et démodé dans le sens technologique, n'était pas la question essentielle. Ce qui était fondamental pour les deux parties, la détermination de la souveraineté de la Crimée, l'avenir de la base de Sébastopol et la population russe formée généralement des marins russes et de leurs familles qui vivaient à l'environnement de la base. ²⁷⁷ Pour trouver une solution aux trois problèmes cités ci-dessus des nombreuses rencontres ont été organisées entre 1992-1997. Pourtant la question de Crimée a toujours été le nœud des sommets réalisés entre l'Ukraine et la Russie.

La Crimée, étant une des républiques socialiste soviétique autonome jusqu'à 1945, a été transformé en province de Crimée qui était toujours une partie de la République socialiste fédérative socialiste (RSFS) de Russie. Pourtant en 1954, Khrouchtchev a offert la province à la République socialiste soviétique d'Ukraine pour marquer le 300^{ème} anniversaire de l'unification de la Russie et de l'Ukraine mais aussi pour compenser les fautes de la période de Staline. La désintégration de l'URSS a causé la discussion sur la souveraineté de la Crimée dont sa population était majoritairement russe et où il y a une base navale qui a une importance stratégique dans la Mer Noire. ²⁷⁸ Les nationalistes russes défendaient la rétrocession de la Crimée à la Russie à cause de son importance stratégique et son potentiel économique basé sur le tourisme ²⁷⁹ tandis que les ukrainiens ne voulaient perdre ni une base stratégique, ni leurs prestiges envers la Russie. Cependant la tension ethnique en Crimée a augmenté, en juillet 1992 dans le Parlement de Crimée et aussi dans la *Verkhovna*

²⁷⁴ Anne de Tinguy, "L'Ukraine, la Russie et l'Occident, de Nouveaux Equilibres dans Une Nouvelle Europe", dans Anne de Tinguy, *Nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2000, p.28.

²⁷⁵ *Ibid.*, pp.28-29.

²⁷⁶ *Ibid.*, p.29.

²⁷⁷ Selon les estimations, la population russe en Sébastopol était entre 50 à 70 milles. Büyükakıncı, *Op.cit.*, p414.

²⁷⁸ Il faut ajouter que l'indépendance de la Géorgie avait réduit le littoral de la Russie à la Mer Noire. Ce qui a resté à la Russie était le littoral entre Sotchi et le détroit de Kertch.

²⁷⁹ *Ibid.*, p.414.

Rada ont précisé que la Crimée devait rester dans les territoires de l'Ukraine pourtant il fallait améliorer l'autonomie économique et culturelle de la région.

Bien que les assertions démesurées des deux parties aient augmenté la tension, les sommets pour la résolution du problème ont commencé en 1992. Le premier rencontre est réalisé à Odessa en avril 1992 et on a décidé de céder l'administration de la flotte de la Mer Noire à une commission formée des représentants des deux parties. Cet accord est paraphé à Dagomys en juillet 1992 et en août 1992 à Yalta les deux leaders ont signé le Traité qui précisait que la flotte n'aurait pas été sous le commandement des soldats de la CEI mais sous le contrôle d'une commission commune et le partage allait être réalisé dans trois années.²⁸⁰

Malgré ces conciliations, en septembre 1992, le gouvernement de Kiev a accusé la partie russe de violer les accords. La suspension des accords est devenue l'ordre du jour entre les deux pays. En contrepartie, en juillet 1993, la *Douma* a déclaré que Sébastopol était une province russe et que le transfert de la Crimée à l'Ukraine était illégitime. Bien que la décision de la *Douma* ait été rejetée par Eltsine qui a précisé que cette action était contre aux efforts du pouvoir exécutif, Koutchma et la *Verkhovna Rada* à leur part, ont déclaré que la décision du *Douma* signifiait la violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine.²⁸¹ De plus a appelé au conseil de Sécurité des Nations-Unies qui a condamné quelque jours plus tard la résolution russe, en affirmant sont attachement à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.²⁸² En outre les Etats-Unis ont intervenu dans l'affaire en précisant l'appartenance juridique de la Crimée à l'Ukraine.²⁸³ A la fin de cette tension les négociations ont été interrompues jusqu'à avril 1994, quand les Ministres des deux parties ont recommencé à négocier le sujet. L'ébauche de ces négociations prévoyait ; le transfert de 80 à 85% de la flotte à la Russie en contrepartie d'une certaine indemnisation ; la formation de deux bases militaires russes dans les deux ports de la Crimée. Cette ébauche, signée par Eltsine et Kravtchouk perçue par les nationalistes ukrainiens comme une concession. La cause essentielle de cette

²⁸⁰ *Ibid.* p.415.

²⁸¹ Ivana Klympush, "Ukraine and Russia: Strategic Partnership vs. Mutual Dependence", dans Kurt Spillmann, Andreas Wenger, Derek Müller, *Between Russia and the West: Foreign and Security Policy of Independent Ukraine*, Peter Lang, Berlin, 1999, p.240.

²⁸² de Tinguy *op.cit.*, p.29.

²⁸³ Büyükkakıncı, *op.cit.*, p416.

concession était la crise économique que l'Ukraine était en face et ses dettes envers la Russie.²⁸⁴ A part de ces dettes, la Russie avait appliqué une pression économique en restreignant le fournissement de rouble et de commerce à l'Ukraine pendant la libéralisation des prix était introduite. En conséquence, la production industrielle en Ukraine a diminué.²⁸⁵

L'année 1994 était un tournant pour la question puisque ; d'une part Iouri Mechkov, qui guidait une politique prorusse avec une rhétorique basée sur l'autonomie de la Crimée fut élu à la présidence locale, d'autre part Léonid Koutchma, qui était un ukrainien d'origine russe avait évidemment un ton prorusse, à la présidence de l'Ukraine. Bien que les prédictions sur les relations russo-ukrainiennes fussent en faveur de rapprochement après l'élection de Koutchma, ce n'était pas le cas parce que l'Ukraine a essayé de changer son politique concernant la flotte en invitant les Etats-Unis à la fonction conciliatoire.²⁸⁶ Par contre, la Russie ayant refusé cette tactique a mis au point encore une fois les dettes énergétiques de l'Ukraine.²⁸⁷

Enfin en juin 1995, Eltsine et Koutchma se sont rassemblés afin de résoudre le problème à Sotchi où le partage a été fait. Selon ce partage la Russie obtiendrait 81,7% de la flotte tandis que l'Ukraine aurait 18,3% et la Russie a cédé sa créance en contrepartie de l'utilisation de la base navale de Sébastopol.²⁸⁸ Pourtant cet arrangement n'a pas plu les nationalistes ukrainiens qui accusaient Koutchma de faire trop de concession comme Kravtchouk. Etant donné les circonstances, en avril 1997 les négociations ont recommencé et enfin le 28 mai 1997 le 1^{er} ministre ukrainien Lazarenko et son collègue russe Tchernomyrdine ont signé l'accord lors de la visite à Kiev du président Eltsine. Selon cet accord ; la flotte a été partagée à moitié, la Russie a loué Sébastopol et son environnement pour vingt ans contre un bail annuel de 97,75 millions de dollar, la Russie a ouvert un crédit de 200 millions de dollar pour le transfert des armes nucléaires.²⁸⁹ Dernièrement, dans le cadre de

²⁸⁴ *Ibid.*, p416. ; Robert L. Larsson, "From Blue Stream to Nord Stream: Strategic Gains and Economic Flaws", *Comparing The Baltic and Black Sea Regions: Regional Security, Energy Security and Euro-Atlantic Integration*, FOI – Swedish Defense Research Agency, pp.31-33. URL: <http://www2.foi.se/rapp/foir2281.pdf> Page consulté le 26 février 2010

²⁸⁵ Marta Dyczok, *op.cit.*, p.126.

²⁸⁶ Klympush, *op.cit.*, p. 240.

²⁸⁷ Larsson, *op.cit.*, p416.

²⁸⁸ Büyükkıncı, *op.cit.*, p416.

²⁸⁹ Les paiements prévus d'après l'Accord ont été déduits de la dette de l'Ukraine. *Ibid.*, p.418.

l'Accord, la Russie a accepté la souveraineté de l'Ukraine en Crimée et en Sébastopol.²⁹⁰

Bien que le problème du partage de la flotte ait un caractère de sécurité ou d'ethnicité, au cours de la crise, la crise est devenue en une question de prestige pour l'Ukraine. En contrepartie la Russie a eu l'occasion de tester ses avantages comme la carte énergétique ou la carte de minorité russe envers l'Ukraine. En bref, l'Ukraine a forcé la crise pour faire accepter à la Russie son souveraineté totale étant un Etat égal depuis quelques années, par contre la Russie a voulu garder la présomption de son statut supérieur.

c) Le Statut des minorités russes en Ukraine orientale et la question de Crimée

Comme il est précisé dans la 1^{ère} section, l'une des questions essentielles de la politique interne de l'Ukraine était le grand fossé entre la partie occidentale et la partie orientale du pays et l'intégration des deux parties. Les russes sont dominants dans les régions de l'Est et du Sud du pays démographiquement et aussi culturellement. En effet avant la désintégration de l'URSS, ils formaient la nation distinguée de l'Union mais après la désintégration à peu près 25 millions d'entre eux ont resté hors de la Russie, dont la moitié était en Ukraine. Ce fait d'une part a causé la discussion sur le statut des communautés russes en dehors de la Russie, d'autre part est vu par elle comme un outil pour restituer sa domination dans la région afin de regagner son pouvoir.²⁹¹ En conséquence Moscou a commencé à chercher des moyens pour la conservation et le développement des droits de ces communautés et pour assurer leurs liaisons avec leur patrie. Deux approches ont été développées : utiliser ces communautés afin d'intervenir aux affaires intérieures des pays dans lesquels ils vivent et fortifier la CEI pour réarranger les relations.²⁹² D'ailleurs ces deux approches sont entrées dans le document étatique de l'Etranger proche qui précisait que la sécurité des russes dans les pays de l'Etranger proche était sous la

²⁹⁰ Malgré la signature de l'Accord nous devons ajouter que les parlements des deux pays les ont ratifiés difficilement. La *Verkhovna Rada* a ratifié l'Accord en mars 1999, et la *Douma* en avril 1999, deux ans après la signature. Surtout le processus de ratification en Ukraine a mis en évidence la rupture entre les députés d'origine des oblasts de l'Est et de l'Ouest. Klymush, *op.cit.*, p.243.

²⁹¹ Büyükkakıncı, *op.cit.*, p. 419.

²⁹² *Ibid.* p. 419.

garantie de la Russie.²⁹³ En contrepartie, les pays ex-soviétiques qui abritaient les populations russes étaient dérangés de cette politique de la Russie et l'ont considéré comme une intervention à leurs politiques internes.²⁹⁴

i) La Question des provinces orientales

Cependant, juste après la désintégration de l'URSS, les députés et les hommes d'affaire russes en Ukraine d'origine des provinces orientales du pays, surtout du bassin de Donbass²⁹⁵ et de Crimée, ont entrepris le développement des relations entre Moscou et Kiev et dans cette perspective en juillet 1993, l'Accord sur la formation d'une zone de libre-échange dans le Bassin de Donbass est signé entre les deux parties. Bien que cette démarche fût locale, le but du gouvernement ukrainien était de créer des alternatives de coopération afin d'empêcher l'émergence et la diffusion des idées séparatistes. Pourtant les lobbys russes en Donbass et en Crimée ont entrepris un effort d'organiser un referendum dans ces deux régions sur la séparation de l'Ukraine et l'alliance à la Russie qui n'a pas bien marché.²⁹⁶ En réponse à revendications, le gouvernement ukrainien a demandé la suspension du referendum et a accepté la réalisation des élections parlementaires en 1994.²⁹⁷ En effet la cause principale de cette demande de referendum était plutôt économique. Etant en face d'une inflation désastreuse, les régions appauvries économiquement comme Donetsk et Loukhansk, ont commencé à accuser le gouvernement de favoriser les régions de l'Ukraine occidentale comme la Galicie ou Lvov.²⁹⁸

Comme il est précisé dans la 1^{ère} section, la différence entre l'Est et l'Ouest du pays posait des problèmes dans la formation de la nation en Ukraine. A part des différences ethniques et linguistiques les deux parties du pays sont aussi différent économiquement. Contrairement à la partie occidentale du pays qui a un caractère

²⁹³ Erel Tellal, "Rusya Federasyonunun Dış Politikası: 'Yakın Çevre' ve 'Askeri Doktrin'", Baskın Oran(ed), *Türk Dış Politikası*, Vol.2, p.542.

²⁹⁴ Büyükkıncı, *op.cit.*, p. 419

²⁹⁵ Le bassin de Donbass, partagé entre l'Ukraine et la Russie, est un bassin houiller, situé entre la Mer d'Azov et le Don. La région comprend les deux oblasts orientales de l'Ukraine : l'oblast de Donetsk qui est le centre économique de la région et l'oblast de Loukhansk.

²⁹⁶ En même temps avec ces revendications les grèves des mineurs et des ouvriers métallurgistes avaient commencé. Le plus grand mouvement de grève a commencé en juin 1993 avec la marche des mineurs de Donbass. Il faut ajouter que les mineurs de l'Ukraine de l'Ouest n'ont pas participé aux grèves initiées à Donbass. Solchanyk, *op.cit.*, p.138.

²⁹⁷ Büyükkıncı, *op.cit.*, pp. 419-420.

²⁹⁸ Eugene Rumer, "Eurasia Letter : Will Ukraine Return to Russia?", *Foreign Policy*, Fall 1994, Issue 96.

rural, le bassin de Donbass, qui s'étend le long de la frontière russe, s'est élargi dans le bassin de la rivière Don au cours du temps et a eu une structure économique intégrale avec les mines et l'industrie lourde. De plus les deux oblasts, Donetsk et Loukhansk, étant les deux centres du Bassin et représentant la grande partie de l'Est, ont un poids politique dans la *Verkhovna Rada*, puisqu'ils détiennent un tiers des sièges du Parlement. En conséquence, ils ont la capacité d'influencer les décisions économiques et de politiques étrangères qui intéressent la région.²⁹⁹

A côté du pouvoir économique, la différence ethnolinguistique aussi joue un rôle important des relations du bassin de Donbass avec le centre, puisque selon le recensement de 2001, à peu près 43% de la population russe vivent dans les trois oblasts (Donetsk, Kharkiv, Loukhansk),³⁰⁰ et la plupart de la population voient le russe comme la langue maternelle.

La proximité de la région à la Russie dans le sens territoriale et aussi culturel, a influencé les relations de l'Ukraine dans le domaine économique avec son voisin de l'Est. Au commencement du processus de l'indépendance de l'Ukraine, la production des entreprises dans la région a diminué qui a causé le chômage. D'ailleurs les mines dans la région étaient dirigées par la Russie à cause de leurs statuts désignés dans la période soviétique.³⁰¹ Cette question administrative a posé des problèmes de productivité et de chômage pour les dirigeants ukrainiens. A part de ces problèmes, la dégradation de la situation économique du pays avec la hausse des prix a provoqué le mécontentement du peuple envers le gouvernement. En conséquence, à la suite de l'indépendance des organisations politiques pro-russes comme le Mouvement de Donbass, le Congrès Populaire de l'Ukraine et le Parti de l'Union slave ont été formées et elles ont exprimé des revendications comme l'intégration économique avec la CEI, l'officialisation de langue russe à côté de l'ukrainien, la permission à la double nationalité et l'établissement de l'autonomie aux régions de Donbass.³⁰² En 1993, le congrès local de Loukhansk a décidé l'officialisation de la langue russe dans leur oblast. A cause des pressions des oblasts orientales en février 1994, Kravtchouk a dû passer un décret-loi qui confirmait l'autonomie de ces oblasts dans leurs affaires

²⁹⁹ Büyükakıncı, *op.cit.*, p. 420.

³⁰⁰ URL: <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/>

³⁰¹ Büyükakıncı, *op.cit.*, pp. 420-421.

³⁰² *Ibid.*, p. 420.

économiques avec la Russie.³⁰³ De cette façon il a réussi à apaiser les réactions émergées en Ukraine orientale.

ii) la question de Crimée

Comme il est précisé dans le sujet du partage de la flotte de la Mer Noire, le statut juridique de la Crimée est la question la plus compliquée entre l'Ukraine et la Russie. Elle est la seule sous-division administrative de l'Ukraine avec une majorité d'ethnie russe.

La différence de la Crimée des autres régions de l'Ukraine est cachée dans son histoire. La Crimée est devenue pour la première fois partie intégrante de la république soviétique d'Ukraine en 1954. Avant ce fait réalisé par Khrouchtchev, elle était d'abord une république socialiste soviétique autonome jusqu'à 1945 et dès cette date elle appartenait à la Fédération de la Russie.³⁰⁴ Tous ces changements ont fait des effets sur la démographie de la Crimée. Selon le recensement de 1989 la population russe était au deux tiers de la population et à peu près la moitié des 26% d'Ukrainiens indiquait le russe comme la langue maternelle.³⁰⁵ En février 1991, avant la désintégration de l'Union soviétique la Crimée a obtenu le statut autonome au sein de la République socialiste soviétique d'Ukraine.³⁰⁶ L'octroi de ce statut par Kiev était un signe de libéralisation. Le retour à l'autonomie a ouvert la porte à l'acceptation de l'indépendance de l'Ukraine en Crimée. En décembre 1991 54% des votants en Crimée s'étaient prononcés en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Bien que ce taux fut le moindre parmi toutes les régions, la Crimée n'a pas objecté entièrement à l'indépendance de l'Ukraine. Néanmoins, après l'indépendance des tensions politiques entre Kiev, Simferopol et Moscou ont émergé concernant le futur de la région et de la population russe.

La question de Crimée entre l'Ukraine et la Russie a commencé même avant l'indépendance du premier. Pendant la période de désintégration de l'URSS la question de Crimée est entrée dans l'ordre du jour dans le Soviet suprême de la RSFS

³⁰³ *Ibid.* p. 421.

³⁰⁴ Kappeler, *Op.cit.*, p.199.

³⁰⁵ *Ibid.* p.199.

³⁰⁶ Susan Stewart, "Autonomy as a Mechanism for Conflict Regulation ? The Case of Crimea", *Nationalism & Ethnic Politics*, Vol.7, No.4, Winter 2001, pp.113-141.

de Russie pendant les discussions sur le Traité bilatérale entre la Russie et l'Ukraine en 1990, pourtant le Traité fût accepté sans grande contestation. Dans le Traité qu'elles avaient signé en novembre 1990, les républiques russes et ukrainiennes ont mutuellement reconnu leur intégrité territoriale.³⁰⁷ Pourtant ce traité n'a pas empêché la mise en question de la validité de l'acte de 1954 par la *Douma* juste après l'indépendance de l'Ukraine et surtout quand la question de la flotte de la Mer Noire a émergé en 1992.³⁰⁸ En contrepartie, *Verkhovna Rada* a protesté la résolution du parlement russe, en soulignant que cette revendication était contre aux plusieurs accords signés entre les deux parties, y inclus l'Accord de Minsk qui était l'accord fondateur de la CEI.³⁰⁹

Cependant, le conflit entre Kiev et Moscou a accru la tension en Crimée quand le parlement de Crimée a adopté la déclaration d'indépendance. Cette initiative est opposée par les mesures de la *Verkhovna Rada* qui a déclaré que le document du parlement de la Crimée n'était pas conforme à la constitution et a demandé de révoquer la décision. Cette demande était accomplie par le gouvernement de Crimée, pourtant les relations entre les deux parties étaient paralysées.³¹⁰ Il faut aussi mentionner du statut des Tatares de Crimée qui avaient commencé à revenir à la Crimée après la décision du comité d'Etat en 1990, mais qui ne pouvaient pas se représenter au parlement. Les Tatares s'opposaient la tentative d'indépendance et en même temps supportaient Kiev dans la question du statut de la Crimée.³¹¹ Néanmoins, ils s'occupaient plutôt de s'installer puisque le processus de leur retour continué et ce fait a donné lieu plusieurs fois à des heurts violents avec les représentants du pouvoir en Crimée.³¹²

En avril 1993, le gouvernement de Kravtchouk, afin d'apaiser le mouvement sécessionniste, a accepté le besoin de l'élargissement des droits de la Crimée en tant que république autonome au sein de l'Ukraine.³¹³ Pourtant le problème n'est pas résolu entièrement puisqu'en janvier 1994, pendant les premières élections

³⁰⁷ de Tinguy, *op.cit.*, p.27.

³⁰⁸ Solchanyk, *op.cit.* pp. 162-163

³⁰⁹ *Ibid.* p.163.

³¹⁰ Stewart, *op.cit.*, p.119.

³¹¹ *Ibid.*, p.119

³¹² En effet le retour des Tatares à la Crimée a diminué la densité russe dans la péninsule. Il est possible que les Tatares aient été perçu comme un contrepois à la domination russe par le gouvernement de Kiev.

³¹³ Kappeler, *op.cit.*, p.199.

présidentielles, Iouri Mechkov, qui était un politicien prorusse, a emporté la victoire. Le résultat de ces élections ont été perçus comme la continuation de la volonté sécessionniste en Crimée. Il faut aussi ajouter que la victoire des prorusses était un atout pour la Russie au cours des négociations avec l'Ukraine sur la flotte de la Mer Noire. A part cela, d'une part la Russie forçait l'Ukraine à faire des concessions pour permettre à la première d'instaurer des bases militaires, d'autre part elle visait à garantir le statut des communautés russes.

Avec l'arrivée au pouvoir d'un président et d'un parlement prorusse, en mai 1994, le parlement de la Crimée a mis en vigueur son propre constitution. Selon cette constitution la Crimée devenait en grande partie indépendante de l'Ukraine. Bien que Kravtchouk ait rejeté cette décision du parlement de la Crimée, il n'a pas pu prendre des mesures nécessaires afin d'empêcher la scission entre l'Ukraine et la péninsule. Pourtant, avec l'arrivée au pouvoir de Koutchma a changé la situation et le mouvement séparatiste a commencé à reculer. Koutchma a d'abord aboli l'institution présidentielle de la Crimée et ensuite a adopté des pressions économiques, politiques et militaires sur la péninsule. Dans ce contexte, la *Verkhovna Rada* a supporté les mesures du président ukrainien dans l'abolition de la constitution de la Crimée.³¹⁴ Cependant, des rivalités avaient émergé au sein du gouvernement de la Crimée, surtout entre le Président Mechkov et le parlement qui était aliéné par les choix politiques du premier.³¹⁵ Un autre facteur de l'échec du mouvement séparatiste était la perte d'intérêt de la Russie envers la Crimée puisqu'elle était occupée avec sa campagne militaire en Tchétchénie qui menaçait l'intégrité territoriale de la Fédération russe.³¹⁶ En même temps l'identité nationale et ethnique des russes était plutôt passive. Le sentiment séparatiste est entré dans une phase de déclin et la mobilisation de la population a diminué. Dernièrement, après la mise en vigueur de la constitution ukrainienne³¹⁷ les partis régionaux étaient forcés à s'enregistrer comme des branches des partis politiques ukrainiens ou à devenir aux partis politiques qui devaient avoir une base populaire dans le pays entière.³¹⁸

³¹⁴ Paul D'Anieri et al., *op.cit.*, p. 66.

³¹⁵ Stewart, *op.cit.*, p.121.

³¹⁶ Paul D'Anieri et al., *op.cit.*, p. 66.

³¹⁷ Bien que la constitution définisse l'Ukraine comme un Etat unitaire, elle reconnaissait l'autonomie de la Crimée. La péninsule est permise d'avoir son propre gouvernement, parlement et constitution. Stewart, *op.cit.*, p.123.

³¹⁸ Paul D'Anieri et al., *op.cit.*, p. 66.

Après l'abolition de la poste présidentielle et l'éloignement des séparatistes du pouvoir politique les politiciens pro-ukrainiens les ont remplacés. Après les élections de 1998, les représentatives du Parti communiste d'Ukraine a obtenu la majorité dans le parlement de Crimée et les sièges ont passé aux mains des partis politiques qui supportaient largement l'intégrité territoriale de l'Ukraine.³¹⁹ En octobre 1998 le parlement de la Crimée a adopté une nouvelle constitution qui était conforme à la constitution ukrainienne. En outre elle acceptait l'ukrainien comme la langue officielle dans le pays entière y inclus la Crimée.³²⁰ L'aspect le plus significatif de la constitution était l'autonomie budgétaire qui prévoyait l'utilisation des revenus collectés seulement dans la péninsule.³²¹ La nouvelle constitution de la Crimée est entrée en vigueur quand la *Verkhovna Rada* l'a ratifié le 23 décembre 1998. Deux jours plus tard la *Douma* a ratifié le Traité russo-ukrainien qui signifiait la reconnaissance de la Crimée comme une partie du territoire de l'Ukraine.³²²

En bref, la minorité russe en Ukraine a joué un rôle important dans les relations russo-ukrainien. Particulièrement la différence régionale au sein de l'Ukraine est généralement utilisée par la Russie comme un atout dans les moments de crises entre les deux pays. La question de la flotte de la Mer Noire ou le statut juridique de la Crimée sont des exemples pour l'approche russe. Pourtant, comme nous avons précisé, les mouvements séparatistes en Ukraine ont resté généralement faibles à cause de l'héritage des identités multiples de la période soviétique. Le séparatisme exige une identité ethnique et une affiliation à une patrie extérieure. Par contre, Dans l'exemple de l'URSS ce n'était pas le cas puisque la Russie n'était pas lancée comme une patrie des russes. Au contraire le régime soviétique avait lancé la politique de la formation d'une nation soviétique basée sur les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens.³²³ Ainsi, l'identité russe en Ukraine était puisque la plupart des russes se définissaient comme russe/ukrainien. Dans cette perspective leurs support politiques étaient généralement orientés vers l'union des slaves ou la résurrection de l'URSS, mais pas vers le séparatisme.³²⁴

³¹⁹ *Ibid.*, p.67.

³²⁰ *Ibid.*, p.67.

³²¹ *Ibid.*, p.67.

³²² *Ibid.*, p.67.

³²³ Taras Kuzio, "The National Factor in Ukraine's Quadruple Transition" *Contemporary Politics*, Volume 6, Number 2, 2000, p.149.

³²⁴ *Ibid.*, p.149.

B) La recherche d'un nouveau discours de politique étrangère : l'approche multi-vectorielle

L'indépendance de l'Ukraine et son apparition dans le système international était un nouveau commencement pour la nation ukrainienne. Au cours de l'histoire l'Ukraine était dépendant à la Russie à l'exception de quelques intervalles courts, et cette réalité nécessitait une définition exacte de la géopolitique de l'Ukraine, de ses intérêts et de son rôle dans le plan international pour rester indépendant.

Pourtant, cette définition pouvait seulement être faite dans la structure héritée de l'ancien régime. Les élites qui détenaient le pouvoir politique étaient des anciens communistes nommés par Moscou et ils avaient peu de moyens de déterminer les priorités de la politique étrangère.³²⁵ Malgré ce dilemme, pour assurer la survie du nouveau-né pays, sortir de la zone d'influence de la Russie, et s'approcher à une communauté de valeurs politiques et culturelles c'est-à-dire aux institutions occidentales, ils se sont définis comme un pays d'Europe centrale bien qu'il soit difficile de définir l'Ukraine comme un pays de cette région d'après les données historiques et culturels.³²⁶ Néanmoins, la réalité politique, économique et géographique de l'Ukraine nécessitait de ne pas couper les relations avec la Russie. Cette impasse de la politique étrangère a fait naître une politique multi dimensionnelle appelée *mnogo-vektorniy* en ukrainien ou la politique multi vectorielle qui visait à ne pas négliger les choix et les opportunités de politique étrangère. Dans cette partie, nous allons voir le développement des relations russo-ukrainien dans le cadre de la CEI, les essais de l'Ukraine à s'approcher aux institutions occidentales et la réaction de la Russie à ces essais.

a) Les Relations russo-ukrainiennes au sein de la CEI

Dès la désintégration de l'URSS, des pressions ont été exercées à l'Ukraine pour son adhésion à une confédération avec les membres originaux de l'Union soviétique, c'est-à-dire, la Russie, la Biélorussie. En contrepartie Kravtchouk a refusé cette

³²⁵ Büyükakıncı, *op.cit.*, p: 407

³²⁶ *Ibid.* p.407.

initiative en optant une communauté plus desserrée.³²⁷ En effet le but de la Russie était de former une organisation qui comprenait tous les Etats de l'ex- Union.³²⁸ A la place de cette confédération la Communauté des Etats Indépendants est fondé en décembre 1991, entre la Russie et les autres Etats postsoviétiques qui étaient en face des problèmes concrets comme le dénouement et la réorganisation des relations qui étaient le résultat de la fracture d'un Etat en quinze Etats.³²⁹ A part cela les relations entre la Russie et la Biélorussie ont été intensifiées surtout après l'élection de Loukachenko en Biélorussie à la poste présidentielle en 1994. Pourtant l'Ukraine a continué à s'abstenir de la formation d'une organisation slave entre les trois pays.

La friction entre la Russie et l'Ukraine dans le domaine de coopération régionale est causée par la différence de position et d'approche à l'espace postsoviétique. Pour l'Ukraine la nouvelle espace géopolitique devait être occupée par les Etats souverains et indépendants tandis que la Russie envisageait une forme d'union basée sur le tandem russo-ukrainien.³³⁰ En d'autre manière de dire la perception de l'Ukraine pour la CEI était une organisation qui trouverait des solutions aux problèmes des zones faibles et aux instabilités près des frontières de la Russie en faveur de la dernière.³³¹ De cette façon la CEI allait inévitablement être dominée par la perspective russe. En outre Kiev était au courant que l'adhésion à la CEI signifiait une relation intense dans les domaines économiques, politiques et militaires qui endommagerait la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine envers la Russie. En contrepartie pour la Russie l'existence de la CEI était vitale puisque premièrement elle pouvait ralentir la désintégration économique et sociale entre les liens des pays ex-soviétiques et deuxièmement légitimer la présence des troupes russes à travers la CEI.³³²

Pour la Russie, la coopération de l'Ukraine dans la CEI était cruciale dans le sens économique, politique et militaire, en contrepartie la participation limitée de la dernière aurait causé un effet de mal fonctionnement de la Communauté. Bien que

³²⁷ Roman Wolczuk, *Ukraine Foreign and Security Policy 1991-2000*, Routledge, London, 2003, p.52.

³²⁸ *Ibid.* p.52.

³²⁹ Edwin Bacon, Matthew Wyman, *Contemporary Russia*, Palgrave Macmillan, London, 2006, pp. 152-153. Parmi les pays ex-soviétiques les Etats baltes n'ont pas adhéré à l'Organisation.

³³⁰ Roman Wolczuk, *Ukraine Foreign and Security Policy 1991-2000*, *op.cit.*, p.54.

³³¹ *Ibid.* p.55.

³³² *Ibid.* p.55.

l'Ukraine fût involontaire d'adhérer à la CEI, à cause de son dépendance à la Russie, elle a participé aux accords de Minsk et d'Almaty, les textes fondateurs de la Communauté.

Dès la fondation de la CEI, bien qu'elle fût l'un des Etats fondateurs, l'Ukraine a mis des obstacles dans son évolution. La délégation ukrainienne s'est ouvertement opposée à la Communauté de se transformer en une entité étatique ou en une institution supranationale et elle a précisé qu'elle devait rester comme un forum pour les Etats indépendants.³³³ Après la signature du Traité de la CIS, la *Verkhovna Rada* l'a ratifié, pourtant la ratification était complétée avec des conditions et des exemptions afin de souligner la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine et d'empêcher une intégration des Etats au sein de la CEI dont la Russie aspirait.³³⁴ Les points les plus importants des conditions apportées par la *Verkhovna Rada* étaient la reconnaissance de l'intégrité territoriale et l'immutabilité des frontières existantes, le refus de la coordination des activités de politique étrangère et la rejection d'une force armée de la CEI. Comme on a précisé, la *Verkhovna Rada* s'est opposée à la formation d'une organisation supranationale.³³⁵ Cependant, la détérioration des relations entre les deux pays à cause de la question de la flotte de la Mer Noire et la Crimée, qui étaient contradictoires aux réserves que l'Ukraine avait précisées pendant la ratification du Traité de la CEI, a poussé Kravtchouk à menacer la Russie de quitter la Communauté.

En effet l'Ukraine avait la tendance de s'opposer à toutes les initiatives de la CEI qui pouvaient limiter son souveraineté et son indépendance. Au cours de la préparation de la Charte de la CEI, qui était un progrès important pour la Communauté, Kiev a objecté à l'ébauche de la Charte qui prévoyait la formation d'une espace commune économique, l'approbation des frontières communes externes de la CEI, (qui signifiait que les frontières entre les Etats membres de la CEI seraient les frontières internes administratives), la structuration d'une armée collective.³³⁶ Tous ces articles de la Charte de la CEI étaient critiqués par l'Ukraine et même par le 1^{er} ministre L. Koutchma qui était connu avec son attitude prorusse. En conséquence, pendant le sommet de Minsk qui a eu lieu en janvier 1993, à côté de l'Ukraine, plusieurs pays

³³³ *Ibid.* p.57.

³³⁴ *Ibid.* p.57.

³³⁵ *Ibid.* p.57.

³³⁶ *Ibid.* pp.57-58.

membres de la CEI n'ont pas signé la Charte, y inclus le Turkménistan, la Moldavie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui n'a même pas participé au sommet.³³⁷

Dans le même temps de l'élaboration de la Charte, la formation d'une assemblée interparlementaire était préparée au sein de la CEI. Etant effrayé de la création d'une institution supranationale, Kiev a proposé la formation d'une institution consultative. Néanmoins, malgré les objections des ukrainiens l'Assemblée interparlementaire a réalisé sa première session en septembre 1992.³³⁸ En effet, les dirigeants de l'Ukraine étaient inquiète de l'accroissance du niveau d'intégration politique de la CEI parce qu'ils pensaient que la Communauté pouvait empêcher l'intégration avec les institutions européennes. Dans cette perspective, L. Koutchma, connue comme un politicien prorusse, a exprimé en 1996, pendant son parole dans l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qu'il voyait la CEI comme un mécanisme qui conduirait les problèmes associés avec l'effondrement de l'URSS à la résolution pacifique et démocratique et qu'avec l'initiative de l'Ukraine la CEI n'était pas transformé en une organisation supranationale.³³⁹ Cette rhétorique mettait en évidence premièrement la volonté de l'Ukraine de rester indépendant de la Russie et deuxièmement la décision de développer des relations avec les institutions occidentales pour contrebalancer la dernière.

La position de l'Ukraine envers la CEI dans le domaine militaire était certainement la même que le domaine politique. En effet, les sources de tension militaires entre la Russie et l'Ukraine ont continué entre eux au sein de la CEI. D'ailleurs le gouvernement de Kravtchouk guidait une politique de désintégration graduelle de l'Ukraine de la sphère militaire des républiques ex-soviétiques.³⁴⁰ Dans cette

³³⁷ *Ibid.* p. 58.

³³⁸ En apparence l'Assemblée était désignée pour coordonner le processus de coordination entre les Etats membres, développer les propositions pour les activités des parlements nationaux et harmoniser les différentes législatures nationales. Pourtant l'Ukraine était suspicieuse de la transformation de l'Assemblée en une superstructure politique. En effet l'acceptation de la Convention de l'Assemblée interparlementaire en mai 1995 a permis à l'Assemblée d'établir et de signer des traités au nom des Etats membres. Ce pouvoir l'a donné un pouvoir interétatique. *Ibid.* p. 58. Pourtant il faut préciser que selon les réserves que la *Verkhovna Rada* avait mises au Traité de la CEI, l'Ukraine la participation aux structures de la Communauté devait être en cohésion avec la Déclaration d'Indépendance et les autres lois appropriées. Alexandrova, *op.cit.*, p.44.

³³⁹ Wolczuk, *Ukraine Foreign and Security Policy 1991-2000*, *op.cit.* p.59.

³⁴⁰ *Ibid.* p. 60. La politique de désintégration de la sphère militaire des républiques ex-soviétiques était précisée dans la Déclaration de la Souveraineté de l'Ukraine. Les buts essentiels de cette politique étaient la neutralité et le désarmement nucléaire. Alexandrova, *op.cit.*, p.33. En effet, avec ces deux principes l'Ukraine voulait souligner sa volonté de former une politique étrangère autonome et de s'approcher à l'Occident.

perspective, pendant l'une des réunions des Ministres de Défense au sein de CEI, l'Ukraine avec le support de l'Azerbaïdjan a refusé la création des structures de défense commune dans la Communauté.³⁴¹ Le fossé entre les deux Etats est devenu plus évidente quand Kravtchouk a refusé de participer au sommet de Tachkent de la CEI en mai 1992, au cours duquel la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont signé le Traité de Sécurité collective.³⁴² L'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et la Biélorussie ont refusé de signer le Traité, et la Géorgie n'était pas un membre de la Communauté pendant ce temps-là.³⁴³ A l'exception de la Biélorussie, avec la participation de la Géorgie, ce groupe allait fonder l'institution sous régionale GUAM que l'on va examiner dans la troisième partie.

La détérioration des relations entre l'Ukraine et la Russie a accru la tension des relations au sein de la CEI. L'enlèvement de la flotte de la Mer Noire de la juridiction de la CEI dans le sommet de Yalta, le délai du transport des armes nucléaires à la Russie et la question de la défense aérienne conjointe³⁴⁴ étaient les problèmes discutés entre les deux parties. En résumé, la friction entre la Russie et l'Ukraine dans le domaine militaire a affecté la stabilité de la CEI. Le fait que la Communauté a échoué à fonctionner effectivement comme une alliance militaire a diminué la crédibilité de l'institution. Le manque de crédibilité s'est relevé quand l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan ont refusé de signer un protocole afin de prolonger le Traité de Tachkent en avril 1999.³⁴⁵ Ce fait a été suivi par l'annonce de la formation de l'organisation sous régionale GUAM, que l'on va examiner dans la 3^{ème} partie, par les pays non-signataires, c'est-à-dire la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. La formation de GUAM était le reflet de la diminution

³⁴¹ Wolczuk, *Ukraine Foreign and Security Policy 1991-2000*, op.cit. p.60.

³⁴² Selon le Traité une attaque faite contre l'un des membres sera considérée faite contre tous les membres qui les obligeraient à réagir et faire des aides dans le sens militaire.

³⁴³ Pourtant la Biélorussie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se sont joints aux signataires en 1993.

³⁴⁴ La défense aérienne conjointe était un facteur très important pour la Russie puisqu'après l'effondrement de l'URSS la Russie est restée sans défense contre les attaques missiles. Parmi les huit systèmes d'avertissements, seulement trois étaient dans les territoires de la Fédération russe et ce fait obligeait la dernière de s'allier avec l'Ukraine dans ce domaine tandis que l'Ukraine n'a pas signé le Traité de Tachkent. Etant donné les circonstances, la Russie a encore une fois joué la carte énergétique en proposant à l'Ukraine le fournissement de gaz à l'échange de participer au système commun de la défense aérienne. Enfin les deux parties ont signé un accord sur ce sujet en février 1995 qui a aussi causé la mise en question le statut d'impartialité de l'Ukraine qui était précisé dans la Déclaration de Souveraineté. Wolczuk, *Ukraine Foreign and Security Policy 1991-2000*, op.cit., p. 61.

³⁴⁵ *Ibid.* p. 61.

de l'influence de la Russie dans son étranger proche et le glissement de ces Etats vers les institutions occidentales.

Il est certain que l'Ukraine, a contribué au dénouement du Traité de Tachkent en adoptant une position oppositionnelle envers la Russie qui était attrayante pour les membres de la CEI qui n'étaient pas contents de la domination russe. De cette façon, d'une part elle a accru son importance dans le plan international, d'autre part elle est devenue le leader de ce mouvement.³⁴⁶ Nous voyons que sans l'Ukraine l'intégration militaire au sein de la CEI était insensée, et toujours sans l'Ukraine la formation de GUAM était inconcevable.

Quant aux relations économiques au sein de la CEI, l'Ukraine a dû guider une politique plus modérée que les domaines politiques et militaires. La cause essentielle de cette modération était la dépendance de l'Ukraine aux sources énergétiques de la Russie et aussi le besoin de commerce extérieur au cours de sa transition économique. Dans cette perspective, bien que l'Ukraine n'ait participé ni à la réalisation d'un espace économique commun après l'effondrement de l'URSS,³⁴⁷ ni à la création de l'Union économique en septembre 1993, elle guidait une politique de maintenir des relations bilatérales avec les autres Etats indépendants en évitant un système économique dominé par la Russie.³⁴⁸ Quand la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont signé l'Accord pour l'approfondissement de l'intégration économique l'attitude de l'Ukraine était toujours la même puisqu'elle pensait que toutes ces initiatives visaient à former une institution supranationale et l'intégration politique était l'objectif couvert.

Pourtant il faut préciser que l'Ukraine n'était pas contre à une Communauté économique qui n'avait pas un agenda politique ou militaire. En d'autre manière de dire l'Ukraine voulait transformer la CEI en un mécanisme pour la coopération

³⁴⁶ *Ibid.* p. 61.

³⁴⁷ Cette espace économique commun était créé par huit Etats membres de l'ex-Union soviétique, pourtant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, c'est à dire les futures membres de GUAM n'ont pas participé à cette initiative.

³⁴⁸ L'Accord de l'Union économique prévoyait la création d'une association de libre-échange, une union douanière qui permettait l'importation des sources énergétiques hors taxe et un marché commun. L'Ukraine a seulement joint à l'Union comme un membre associé qui était un statut indéfini. *Ibid.* pp. 62-63.

économique.³⁴⁹ La cause essentielle de cette volonté était la nécessité de diversifier ses liens économiques en dehors de la Russie qui dominait le marché ukrainien surtout à cause de la dépendance énergétique.³⁵⁰

En conclusion, les relations entre l'Ukraine et la Russie au sein de la CEI étaient sans doute sous l'influence des relations bilatérales. L'Ukraine, méfiant des politiques de la Russie envers l'espace ex-soviétique, a empêché à peu près toutes les initiatives prises dans la CEI, surtout dans les domaines politiques et militaires et a instigué à la formation de GUAM, qui était une alternative formée par quatre pays membres de la CEI mais qui n'étaient pas contents des politiques russes.

b) La politique multi-vectorielle et la recherche d'un espace sans Russie

Dès son indépendance, l'Ukraine a mené une politique étrangère pour s'échapper du destin de la dépendance à la Russie. Pourtant, cette politique nécessitait une diversification des relations avec les pays de la région, les pays de l'Europe et les institutions occidentales. D'ailleurs, comme il est précisé ci-dessus, à la suite de la déclaration de la souveraineté, les objectifs de politique étrangère à long terme étaient une intégration complète aux institutions européennes. Dans cette perspective, les élites politiques ukrainiennes, en considérant les intérêts nationaux, la position géopolitique et les valeurs de la société ont développé la politique multi vectorielle qui se lève sur quatre piliers.³⁵¹

Le premier pilier est celui du vecteur occidental qui prévoit une évaluation des relations avec les pays de l'Europe et les institutions occidentales dans le contexte

³⁴⁹ *Ibid.* p. 62.

³⁵⁰ La place de la Russie dans le volume de commerce de l'Ukraine est six fois plus grande que l'Allemagne qui est la deuxième partenaire de commerce. En outre, la Russie étant le plus grand fournisseur de source énergétique de l'Ukraine, dont sa part est à peu près 37% de l'importation ukrainienne, subviennent 90% du pétrole et 60% du gaz que le pays a besoin. Pourtant, d'une part la diversification des partenaires commerciales, d'autre part les tensions politiques entre les deux pays, surtout les menaces de la Russie de couper le courant de gaz, ont diminué le volume de commerce entre les deux pays à peu près un tiers. Afin de diminuer son dépendance au gaz russe, l'Ukraine a commencé des négociations avec le Turkménistan en 1999 mais n'a pas obtenu un grand résultat. La contribution du Turkménistan à l'importation ukrainienne est sept fois moins que celle de la Russie. Büyükkakıncı, *Ibid.* pp.432-434. ; URL: <http://www.deik.org.tr>
URL: http://www.deik.org.tr/Lists/Bulten/Attachments/123/ukrayna-bulten-ocak2007_TR.pdf Pages consultées le 26 février 2010

³⁵¹ Büyükkakıncı, *op.cit.*, p.407.

stratégique qui contient le but d'adhésion.³⁵² Dans cette perspective les relations avec les pays de l'Europe centrale ont un rôle important.³⁵³

Le deuxième pilier est l'approche centriste qui croit à l'impossibilité d'une intégration avec l'Occident. Cette approche développée contre le mouvement de *Roukh* et les nationalistes démocrates et qui peut être considéré comme le courant principal du pays, exprime l'indispensabilité de la Russie pour la sécurité de l'Ukraine et la nécessité de développer des relations spéciales avec elle.³⁵⁴

Le troisième pilier comprend la coopération avec les pays de la CEI à l'exception de la Russie. Cette politique doit être considérée comme un nouvel essor pour la politique étrangère de l'Ukraine après la pratique des deux approches de politique extérieure. Dans ce cadre il s'agit de développer des coopérations spéciales dans des plateformes que la Russie ne participe pas.³⁵⁵ Cette perspective est concrétisée par la fondation de GUAM, le groupement des pays qui ont des problèmes avec la politique extérieure de la Russie, c'est pourquoi elle peut être comprise comme une réaction aux efforts de Moscou qui voulait transformer la CEI en une organisation supranationale.

La dernière approche, appelé l'expansion envers le Sud-est, prévoit des plateformes de coopération dans la région de la Mer Noire et le développement des relations avec la Turquie, les pays régionaux et les pays du Moyen orient. Le but de l'Ukraine était diversifier sa politique étrangère par l'intermédiaire de ses avantages géographiques et trouver des alternatives pour ses relations économiques.³⁵⁶

³⁵² *Ibid.* pp.407-408.

³⁵³ Dans ce contexte les relations avec la Pologne ont une grande importance. Historiquement, les relations entre les deux pays étaient troublées, pourtant après l'indépendance de l'Ukraine elles ont commencé à chercher des formules pour construire une relation stratégique. Pour l'Ukraine des liens solides avec la Pologne pourrait empêcher une isolation politique causée par la Russie. En plus ce type de relation pouvait contribuer aux relations de l'Ukraine avec la Communauté européenne. En contrepartie la Pologne, d'abord avec sa candidature à l'OTAN, puis à l'UE pouvait accroître son influence dans la région. Dans cette perspective les deux pays ont signé en 1992 le Traité de Bon Voisinage et des Relations Amicales et de Coopération. Roman Wolczuk, "Polish-Ukrainian Relations: A Strategic Relationship Conditioned by Externalities", *Defense Studies*, Vol.2, Issue.2, 2002, pp.143-150.

³⁵⁴ Büyükkıncı, *Op.cit.* pp. 408.

³⁵⁵ *Ibid.* p. 408.

³⁵⁶ *Ibid.* p. 408.

Toutes ces approches de politique étrangère ont été appliquées par les deux premiers présidents de l'Ukraine. Le gouvernement de Kravtchouk a d'une part rendu possible un consensus sur la distanciation de la Russie et de l'autre part s'est tourné vers l'Ouest afin de promouvoir une politique de sécurité pro-occidentale. Cependant il s'est approché à la CEI comme un forum pour la « divorce civilisée » avec la Russie et comme une entité par laquelle la transformation économique pouvait être mitigée.³⁵⁷ Dans ce contexte le gouvernement de Kravtchouk a limité l'engagement de l'Ukraine avec le statut de membre associé dans l'Union économique, a rejeté l'adhésion à l'Assemblée interparlementaire et au Traité de Sécurité collective. L'Ukraine a aussi refusé de ratifier la Charte de la CEI ainsi elle n'ait pas été le membre mais *de jure* un participant de la Communauté.

Bien qu'il fut connu comme un prorusse, le gouvernement de Koutchma comme celui de Kravtchouk, a continué à suivre la politique de refuser l'intégration militaire et politique ou la création des institutions multilatérales au sein de la CEI tandis qu'il a préféré utiliser la Communauté comme un forum afin de développer des relations bilatérales économiques. Pourtant Koutchma, différent de Kravtchouk a guidé une politique plus pragmatique envers la Russie en cherchant l'indépendance coopérative à la place de l'intégration coopérative.³⁵⁸ D'une part il a poursuivi une politique de normalisation des relations avec la Russie sans la mécontenter, d'autre part s'est tourné vers l'Europe afin d'obtenir le support financière et politique pour la transition économique et la formation d'Etat. Dans cette perspective, l'assistance économique des institutions occidentales est devenue le facteur important pour le support du programme de réforme domestique.

Une autre particularité du gouvernement de Koutchma dans la politique étrangère était la recherche des coopérations interétatiques et régionales. Dans ce contexte l'Ukraine a utilisé le mécontentement au sein de la CEI émergé à cause des politiques de domination de la Russie, et a attiré le bloc de GUAM. Un autre exemple à la recherche de coopération régionale, est l'OCEMN, supporté par Kravtchouk et par Koutchma, qui signifiait le développement des relations avec des pays au-delà de l'Europe de l'Est.

³⁵⁷ Taras Kuzio, "Belarus and Ukraine: Democracy Building in a Grey Security Zone" *Democratic Consolidation in Eastern Europe Volume 2: International and Transnational Factors*, juin 2001, p.470.

³⁵⁸ *Ibid.*, p.472.

Toutefois, malgré les réformes politiques et économiques réalisées dans le pays et la recherche de diversification de la politique étrangère, l'Ukraine n'a pas pu consolider sa démocratie. Les débris de l'ancien régime comme la corruption, le manque de la société civile et le pluralisme extrême étaient les signes de l'instabilité du régime. A part cela les différences régionales et l'autoritarisme augmenté du président Koutchma pendant son deuxième mandat a accru le mécontentement du peuple qui a provoqué le mouvement populaire de « la Révolution orange ». A la fin de ce mouvement le nouveau gouvernement a quitté la politique pragmatique de Koutchma et a orienté le pays vers les institutions occidentales.

TROISIEME PARTIE – LE ROLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LA RECHERCHE DE COOPERATION INTERNATIONALE

Après avoir examiné les facteurs qui ont influencé la formation de la politique étrangère en Géorgie et en Ukraine et la place de la Russie dans le processus de cette formation, nous pouvons passer à la recherche de coopération de ces deux pays au niveau régional et global. Dans ce contexte, il faut d'abord analyser les deux organisations de coopération régionale, l'Organisation de la Coopération de la Mer Noire (L'OCEMN) et GUAM, et leurs importances pour la Géorgie et l'Ukraine, ensuite évaluer les relations des deux pays avec les organisations globales comme l'UE et l'OTAN qui se sont développées malgré l'opposition de la Russie.

Chapitre I – Les organisations internationales régionales

Dans un monde interdépendant, la régionalisation est un instrument de sécurité et de stabilité globale et régionale. Les groupements régionaux, avec leurs mesures de confiance localisées, peuvent contribuer à la stabilité géopolitique en soutenant l'action collaborative contre les problèmes contemporains comme le crime organisé, le terrorisme, le trafic illicite de drogue et d'arme qui menacent la sécurité régionale et ainsi la sécurité et la stabilité globale.³⁵⁹ On peut aussi argumenter que la régionalisation peut contrebalancer l'arrangement des questions séparatrices en créant un réseau multilatéral, transfrontière et coopérative.³⁶⁰ En outre, en s'occupant des problèmes de sécurité non-militaire dans des domaines politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels, les organisations régionales construisent des intérêts et même une identité commune.³⁶¹ L'existence des groupements régionaux

³⁵⁹ Mustafa Aydın, "Europe's New Region: The Black Sea in the Wider Europe Neighbourhood", *Southeast European and Black Sea Studies*, Vol. 5, No. 2, May 2005, p.257

³⁶⁰ Ercan Özer, "The Black Sea Economic Cooperation and Regional Security", *Perceptions: Journal of International Affairs*, vol. 2, p. 78

³⁶¹ Aydın, *op.cit.*, p. 266.

induit leurs membres de développer des attitudes non-coercitifs et réduit la tendance de recourir des actions non-pacifique afin de poursuivre des intérêts nationaux.³⁶² Dans les forums organisés par le regroupement, les acteurs étatiques ou non-étatiques peuvent interagir sur divers questions, contribuer au développement de la sécurité régional, créer des mesures de confiances localisées dans la région. En bref, les pays régionaux peuvent accroître la sécurité en favorisant le dialogue, les liaisons personnels et la compréhension mutuelle.³⁶³ Les organisations régionales peuvent aussi jouer un rôle complémentaire en préparant ses membres à avoir une économie et des fondements sociaux plus forts afin de les intégrer et de les faire adopter certains normes et standards pour l'accèsion à une organisation plus large comme par exemple à l'UE.³⁶⁴

Dans ce contexte, au cours de la dernière décennie du 20^{ème} siècle, avec le reculement de l'atmosphère suspicieux et méfiant de la guerre froide, les Etats ont pu avancer vers la direction de coopération. Ils ont pu se rassembler et décider comment ils pouvaient mettre au service d'une manière efficace leurs atouts comme leurs histoires communes, leurs liens culturels, ses marchés internes et ses économies nationales pour le bénéfice mutuel et pour la prospérité.³⁶⁵ Dans cette section nous allons examiner les deux majeures initiatives de coopération régionale que la Géorgie et l'Ukraine ont participé volontairement, L'OCEMN et GUAM, et leurs contributions à ces deux pays dans leurs recherches de coopération internationale pour diminuer la pression de la Russie dans leurs processus de la formation de la politique étrangère.

Section 1 - Organisation de Coopération économique de la Mer Noire

La fin de la Guerre froide a crée des exigences pour le changement du climat politique et économique dans la région de la mer Noire. Le vrai percé a eu lieu en

362 Özer, *op.cit.*, p. 79.

363 Aydın, *op.cit.*, p. 266.

364 Özer, *op.cit.*, pp. 80. Dans ce contexte, depuis la fin de la Guerre froide, l'UE a fortement encouragé ses voisins de développer des coopérations régionales ; ainsi divers organisations de la mer Baltique et de la mer de Barents se sont réorganisées sous la Dimension septentrionale, les pays de la Méditerranées se sont rassemblés autour du Processus de Barcelone et les pays des Balkans se sont liés avec le pacte de stabilité de l'Europe du Sud-est. Aydın, *op.cit.*, p. 267.

365 Ivana Klympush-Tsintsadze, "Cooperative Efforts in the Black Sea Region", dans Oleksandr Pavliuk et al, *The Black Sea Region, Cooperation and Security Building*, London, M.E Sharp, 2003, p. 27.

1992, quand le concept de coopération économique de la Mer Noire, avec l'initiative de la Turquie, a été évolué vers un projet commun de onze pays.³⁶⁶ Ces pays ont lancé l'initiative de la Zone de Coopération économique de la Mer Noire (ZCEMN) et ses chefs d'Etats ou ses premiers ministres ont signé la Déclaration du Sommet de Bosphore qui énonçait leurs bonnes volontés de coopérer d'une manière plus proche avec les uns les autres.³⁶⁷ La déclaration a résumé les buts communs des pays de la Mer Noire en notant qu'ils partageaient l'objectif commun d'accomplissement du développement et de la diversification de la coopération bilatérale et multilatérale, de la favorisation de leurs progrès économiques, technologiques et sociaux pour l'encouragement de libre entreprise.³⁶⁸ A part de ces objectifs il faut préciser que l'objectif essentiel était l'intégration des pays adhérents à l'économie mondiale et la transformation de la région à un espace de paix, de sécurité et de stabilité.³⁶⁹ Ce dernier objectif devait être accompli en accroissant la coopération économique, les relations intergouvernementales et l'interaction avec les systèmes internationaux et régionaux. La Déclaration de Bosphore a accentué la nécessité du règlement pacifique des conflits et a suggéré que l'association entre les pays de l'ZCEMN contribuerait à la future architecture de l'Europe et faciliterait le processus de l'intégration européenne.³⁷⁰

Dès sa fondation, l'ZCEMN est devenu en un forum unique pour la continuation de la dialogue et pour la communication informelle entre les Etats qui ont des conflits (comme par exemple le cas de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan), qui n'ont pas des relations diplomatiques (le cas de la Turquie et de l'Arménie), qui ont des questions non résolues depuis longtemps (le cas de la Turquie et de la Grèce) ou qui ont des

366 Parmi ces pays, six Etats sont littorales à la mer Noire (la Bulgarie, la Géorgie, la Roumanie, la Russie, la Turquie et l'Ukraine), tandis que cinq Etats sont voisins à la région (l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Grèce et la Moldavie). En 2004 la communauté d'Etats de Serbie-et-Monténégro est devenue membre de l'organisation tandis qu'après l'indépendance du Monténégro de la Serbie en 2006 le premier n'a pas pu adhérer à l'organisation à cause du blocage de la Grèce afin de riposter le veto de la Turquie à l'application du Gouvernement de la partie grecque chypriote.

“Montenegro Denied BSEC Membership Because of Turkish-Greek Rift” URL : <http://www.todayszaman.com/tz-web/detaylar.do?load=detay&link=37983> Page consultée le 26 février 2010.

De plus l'Autriche, le Belarus, la Croatie, la République Tchèque, l'Egypte, la France, l'Allemagne, Israël, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie, la Tunisie, les Etats-Unis sont les Etats observatoires.

367 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 28.

368 “Summit Declaration on Black sea Economic Cooperation”

URL : <http://www.bsec-organization.org/documents/declaration/summit/Reports/Istanbul1992.pdf> Page consultée le 26 février 2010.

369 *Ibid.*

370 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 28.

difficultés d'arranger les questions bilatérales sur divers sujets (les cas de la Russie avec la Géorgie et avec l'Ukraine).³⁷¹ En bref sous le parapluie de l'OCEMN il y a trois objectifs en corrélations qui se renforcent mutuellement : réaliser la coopération que des conflits, supporter la régionalisation à côté de la globalisation et éviter des nouvelles clivages au sein de l'Europe.

Le 5 Juin 1998 les chefs d'Etats et les premiers ministres des pays membres de l'organisation ont signé la Charte de l'Organisation de la Coopération économique de la Mer Noire (l'OCEMN), ainsi le programme de coopération qui existait depuis 1992 a été institutionnalisé. Cette transformation de l'OCEMN en une organisation économique internationale avec un statut légal et des fonctions bien définies a fait commencer une nouvelle phase pour le développement de la région de la Mer Noire. En effet, à part de la nécessité de prendre les décisions en consensus, tenir en compte les différenciations entre les Etats de l'organisation a rendu la création de la Charte très difficile, pourtant cette accomplissement a démontré la volonté de coopérer des Etats membres de l'organisation.³⁷² Pendant les premières années de son existence, l'OCEMN s'est canalisé à se faire reconnaître comme une organisation internationale et à enraciner du respect parmi ses propres membres.

L'OCEMN a généralement préféré une approche de coopération plutôt économique. Le document « l'Agenda Economique de l'OCEMN pour le future » de mars 2001 a énuméré plusieurs secteurs pour la coopération future et a souligné la priorité des projets conjoints qui assurerait des profits et qui encouragerait des réformes internes pour l'intégration des économies nationales de la région.³⁷³ Ces objectives étaient cohérentes avec la Charte de l'OCEMN qui prévoyait la priorité de l'Organisation dans le commerce, le développement économique, les opérations bancaires, les communications, l'énergie, le transport, l'agriculture et l'agro-industrie, les services de santé, la protection environnementale, le tourisme, la science et la technologie, la collaboration entre les douanes et les autres autorités frontalières, le combat contre la

371 *Ibid.* p. 28.

372 *Ibid.* p. 28.

373 "BSEC Economic Agenda for the Future: Towards a More Consolidated, Effective and Viable BSEC Partnership", International Center for Black Sea Studies (ICBSS), Mars 2001

crime organisée y inclus le trafic illicite des drogues, des armes et des matériels radioactives, et tous les actions de terrorisme et de migration illégale.³⁷⁴

A part cela, dès sa création l'OCEMN a visé à établir la paix et la sécurité dans la région. Toutefois, elle ne s'est pas dirigé directement vers cette objective et n'a pas développé des politiques précises à cause de son préférence explicite de ne pas troubler la coopération économique avec des questions politiques et sécuritaires.³⁷⁵ Toutefois la Déclaration de Bosphore avait précisé que la promotion de la coopération économique entre les pays de la Mer Noire était considérée comme une contribution à la paix et à la sécurité régionale.³⁷⁶

Pourtant il faut ajouter que les pays membres de l'OCEMN se sont rendu compte que sans une dimension sécuritaire, l'Organisation ne pouvait pas faire des progrès.³⁷⁷ Cette réalité a poussé les pays de la région de « considérer les méthodes et les moyens de développer et de fortifier la sécurité et la stabilité dans la région » comme il est indiqué dans la réunion décennal du sommet d'Istanbul.³⁷⁸ Ainsi la coopération de sécurité au sein de l'OCEMN est entrée à l'agenda. De l'autre côté, l'intention de créer une zone de libre-échange parmi les Etats membres de l'OCEMN a mis à l'épreuve des difficultés de pratique à cause de la nécessité de tenir en compte les engagements existants envers d'autres organisations comme l'UE.³⁷⁹ Néanmoins, à la fin du sommet de ministres d'économie et des affaires étrangères qui a eu lieu en février 1997 « la Déclaration de l'intention pour l'établissement de la zone de libre-échange » de l'OCEMN était proclamé. Selon la Déclaration, la zone de libre-échange serait une partie de l'architecture de l'Europe et tiendrait en compte les liens entre les membres de l'OCEMN et l'UE, les accords européens, les provisions appropriés des accords de Partenariat pour la Paix et d'autres organisations et

374 La Charte de l'Organisation de Coopération économique de la mer Noire, URL : <http://www.bsec-organization.org/documents/LegalDocuments/statutory/charter/Download/CHARTER%20web%20080630.pdf> Page consultée le 26 février 2010.

375 Aydın, *op.cit.*, p. 268.

376 URL : <http://www.bsec-organization.org/documents/declaration/summit/Reports/Istanbul1992.pdf>

377 Aydın, *op.cit.*, p. 268.

378 La déclaration décennale du sommet d' Istanbul, 25 Juin 2002,

URL: <http://www.bsec-organization.org/documents/declaration/summit/Reports/Istanbul2002.pdf> Page consultée le 26 février 2010.

379 Aydın, *op.cit.*, p. 268.

arrangements internationales.³⁸⁰ En contrepartie, la Commission de l'UE a exprimé sa bonne volonté d'agir comme un partenaire de la zone de libre-échange mais elle a aussi précisé que le nouveau régime devait prendre place graduellement et les pays de l'OCEMN devait être admis à l'Organisation Mondiale de Commerce (l'OMC) avant la création de la zone de libre-échange.³⁸¹ A cause des différents statuts des membres de l'OCEMN en ce qui concerne l'adhésion à l'UE et à l'OMC et leurs obligations de commerce envers les troisièmes parties, les participants ont suggéré de concentrer sur la facilitation que la libéralisation du commerce.

Bien qu'elle soit une organisation intergouvernementale, l'OCEMN a parallèlement développé des institutions représentatives (l'Assemblée interparlementaire formé en 1993 et le Secrétariat permanent, dont son centre est à Istanbul, établi en 1994)³⁸² et des réseaux non-gouvernementaux (Le Conseil d'Entreprise formé en 1992, la Banque Commerciale et de Développement de la Mer Noire est implémenté en 1998 et est devenu opérative en 1999 dont son centre est à Athènes, le Réseau des Universités de la Mer Noire, le Centre International des Etudes de la Mer Noire, le Centre de Statistique)³⁸³ au tour de la Mer Noire.

L'OCEMN a aussi les corps intergouvernementaux spécialement adoptés des institutions de l'UE. Les sommets des chefs d'Etats sont généralement organisés irrégulièrement, pourtant ces réunions étaient des occasions pour décider la direction stratégique de l'Organisation au plus haut niveau. Toutefois le corps qui prend régulièrement les décisions est le Conseil des Ministres des Affaires étrangères qui se réunit deux fois par année en avril et en octobre et il est présidé par le Ministre des

380 URL: <http://www.bsec-organization.org/aoc/TradeEconomic/Pages/Information.aspx> Page consultée le 26 février 2010.

381 *Ibid.*

382 L'Assemblée se réunit deux fois par an et elle a trois comités : Le comité des relations économiques, commerciales, technologiques et environnementales ; le comité des relations politiques et légales ; le comité des relations éducatives, culturelles et sociales. Le secrétariat qui se trouve à Istanbul a pour objective d'harmoniser la législation qui nécessite l'implémentation des projets de l'OCEMN dans les initiatives afin de promouvoir la coopération sous-national. Dans ce contexte l'Association des Capitaux de la mer Noire est fondé sous l'initiative de l'Assemblée parlementaire de l'OCEMN afin de développer la coopération et les échanges entre les Capitaux et de fortifier les structures pluralistes et démocratiques des pays de la région. Aydın, *op.cit.*, p. 269.

383 Le Conseil d'Entreprise contient les représentatives des conseils d'entreprise de tous les pays membres de l'OCEMN. Son objectif est de contribuer à l'intégration de la mer Noire à l'économie mondiale. Il est dirigé par un conseil des directeurs et il a le statut observatoire au sein de l'OCEMN. La Banque Commerciale de Développement de la mer Noire est établie comme une institution autonome qui représente la composante financière de l'Organisation et joue un rôle important dans la réalisation des projets de coopération. *Ibid.*, p. 269.

Affaires étrangères du pays qui tient le post présidentiel pour six mois précisé par la rotation. Pour assurer la continuité au sein de l'OCEMN, le système de Troïka, la participation du président antérieur et du président postérieur à côté du président présent, est introduit en 1995. D'ailleurs le Secrétariat International Permanent qui est établi à Istanbul coordonne les activités de l'OCEMN sous la guidance du Président du Conseil des Ministres.

Etant donné les circonstances, l'OCEMN est devenue en une organisation qui contribue à la régionalisation de la Mer Noire, surtout après son institutionnalisation réalisé après la signature de la Charte en 1998. En outre elle joue le rôle de forum pour la communication informelle entre les Etats qui ont des conflits.

Section 2 – GUAM : les recherches de partenariat régional

Après avoir examiné l'OCEMN et son importance pour la régionalisation de la Mer Noire nous pouvons se concentrer sur GUAM qui présente l'un des exemples le plus intéressant de collaboration étant un réseau de coopération qui transcende les limites naturelles géographiques. GUAM est une organisation de coopération formé de quatre pays ex-soviétiques ; la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie (GUAM), qui sont non seulement dispersés géographiquement au tour de la Mer Noire, mais aussi différents historiquement, culturellement et elles se varient de leurs transformations postcommuniste.³⁸⁴ Bien que l'émergence de la plupart des organisations régionales soit généralement socio-économique ou environnementale, GUAM est formé comme une initiative politique internationale qui s'est intéressé directement aux questions politiques et sécuritaires. En conséquence il n'est pas étonnant que cet effort de coopération a attiré l'attention internationale et que le groupe est devenu en une organisation visible.³⁸⁵

Le 10 octobre 1997, au cours du sommet de Conseil de l'Europe à Strasbourg, les présidents de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de l'Ukraine et de la Moldavie ont lancé le communiqué qui marquait la fondation de l'initiative de GUAM qui était une organisation internationale de coopération à caractéristique régionale, regroupant ces

384 Oleksandr Pavliuk, "GUUAM: The Maturing of a Political Grouping into Economic Cooperation" dans R. Dwan and O. Pavliuk, et al, *Building Security in the New States of Eurasia*, New York, M.E Sharp, 2000, pp. 33-55.

385 *Ibid*, p.33.

quatre États de l'ex-Union soviétique.³⁸⁶ Le groupe est originairement formé pour développer des approches communes envers la modification du Traité sur les Forces conventionnelles en Europe.³⁸⁷ La Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, qui en effet vivaient tous des tensions bilatérales avec la Russie et qui percevaient cette modification comme une contradiction à leurs intérêts, ont exprimé leurs réserves et ont commencé à coordonner leurs positions au cours de la négociation du Traité. Enfin ils ont accepté le nouvel accord à la dernière minute, à cause de la pression occidentale.³⁸⁸

Pourtant, après cette initiative, la coopération entre ces pays a augmenté de telle façon qu'ils ont commencé de consulter les uns les autres et de présenter leurs positions dans les forums internationales comme l'OSCE, l'ONU ou le Conseil de l'Europe.³⁸⁹ Le 10 octobre 1997, pendant le sommet du Conseil de l'Europe qui a eu lieu à Strasbourg, les présidents de quatre Etats ont publié un communiqué commun précisant le commencement officiel de GUAM.³⁹⁰ Le 24 avril 1999 à Washington, Ouzbékistan s'est joint au groupe, ainsi le nom est transformé en GUUAM. La coopération est formalisée avec le mémorandum de GUUAM déclaré pendant le sommet de l'ONU en septembre 2000.³⁹¹ Dans cette déclaration les présidents ont particulièrement noté que la coopération dans le cadre de GUUAM n'est pas dirigée contre un troisième Etat ou un groupe d'Etat.³⁹²

386 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 41.

387 Ces modifications prévoyaient le maintien, ou même l'accroissement des forces militaires de la Russie dans les Caucasses et en Crimée. Pavliuk, *Op.cit.*, p. 33.

388 *Ibid.*, p. 33.

389 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 41.

390 Dans ce communiqué les présidents ont accentué l'importance de coopération pour l'établissement « du corridor de transport eurasien-transcaucasien » qui est considéré comme un bon fondement pour le développement de l'amitié, de coopération, des bonnes relations de voisinage et de l'accroissement de l'utilisation du potentiel économique. Ils ont souligné la fortification de la coopération pour la stabilité et la sécurité de l'Europe sous les principes de souveraineté, l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières, le respect mutuel, la coopération, la démocratie, la suprématie de la loi et le respect aux droits de l'homme. Les leaders ont accepté que le processus de l'intégration aux structures transatlantiques et européens puisse diminuer les menaces et les risques. Dans ce contexte la perspective de coopération de quatre Etats était dans le cadre de l'OSCE et d'autres structures atlantiques et européens y inclus le Conseil de Partenariat Euro-Atlantique et le Partenariat pour la Paix. En outre, les chefs d'Etats de quatre pays, après avoir exprimé leurs soucis pour les conflits au sein de l'Europe, ils ont montré leurs supports pour la résolution pacifique des problèmes, et ils ont affirmé le besoin de combattre contre le nationalisme agressif, le séparatisme et le terrorisme international.

URL : <http://www.guam.org/doc/browse.html> Page consultée le 26 février 2010.

391 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 41.

392 Pavliuk, *op.cit.*, pp. 35-36.

Pendant les premières années, la coopération de GUUAM était limitée avec le domaine politique dans lequel les membres étaient focalisés sur la coordination des politiques étrangères. Dans ce contexte ils se sont concentrés sur le support mutuel dans l'arène internationale et aussi particulièrement dans la standardisation des objectives concernant le développement des relations avec l'UE qui s'élargissait. L'évolution de GUUAM d'un mécanisme de consultation politique en une institution a changé la nature de coopération multilatérale de ces pays. Ce changement est devenu visible au sommet de Yalta en 2001 quand la Charte de GUUAM est signé et le groupe s'est institutionnalisé.³⁹³ La Charte a déclaré que GUUAM ne se transformerait en une structure militaire mais a défini l'approfondissement des relations économiques surtout dans le domaine de la transportation de l'énergie comme un élément clé de la coopération.³⁹⁴ La démarche vers l'institutionnalisation avec le Sommet de Yalta est considérée que l'Organisation aurait un avenir. Pourtant l'absence des structures permanent pendant les premières années de son existence, la variation de degrés de participation des Etats membres et dernièrement le manque de la cohésion du groupe qui s'est émergé avec le retrait de l'Ouzbékistan de l'Organisation en juin 2002 a mis en question l'avenir de GUUAM.³⁹⁵ En contrepartie dans le sommet de GUUAM qui a eu lieu à Yalta en juillet 2002, des nouveaux accords multinationaux sur la structure et sur les règles opérationnelles ont été acceptés. Le Sommet de Yalta a montré la fortification des capacités institutionnelles de l'Organisation et le commencement de l'implémentation des buts par le développement des projets concrets.

Il est certain que la coopération entre ces quatre pays était liée aux intérêts, aux objectifs et aux priorités communs et les pays de GUAM avaient les mêmes sortes de

393 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 28. ; URL: <http://guam-organization.org/en/node/470> Page consultée le 26 février 2010.

394 Klympush-Tsintsadze, *Ibid.*, p. 28.

395 La Géorgie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan ont formé le noyau du groupe, tandis que la Moldavie était active dans certains domaines de coopération et l'Ouzbékistan s'approchait à l'Organisation avec prudence en précisant que ses intérêts politiques et économiques coïncidaient avec ceux des pays de GUUAM. *Ibid.*, p. 42.

Pourtant l'Ouzbékistan s'est retiré de l'Organisation en juin 2002 sous prétexte que GUUAM n'a ni accompli l'intégration économique, ni réalisé la coopération qui pouvait maintenir les liens entre les cinq Etats. L'une des vraies causes de la retraite de l'Ouzbékistan était son demande pour le support de la Russie dans la lutte contre l'extrémisme islamique. Richard Sakwa, *Putin: Russia's Choice*, Routledge, London, 2004, p. 231.

Après cette décision les Etats-Unis ont demandé le gouvernement d'Ouzbékistan de considérer sa décision et cette pression a persuadé de transformer la décision de retrait en une décision de suspense temporaire de son participation. L'Ouzbékistan s'est retiré de GUUAM en 2005 définitivement après les événements d'Andijan. Pavliuk, *op.cit.*, p.36. Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 42.

difficultés : le manque des ressources, la dépendance énergétique à la Russie, le développement économique, les problèmes internes dans le processus de l'établissement de la démocratie. En outre les Etats qui formaient GUAM étaient en face de mêmes sortes de menaces comme la sécurité nationale, l'intégrité territoriale suscitée de différents degrés de séparatisme ou des conflits armés (l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en Géorgie, la Transnistrie en Moldavie et le Haut-Karabagh en Azerbaïdjan). C'est pourquoi les pays de l'Organisation ont commencé à supporter les uns les autres mutuellement afin de maintenir leurs intégrités territoriales et de résister les séparatismes.

Un autre point d'intérêt commun de la plupart des pays de GUUAM est leurs intentions de devenir une partie du processus de l'intégration européenne et d'euro-atlantique. Bien que l'aspiration de ces pays pour l'adhésion à l'UE et l'OTAN est loin d'être réalisé, surtout le départ de l'Ouzbékistan a permis aux membres de GUAM, composé désormais de quatre États, une place singulière dans le voisinage partagé par l'Union européenne (après la candidature de la Bulgarie et de la Roumanie) et la Russie. Dans cette perspective les quatre pays mais surtout la Géorgie et l'Ukraine qui sont le sujet de notre ouvrage, ont commencé à chercher des moyens optimaux afin de poursuivre une coopération plus proche avec les institutions politiques et économiques occidentales.³⁹⁶

Il faut aussi mentionner de la sécurité énergétique, c'est-à-dire, la diversification des ressources énergétiques et les activités économiques extérieures, qui sont des facteurs coalisant les Etats de GUAM. Tous les Etats membre de l'Organisation ont été d'un moment à l'autre, le sujet de la politique de la Russie qui essayait de miner l'indépendance économique des pays ex-soviétiques par le moyen de la fermeture du gazoduc ou l'introduction des régimes de visa afin de décourager le commerce extérieur.³⁹⁷ A cause de ce fait, l'une des causes d'existence de GUAM est de s'opposer à cette pression de la Russie effectué sur ces Etats. La coopération au sein de GUAM dans le secteur énergétique a présenté des possibilités pour la création des

396 Georgian Ministry of Foreign Affairs, "Foreign Policy Strategy Document" p. 9-10.
URL: http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=35;
<http://www.mfa.gov.ua/mfa/en/847.htm> Pages consultées le 26 février 2010.

397 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 43.

nouveaux corridors de transportation et pour la fortification la sécurité énergétique et l'indépendance économique.³⁹⁸

L'opposition à la Russie a poussé les pays de GUAM à montrer une attitude similaire envers le rôle de la CEI dans la géographie ex-soviétique puisque la dernière est considérée comme un outil de la Russie pour faire continuer son hégémonie. Dès le commencement de CEI en 1991, les pays de GUAM, bien qu'ils n'aient refusé d'adhérer à l'organisation, ont exposé leurs réserves envers cette collectivité.³⁹⁹ En effet la CEI n'a jamais répondu aux aspirations de ses fondateurs. Il est généralement accepté que la Communauté était incapable de réguler les disputes entre ses propres membres, elle a non seulement couvert les conflits frontaliers, mais aussi a supporté les insurrections au sein des pays membres comme dans l'exemple de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan sur le territoire disputé du Haut-Karabagh.⁴⁰⁰ A cause de la peur de la domination russe, les pays comme l'Ukraine ont incité à empêcher le développement politique et institutionnel de la CEI, pendant que les autres (à l'exception de la Biélorusse) ont activement diversifié leurs liens avec l'Occident et les puissances régionales. Dans le domaine de sécurité les pays comme l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan ont été aspirées par l'idée d'adhésion à l'OTAN. L'implantation de la présence sécuritaire des Etats-Unis à la Géorgie et à l'Asie centrale à la veille de 11 septembre 2001 était une manifestation vive que les anciennes structures et alliances régionales se sont effondré et une situation globale et géopolitique beaucoup plus fluide était entrain de se former.⁴⁰¹ En conséquence les pays de GUAM ont été espérés par ces évènements.

L'émergence des groupements de coopération formés par les républiques ex-soviétiques qui n'ont pas inclus la Russie étaient perçue par la dernière comme une menace contre ses intérêts et son rôle dominant dans l'espace postsoviétique. Dans

398 *Ibid.*, p. 43.

399 L'Azerbaïdjan et la Moldavie sont les membres de la CEI depuis 1991. L'Ukraine, bien qu'il soit l'un des Etats fondateurs de l'Organisation, a transformé son statut en Etat participant. La Géorgie est adhéree à la CEI en 1993, pourtant elle s'est retirée en août 2009 après la guerre russo-géorgienne de 2008, d'après la décision parlementaire prise avec l'unanimité en août 2008. Néanmoins la Géorgie continuerait d'observer certains traités signés auparavant avec la CEI, notamment ceux ayant trait au commerce et aux déplacements des personnes à l'intérieur de l'ancienne Union soviétique.

URL : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/08/14/01011-20080814FILWWW00423-georgie-la-sortie-de-la-cei-validee.php> ;

http://www.rferl.org/content/Georgia_Finalizes_Withdrawal_From_CIS/1802284.html Pages consultées le 26 février 2010.

400 Sakwa, *op.cit.*, p. 229.

401 *Ibid.* p. 230.

cette perspective les officiels russes ont argumenté que GUAM travaillait au détriment de la Russie tandis que les officiels des pays de GUAM ont continuellement réitéré que l'Organisation n'était ni antirusse ni anti-CEI et qu'elle était fondé sur les intérêts mutuels des Etats participants qui voulaient utiliser leurs potentiels de coopérations sur des sujets concrets. Malgré ces explications, à part de la réaction suspicieuse ou même hostile à GUAM et à ses activités, la Fédération de Russie a appliqué une certaine pression aux pays membres de l'Organisation au niveau bilatéral qui a causé un ralentissement dans ses activités.⁴⁰²

Vladimir Poutine, après avoir obtenu le pouvoir, a développé une approche rationaliste concernant la CEI et a admis que la Communauté ne serait plus capable de réaliser l'intégration.⁴⁰³ Malgré l'opinion publique russe qui était en faveur de la réintégration de l'espace soviétique, le problème stratégique de la Russie était la diversification des politiques étrangères des anciens membres de l'Union soviétique à travers les rapprochements avec les institutions occidentales ou la fondation des organisations régionales. Ainsi la création de GUAM en 1998 est l'un des exemples importants pour le déclin de la CEI. Pourtant il faut ajouter que GUAM non-plus était une organisation réussie puisqu'il n'a pas pu être un milieu d'attraction malgré son développement institutionnel mentionné ci-dessus. La continuation de son existence est d'une part liée à la volonté de ses membres de s'intégrer aux institutions occidentales qui ont servi à la réalisation de certaines réformes politiques et économiques, d'autre part au support politique américain.⁴⁰⁴

En bref, GUAM est une organisation formée par quatre pays membres de la CEI qui étaient mécontents de l'attitude dominante de la Russie. Ce fait a poussé ces pays à se rassembler autour d'une coopération dans laquelle ils pouvaient d'une part s'opposer aux politiques de la Russie envers l'espace ex-soviétique, de l'autre part développer une collaboration sur divers sujets comme l'approfondissement des relations économiques surtout dans le domaine de la transportation de l'énergie. Pourtant la pression faite par la Russie sur les pays membres de GUAM au niveau

402 Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 43-44.

403 Selon Poutine, la CEI, à cause de sa vision de recréer un espace postsoviétique, était un obstacle pour la fortification de l'identité russe. C'est pourquoi avec son arrivé au pouvoir il a fait passer la loi sur la citoyenneté qui traçait une ligne entre les russes et les non-russes. Sakwa, *op.cit.*, p. 230.

404 *Ibid.*, p. 231

bilatéral a empêché le développement de la coopération et ce fait a poussé le groupement à l'inertie.⁴⁰⁵

Section 3 – Les Fonctions des Organisations régionales dans les politiques étrangères de la Géorgie et de l'Ukraine

Avant de passer aux organisations globales qui jouent des rôles importants dans la diversification de la politique étrangère de la Géorgie et de l'Ukraine, il faut préciser la valeur des deux organisations régionales pour l'Ukraine et pour la Géorgie.

La Géorgie et L'Ukraine, après avoir obtenu leurs indépendances ont guidé une politique étrangère basée sur la formation d'un système de coopération multiculturelle afin de rassurer leurs stabilités et leurs sécurités. Cette volonté a nécessité une intégration à la communauté mondiale à travers des coopérations d'abord avec leurs proches environnements pour trouver des nouveaux marchés et pour développer la commerce. Etant donné les circonstances, la fondation de l'OCEMN était conforme à la politique étrangère de l'Ukraine et de la Géorgie. D'ailleurs la vision et les buts de l'OCEMN étaient favorables pour les deux pays. Premièrement l'OCEMN était une organisation qui permettait tous les pays littoraux et non-littoraux de la Mer Noire à contribuer à la coopération et ce fait élargissait le spectre de la région. Deuxièmement la région de la Mer Noire, étant proche à différentes régions comme l'Europe Sud-est et occidentale, le Moyen Orient et l'Asie avait une grande capacité économique. Troisièmement, l'OCEMN, étant une

⁴⁰⁵ A cause de l'inertie que l'on a mentionnée ci-dessus, les pays de GUAM ont décidé de modifier la structure de l'Organisation. Dans cette perspective, afin de confirmer leurs adhésions aux valeurs démocratiques que les institutions occidentales exigeaient, les pays de GUAM ont changé l'appellation officielle de l'Organisation. Lors du sommet de Kiev du 23 mai 2006 il a été annoncé la création de « l'Organisation pour la démocratie et le développement économique – GUAM ». La création de la nouvelle organisation est officiellement confirmée par la signature de la Déclaration de Kiev, la Charte de GUAM et d'autres documents constitutifs. Les priorités de la nouvelle organisation sont comme la structure précédant ; l'économie, la sécurité, la démocratie et le développement des relations avec les institutions occidentales. Les pays membres ont déclaré leurs volontés pour approfondir la coopération dans les domaines du commerce, de l'énergie, de la sécurité, du règlement des conflits, de la stabilité, du renforcement de la démocratie et de la protection des droits de l'Homme. Le nouvel élan créé par la réformation de l'Organisation a revitalisé les aspirations que les Etats membres n'avaient pas pu réaliser comme la création d'une zone de libre-échange, élaboration d'une politique commune pour la facilitation du commerce et du transport qui envisage l'harmonisation des normes légales et des procédures et la coordination des activités des parties dans ce domaine, le développement de l'infrastructure des douanes et des frontières y compris les voies ferrées pour accroître l'effectivité des corridors de transport.

URL: <http://mfa.gov.ge>

http://mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=467&info_id=9712 Pages consultées le 26 février 2010.

plateforme de communication, permettait les pays membres de discuter les conflits et les questions régionales. Quatrièmement, l'un des buts de l'OCEMN était facilitation du processus de l'intégration européenne qui était conforme à l'objectif des pays membres. Dernièrement l'OCEMN, contrairement à la CEI, est une organisation dans laquelle la Russie n'était pas dominant et ce fait permettait à l'Ukraine et à la Géorgie d'avoir une position égale avec la première dans les affaires de leurs régions.⁴⁰⁶

Quant à GUAM, l'opposition de l'Ukraine à la Russie au sein de la CEI et le mécontentement de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie de politiques de Moscou ont unifié ces Etats qui sont restés en dehors du Traité de Sécurité collective de la CEI. Dans ce contexte, le groupement a représenté une alternative à une intégration dominée par la Russie. Etant donné les circonstances, la création de GUAM a mis à l'épreuve l'échec du projet d'une intégration dirigée par Moscou. En contrepartie la pression de la Russie a augmenté sur les pays membres de GUAM dans les relations bilatérales.⁴⁰⁷ En conséquence, l'Organisation n'a pas pu arriver à ses fins précisées dans ses déclarations. D'ailleurs la coopération multilatérale dans le cadre de GUAM n'était pas une priorité pour les Etats membres. Par exemple dans le domaine économique le commerce entre les membres n'a pas accru substantiellement.⁴⁰⁸ En outre, dans le domaine de sécurité, les pays membres n'ont pas supporté les uns des autres suffisamment quand des vraies crises ont émergé comme dans le cas de la Géorgie qui a vécu des problèmes avec la Russie dans la question de la gorge de Pankissi.⁴⁰⁹ La cause essentielle de ce manque de volonté était d'une part l'imbrication des domaines de coopération de GUAM et de l'OCEMN de l'autre part la recherche de la sécurité en contrebalançant la Russie avec les institutions de l'Occident, surtout avec l'OTAN.

⁴⁰⁶ Günhan Turan, "Bağımsız Rusya'nın Dış Politika Seçenekleri", *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Phoenix Yayınevi, Ankara, 2004, p.383.

⁴⁰⁷ Klympush-Tsintsadze, *op.cit.*, p. 48

⁴⁰⁸ Thomas de Waal, "Georgia and Its Distant Neighbors", in Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, The MIT Press, 2005, p330

⁴⁰⁹ *Ibid.*, p.331

Chapitre II – Les organisations internationales globales

Comme nous avons vu les organisations régionales ont servi à la Géorgie et à l'Ukraine dans la diversification de leurs politiques étrangères, mais la coopération au sein de ces organisations a resté limitée. En effet le but essentiel de ces deux pays était l'accroissement des relations avec l'UE et l'OTAN qui pouvaient contrebalancer le pouvoir de la Russie. Alors dans ce chapitre nous allons analyser les relations de l'UE et de l'OTAN avec la Géorgie et l'Ukraine et les limites de ces relations pour les parties.

Section 1 – L'UE et la place de la Géorgie et de l'Ukraine dans le cadre de la politique européenne de voisinage

Les relations de l'UE avec la Géorgie et l'Ukraine sont strictement liées aux relations avec la Russie puisque les deux pays sont les anciens membres de l'Union soviétique. Ainsi ces derniers ont généralement occupé une place secondaire aux yeux des Etats européens tandis que Moscou avait un rôle essentiel dans les relations. Pourtant, les deux pays ex-soviétiques, en diversifiant leurs politiques étrangères et en développant leurs relations d'abord avec l'OTAN afin de contrebalancer l'influence de la Russie, ont commencé à attirer l'attention de l'UE. En conséquence l'UE a dû développer des stratégies que l'on nomme la politique de voisinage pour les pays qui sont restés entre l'Union et la Russie y inclus le Caucase du Sud à l'exception de la Biélorussie.⁴¹⁰ Pourtant le développement des relations de l'UE avec ces pays n'est pas accompli immédiatement parce que comme toutes les régions ayant un statut indéterminé, l'espace ex-soviétique était une région instable puisque l'indépendance des Etats de la région était encore fragile, de plus les intérêts des uns et les limites des autres et les possibilités de coopération étaient imprécis.⁴¹¹ En effet ce qu'attendaient les pays ex-soviétiques était la garantie de sécurité tandis que l'UE était timide envers ces pays au cours de leurs premières années d'indépendance.

Dans cette partie que l'on va examiner les relations de l'Union européenne avec la Géorgie et l'Ukraine, nous pouvons séparer l'approche de l'UE en deux périodes : la

410 Ces pays sont la Moldavie, l'Ukraine, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

411 Salomé Zourabichvili, "La relation incertaine avec les « Etats du voisinage »", dans *Fermer Yalta*, Cahier de Chaillot, No.102, mai 2007, p. 27.

période qui commence avec l'indépendance des pays ex-soviétiques et qui se termine avec les signes d'engagement de l'UE dans la région au cours de laquelle elle a montré des hésitations envers les nouveaux Etats indépendants, et la période dans laquelle elle a développé des projets concrets pour la fortification des liens.

A) Les hésitations de l'Union européenne

Au cours et après le processus d'indépendance des républiques soviétiques, l'Union européenne a guidé une attitude craintive et incertaine envers la région parce que premièrement elle la connaissait peu et elle était inquiète des conflits qui ont eu lieu juste après le démembrement de l'Union soviétique. Deuxièmement, comme nous avons déjà précisé, l'UE était surtout soucieuse de ne pas créer une rivalité avec la Russie qu'elle voulait d'abord l'engager et dernièrement elle était dépourvue de stratégie vis-à-vis d'une région qu'elle était entrain de découvrir.⁴¹²

S'agissant des conflits, l'UE a préféré de ne pas intervenir et s'est limité de les suivre d'une manière distante. Pourtant, en 1997 la Commission a commencé à financer un réseau de prévention des conflits qui devait réunir les organisations non-gouvernementales et qui pouvaient travailler sur les conflits et faire des recommandations, mais cette tentative n'a pas duré longtemps et elle est terminée en 2001.⁴¹³

Les instruments de l'Union européenne dans cette région était similaires à ceux qu'elle a mis en vigueur pour ses relations avec la Russie ; c'est-à-dire les Accords de Partenariat et de Coopération (APC) et les programmes de TACIS. Comme il est précisé par l'UE « les partenariats ont comme objectifs de fournir un cadre approprié au dialogue politique, de soutenir les efforts de ces pays pour consolider leur démocratie et développer leur économie, d'accompagner leur transition vers une économie de marché et de promouvoir les échanges et les investissements. Ils aspirent également à jeter les bases d'une coopération dans les domaines législatifs, économique, social, financier, scientifique civil, technologique et de coopération culturelle. Pour la Russie, l'accord veut également créer les conditions nécessaires à

412 *Ibid.*, p. 28.

413 *Ibid.*, p. 28.

l'instauration future d'une zone de libre-échange. ».⁴¹⁴ Il est évident que l'importance consacrée à la Russie était plus grande que celle des autres pays ex-soviétiques. En outre les aides financières pour l'Ukraine et la Géorgie (et les autres pays ex-soviétiques) étaient nettement inférieures à la fois à ce que l'UE a dépensé pour la Russie et à ce que les Etats-Unis a engagé dans cette région.⁴¹⁵

A part de ces facteurs expliqués ci-dessus, les développements au sein de l'UE,⁴¹⁶ l'absence d'instruments de politique extérieure jusqu'à le moment où l'Union s'est dotée d'un Haut Représentant pour la PESC, le manque de consensus entre les Etats membres sur la nécessité d'une politique concentrée vis-à-vis des nouvelles Etats indépendants et la différenciation des priorités des politiques étrangères des membres de l'Union (certains membres priorisaient les relations avec les futurs adhérents d'Europe centrale ou de la Baltique tandis que d'autres membres s'intéressaient aux Balkans), l'ont empêché de développer une politique pour l'ensemble de la région. De plus l'Union européenne a montré son intention pour interioriser en 2004 l'Europe centrale qui était l'ancienne arrière-cour de la Russie. Par conséquent, elle n'a pas eu la volonté de rivaliser avec la Russie mais au contraire voulait l'attirer dans un partenariat privilégié.⁴¹⁷

Pourtant l'intrusion des Etats-Unis comme un acteur et partenaire dans l'Europe orientale et dans le Caucase, et la croissance de son influence dans la région a changé la situation. Particulièrement son support pour la construction de l'oléoduc Bakou-

414 L'UE a signé l'Accord de Partenariat avec l'Ukraine en 1998, et avec la Géorgie en 1999. URL: http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/eastern_europe_and_central_asia/r17002_fr.htm Page consultée le 26 février 2010

415 Il faut aussi ajouter que les aides financières de l'UE diffèrent d'après ses intérêts et l'importance du pays aidé. Par exemple l'assistance financière à la Géorgie était 100 millions d'euros pour la période 2001-2005, tandis que l'Ukraine a reçu 500 millions d'euros pour la même période. Nous devons préciser que les aides financières de l'UE à la Géorgie étaient au total de 317 millions d'euros entre 1992-2000. Yelda Demirağ, "EU Policy towards South Caucasus and Turkey", *Perceptions*, Vol. IX, No. 4, Winter 2004-2005.

La différence entre les deux périodes peut être expliquée avec la mal administration de ces fonds par les pays. A part cela quand on compare les aides de l'UE avec les aides américains on voit un écart considérable sur la période 2001-2005. Pour cette durée les Etats-Unis a offert à la Géorgie 790 millions de dollars, y inclus l'assistance militaire. Quant à l'Ukraine, elle a reçu près de 620 millions de dollars des Etats-Unis. Zourabichvili, *op.cit.*, p. 28.

416 L'UE pendant la dernière décennie du 20ème siècle, s'est focalisé à son institutionnalisation en mettant en vigueur trois traités importants. le Traité de Maastricht signé en 1992 a transformé la Communauté économique européenne en une Communauté européenne ; le Traité d'Amsterdam signé en 1997 a ébauché la réforme des institutions européennes en vue de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale et a formé l'instance de Haut représentant de Politique étrangère et de sécurité commune ; le Traité de Nice signé en 2001 a arrangé les fonctions internes de l'Union.

417 *Ibid.*, p. 29.

Tbilissi-Ceyhan lancé en 2000 et son soutien aux projets d'intégration de ces Etats à l'OTAN a alerté la Russie mais aussi l'Union européenne qui démontrait un certain intérêt croissant pour les ressources énergétiques de la région Caucase-Caspienne. D'ailleurs, le développement des relations avec les anciens membres de l'Union soviétique était accentué en 1991 à Maastricht et en 1992 à Lisbonne. Dans ce contexte les projets de TRACECA (Transport Corridor Europe-Caucase-Asia) et INOGATE (Interstate Oil and Gas Transport to Europe) étaient lancés sous le programme de TACIS. TRACECA, commencé en 1993, avait pour but de faciliter l'accès des pays aux marchés mondiaux à travers l'ancienne route de soie qui était un trajet alternatif à la route qui liait la région à l'Europe à travers Moscou.⁴¹⁸ Quant à INOGATE, ce projet était lancé en 1995 afin de créer un environnement favorable pour attirer l'investissement privé dans le domaine de gaz et de pétrole et de faciliter leur transportation avec l'aide de l'assistance technique. Afin de la réalisation du projet un accord est signé en 1999 pour le développement des réseaux de transportation d'hydrocarbure entre le bassin caspienne et l'Europe à travers la Mer Noire.⁴¹⁹ Malgré ces initiatives, avec l'entrée des Etats-Unis dans la région, l'UE n'a pas osé de s'engager pour soutenir les projets qu'elle avait élaborés et ces deux instruments se sont quasiment révélés inopérants.⁴²⁰

La politique de caution de l'UE envers la région s'est présentée davantage comme une accumulation des moyens et d'instruments plus ou moins différenciés. De toute façon il est difficile de parler d'une stratégie de l'Union envers la région et ce manque de stratégie est perçu par les Etats de la région comme une négligence. Pourtant, l'élargissement de l'UE planifié pour l'année 2004 qui comprenait les pays de Baltes et les pays de l'Europe centrale et les candidatures de la Bulgarie et de la Roumanie pour l'adhésion à l'Union a accru l'importance des pays de l'Europe de l'Est et du Caucase du Sud.

418 Demirağ, *op.cit.*, p. 92 En 1998, dans le cadre de TRACECA douze Etats ont signé un traité multilatéral à Bakou qui réglait la transportation du peuple et des biens.

419 Demirağ, *Ibid.*, p. 92 ; URL : <http://www.inogate.org/> Page consultée le 26 février 2010

420 Zourabichvili, *op.cit.*, p. 29.

B) L'Accroissance des relations de l'UE avec la Géorgie et l'Ukraine

a) Les Discussions au sein de l'UE

Les relations avec les pays de l'Europe de l'Est et du Caucase du Sud a accru, premièrement avec l'établissement des plusieurs formes de coopération entre les deux parties et deuxièmement avec l'élargissement de l'Union qui l'a approché géographiquement aux pays ex-soviétiques. Ces développements ont provoqué la question pour l'UE et aussi pour les pays de la région de comment faire avancer les relations. La nouvelle géographie de l'Union l'a exigé former des nouvelles politiques envers les Etats qui étaient laissé en dehors de la Communauté pour qu'ils ne se sentent pas abandonnés et qu'ils interagissent avec l'Europe unifiée. Afin de se sentir en sécurité dans ses nouvelles frontières, l'UE a dû entretenir la sécurité dans son voisinage sinon les ramifications des instabilités seraient senties au sein de l'Union.⁴²¹

Dans le passé l'UE a trouvé des solutions innovatrices pour les problèmes qui avaient émergés dans son environnement en créant des liens institutionnels avec les pays voisins qui assuraient la coopération sur des questions cruciales et sur leurs adaptations vers les normes européens. La coopération euro-méditerranéenne sous la forme de Processus de Barcelone (lancé en 1995), la Dimension septentrionale (initiée en 1997) ou le Pacte de Stabilité pour l'Europe de Sud-est (commencé en 1999) étaient les résultats de cette approche. Elle avait crée des instruments que les pays en dehors de l'Union pouvaient participer et de bénéficier du « projet européenne » à condition qu'ils réalisent des réformes politiques, ouvrent leurs marchés et s'adaptent aux normes, aux règles et aux régulations de l'UE. Cette approche était une partie de la politique de l'UE qui montrait que même ceux qui étaient restés en dehors de l'Union pouvaient toujours bénéficier de son coopération qui ne nécessitait pas de l'élargir indéfiniment.⁴²²

Dans cette perspective le lancement de la politique de voisinage correspond à un véritable tournant de la politique de l'UE à l'égard des anciens Etats soviétiques. En

421 Aydın, *op.cit.*, p. 259.

422 *Ibid.*, p. 259 note de Haukkala, H "A Hole in the Wall? Dimensionalism and the EU's "New Neighbourhood Policy, UPI Working Papers, Vol.41, 2003, pp. 7-8.

effet ce lancement était directement lié ; premièrement au changement dans les structures de l'UE, c'est-à-dire la formation de organes de la PESD⁴²³ et deuxièmement à l'élargissement de l'Union.

L'un des conséquences de l'élargissement était « la régionalisation » de relations extérieures de l'UE. Quand l'élargissement a eu lieu en 2004, tous les membres étaient intéressés dans toutes les régions, c'est-à-dire chaque membre avait la tendance de s'intéresser aux intérêts et aux sujets proches à ses frontières que les autres régions.⁴²⁴ En plus l'adhésion des nouveaux membres a apporté des nouvelles dimensions de relations extérieures qui a aussi crée une compétition entre les membres.⁴²⁵ Il faut aussi ajouter qu'il y avait le danger que les partenaires pouvaient commencer à se voir dans un processus vers l'adhésion. Pourtant l'UE a définitivement écarté cette question en affirmant que l'Union ne pouvait pas continuer à s'élargir continuellement, mais cette affirmation n'a pas répondu à la question « où sont les frontières de l'UE ».⁴²⁶

En reconnaissant ces différentes questions, un processus de discussion est commencé au sein de l'UE en 2002 qui a suscité la publication la Communication de « l'Europe élargie » de la Commission en 2003.⁴²⁷ Ce document a été suivi par un document de stratégie plus développé sur la « Politique européenne de voisinage » (PEV) avec les contributions du Haut Représentant, des Etats membres et les Etats à accéder.⁴²⁸ Malgré ces sauts vers l'institutionnalisation de PESC et le développement des relations avec son entourage, il y eut des critiques pour ces documents. Premièrement l'Ukraine et la Moldavie n'étaient pas contentes d'être cité dans la même corbeille avec les pays de la Méditerranée sans avoir obtenir une perspective d'intégration. Deuxièmement la PEV était critiqué à cause des pays qu'elle avait exclus spécialement par les pays de Caucase du Sud, c'est-à-dire la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui étaient membres au Conseil de l'Europe et qui seraient dans le

423 Zourabichvili, *op.cit.*, pp. 31-32.

424 Aydın, *op.cit.*, p. 259 Par exemple l'Allemagne est plutôt intéressé à l'Europe centrale et orientale tandis que la France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce étaient intéressées à la Méditerranée.

425 C'est pour cela les pays Baltes et la Pologne ont essayé d'atteler l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie à l'ordre du jour des instances politiques de l'Union. Zourabichvili, *op.cit.*, p. 32.

426 Aydın, *op.cit.*, p. 259

427URL: http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com03_104_fr.pdf Page consultée le 26 février 2010

428 http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf Page consultée le 26 février 2010

proche voisinage juste après l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.⁴²⁹ Cette négligence est écartée en incluant ces trois pays dans la PEV pendant la réunion du Conseil à Luxembourg en juin 2004.⁴³⁰

La priorité de l'UE dans ses relations extérieures est la promotion de la prospérité, de la démocratie, de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans son proche environnement. Ces aspirations avaient aussi un caractère urgent pour l'espace ex-soviétique non seulement à cause des défis politiques, économiques, administratifs ou sociaux mais aussi à cause des conflits et des instabilités fréquentes. C'est pourquoi l'UE était concerné que l'exclusion de quelques pays du processus d'accession pouvait provoquer des réactions négatives et pouvait priver l'Union de ses instruments pour la persuasion de ces pays à adopter les normes et les standards européens sans lesquels elle ne pouvait pas se sentir en sécurité.⁴³¹ Dans l'espace ex-soviétique, à part des Etats que l'Union avait donnés une perspective d'adhésion et la Russie et la Biélorussie qui ne s'intéressait pas du tout à l'adhésion, l'Ukraine et la Moldavie ne cachaient pas leurs ambitions de participation à la Communauté, pourtant ces deux pays étaient approchés avec des réserves. Quant aux pays de Caucase du Sud, ils n'étaient pas dans les plans d'élargissement de l'Union non plus. Bien qu'il y ait des programmes pour chaque pays, spécialement pour l'Ukraine qui serait devenu un voisin par frontière après l'élargissement de 2004, l'Union a essayé de tenir en suspense la dernière qui insistait pour une réponse, afin d'éviter des problèmes avec la Russie et aussi pour ne pas excéder sa capacité d'élargissement.

A part des problèmes d'élargissement et de l'établissement des politiques de voisinage, deux facteurs extérieurs ont accéléré la prise de conscience des nouveaux enjeux de l'UE à l'Est : d'une part la question énergétique, d'autre part les révolutions colorées. Ces deux facteurs ont obligé l'UE à repenser son attitude de ne pas déranger la Russie puisque premièrement l'Union était dépendant au gaz naturel et deuxièmement les deux pays ont explicitement manifesté leurs volontés de s'éloigner de la Russie et de s'allier aux institutions occidentales.

429 Aydın, *op.cit.*, p. 260-261

430 *Ibid.*, p. 261. Avec cette révision, tous les Etats de la mer Noire sont connectés à l'UE d'une façon à l'autre. Enfin, les plans d'action PEV bilatéraux approuvés mutuellement par l'UE et chaque partenaire, qui sont les éléments central de la politique européenne de voisinage sont signés avec les trois pays caucasiens en 2006. URL : http://ec.europa.eu/world/enp/policy_fr.htm Page consultée le 26 février 2010

431 Aydın, *op.cit.*, p. 261.

b) La Sécurité Energétique

L'ouverture des marchés énergétiques à la concurrence en 1998 par l'UE⁴³² et l'augmentation de l'importance de la question énergétique dans son agenda ont modifié l'approche de la Communauté au sujet. La cause de ce changement d'approche était en premier lieu la montée du « nationalisme énergétique » c'est-à-dire l'utilisation du facteur énergétique comme un levier politique par le pays qui le possède. En outre, les questions de transportations et l'extrême volatilité des prix ont conduit à un environnement de plus en plus risqué.⁴³³ En deuxième lieu le paysage sur-capacitaire de l'UE, notamment en termes de capacité d'électricité, et la relation étroite entre le gaz et l'électricité, le premier servant d'input pour la production du second a accru le besoin énergétique de l'Europe et la dépendance vis-à-vis des fournisseurs extérieurs.⁴³⁴ Troisièmement, l'environnement géopolitique de l'Europe après la chute de l'URSS a changé et ce fait a créé des nouvelles opportunités pour trouver des nouvelles sources énergétiques surtout dans la région de la Mer Noire.

D'ailleurs les communications de la Commission européenne mettaient l'accent sur l'importance de la question énergétique et des pays tels que l'Ukraine ou les pays de Caucase du Sud et au-delà de la mer Caspienne, des pays d'Asie Centrale.⁴³⁵ De son côté, la Russie a disposé avec Gazprom, son propre entreprise pour la production et la distribution des sources énergétiques, non-seulement d'un véritable pouvoir de marchandage, mais aussi d'une stratégie cohérente basé sur ; s'assurer le quasi-

432 URL : http://europa.eu/legislation_summaries/other/127025_fr.htm Page consultée le 26 février 2010

433 Cédric Clastres, Catherine Locatelli, « Sécurité énergétique de l'Union européenne : les enjeux de la libéralisation dans un environnement international risqué », LEPII, *Cahier de Recherche* No : 19, avril 2009, p. 2

434 *Ibid.* p. 2. Il faut ajouter que le besoin s'est fait sentir de plus en plus avec la raréfaction des réserves dans la mer du Nord.

435 Pourtant la transportation de sources de la mer Caspienne a apporté des questions inévitables à l'UE; les discussions sur le statut de la mer Caspienne, la compétition entre les pays régionaux qui voulaient être l'acquéreur des oléoducs et des gazoducs, les menaces à la sécurité, le fournissement stable des sources qui pouvaient être interrompu par des instabilités régionales aurait influencé les oléoducs et gazoducs projetés. Aydın., *op.cit.*, p. 262.

Malgré ces désavantages, les nécessités ont forcé l'UE a développé des projets sur ce sujet. En août 2006, sur la proposition de la Commission, le Conseil a fini par acter le passage à la construction du gazoduc Nabucco qui était développé par les compagnies OMV (l'Autriche), BOTAŞ (la Turquie), MOL (la Hongrie), BULGARAZ (la Bulgarie) et TRANSGAZ (la Roumanie). Le projet prévoit la transportation du gaz naturel à la destination de l'Europe en provenance de la mer Caspienne (le Turkménistan et l'Azerbaïdjan principalement) et du Moyen Orient via la Géorgie et la Turquie. Zourabichvili, *op.cit.*, p. 38 ; Clastres et Locatelli, *op.cit.* p. 11.

monopole des sources de production par le biais d'accords à long terme avec les fournisseurs d'Asie centrale en prévoyant le branchement sur le réseau de distribution russe ; se débarrasser des anciennes solidarités avec la Géorgie et l'Ukraine par une libération des prix par l'absence réelle d'alternative au gaz russe.⁴³⁶ De cette manière la Russie pouvait montrer son influence sur ces pays dont elle voyait dans sa zone d'influence.

Etant donné les circonstances, la question de la sécurisation des pays transits, y inclus la Géorgie et l'Ukraine, reste vitale dans un contexte de tensions géopolitiques et économiques fortes.⁴³⁷ Il est certain que l'approvisionnement qui pourrait venir à l'Europe par Nabucco, par l'Euro-Sibérien ou le Yamal (ces deux sont des gazoducs par lesquels transite l'essentiel des exportations russe à la destination de l'Europe), traversent des pays dont la stabilité politique, économique, institutionnelle pose question, que ce soit la Géorgie, l'Ukraine ou la Biélorussie.⁴³⁸

c) Les Révolutions colorées en Géorgie et en Ukraine

Comme il est précisé ci-dessus, les évènements qui ont eu lieu en Géorgie et en Ukraine ont changé l'attitude de l'UE envers la région. A partir de la réalisation de ces deux mouvements populaires, L'UE a dû quitter sa politique passive envers la région et a commencé une approche plutôt active.

i) La Révolution des roses

La Révolution des roses qui a eu lieu en novembre 2003 a obligé l'UE à reprendre ses travaux sur la politique de voisinage pour y inclure la Géorgie. Alors que les relations de la Géorgie avec l'UE étaient limitées avec la signature de l'Accord de Partenariat et de Coopération en 1996, après la révolution des roses l'Union a accru son intérêt dans ce pays. Etant donné les circonstances les deux autres pays du Caucase du Sud, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont aussi inclus à la politique de voisinage, pas au nom de la démocratie mais celui d'une approche régionale qui était déjà dans l'ordre du jour de l'Union. La même année le Conseil européenne a

436 Zourabichvili, *op.cit.*, p. 38.

437 Clastres et Locatelli, *op.cit.* p: 11.

438 Clastres et Locatelli, *Ibid.* p: 11.

nommé un représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud sous l'autorité du Haut représentant pour la PESC. La rupture dans la politique interne de la Géorgie a servi à la redécouverte de l'importance stratégique de la région de Caucase du Sud par l'UE.⁴³⁹ Il faut ajouter que l'UE était encouragée par l'attitude prudente de Moscou envers la Révolution des roses.

A la suite de l'inclusion de la Géorgie à la PEV, l'administration géorgienne s'est engagé à accomplir le programme en trois ans afin montrer son attachement aux valeurs européens, et son enthousiasme pour adhérer à l'UE.⁴⁴⁰ La PEV signé avec la Géorgie ne statuait pas sur une adhésion à l'UE mais a suscité des vocations dans le voisinage. Le plan d'action a néanmoins été critiqué par son manque de précision en ce qui concerne l'avenir des relations et l'absence des mécanismes efficaces de la réalisation des réformes qu'il prévoyait. De plus les objectifs à atteindre énumérés dans la PEV ne tenaient pas en compte les spécificités du pays et ils étaient similaires d'un pays à l'autre.⁴⁴¹ D'autre part, les obligations imposées à la Géorgie étaient généralement économiques, pourtant le Plan d'action était loin d'offrir des fonds pour la réalisation des réformes à l'exception du support TRACECA.⁴⁴² En outre l'UE n'a pas montré une ambition d'intervenir dans les conflits gelés au sein de la Géorgie dans la PEV.⁴⁴³

Selon le plan d'action de la PEV, L'UE a d'abord concentré ses efforts dans le domaine de la justice et d'Etat de droit. La mission EUJUST Thémis, première opération de PESD hors des frontières de l'Union, est mise en place en 2004.⁴⁴⁴ Cette mission était une réussite pour l'UE puisque l'administration géorgienne a adopté une stratégie pour la réforme de la justice pénale directement inspirée des travaux des experts de l'UE. Par contre le travail est plutôt resté sur papier puisque les violations

439 Dans la Stratégie européenne de sécurité adoptée le 12 décembre, juste après la Révolution de rose, il est précisé que « ... (L'UE devrait) désormais porter un intérêt plus grand et plus actif aux problèmes du Caucase du sud, qui, le moment venu constituera également une région voisine. » URL : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/031208ESSIIFR-3.pdf> Page consultée le 26 février 2010

440 URL: http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/action_plans/georgia_enp_ap_final_fr.pdf Page consultée le 26 février 2010

441 Zourabichvili, *op.cit.*, pp. 36-37.

442 *Ibid.*, p. 38.

443 *Ibid.*, p. 38. Dans le Plan d'action, la question des conflits ne figure finalement qu'en 6^{ème} position des priorités.

URL http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/action_plans/georgia_enp_ap_final_fr.pdf Page consultée le 26 février 2010

444 URL: http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=462 Page consultée le 26 février 2010

des droits de l'homme et la pression politique ont continué.⁴⁴⁵ Un deuxième porté que l'UE a aidé le gouvernement géorgien est son assistance dans la réforme du service de la Garde Frontalière, à l'exception des frontières de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.⁴⁴⁶ A part de ces initiatives, l'engagement de l'UE en Géorgie est resté limité par la présence d'autres institutions européennes ou internationales ; le Conseil de l'Europe y était présent pour les élections, l'OSCE pour les conflits et les minorités et l'observation des élections, l'ONU dans les zones de conflits (MONUG). Etant donné les circonstances l'Union a vu son champ d'action circonscrit.

Comme il est précisé dans la deuxième partie de cet ouvrage, la Géorgie se considère comme une partie de la civilisation occidentale et dans cette perspective le but à long terme de l'administration de Saakachvili était l'intégration à l'UE,⁴⁴⁷ tandis que la dernière ne prévoyait pas ce fait. En bref, la PEV, son Plan d'action et l'attitude de l'UE montrent que, malgré son importance géopolitique, la Géorgie n'est pas la première priorité de la sécurité de l'Union européenne. De toute façon, la politique étrangère de l'UE a des contraintes comme les limites de l'élargissement ou des aides financières. Malgré ces contraintes, elle montre son intention d'accroître son prestige en Géorgie afin d'augmenter ses intérêts en utilisant sa puissance diplomatique et économique. Dans ce contexte la première priorité de l'UE en Géorgie est le rejet du statu quo mais aussi la protection de l'intégrité territoriale du pays. De cette manière elle essaie d'intégrer la Géorgie peut-être pas à l'UE mais à l'Europe.⁴⁴⁸

445 Zourabichvili, *op.cit.*, p. 36.

446 Dov Lynch, "Sharpening EU Policy toward Georgia", *Why Georgia Matters Analysis*, p. 3.

447 Afin de réaliser ce but le plan de la Géorgie est formalisé de trois étapes qui progresseraient simultanément : 1) Développer des relations plus proches avec les institutions de l'UE et approfondir le dialogue politique. Cette étape prévoit l'intensification des relations avec la Commission, le Parlement européenne et le Conseil de l'UE. La Géorgie veut se servir des mécanismes de coopération envisagé sous l'Accord de Partenariat et de Coopération. 2) Adopter et implémenter la PEV et son Plan d'action. Dans ce contexte, la Géorgie donne une grande importance à l'adoption des priorités et à la possibilité de révision conjointement le contenu du Plan d'action et son adaptation si nécessaire qui signifiait la continuation des relations. La Géorgie ne présume que l'implémentation de PEV Plan d'action pousserait à un niveau supérieur. 3) Approfondir mutuellement des relations favorables avec l'UE. Dans ce pilier la Géorgie envisage de développer des relations entre les deux parties dans les domaines de sécurité, de démocratie, de commerce, de transportation, d'énergie, de développement d'infrastructure, d'éducation et de culture. Ministry of Foreign Affairs of Georgia, "Georgia Foreign Policy Strategy 2006-2009", URL: http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=35 Page consultée le 26 février 2010

448 Dov Lynch, *op.cit.*, p. 3.

ii) La Révolution orange

La Révolution orange, qui a eu lieu en novembre 2004, a influencé la position de l'UE envers l'Ukraine comme dans le cas de la Géorgie. Jusqu'à ce temps-là, comme nous avons déjà précisé, l'UE ne s'est pas intéressé aux aspirations d'intégration et d'adhésion de l'Ukraine envers la Communauté mais a supporté le développement de coopération dans le cadre de bon voisinage avec tous les Etats ex-soviétiques. Dans ce cadre, l'UE avait signé avec l'Ukraine l'Accord de Partenariat et de Coopération en juillet 1994 qui était entré en vigueur en 1998. Cet accord était le premier, signé avec un Etat de la CEI, qui en même temps avait donné à l'Ukraine le statut de « la nation la plus favorisée ».⁴⁴⁹ Pourtant cet accord, contrairement aux accords signés avec les pays Baltes et les pays de l'Europe centrale, ne prévoyait pas l'adhésion de l'Ukraine à l'UE dans la future. A part de la volonté de ne pas faire craindre la Russie, l'une des causes principales de l'UE de ne pas promouvoir les relations avec l'Ukraine était la politique de Koutchma qui guidait une rhétorique pro-européenne dans le plan internationale mais qui ne réalisait pas les réformes nécessaires pour l'intégration avec l'Union.⁴⁵⁰

En effet, sous la présidence de Koutchma, les objectifs de politique étrangère comme l'intégration avec l'UE soulignés pendant les élections et les orientations subséquentes étaient généralement contradictoires. Bien qu'il ait suivi une rhétorique de politique étrangère pro-occidentale pendant sa première période de présidence, il a changé son attitude pendant son deuxième terme, surtout après le scandale de « *Koutchmagate* », et il s'est tourné vers la Russie.⁴⁵¹ Pendant cette période, les relations de l'Ukraine avec l'UE, mais aussi avec l'OTAN et les Etats-Unis ont stagné. L'Ukraine a vécu une régression démocratique et s'est éloigné de l'UE. Pendant cette période, l'UE attendait de l'Ukraine une amélioration des réformes tandis que l'Ukraine attendait un signal de l'UE pour l'encouragement des réformes. Les scandales internes et la réorientation vers la Russie a accru l'isolation de l'Ukraine dans l'arène internationale.⁴⁵² Cependant, la formation de l'Espace Economique Unique (EEU) par la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine

449 Turan, *op.cit.*, p. 395.

450 F. Stephen Larrabee, "Ukraine and the West", *Survival*, Vol.48, No.1, Spring 2006, pp.93-110.

451 Taras Kuzio, "Is Ukraine Part of Europe's Future?" *The Washington Quarterly*, Summer 2006, 29:3, pp : 92.

452 *Ibid.*, p. 92.

en 2003 est perçue par l'Occident que l'Ukraine a choisi d'approfondir une intégration avec la CEI.⁴⁵³ Le successeur choisi de Koutchma, V. Ianoukovytch a priorisé l'intégration avec l'EEU que l'UE et la dernière est resté indifférent. Etant donné les circonstances, les élections présidentielles est devenue à une compétition pour l'orientation géopolitique de l'Ukraine. V. Ianoukovytch qui était en faveur de l'intégration avec l'UEE était opposé par V. Iouchtchenko qui était pour l'adhésion aux institutions occidentales premièrement à l'OTAN et puis à l'UE.⁴⁵⁴ Le 21 novembre 2004 des manifestations pacifiques ont commencé après la 2^{ème} tour des élections présidentielles à cause des suspects de fraude et ce mouvement est devenu en une révolution que l'on a appelé la Révolution orange d'après la couleur des supporters d'Iouchtchenko ont porté. Après la répétition des élections V. Iouchtchenko a emporté la victoire qui signifiait aussi le retour à l'approche avec les institutions occidentales.

La crise ukrainienne en 2004 qui était suivi d'une manière proche par l'UE, l'a forcé à agir. Pour la première fois l'Union a osé s'impliquer comme un médiateur dans une crise qui était le terrain de privilège de la Russie.⁴⁵⁵ Cette rupture avec la tradition de neutralité était due au rôle du Président de la Pologne Kwasniewski, avec le soutien des trois Etats Baltes qui étaient les nouveaux membres des l'Union.⁴⁵⁶ En effet ce changement de politique de l'UE, après les événements en Ukraine, était une opportunité de montrer son effectivité dans les crises.

L'arrivée au pouvoir d'Iouchtchenko a causé un optimisme dans l'Ukraine et aussi dans l'Occident pour l'intégration du pays aux institutions occidentales. Les leaders du mouvement croyaient que la réalisation des réformes d'une manière vite pourrait forcer l'Union à ouvrir ses portes à l'Ukraine.⁴⁵⁷ Mais cet optimisme excessif n'a pas eu de grand reflet à Bruxelles puisque l'agenda de l'UE était plein avec l'échec de referenda sur la constitution de l'UE en France et au Pays-Bas.⁴⁵⁸ Bien que l'UE ait supporté le mouvement réformateur en Ukraine et a joué un rôle de négociateur (spécialement par l'intermédiaire de la Pologne et des trois Etats Baltes) pendant la

453 *Ibid.*, p. 93

454 *Ibid.*, p. 93

455 Zourabichvili, *op.cit.*, p. 33.

456 Zourabichvili, *op.cit.*, p. 34. Un autre facteur de l'implication de l'UE dans les événements en Ukraine était la réserve observé par le Kremlin pendant les événements en Géorgie.

457 Kuzio, "Is Ukraine Part of Europe's Future?" *op.cit.*, pp. 93-94.

458 *Ibid.*, pp. 93-94.

Révolution Orange, plus tard a guidé une politique de précaution pour plusieurs raisons.

Premièrement la Révolution Orange a eu lieu pendant un temps difficile de l'UE puisque la dernière souffrait « d'une fatigue d'élargissement » après avoir inclus dix pays dans ses territoires. Les anciens membres de l'Union pensaient que la Communauté devait avoir « une période d'adaptation » à la nouvelle structure. En outre l'élargissement de l'UE a provoqué un mécontentement dans les pays de l'Europe occidentale qui s'opposaient à une autre vague d'élargissement de l'Union vers l'Est parce qu'ils pensent qu'il y a une différence de culture entre les deux parties de l'Europe. En contrepartie les nouveaux membres de l'Union qui ont un passé communiste refusant cet argument, ont formé un lobby pro-ukrainien au sein de l'UE.⁴⁵⁹ Ainsi, après la Révolution Orange, les relations fondées par l'APC sont développées avec l'adoption du Plan d'action UE-Ukraine en février 2005.⁴⁶⁰ Selon l'UE, l'Ukraine était un pays partenaire prioritaire de la PEV pourtant, elle visait à intégrer l'économie du pays et à renforcer la coopération politique. Avec cette approche l'UE a montré encore une fois à l'Ukraine que l'adhésion de la dernière n'était pas dans l'ordre du jour. Par contre, pour tenir en suspense les volontés de l'Ukraine, dans la PEV, l'UE a attribué à la dernière un rôle de sécurité régionale et a prévu une coopération régionale dans le cadre de l'UE, de l'OSCE, et du Conseil de l'Europe.⁴⁶¹

Deuxièmement, le facteur de la Russie a joué un rôle important dans la politique de précaution de l'UE envers l'Ukraine. D'une part les membres de l'Europe centrale qui ont adhéré à l'Union en 2004 et qui ont un passé communiste supportaient l'accroissement des relations avec l'Ukraine jusqu'à l'intégration de la dernière à l'Union et avaient une attitude rigoureuse contre la Russie et contre les politiques de V. Poutine.⁴⁶² De l'autre part les membres occidentaux de l'Union comme la France

459 *Ibid.*, p. 98. Les huit pays ex-communistes qui sont entrés l'UE en 2004 ont formé un deuxième cercle non officiel au sein de l'Union dirigé par surtout la Pologne et la République Tchèque, contre les pays de l'Europe occidentale.

460 Il faut préciser que l'UE a attendu jusqu'au dernier moment pour renouveler l'APC et le Plan d'action de la PEV qui était un signe de sa langueur.

461 Vsevolod Samokhvalov, "Relations in the Russia Ukraine EU Triangle: 'Zero-sum game' or not?", Institute for Security Studies, Occasional Paper No.68, septembre 2007, p.9.

462 Il est certain que les pays de l'Europe centrale qui ont un passé communiste étaient suspicieux des politiques de la Russie surtout après les événements qui ont eu lieu pendant la Révolution Orange

et l'Allemagne, pour contrebalancer les politiques unilatérales des Etats-Unis et du gouvernement de George W. Bush, se sont rapprochées avec la Russie.⁴⁶³ En outre l'UE ne voulait pas détériorer ses relations avec la Russie à cause de sa dépendance énergétique à la dernière.

Dernièrement, après la Révolution Orange, la nouvelle administration de l'Ukraine n'était pas très réussie dans les réformes prévues. Il est certain que, contrairement aux pays d'Europe centrale qui ont vécu une période de transition postcommuniste, l'Ukraine a un passé totalitaire héritée du système soviétique, et elle était soumise non-seulement à une transition politique et économique mais aussi à une période de formation d'Etat et de nation. Cette différence a rendu beaucoup plus difficile l'adoption de normes européennes dans le pays. Après la Révolution Orange, le nouveau président Iouchtchenko, en déclarant son engagement de s'intégrer à l'UE, a fait commencer le processus de réformes. Alors que certaines réformes ont été réalisées dans les domaines économiques et politiques les grandes espérances pour une réforme rapide prévue par les leaders de la Révolution ne sont pas concrétisées. La cause principale de cet échec était l'effondrement de la coalition du camp révolutionnaire après les accusations de corruption contre l'entourage d'Iouchtchenko. En outre Victor Ianoukovytch a regagné son pouvoir pendant les élections parlementaires et ce fait a causé la terminaison du mouvement de réforme dans le pays.⁴⁶⁴

En conclusion, après la Révolution Orange, les relations entre l'UE et l'Ukraine sont entrés dans une phase de relation différente que la période de Koutchma. Dans cette perspective les autorités ukrainiennes ont accepté le programme de réforme conditionné par l'Union a fin de d'accroître les relations. Malgré cette acceptation,

comme l'empoisonnement d'Iouchtchenko. Kuzio, "Is Ukraine Part of Europe's Future?" *op.cit.*, p. 100.

En outre, la Pologne qui a des relations développées avec l'Ukraine préfère que la dernière s'éloigne de la Russie pour avoir une zone de tampon entre ses frontières et la Russie. Roman Wolczuk, "Polish-Ukrainian Relations: A Strategic Relationship Conditioned by Externalities", *Defense Studies*, Vol. 2, No. 2, summer 2002, pp. 143 – 150.

463 Il faut ajouter que l'ex-chancelier allemand, G. Schroeder, après avoir quitté sa poste, est devenu conseiller dans l'un des projets de Gazprom afin de construire un gazoduc entre la Russie et l'Allemagne qui contourne les trois pays Baltes et la Pologne en passant sous la mer Baltique. URL : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/12/09/AR2005120901755.html> Page consultée le 26 février 2010

; Kuzio, "Is Ukraine Part of Europe's Future?" *op.cit.*, p. 99

464 Stephen Larrabee, "Ukraine at the Crossroads", *The Washington Quarterly*, Autumn 2007, pp. 45-61

l'impulsion générale pour le changement est restée faible, d'une part à cause des empêchements domestiques et d'autre part la capacité limitée de la PEV d'influencer les développements en Ukraine puisqu'elle n'offrait pas une perspective d'adhésion.⁴⁶⁵

Section 2 – L'Approche de l'OTAN envers La Géorgie et L'Ukraine

Depuis la fin de la Guerre froide, tous les Etats du système international se sont trouvés fonctionner dans un environnement politique, économique et sécuritaire qui se change continuellement. Cette condition était plus valide pour les Etats ex-soviétiques y inclus la Russie. Etant donné les circonstances, d'une part les pays de l'Europe centrale et après les pays ex-soviétiques ont commencé à chercher des moyens pour s'allier à la seule alliance militaire occidentale, l'OTAN, de l'autre part la dernière, avec sa politique d'élargissement a commencé à pénétrer à l'espace ex-soviétique. Surtout le processus d'adhésion des pays baltiques a gêné la Russie puisque ces trois pays étaient jadis les territoires de l'ex-Union et ce fait pouvait causer l'adhésion des autres comme l'Ukraine et la Géorgie qui essayaient de s'approcher à l'OTAN depuis le commencement de son élargissement.

En effet, juste après le démembrement de l'URSS, la Russie consciente de la lacune sécuritaire dans l'Europe centrale et orientale, a supporté la fortification de la CSCE et sa transformation en l'organisation de sécurité essentielle de l'Europe à la place de l'OTAN.⁴⁶⁶ En outre, la création du Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA)⁴⁶⁷ au sein de l'OTAN en décembre 1991 était perçue par la Russie comme une action constructive visée à diriger la zone de sécurité dans l'Europe orientale avec la contribution de Moscou.⁴⁶⁸ Alors que le CCNA était lié à l'OTAN son

465 Kataryna Wolczuk, "Ukraine and its relations with the EU in the context of the European Neighbourhood Policy", dans *Ukraine: Quo Vadis?*, Chaillot Paper, février 2008, No. 108, p. 116

466 Leonid A. Karabeshkin et Dina R. Specher, "EU and NATO Enlargement: Russia's Expectations, Responses and Options for the Future", *European Security*, Vol. 16, No.3-4, September-December 2007, p.316.

467 Le CCNA était un forum de dialogue politique sur la sécurité, le désarmement, des opérations de maintien de paix, la prévention des conflits. Le CCNA était aussi un instrument de coopération dans les domaines de stratégies militaires, le contrôle des civiles sur les militaires et la conversion de l'industrie de la défense. En mai 1997, le CCNA est transformé en Conseil de partenariat euro-atlantique. URL : http://www.nato.int/cps/ft/natolive/topics_49276.htm Page consultée le 26 février 2010

468 Marek Menkiszak, "Relations between Russia and NATO before and after the 11th September", Center for Eastern Studies, Warsaw, May, 2002, p. 34.

fonctionnement permettait de préserver une période de transition dans l'Europe orientale qui vivait un vacuum de sécurité. Quand la question de l'élargissement de l'OTAN a émergé en 1994, la Russie a proposé l'idée de donner un rôle centrale à la CSCE/OSCE et à CCNA dans lesquelles elle pouvait avoir le pouvoir de veto.⁴⁶⁹ De cette façon elle visait à obtenir la capacité de bloquer les activités militaires de l'OTAN hors de la zone de la Traité, empêcher l'élargissement de l'Organisation et tenir les pays ex-soviétiques dans la zone de la CEI. Pourtant ces propositions n'ont pas eu un reflet dans les pays occidentaux et ont été refusées pendant les sommets de Lisbonne et d'Istanbul de l'OSCE. En contrepartie NATO a lancé une nouvelle forme de coopération, le Partenariat pour la Paix pendant le sommet du Conseil de l'Atlantique du Nord en janvier 1994 afin d'apaiser les craintes de la Russie. Enfin l'OTAN en acceptant l'Etude sur l'élargissement de l'OTAN en 1995, en invitant la République tchèque, la Hongrie et la Pologne aux négociations pour l'adhésion en 1997 a mis en œuvre sa politique de la porte ouverte et ces trois pays ont adhéré à l'OTAN en 1999.

Il paraît que l'opposition de la Russie contre l'élargissement de l'OTAN était plutôt une précaution contre les vagues d'expansions vers les pays membres de la CEI. En effet elle voulait empêcher la mise en question de son domination dans les territoires de la CEI et la liquidation de la « zone de tamponne » entre les deux parties.⁴⁷⁰ Dans cette perspective, l'adhésion des pays baltes, à l'OTAN étant les anciens membres de l'URSS, était un vrai tournant pour la Russie puisque ce mouvement pouvait exciter les pays comme la Géorgie et l'Ukraine qui s'opposaient aux politiques de Moscou au sein de la CEI. D'ailleurs les deux leaders de ces deux pays avaient exprimé leurs aspirations pour l'adhésion à l'OTAN. En effet, l'accès de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, pouvait poser plusieurs problèmes à la Russie comme la proximité des forces militaires de l'Occident et la perte de la production et des facilités militaires. En outre, l'accroissement du rôle de l'OTAN dans les régions importantes comme la Mer Noire ou la Caspienne pouvait servir à « endiguer » la Russie et aussi menacer ses intérêts.

URL: <http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-studies/2002-04-15/reasons-between-russia-and-nato-and-after-11th-september> Page consultée le 26 février 2010

⁴⁶⁹ En effet la Russie prévoyait des réformes dans la structure du CCNA et la libéralisation du dernier de l'OTAN. *Ibid.*, p. 34.

⁴⁷⁰ *Ibid.*, p. 35.

A) Les Relations de l'OTAN avec la Géorgie

Comme il est précisé dans la 2^{ème} partie de cet ouvrage, le rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis sur la transportation du pétrole et du gaz caspienne et la question de la gorge de Pankissi a servi à l'administration géorgienne à approfondir ses relations avec l'OTAN. C'est pour cela il est nécessaire d'évaluer les relations entre la Géorgie et l'OTAN en y incluant le rôle des Etats-Unis.

En effet avant le rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis, en 1992 la Géorgie était devenue le membre du Conseil de coopération nord-atlantique dont son nom est changé en Conseil de partenariat euro-atlantique en 1997. Après le commencement des relations en 1992 Chevardnadze, avant de se tourner à la Russie afin d'assurer l'intégrité territoriale de son pays, avait demandé à l'OTAN et aux leaders occidentales de l'assistance pour le règlement du conflit abkhaze, en contrepartie le président Clinton a affirmé son appui totale pour gouvernement de Chevardnadze et ne promettait que d'assistance humanitaire.⁴⁷¹ Malgré cette déception en 1994 la Géorgie a adhéré au Partenariat pour la Paix, le programme qui visait à développer la coopération en matière de sécurité et de défense entre l'OTAN et les différents pays partenaires. A part cela en 1995, la Géorgie a signé la Convention sur le statut des forces (SOFA) du PPP entre l'OTAN et les pays partenaires. En 1997 le Parlement géorgien a ratifié la SOFA.⁴⁷²

Alors que le support de l'Occident était extrêmement limité envers la Géorgie pendant les crises de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, le besoin d'une recherche de sécurité hors de la CEI a forcé le président Chevardnadze à s'orienter vers l'OTAN afin de contrebalancer la pression de la Russie. En effet, l'aperception de l'importance de la Géorgie pour le transport de gaz et de pétrole de la caspienne avait changé la situation et en 1998 un accord bilatéral qui prévoyait l'assistance américaine au domaine de la défense aérienne et navale.⁴⁷³ A part cela l'OTAN, commençant à accorder une attention considérable à la Géorgie en évaluant sa

⁴⁷¹ Bruno Coppieters, "Georgia in Europe: The Idea of Periphery in International Relations", dans Bruno Coppieters, Alexei Zverev, Dmitri Trenin, *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, Portland: Frank Cass, 1998, pp. 59-61.

⁴⁷² http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_38988.htm?selectedLocale=fr Page consultée le 26 février 2010

⁴⁷³ Piskunova, *op.cit.*, p. 44.

volonté de s'approcher à l'Occident, a décidé de la supporter dans la restructuration et la modernisation de son système de sécurité.⁴⁷⁴ A son part, la Géorgie a considéré les opérations de l'OTAN au Kosovo comme une possibilité de montrer sa solidarité avec l'alliance et a contribué d'une manière symbolique aux forces de l'OTAN sous le bataillon turc malgré la position oppositionnelle de la Russie concernant la question.⁴⁷⁵ Cependant elle s'est engagée dans le processus de la planification et d'examen (PARP) du PPP.⁴⁷⁶

La question de la gorge de Pankissi était un point de tournure pour le développement des relations entre les Etats-Unis et la Géorgie. Dans cette perspective les officiers américains ont préparé des troupes d'élite géorgiennes. En contrepartie dès le lendemain du 11 septembre la Géorgie a offert son espace aérien à l'aviation de combat américain. A part cela elle a aussi participé à la force de FIAS chargée de sécuriser les élections en Afghanistan. Cependant en 2001 la Géorgie a organisé un exercice multinational d'entraînement militaire du PPP « Cooperative Partner 2001 » et « Cooperative Best Effort 2002 ».⁴⁷⁷ Finalement au sommet de l'OTAN à Prague, le président Chevardnadze a soumis la demande officielle que son pays souhaitait adhérer à l'OTAN qui était selon lui le seul organisme capable d'assurer la sécurité et les perspectives de développement de la Géorgie.⁴⁷⁸ Dans ce contexte elle a commencé à élaborer un plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP) avec l'OTAN. Enfin en 2003 un fonds d'affectation spéciale OTAN/PPP est crée pour la démilitarisation des missiles de défense sol-air.

En bref, alors que les essais de la Géorgie pour s'approcher à l'OTAN étaient en vain la découverte de l'importance géostratégique du pays par les Etats-Unis a fait développer les relations de Tbilissi avec Washington et aussi avec l'OTAN.

⁴⁷⁴ Ibid., p.44.

⁴⁷⁵ Ibid., p. 45.

⁴⁷⁶ http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_38988.htm?selectedLocale=fr Page consultée le 26 février 2010

⁴⁷⁷ http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_38988.htm?selectedLocale=fr Page consultée le 26 février 2010

⁴⁷⁸ Piskunova, *op.cit.*, p. 45.

B) Les Relations de l'OTAN avec l'Ukraine

Les relations OTAN-Ukraine ont été officiellement commencées en 1991, quand l'Ukraine est devenue membre du Conseil de coopération nord-atlantique (dont le nom est changé en Conseil de Partenariat euro-atlantique en 1997) immédiatement après avoir obtenu son indépendance avec l'éclatement de l'Union soviétique.⁴⁷⁹ En 1994, l'Ukraine a été le premier pays de la CEI à adhérer au Partenariat pour la paix (PPP).

La particularité des relations entre l'OTAN et l'Ukraine peut être expliquée avec la nécessité de sécurité des deux parties et la position géographique de l'Ukraine. Après la chute du mur de Berlin et la décision de développer « la politique de la porte ouverte »⁴⁸⁰, l'élargissement de l'Alliance est devenu un processus continu et dynamique. Bien qu'il y ait un débat sur la question d'élargissement de l'OTAN au début des années 1990, lors du sommet de Madrid en 1997, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont été invité à entamer les pourparlers d'adhésion. Ces trois pays ont adhéré à l'OTAN en 1999. Ainsi, l'Ukraine était devenue la voisine de l'OTAN. D'une part la position de l'Ukraine entre les pays de l'OTAN et la Russie, de l'autre part la recherche de sécurité de la première a incité le développement des relations entre les deux parties.

L'Ukraine a acquis un statut spécial au sein de l'OTAN quand les deux parties ont signé la Charte de partenariat spécifique en 1997 pendant le sommet de Madrid de l'OTAN en juillet 1997.⁴⁸¹ C'était le document le plus approfondi que l'Ukraine avait signé avec une institution occidentale. Pendant les années suivantes l'Ukraine a développé ses relations avec l'OTAN dans le sens institutionnel qui était interprété en Bruxelles comme le reflet de l'intention de poursuivre l'intégration avec l'institution euro-atlantique bien qu'il ne fût pas clair que le leadership voulait accepter les réformes nécessaires.⁴⁸² En effet pendant la période de Koutchma, la relation l'OTAN-Ukraine était généralement instrumentalisée pour des intentions

⁴⁷⁹ URL. http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_37750.htm? Page consultée le 26 février 2010

⁴⁸⁰ URL : http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_49212.htm Page consultée le 26 février 2010

⁴⁸¹ La signature officielle de la Charte de partenariat spécifique a porté la création de la Commission OTAN-Ukraine. URL. http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_37750.htm? Page consultée le 26 février 2010

⁴⁸² Stephen White, Julia Korosteleva, Roy Allison, "NATO: The View from the East", *European Security*, Vol.15, No.2, June 2006, p.170.

politiques et géopolitiques ; d'une part il a utilisé les réactions positives occidentales pour ses tendances autocratiques en Ukraine, de l'autre part pour contrebalancer la pression de la Russie.⁴⁸³ Dans cette perspective, nous devons préciser que l'idée de la coopération avec l'OTAN était plutôt supportée que l'idée d'intégration au sein des élites politiques parce qu'elles voulaient faire continuer les relations économiques avec la Russie et les pays de la CEI qui étaient nécessaires pour l'économie ukrainienne.⁴⁸⁴

Bien que la Charte signée entre les deux parties n'ait offerte des garanties de sécurité, elle a donné l'Ukraine le pouvoir de consulter officiellement l'OTAN à travers le « Mécanisme Consultative de Crise » en cas de menace directe ou indirecte à son sécurité. A part cela elle a prévu le développement des liens dans plusieurs domaines comme les relations civile-militaire, le contrôle démocratique des forces armées, la coopération d'armement et la planification de la défense. En outre, la Commission OTAN-Ukraine est formée pour permettre la réunion périodique des représentants ukrainiens et le Conseil de l'Atlantique Nord afin de l'implémentation de la Charte et de suggérer des méthodes pour le développement de la coopération.⁴⁸⁵

Le conflit de Kosovo et l'intervention de l'OTAN en 1999 a temporairement desserré les liens entre les deux parties à cause des soucis de politique interne, pourtant le Conseil de l'Atlantique Nord a saisi ses sessions à Kiev en mars 2000, pour la première fois dans un Etat non-membre. Bien plus un bataillon polono-ukrainien, a été déployé dans le Kosovo à l'appui de la force de maintien de la paix et l'Ukraine était l'hôte d'un exercice multinational de réponse aux catastrophes (Trans-Carpathia 2000).⁴⁸⁶ Cependant l'Ukraine a participé aux exercices de PPP et bilatérales avec les pays membres afin d'accroître les objectifs de coopération. Elle était le premier pays partenaire qui a exprimé son support pour l'utilisation de l'Article 5 du Traité de l'OTAN en réponse aux attaques de 11 septembre. Elle a aussi offert ses droits aériens aux avions de l'Alliance qui participaient à la campagne d'Afghanistan.⁴⁸⁷ En mars 2004 la *Verkhovna Rada* a ratifié un accord signé avec l'OTAN qui permettait à la dernière à déplacer ses troupes dans la sole de l'Ukraine si la stratégie commune

⁴⁸³ *Ibid.*, p. 170.

⁴⁸⁴ *Ibid.*, p. 170.

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p. 170.

⁴⁸⁶ URL. http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_37750.htm? Page consultée le 26 février 2010

⁴⁸⁷ Stephen White et al. *op.cit.*, p. 171.

nécessitait.⁴⁸⁸ Etant donné les circonstances, ce rapprochement de l'Ukraine avec l'OTAN a dérangé la Russie. Les parlementaires russes ont protesté la décision de la *Verkhovna Rada* et la Ministère des Affaires étrangère de la Russie a exprimé ses complaints à sa contrepartie.

Pourtant, il était incertain si Koutchma voyait la participation active de l'Ukraine dans les activités de l'OTAN à travers le PPP et le support politique pour la « guerre contre la terreur » comme un outil possible pour l'adhésion à l'Organisation ou comme un instrument de contrebalancer les politiques de la Russie dans la CEI afin de garantir son sécurité. En mai 2002 le président Koutchma a annoncé que l'Ukraine souhaitait devenir un membre de l'OTAN. Dans cette perspective en novembre 2002 les ministres des Affaires étrangères des pays de la Commission de l'OTAN-Ukraine ont adopté le plan d'action OTAN-Ukraine dans le quel la volonté d'adhésion était mentionnée d'une manière implicite. En 2003 le plan annuel est proclamé qui comprenait des actions spécifiques sur les questions militaires. En effet jusqu'à la période à 2004, des buts de réformes sur divers questions comme la coopération scientifique militaire, le contrôle des civiles sur les armes forcées ont été discutés entre Kiev et Bruxelles mais le programme focalisé sur l'intégration des deux parties n'est pas entré dans l'ordre du jour.⁴⁸⁹

Bien que le président Koutchma ait précisé plusieurs fois que les réformes dans les domaines économiques et administratifs étaient nécessaires à côté du domaine militaire pour approfondir les relations avec l'OTAN, très peu a été réalisée. En effet surtout pendant le deuxième mandat présidentiel de Koutchma, marqué par des scandales politiques, il s'agissait une régression que d'une amélioration dans les réformes qui étaient exigés dans la première section du plan d'action adopté par le Commission OTAN-Ukraine. D'ailleurs, comme il est précisé, la préférence de Koutchma était plutôt une participation extensive au PPP, approfondir le dialogue avec l'OTAN et développer des programmes d'engagement bilatéraux avec les pays de l'OTAN afin de rétrécir la distinction entre le partenariat et l'adhésion.⁴⁹⁰ L'une des raisons de cette attitude prudente était le besoin de ménager la politique

⁴⁸⁸ *Ibid.*, p. 171.

⁴⁸⁹ *Ibid.*, p. 171.

⁴⁹⁰ Contrairement au politique de Koutchma, sous le gouvernement d'Iouchtchenko l'adhésion à l'OTAN était l'objectif primaire de la politique étrangère ukrainienne.

domestique puisque le support du peuple envers l'intégration avec l'OTAN n'était pas beaucoup.⁴⁹¹

En bref, les relations entre l'Ukraine et l'OTAN, pendant les premières années de l'indépendance de la première, étaient développées sous l'influence de la Russie. Pourtant le commencement des relations entre les parties en 1991 était important pour Kiev qui cherchait la reconnaissance internationale. Après la décision de l'OTAN vers l'Europe centrale a accru l'importance de l'Ukraine pour la première puisqu'elle était devenue la voisine de l'Organisation. L'acquisition du statut spécial au sein de l'OTAN en 1997 a donné un atout à l'administration de Koutchma envers la Russie. Avec cet avantage l'Ukraine a d'une part formé les institutions nécessaires pour une future adhésion et de l'autre part a retardé les réformes nécessaires afin de ne pas mécontenter la Russie.

Section 3 – Les Fonctions des Organisations globales dans les politiques étrangères de l'Ukraine et de la Géorgie

La Géorgie et l'Ukraine, selon leurs politiques étrangères multacentriques qui envisageaient le développement des relations avec les organisations globales ont cherchés des moyens pour se rapprocher à l'UE et à l'OTAN. Dans ce contexte, l'UE a montré une hésitation pendant les premières années de l'indépendance des pays nouveau-nés d'une part à cause du manque de connaissance de la région de l'autre part afin de développer des relations avec la Russie. Alors que l'UE ne s'est pas abstenue de développer des relations avec les pays de la région ex-soviétique nous pouvons dire que la politique de caution de l'UE envers l'Europe orientale et le Caucase du Sud s'est présentée davantage comme une accumulation des moyens de relation à cause de l'absence d'une politique spécifique. Cette absence s'est aussi montrée dans l'approche régionale de l'UE qui empêchait de développer des relations d'après les particularités des pays. Pourtant l'entrée des Etats-Unis dans la région, surtout au Caucase du Sud, et les candidatures des pays de l'Europe centrale pour l'adhésion, ont forcé l'Union à développer des liens plus concrets avec

⁴⁹¹ L'une des raisons de ce manque de support était l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo. A part cela nous devons mentionner de l'effet de la période soviétique pendant laquelle la propagande anti-OTAN était dominante. Dernièrement les différences régionales ont joué un rôle important dans le choix de Koutchma. Il est certain que le support pour l'adhésion à l'OTAN en Ukraine orientale n'était pas très haut. Larrabee, "Ukraine and the West", *op.cit.*, p. 99.

l'Ukraine qui était une voisine par frontière et aussi avec la Géorgie dans le cadre de la PEV. De toute façon, la Russie n'a pas montré une grande opposition au développement des relations de ces deux pays avec l'UE puisqu'elle ne percevait pas de menace de la dernière contrairement au cas de l'OTAN.

Les relations entre l'Ukraine et l'UE ont développé d'une manière complexe. Les problèmes internes émergés au sein de l'UE après l'élargissement réalisé en 2004, l'absence de dimension d'adhésion de la PEV et la faiblesse de l'impulsion générale en Ukraine pour le changement structurel même après la Révolution Orange ont empêché l'accroissance des relations à un niveau plus haut. Quant à la Géorgie, alors qu'elle était loin aux frontières terrestres de l'Union, la candidature de la Roumanie et de la Bulgarie qui sont des pays littoraux de la Mer Noire et le besoin de l'Europe aux sources énergétiques de la Caspienne ont forcé l'UE à l'inclure dans la PEV. Pourtant, l'UE a guidé une approche un peu distante envers la Géorgie à cause des tensions ethniques et sécessionnistes au sein du pays tandis que la dernière visait à adhérer à l'Union afin d'assurer son intégrité territoriale.

Contrairement à l'UE, L'OTAN a guidé une approche plutôt géopolitique et géostratégique envers l'espace ex-soviétique malgré la réaction hostile de la Russie. Le problème essentiel entre la Russie et l'OTAN était la restructuration de la sécurité européenne après l'effondrement de l'Union soviétique. Dans cette perspective la politique de la porte ouverte de l'OTAN et son élargissement vers l'Europe centrale a posé des problèmes entre les deux parties. En effet ce que préoccupé la Russie était les pays qui refusaient une intégration sécuritaire au sein de la CEI comme les pays de GUAM. D'ailleurs la Géorgie, étant mécontente de sa dépendance à la Russie dans le domaine sécuritaire et énergétique était prête à se tourner vers l'OTAN. L'administration de Chevardnadze qui était consciente de la nécessité d'une autre puissance pour contrebalancer le pouvoir de la Russie a utilisé le rapprochement des Etats-Unis avec les pays du Caucase du Sud afin de développer des relations avec l'OTAN. Quant à l'Ukraine, dont le contenu de ses relations avec l'OTAN est différent que celui de la Géorgie, a acquis un statut spécial au sein de l'OTAN quand les deux parties ont signé la Charte de partenariat spécifique en 1997 après la décision d'élargissement de l'Organisation. Etant une voisine des pays membres de l'OTAN par frontière, l'Ukraine a utilisé cet atout afin de contrebalancer le pouvoir

de la Russie et diversifier sa politique étrangère. Pourtant l'administration de Koutchma, alors qu'elle a déclaré sa volonté pour l'adhésion, n'a pas réalisé les réformes nécessaires pour l'intégration dans le cadre de la politique de veiller l'attitude de la Russie.

CONCLUSION

Avec la désintégration de l'Union soviétique La Géorgie et l'Ukraine sont entrées dans une période de transition après avoir obtenu leurs indépendances. Cette période de transition comprenait des changements dans les institutions politiques et économiques à côté de la réformation de l'Etat et de la nation. A part de ces changements qui ont certainement causé des mécontentements au sein du peuple, les deux pays devaient s'occuper des problèmes hérités de l'ère soviétique. Ces héritages ont été utilisés par l'ancien centre de l'ex-Union soviétique, la Russie, au détriment de ces deux pays afin de maintenir son hégémonie dans son périphérie.

Dans le cas de la Géorgie, la Russie s'est servi des tensions sécessionnistes et de la dépendance économique et énergétique de ce pays afin de continuer son existence militaire et son influence dans le Caucase du Sud qui est dans le carrefour des voies de transport des ressources énergétiques. Quant à l'Ukraine, la Russie a utilisé la question des minorités russes dans ce pays surtout en Crimée pour prolonger son existence militaire dans la péninsule et dans la Mer Noire. En contrepartie de ces actions de la Russie, dès leurs indépendances, la Géorgie et l'Ukraine ont commencé à chercher des moyens d'abord pour obtenir leurs reconnaissances dans l'arène internationale ensuite pour accroître leurs autonomies de politiques étrangères. Dans cette perspective les deux pays ont d'une part commencé à essayer de s'approcher aux institutions occidentales comme l'UE et l'OTAN et de l'autre part à chercher d'autres moyens de coopérations en dehors de la CEI qui était dominé par la Russie.

En effet, cette ère de multiplication des relations internationales a donné une grande opportunité pour la Géorgie et l'Ukraine. D'ailleurs l'affaiblissement de la Russie au cours des années 90 l'avait poussé à se concentrer aux problèmes dans ses territoires comme la mauvaise situation économique et à la question tchétchène. Dans ce contexte l'Ukraine et la Géorgie, étant les deux pays mécontents de la domination

russe dans la CEI, ont formé GUAM avec la participation de l'Azerbaïdjan et de la Moldavie. Un autre essai de coopération était l'OCEMN qui prévoyait la coopération des pays dans la région de la Mer Noire. Pourtant, puisque l'espace ex-soviétique était dans une période de transition et de restructuration dans laquelle plusieurs conflits et instabilités ont eu lieu, les organisations de coopération ont seulement fonctionné comme des milieux dans lesquels les pays peuvent communiquer d'une manière informelle. En d'autre manière de dire les essais de former des institutions de coopération n'ont pas abouti à une vraie intégration entre les pays de la région.

A part des essais de coopérations régionales, l'Ukraine et la Géorgie ont cherché des moyens de s'allier ou même de s'intégrer aux institutions euro-atlantiques. Dans ce cadre l'attitude de l'UE et l'OTAN a joué le rôle important dans le processus du développement des relations. L'UE, étant un acteur international à la proximité de l'Europe de l'Est et du Caucase du Sud après son élargissement, a guidé une politique complexe envers les deux pays. D'une part ses intérêts l'ont poussé à étendre au maximum son influence dans la région, de l'autre part elle a eu des difficultés de définir une politique cohérente envers les pays de la région. L'une des causes importantes de cette complexité était la disparité entre les agendas de politique étrangère de trois Etats importants de l'Union, l'Angleterre, l'Allemagne et la France et celui de l'Union. Pourtant l'institutionnalisation de l'Union a assuré la formation d'une politique étrangère envers les pays ex-soviétiques qui a aussi provoqué la nécessité pour la Russie d'accroître son influence.

Contrairement à l'UE, la situation de l'OTAN est complètement différente pour les deux pays. Avec la fin de l'Union soviétique, l'OTAN est devenue la plus importante organisation de sécurité au niveau mondiale. Dans cette perspective, alors que la Russie a guidé une politique souple envers l'élargissement de l'UE, elle n'a pas suivi tolérance envers l'OTAN qui menait la politique de la porte ouverte envers l'espace ex-soviétique. Pourtant l'OTAN, qui a développé une relation de partenariat spécifique avec l'Ukraine, a commencé à s'introduire au Caucase du Sud grâce à son réseau d'alliance après les événements de 11 septembre sous prétexte de la lutte contre la terreur. Pendant le déclin de la puissance de la Russie et le progrès de l'Europe dans la région était empêché par ses hésitations, l'OTAN a accru son influence en Ukraine et en Géorgie. Ces efforts diplomatiques et militaires dans les

deux pays que la Russie voyait comme son arrière-cour ont dérangé la dernière qui était entrée dans une période de résurrection après l'arrivée au pouvoir de Poutine. Ce fait a accru les possibilités de tensions dans la région.

En bref, les deux pays de l'espace ex-soviétique, la Géorgie et l'Ukraine, pendant les premières années de leurs indépendances étaient dans une période de recherche dans le domaine de politique étrangère qui visait à contrebalancer le pouvoir de la Russie et à former une politique extérieure plus autonome. Pourtant les leaders des deux pays, E. Chevardnadze en Géorgie, L. Kravtchouk et L. Koutchma en Ukraine, étant des ex-bureaucrates de l'URSS ont toujours veillé l'attitude de la Russie pendant le processus de la formation étrangère.

Cependant, les problèmes de la période de la transition, la différence entre les objectifs mises pour l'intégration aux institutions euro-atlantiques et la pratique des politiques envers ces objectifs, la non-résolution des questions comme la corruption ont aggravé le mécontentement des sociétés des deux pays et la volonté de changement supportée par les institutions occidentales a accru. Etant donné les circonstances la Révolution des roses en Géorgie et la Révolution orange en Ukraine ont eu lieu en 2003 et en 2004 d'une manière successive. Ces deux mouvements populaires ont d'une part montré la volonté de changement dans les deux sociétés et de l'autre part une réorientation des politiques étrangères avec l'accès au pouvoir de Mikheil Saakachvili en Géorgie et de Victor Iouchtchenko en Ukraine qui défendaient l'éloignement de la Russie et voulaient guider des politiques étrangères pro-occidentales.

Alors que les changements de gouvernement dans les deux pays ont causé un optimisme au sein des peuples et dans les milieux internationaux, ce fait n'a pas duré longtemps. En Ukraine, malgré la réalisation du progrès limité dans la transformation de l'économie et la limitation des compétences excessives de la poste présidentielle les espérances de réformes rapides, prévues par les leaders du mouvement Orange, n'étaient pas concrétisées. En effet la coalition du camp révolutionnaire s'est effondrée après les accusations de corruption. En outre la perte de pouvoir d'Ioulia Tymochenko envers V. Ianoukovytch pendant les élections de 2006 et son arrivée à la poste de 1^{er} ministre a de facto terminé le mouvement de réforme en Ukraine.

Enfin la victoire d'Ianoukovytch pendant les élections présidentielles de 2010 envers Tymochenko a signifié le retour de l'Ukraine aux politiques de Koutchma qui visait à veiller le pouvoir de Moscou dans le processus de la formation de la politique étrangère.

Quant à la Géorgie, après son arrivée au pouvoir, l'administration de Saakachvili était accusée de devenir de plus en plus autoritaire pendant le processus de la réalisation des réformes institutionnelles et économiques. En outre, le gouvernement de Poutine a réagi avec une hostilité croissante à l'orientation euro-atlantique de la Géorgie, en particulier à ses aspirations d'adhérer à l'OTAN. La soumission des embargos économiques et la soutenance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par la Russie a poussé Saakachvili à utiliser une rhétorique plus nationaliste pendant les élections présidentielles de 2008 dont il a emporté la victoire. Étant donné les circonstances après les élections, la tension entre les deux parties a accru jusqu'à l'intervention militaire de la Russie en Géorgie juste après l'intrusion de la dernière en Ossétie du Sud. En effet cette intervention était aussi une réponse au sommet de Bucarest de l'OTAN au cours duquel les alliés se sont accordés à reconnaître que la Géorgie et l'Ukraine seraient membres de l'Alliance dans le futur et à la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo par les États-Unis en 2008 dont ce fait était contre à la politique de la Russie dans les Balkans. En conséquence la Russie a montré que sa participation dans le processus de résolution des questions en Caucasic était nécessaire et qu'elle ne permettrait pas facilement aux institutions occidentales, surtout à l'OTAN, de se mêler dans ses affaires.

En conclusion, dans cette étude nous avons examiné une période spécifique pendant laquelle la Russie n'était plus une superpuissance mais un pays dont sa force était en déclin, et les deux pays qui ont déclaré leurs indépendances dans l'espace ex-soviétique, la Géorgie et l'Ukraine, étaient en recherche d'autonomiser leurs politiques étrangères par l'influence des coopérations internationales mais toujours en veillant l'attitude de la première. Ultérieurement, l'arrivée au pouvoir des occidentalistes dans ces deux pays avec les révolutions colorées a signifié une rupture avec la politique précédente. En contrepartie le regain de la puissance de Russie et l'échec des occidentalistes ont montré que c'était une période transitoire. L'arrivée au pouvoir d'Ianoukovytch en Ukraine et la perte de prestige de

Saakachvili en Géorgie après l'intervention militaire de la Russie en Géorgie sont les preuves du retour à l'équilibre entre les parties avant les révolutions colorées.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

AVES, Jonathan, *Georgia: from Chaos to Stability*, London, The Royal Institute of International Affairs, 1996

BACON, Edwin, Matthew Wyman, *Contemporary Russia*, Palgrave Macmillan, London, 2006

BRZEZINSKI, Zbigniew, *Büyük Satranç Tahtası*, İstanbul, Sabah Kitapları, 1998

D'ANIERI, Paul, KARVCHUK, Robert, KUZIO, Taras, *Politics and Society in Ukraine*, Oxford, Westview Press, 1999

DANKS, Catherine, *Russian Politics and Society*, London, Pearson Education, 2001

DEMİR, Ali Faik, *Türk Dış Politikası Perspektifinden Güney Kafkasya*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 2003

DE TINGUY, Anne, et al., *l'Ukraine, Nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2000

DYCZOK, Marta, *Ukraine*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 2000

HERZIG, Edmund, *The New Caucasus: Armenia, Azerbaijan and Georgia*, London, Royal Institute of International Affairs, 1999

HOLMES, Leslie, *Post Komünizm*, Ankara, Doruk yayınları, 2002

HOSKING, Geoffrey, *Russia and the Russians*, London, Allen Lane the Penguin Press, 2001

KAPPELER, Andreas, *Petite histoire de l'Ukraine*, Paris, Institut d'Etudes Slaves, 1997

KLABBERS, Jan, et.al., *Pratique des Etats Concernant La Succession d'Etats et Les Questions de Reconnaissance*, Kluwer Law International, Conseil de l'Europe, 1999

KUZIO, Taras, et D'ANIERI, Paul, *Dilemmas of State-Led Nation Building in Ukraine*, Praeger, London, 2002

LO, Bobo, *Vladimir Putin and the Evolution of Russian Foreign Policy*, The Royal Institute of International Affairs, Blackwell, Oxford, 2003, pp.67-68

LYNCH, Dov, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS, The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, The Royal Institute of International Affairs, London, MacMillan Press, 2000

MAGOCSI, Paul Robert, *A History of Ukraine*, Seattle, University of Washington Press, 1998

PRIZEL, Ilya, *National Identity and Foreign Policy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998

SAKWA, Richard, *Putin: Russia's Choice*, Routledge, London, 2004

SAKWA, Richard, *Russian Politics and Society*, London, Routledge, Third edition, 2002

SCOT, Jean-Paul, *La Russie de Pierre le Grand à Nos Jours*, Paris, Armand Colin, 2000

SOLCHANYK, Roman, *Ukraine and Russia, The Post-Soviet Transition*, Rowman&Littlefield Publishers, Maryland, 2001

TRENIN, Dmitri, *The End of Eurasia*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002

WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, 4ème édition, Paris, Press Universitaires de France, 1999

WOLCZUK, Roman, *Ukraine Foreign and Security Policy 1991-2000*, Routledge, London, 2003

ARTICLES

ABDELAL, Rawi, "Interpreting Interdependence: National Security and the Energy Trade of Russia, Ukraine and Belarus", in Robert Legvold and Celeste A. Wallander, *Swords and Sustenance, The Economics of Security in Belarus and Ukraine*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2004, pp.101-129

ALEXANDROVA, Olga, "The Premises of Ukrainian Foreign and Security Policies", in Kurt Spillmann, Andreas Wenger, Derek Müller, *Between Russia and the West: Foreign and Security Policy of Independent Ukraine*, Peter Lang, Berlin, 1999, pp.31-52

AYDIN, Mustafa, "Europe's New Region: The Black Sea in the Wider Europe Neighbourhood", *Southeast European and Black Sea Studies*, Vol. 5, No. 2, May 2005, pp.257-283

BEICHELT, Timm, “Autocracy and Democracy in Belarus, Russia and Ukraine”, *Democratization*, Vol.11, No.5, December 2004, pp.113-132

BİLENER, Tolga, “Ulus – Devlet Olma Sürecinde Ukrayna”, dans Erhan Büyükakıncı (ed.) *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Ankara, Phoenix, 2004, pp.311-341

BOJCUN, Marko, “Ukraine: Beyond postcommunism”, *Debatte*, Vol.13, No.1, Avril 2005, pp.9-20

BÜYÜKAKINCI, Erhan, “Bağımsızlık Sürecinde Ukrayna-Rusya İlişkileri”, dans Erhan Büyükakıncı (ed.) *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Phoenix yay. Ankara, 2004, p.401-436.

CHIGORIN, Aleksandr, “Russian-Georgian Relations”, *International Affairs: A Russian Journal of World Politics, Diplomacy & International Relations*, No.49, 2003, p.125-138

CLASTRES, Cédric, LOCATELLI, Catherine, “Sécurité énergétique de l’Union européenne : les enjeux de la libéralisation dans un environnement international risqué”, LEPII, *Cahier de Recherche* No :19, avril 2009, URL : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/37/79/32/PDF/CC-CL_CR19_2009.pdf

CONNOR, William M., KIPP, Jacob W., “The Ukrainian and Belarussian Presidential Elections: Assesment and Implications”, *Global Security*, URL:<http://www.globalsecurity.org/military/library/report/1994/ukrbelel.htm#11>

COPPIETERS, Bruno, “Georgia in Europe: The Idea of Periphery in International Relations”, dans Bruno Coppieters, Alexei Zverev, Dmitri Trenin, *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, Portland: Frank Cass, 1998, pp. 44-68.

COPPIETERS, Bruno, “The Georgian-Abkhaz Conflict”, *The European Center for Minority Issues*, URL: <http://www.ecmi.de/jemie/download/1-2004Chapter5.pdf>

DEMETRIOU, Spyros, “Rising From the Ashes: The Difficult (Re) Birth of the Georgian State” *Development & Change*, Vol. 33, Issue 5, Novembre 2002, pp.859-883

DEMİRAĞ, Yelda, “EU Policy towards South Caucasus and Turkey”, *Perceptions*, Vol.IX, No. 4, Winter 2004-2005, pp.91-105.

DE TINGUY, Anne, “L’Ukraine, la Russie et l’Occident, de Nouveaux Equilibres dans Une Nouvelle Europe”, dans Anne de Tinguy, *Nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2000, pp.9-51

DEVDAIANI, Jaba, “Georgia and Russia: The Troubled Road to Accomodation” in Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, The MIT Press, 2005, pp.153-204

DEVDAIANI, Jaba, “Georgia: Rise and Fall of The Façade Democracy”, *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, Winter, 2004, pp. 79-115.

DE WAAL, Thomas, "Georgia and Its Distant Neighbors", in Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, The MIT Press, 2005, pp. 307-337.

FREESE, Theresa, "A report from the field: Georgia's war against contraband and its struggle for territorial integrity", *SAIS Review*, Vol. 25, No.1, Winter-Spring 2005, pp.107-121.

GALAKA, Serguiy, "La Coopération entre l'Ukraine et l'Occident – Le Cas de la Non-prolifération Nucléaire" dans Anne de Tinguy, *L'Ukraine, Nouvel Acteur du Jeu International*, Bruxelles, Bruylant, 2000, pp. 153-173

HAVRYLYSHYN, Oleh, "The political economy of delayed reform in Ukraine", dans Sharon L. Wolchik and Volodymyr Zviglyanich, *Ukraine, The search for a national identity*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2000, pp. 49-66

HELLEY, Damien, GOGIA, Giorgi, "Georgian Security and the Role of the West", dans Bruno Coppieters et al, *Statehood and Security*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2005, pp. 271-305.

JONES, Stephen, "The Role of Cultural Paradigms in Georgian Foreign Policy", *The Journal of Post-Communist Studies and Transition Politics*, Vol. 19, No.3, 2003, p.83-110

KARABESHKIN, Leonid A. et SPECHER, Dina R., "EU and NATO Enlargement: Russia's Expectations, Responses and Options for the Future", *European Security*, Vol. 16, No.3-4, September-December 2007, pp.307-328

KHMELKO, V. Valeri, WILSON, Andrew, "Ethnic and Linguistic Cleavages", dans Taras Kuzio (ed), *Dynamics of Post-Soviet Transformation: Contemporary Ukraine*, M.E. Sharpe, London, 1998, pp.60-80

KUZIO, Taras, "Belarus and Ukraine: Democracy Building in a Grey Security Zone" *Democratic Consolidation in Eastern Europe Volume 2: International and Transnational Factors*, june 2001, pp.455-484.

KUZIO, Taras, "Is Ukraine Part of Europe's Future?" *The Washington Quarterly*, Summer 2006, pp.89-108

KUZIO, Taras, "The National Factor in Ukraine's Quadruple Transition" *Contemporary Politics*, Volume 6, Number 2, 2000, pp.143-164.

KYLYMPUSH, Ivana, "Ukraine and Russia: Strategic Partnership vs. Mutual Dependence", dans Kurt Spillmann, Andreas Wenger, Derek Müller, *Between Russia and the West: Foreign and Security Policy of Independent Ukraine*, Peter Lang, Berlin, 1999, pp.237-255.

KLYMPUSH-TSINTSADZE, Ivana, "Cooperative Efforts in the Black Sea Region", dans Oleksandr Pavliuk et al, *The Black Sea Region, Cooperation and Security Building*, London, M.E Sharp, 2003, pp. 27-60

KÖK, Havva, “The effects of the Caspian pipeline issue on the stability of the Caucasus”, dans *The prospects for cooperation and stability in the Caucasus*, Joint conference series No.2, Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBIV), March 1st, Istanbul, 2005, pp.33-39

LARRABEE, Stephen, “Ukraine and the West”, *Survival*, Vol.48, No.1, Spring 2006, pp.93-110.

LARRABEE, Stephen, “Ukraine at the Crossroads”, *The Washington Quarterly*, Autumn 2007, pp:45-61.

LARSSON, Robert L., “From Blue Stream to Nord Stream: Strategic Gains and Economic Flaws”, *Comparing The Baltic and Black Sea Regions: Regional Security, Energy Security and Euro-Atlantic Integration*, FOI – Swedish Defense Research Agency, pp.31-58. URL: <http://www2.foi.se/rapp/foir2281.pdf>

LYNCH, Dov, “Why Georgia Matters”, *Chaillot Paper*, No. 86, February 2006, URL: <http://www.iss.europa.eu/uploads/media/cp086.pdf>

MENAGARICHVILI, Irakli, “L’évolution de partenariats de l’OTAN, le partenariat dans la pratique : l’expérience de la Géorgie”, *Revue de l’OTAN*, Automne 2001, URL: <http://www.nato.int/docu/revue/2001/0103-04.htm>

MENKISZAK, Marek, “Relations between Russia and NATO before and after the 11th September”, *Center for Eastern Studies*, Warsaw, May, 2002, pp. 33-47. URL: <http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-studies/2002-04-15/relations-between-russia-and-nato-and-after-11th-september>

MÜNZ, Rainer, OHLIGER, Rainer, “L’Ukraine Post-soviétique : Une Nation en Formation entre l’Est et l’Ouest”, dans Anne de Tinguy et al., *l’Ukraine, Nouvel acteur du jeu international*, Bruxelles, Bruylant, 2000, pp.79-107.

NANAGOULIAN, Garnik, “The Post-Cold War Security Dilemma in Transcaucasus”, *Weatherhead Center for International Affairs*, may 2000, p.27, URL: <http://www.wcfia.harvard.edu/sites/default/files/nanagoulian.pdf>

NODIA, Ghia, “A new cycle of instability in Georgia” dans Gary K. Bertsch et al. *Crossroads and Conflict Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*, London, Routledge, 2000, pp.188-203.

ÖZER, Ercan, “The Black Sea Economic Cooperation and Regional Security”, *Perceptions: Journal of International Affairs*, vol. 2, pp. 78.

PAVLIUK, Oleksandr, “GUUAM: The Maturing of a Political Grouping into Economic Cooperation” dans R. Dwan and O. Pavliuk, et al, *Building Security in the New States of Eurasia*, New York, M.E Sharp, 2000, pp. 33-55.

PISKUNOVA, Ekaterina, “Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie”, *CEPES (Centre d’Etudes des Politiques Etrangères et de Sécurité)*, Septembre 2006, No.31, URL: http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Piskunova_NOTE31.pdf

POZUN, Brian, Multi-Ethnic Outpost, *Central Europe Review*, URL : <http://www.ce-review.org/00/40/pozun40.html>

PREVELAKIS, George, "The Geopolitics of the Black Sea Region", *Southeast European and Black Sea Studies*, Vol.1, No.3, September 2001, pp: 148-152.

PRIZEL, Ilya, "Ukraine Between Proto-Democracy and 'Soft' Authoritarianism" dans K. Dashiwa et B. Parrott et al. *Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp.330-362.

PUGLISI, Rosaria, "Clashing agendas? Economic Interests, Elite Coalitions and Prospects for co-operation between Russia and Ukraine", *Europe-Asia Studies*, Vol.55, No.6, 2003, pp.827-845

RUMER, Eugene, "Eurasia Letter : Will Ukraine Return to Russia?", *Foreign Policy*, Fall 1994, Issue 96.

SAMAKHVALOV, Vsevolod, "Relations in the Russia Ukraine EU Triangle: 'Zero-sum game' or not?", *Institute for Security Studies*, Occasional Paper No.68, septembre 2007

SEZGİN, Mahmut Niyazi, AĞACAN Kamil, "Dünden Bugüne Ahıska Türkleri Sorunu", Avrasya Stratejik Araştırmalar Merkezi, Ankara, Mai 2003.

STEWART, Susan, "Autonomy as a Mechanism for Conflict Regulation ? The Case of Crimea", *Nationalism & Ethnic Politics*, Vol.7, No.4, Winter 2001, pp.113-141.

SLIDER, Darrell, "Democratization in Georgia", in Karen Dawisha and Bruce Parrott, *Conflict, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp.156-194

TANRISEVER, Oktay, "Rusya – Gürcistan ilişkilerinde artan gerilim: Bir sağır diyalogu mu?", www.stradigma.com, Ağustos 2007, No. 7, URL: http://www.stradigma.com/turkce/agustos2003/08_2003_08.pdf

TANRISEVER, Oktay, "Sovyet Sonrası Dönemde Rusya'nın Kafkasya Politikası", dans Mustafa Türkeş et.al, *Türkiye'nin Komşuları*, Ankara, İmge Kitabevi, 2002, pp. 337-410

TELLAL, Erel, "Rusya Federasyonunun Dış Politikası: 'Yakın Çevre' ve 'Askeri Doktrin'", Baskın Oran(ed), *Türk Dış Politikası*, Vol.2, 2004

TURAN, Günhan, "Bağımsız Rusya'nın Dış Politika Seçenekleri", dans Erhan Büyükkakıncı (ed.) *Değişen Dünyada Rusya ve Ukrayna*, Phoenix Yayınevi, Ankara, 2004, pp. 365-400.

WHITE, Stephen, KOROSTELEVA, Julia, ALLISON, Roy, "NATO: The View from the East", *European Security*, Vol.15, No.2, June 2006, pp.165-190

WILSON, Andrew, “Ukraine and post-soviet Europe: Authoritarian consolidation or renewed reform?” in Stephen White et. al, *Developments in Central and East European Politics 3*, London, Palgrave Macmillan, 2003. pp.92-111

WILSON, Andrew, RONTYANNI, Clelia, “Security or Prosperity? Belarusian and Ukrainian choices” in Robert Legvold and Celeste A. Wallander, *Swords and Sustenance, The Economics of Security in Belarus and Ukraine*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2004, pp. 23-62.

WOLCZUK, Kataryna, “Ukraine and its relations with the EU in the context of the European Neighbourhood Policy”, dans *Ukraine: Quo Vadis?*, Chaillot Paper, février 2008, No. 108, pp. 87-118

WOLCZUK, Roman, “Polish-Ukrainian Relations: A Strategic Relationship Conditioned by Externalities”, *Defense Studies*, Vol. 2, No. 2, summer 2002, pp. 143 – 150.

ZOURABICHVILI, Salomé, “La relation incertaine avec les « Etats du voisinage »”, dans *Fermer Yalta*, Cahier de Chaillot, No.102, mai 2007

ZURCHER, Christoph, “Georgia’s Time of Troubles, 1989-1993”, in Bruno Coppeters et al, *Statehood and Security*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, The MIT Press, 2005, pp. 83-116.

JOURNAUX, BULLETINS, RAPPORTS

International Crisis Group; URL:

<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?l=1&id=3380>

International Crisis Group “Abkhazia Today”, Europe Report, No: 176, September 2006, p.6. URL:

http://www.crisisgroup.org/library/documents/europe/caucasus/176_abkhazia_today.pdf

International Crisis Group “Georgia : Avoiding War In South Ossetia”, Europe Report 159, November 2004, pp.2-3.URL :

http://www.crisisgroup.org/library/documents/europe/caucasus/159_georgia_avoiding_war_in_south_ossetia.pdf

Washington Post, “Schroeder Accepts Russian Pipeline Job”, November 10 2005

URL : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/12/09/AR2005120901755.html>

Todays Zaman, “Montenegro Denied BSEC Membership Because of Turkish-Greek Rift”

URL : <http://www.todayszaman.com/tz-web/detaylar.do?load=detay&link=37983> “

Le Figaro, “Géorgie: La sortie de la CEI validée” URL: <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/08/14/01011-20080814FILWWW00423-georgie-la-sortie-de-la-cei-validee.php>

Radio Free Europe/Radio Liberty, “Georgia Finalizes Withdrawal From CIS”,
URL : http://www.rferl.org/content/Georgia_Finalizes_Withdrawal_From_CIS/1802284.html

COLISEE, Comité de liaison pour la solidarité avec l’Europe de l’Est, “Géorgie: l’Adjarie en état de siège”, 4 mai 2004,
URL: http://www.colisee.org/breve.php?id_breve=469&var_recherche=abachidze

COLISEE, “Evolution de l’économie géorgienne de 1991 à 2004”, 18 mars 2004,
URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=1019

COLISEE, “Géorgie: Un cas exemplaire d’incompréhension mutuelle, la région de Samtskhé - Djavakhétie »
URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=1266

COLISEE, “La province de Samtskhé - Djavakhétie sur la sellette”
URL:
http://www.colisee.org/article.php?id_article=1869&var_recherche=djavakh%E9tie

COLISEE, “Géorgie: La ‘Révolution de velours’ ne fait que commencer” 24 novembre 2003,
URL: http://www.colisee.org/article.php?id_article=912

DEIK, Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu, “Ukrayna Ülke Bülteni”, URL:
<http://www.deik.org.tr>
URL: http://www.deik.org.tr/Lists/Bulten/Attachments/123/ukrayna-bulten-ocak2007_TR.pdf

SOURCES ELECTRONIQUES

Central Intelligence Agency (CIA), The World Fact Book;
URL: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gg.html>

“Summit Declaration on Black sea Economic Cooperation”
URL : <http://www.bsec-organization.org/documents/declaration/summit/Reports/Istanbul1992.pdf>

“La Charte de l’Organisation de Coopération économique de la mer Noire”, URL :
<http://www.bsec-organization.org/documents/LegalDocuments/statutory/charter/Download/CHARTER%20web%20080630.pdf>

“La déclaration décennale du sommet d’Istanbul”, 25 Juin 2002,
URL: <http://www.bsec-organization.org/documents/declaration/summit/Reports/Istanbul2002.pdf>

“Stratégie Européenne de Sécurité” 12 décembre 2003, Bruxelles
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/031208ESSIIFR-3.pdf>

Union Européenne, [URL:http://europa.eu](http://europa.eu),
“Accords de partenariat et de coopération”,

URL : http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/eastern_europe_and_central_asia/r17002_fr.htm

Communication de la Commission au Conseil et au Parlement Européen, “L’Europe élargie – voisinage : Un Nouveau Cadre pour les Relations avec nos voisins de l’Est et du Sud”

URL : http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com03_104_fr.pdf

Communication de la Commission, “Politique européenne de voisinage: Document d’orientation”,

URL : http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/strategy/strategy_paper_fr.pdf

“Politique européenne de voisinage”,

URL: http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/action_plans/georgia_enp_ap_final_fr.pdf

ICBSS, International Center for Black Sea Studies, “BSEC Economic Agenda for the Future : Towards a More Consolidated, Effective and Viable BSEC Partnership”, Mars 2001.

URL : <http://www.inogate.org/>

Georgian Ministry of Foreign Affairs, URL: <http://mfa.gov.ge>

“Foreign Policy Strategy Document”,

URL: http://www.mfa.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=35;

<http://www.mfa.gov.ua/mfa/en/847.htm>

GUAM, URL : <http://www.guam.org/doc/browse.html>

L’Organisation Pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE),

URL: <http://fr.osce.org/images/stories/File/pdf/sommets/istan99f.pdf>

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Document d’Istanbul 1999, p.263.

URL: <http://fr.osce.org/images/stories/File/pdf/sommets/istan99f.pdf>

L’OTAN, URL : www.nato.int

“Relations de l’OTAN avec l’Ukraine”, URL :

http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_37750.htm?

“Le Conseil de partenariat euro-atlantique”

http://www.nato.int/cps/fr/natolive/topics_49276.htm

State Statistics Committee of Ukraine:

URL: <http://www.ukrstat.gov.ua> ;

URL: http://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2009/ds/kn/kn_e/kn0109_e.html

<http://www.ukrcensus.gov.ua>

http://www.ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2009/ds/kn/kn_e/kn0109_e.html

<http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/>

United Nations (UN); URL:

http://www.un.org/french/peace/peace/cu_mission/monug/monug.htm

URL: <http://orthodox.org.ua/eng/>

URL: <http://www.ukraine.com/exports/>

ANNEXE 1

LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS – LES ETATS EUROPEENS



URL: http://www.lib.utexas.edu/maps/commonwealth/cis_europe_pol_2003.jpg

ANNEXE 2

LA MISE EN PERSPECTIVE REGIONALE DES ENJEUX ENERGETIQUES ET TERRITORIAUX EN GEORGIE



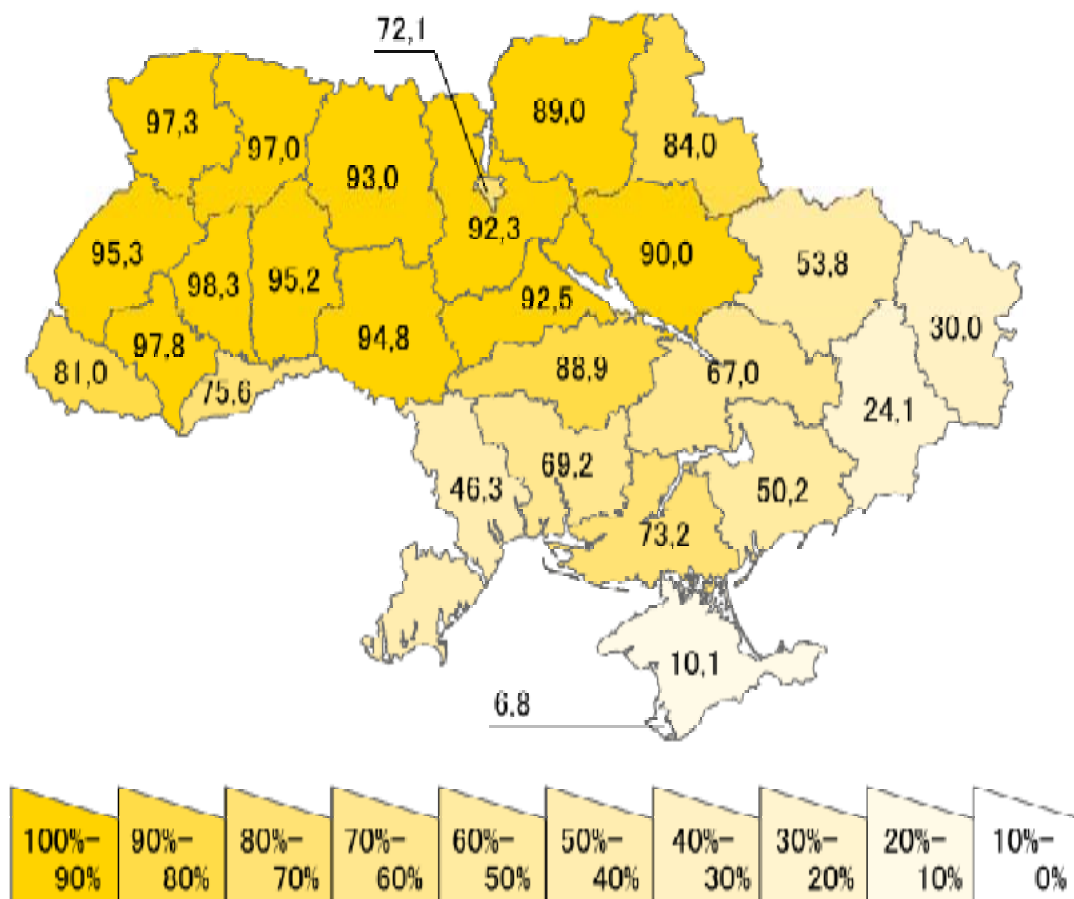
ANNEXE 3

LES REGIONS DE L'UKRAINE



ANNEXE 4

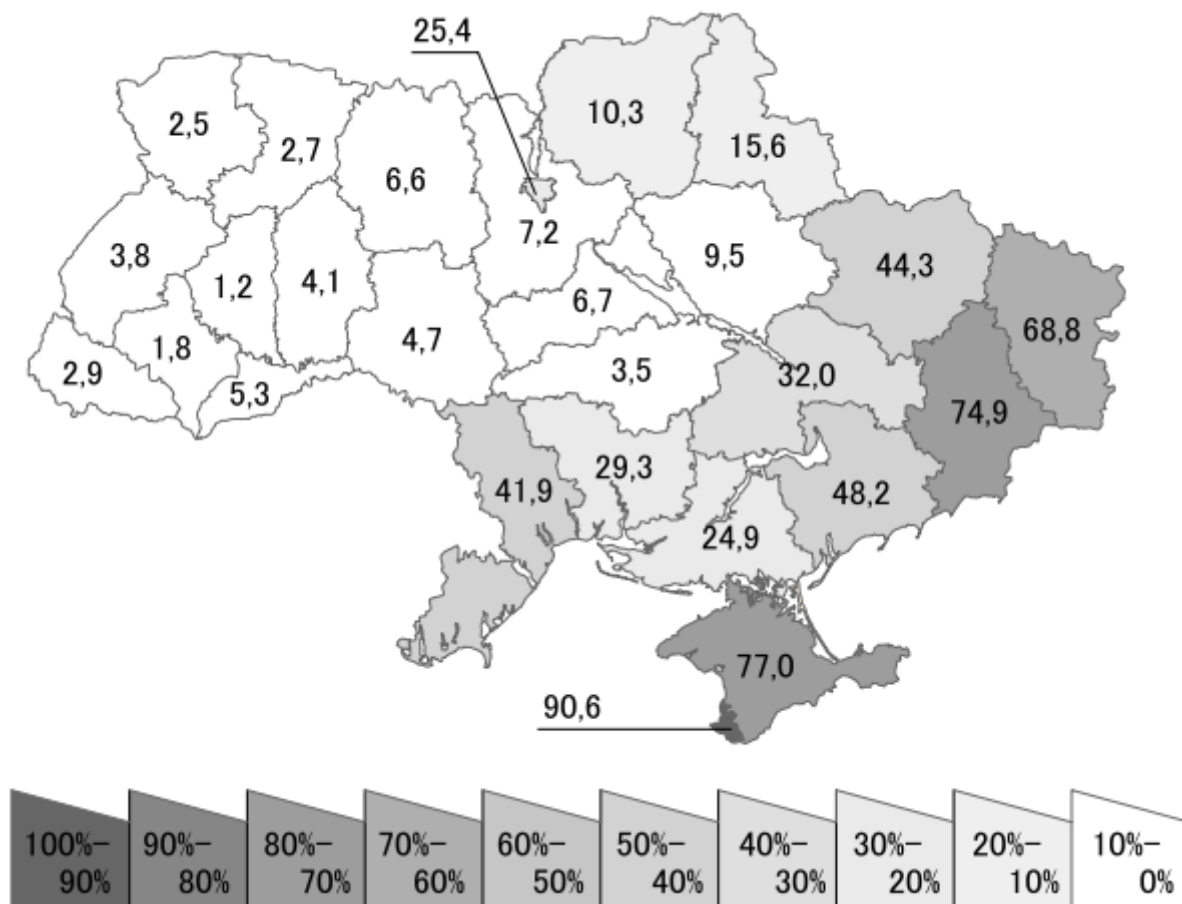
POPULATION DE CEUX DONT LA LANGUE MATERNELLE EST L'UKRAINIEN EN UKRAINE (2001)



URL: http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ukraine_cencus_2001_Ukrainian.svg
; <http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/>

ANNEXE 5

POPULATION DE CEUX DONT LA LANGUE MATERNELLE EST LE RUSSE EN UKRAINE (2001)



URL: http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ukraine_cencus_2001_Russian.svg ;
<http://www.ukrcensus.gov.ua/eng/>

CURRICULUM VITAE

Emre Erkan est né à Istanbul en 1978. Diplômé en 1997 du Lycée Saint Benoit d'Istanbul, il a obtenu sa licence en 2004 à l'Université Galatasaray dans la Faculté des Sciences Economiques et Administratives, le Département de la Science Politique et l'Administration Publique. Il poursuit aujourd'hui un mastère de recherche à l'Université Galatasaray dans l'Institut des Sciences Sociales, le Département des Relations Internationales.